

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 48

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

*Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations*

VOLUME 48

1950

I. Nos. 737-746

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered from 3 March 1950 to 15 March 1950*

	<i>Page</i>
No. 737. Denmark and France:	
Convention relating to military service. Signed at Paris, on 22 June 1949	3
 No. 738. United States of America and Romania:	
Note by which the Government of the United States of America, in pursuance of article 10 of the Treaty of Peace with Romania, signed at Paris on 10 February 1947, notified the Romanian Government of those pre-war bilateral treaties between the two countries, which the United States of America desires to keep in force or revive. Bucharest, 26 February 1948	9
 No. 739. Belgium and Austria:	
Exchange of letters constituting an agreement for the revival of certain international instruments relating to extradition. Brussels, 15 October and 5 November 1949	107
 No. 740. Denmark and United States of America:	
Mutual Defence Assistance Agreement (with annexes). Signed at Washington, on 27 January 1950	115

***Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies***

VOLUME 48

1950

I, Nos 737-746

TABLE DES MATIERES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés du 3 mars 1950 au 15 mars 1950*

	<i>Pages</i>
N° 737. Danemark et France:	
Convention relative au service militaire. Signée à Paris, le 22 juin 1949	3
 N° 738. Etats-Unis d'Amérique et Roumanie:	
Note par laquelle le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en application de l'article 10 du Traité de paix avec la Roumanie, signé à Paris le 10 février 1947, notifie au Gouvernement roumain les accords bilatéraux antérieurs à la guerre, conclus entre les deux pays, que les Etats-Unis d'Amérique désirent maintenir ou remettre en vigueur. Bucarest, 26 février 1948	9
 N° 739. Belgique et Autriche:	
Echange de lettres constituant un accord pour la remise en vigueur de certains actes internationaux relatifs à l'extradition. Bruxelles, 15 octobre et 5 novembre 1949	107
 N° 740. Danemark et Etats-Unis d'Amérique:	
Accord d'assistance mutuelle pour la défense (avec annexes). Signé à Washington, le 27 janvier 1950	115

	<i>Page</i>
No. 741. Union of Soviet Socialist Republics and Bulgaria:	
Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance. Signed at Moscow, on 18 March 1948	135
No. 742. Union of Soviet Socialist Republics and Finland:	
Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance. Signed at Moscow, on 6 April 1948	149
No. 743. Union of Soviet Socialist Republics and Hungary:	
Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance. Signed at Moscow, on 18 February 1948	163
No. 744. Union of Soviet Socialist Republics and Mongolia:	
Treaty of friendship and mutual assistance. Signed at Moscow, on 27 February 1946	177
No. 745. Union of Soviet Socialist Republics and Romania:	
Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance. Signed at Moscow, on 4 February 1948	189
No. 746. Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Canada, etc.:	
Treaty of Peace with Finland. Signed at Paris, on 10 February 1947	203
 ANNEX A. <i>Ratifications, accessions, prorogations, etc., concerning treaties and international agreements registered with the Secretariat of the United Nations</i>	
No. 447. Exchange of Notes constituting an agreement between Belgium and France designed to facilitate the movement of persons between the metropolitan territories of Belgium	

	<i>Pages</i>
N° 741. Union des Républiques socialistes soviétiques et Bulgarie:	
Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé à Moscou, le 18 mars 1948	135
N° 742. Union des Républiques socialistes soviétiques et Finlande:	
Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé à Moscou, le 6 avril 1948	149
N° 743. Union des Républiques socialistes soviétiques et Hongrie:	
Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé à Moscou, le 18 février 1948	163
N° 744. Union des Républiques socialistes soviétiques et Mongolie:	
Traité d'amitié et d'assistance mutuelle. Signé à Moscou, le 27 février 1946	177
N° 745. Union des Républiques socialistes soviétiques et Roumanie:	
Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé à Moscou, le 4 février 1948	189
N° 746. Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, etc.:	
Traité de paix avec la Finlande. Signé à Paris, le 10 février 1947	203
 ANNEXE A. <i>Ratifications, adhésions, prorogations, etc., concernant des traités internationaux enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies</i>	
N° 447. Echange de notes constituant un accord entre la Belgique et la France dans le but de faciliter la circulation des personnes entre les territoires métropolitains belge et français, Paris,	

	<i>Page</i>
and France, Paris, 8 and 12 April 1949; Exchange of Notes constituting an agreement supplementary to that agreement extending its application to the Belgian-Luxembourg and French-Luxembourg frontiers, Paris, 12 and 14 May 1949; and Exchange of Notes constituting a second supplementary agreement extending its application to the Saar, Paris, 6 September 1949:	
Exchange of Notes constituting a supplementary agreement to the above-mentioned agreement extending its application to the Saar. Paris, 24 January 1950	306
No. 688. Protocol, signed at Paris on 19 November 1948, bringing under international control drugs outside the scope of the Convention of 13 July 1931 for limiting the manufacture and regulating the distribution of narcotic drugs, as amended by the Protocol signed at Lake Success on 11 December 1946:	
Extension to the Condominium of the New Hebrides Archipelago: Notification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	310
Note	311

Pages

8 et 12 avril 1949; Echange de notes constituant un accord complémentaire à cet accord étendant son application à la frontière belgo-luxembourgeoise et franco-luxembourgeoise, Paris, 12 et 14 mai 1949; et Echange de notes constituant un second accord complémentaire étendant son application à la Sarre, Paris, 6 septembre 1949:

Echange de notes constituant un accord complémentaire à l'accord susmentionné étendant son application à la Sarre. Paris, 24 janvier 1950	306
N° 688. Protocole, signé à Paris le 19 novembre 1948, plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success le 11 décembre 1946:	
Extension au Condominium de l'archipel des Nouvelles-Hébrides: Notification par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	310
Note	311

NOTE

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil, ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

from 3 March 1950 to 15 March 1950

Nos. 737 to 746

Traités et accords internationaux

enregistrés

du 3 mars 1950 au 15 mars 1950

N^{os} 737 à 746

No. 737

**DENMARK
and
FRANCE**

**Convention relating to military service. Signed at Paris, on
22 June 1949**

Official text: French.

Registered by Denmark on 3 March 1950.

**DANEMARK
et
FRANCE**

**Convention relative au service militaire. Signée à Paris, le
22 juin 1949**

Texte officiel français.

Enregistrée par le Danemark le 3 mars 1950.

N° 737. CONVENTION¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU DANEMARK ET DE LA FRANCE RELATIVE AU SERVICE MILITAIRE. SIGNÉE A PARIS, LE 22 JUIN 1949

Le Gouvernement danois et le Gouvernement français ayant résolu de mettre fin, d'un commun accord, aux difficultés que rencontrent, du fait de leurs obligations militaires, dans les deux pays, ceux de leurs ressortissants respectifs qui possèdent également la nationalité de l'autre pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Les ressortissants danois, qui possèdent également la nationalité française, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires en France s'ils ont satisfait à ces mêmes obligations dans les forces armées danoises et s'ils en justifient par la production d'un document officiel des autorités danoises.

Article 2

Les ressortissants français, qui possèdent également la nationalité danoise, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires au Danemark s'ils ont satisfait à ces mêmes obligations dans les forces armées françaises et s'ils en justifient par la production d'un document officiel des autorités françaises.

Article 3

Un délai de deux ans, à compter de leur libération du service militaire, sera accordé aux intéressés pour qu'ils puissent, par la production du certificat susmentionné, régulariser leur situation.

Article 4

Ceux de ces ressortissants, qui auront pris volontairement du service dans les forces armées de l'un ou l'autre Etat, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires au Danemark et en France. Un certificat précisant la nature des services qu'ils auront accomplis sera, le cas échéant, délivré aux intéressés suivant les modalités prévues aux articles précédents.

¹ Entrée en vigueur le 31 octobre 1949, par l'échange des instruments de ratification à Paris, conformément à l'article 6.

TRADUCTION — TRANSLATION

No. 737. CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS
OF DENMARK AND FRANCE RELATING TO MILITARY
SERVICE. SIGNED AT PARIS, ON 22 JUNE 1949

The Danish Government and the French Government, having resolved to put an end, by mutual agreement, to the difficulties encountered, owing to their military obligations, in the two countries, by those of their respective nationals who also possess the nationality of the other country, the undersigned, duly authorized to that effect, have agreed on the following provisions:

Article 1

Danish nationals who also possess French nationality shall be deemed to have complied with their military obligations in France if they have complied with the said obligations in the Danish armed forces and can produce an official document issued by the Danish authorities in proof thereof.

Article 2

French nationals who also possess Danish nationality shall be deemed to have complied with their military obligations in Denmark if they have complied with the said obligations in the French armed forces and can produce an official document issued by the French authorities in proof thereof.

Article 3

A time-limit of two years reckoned from the date of their discharge from military service shall be granted the persons concerned to enable them by production of the above-mentioned certificate to regularize their situation.

Article 4

Nationals who have voluntarily served in the armed forces of either State shall be deemed to have complied with their military obligations in Denmark and in France. A certificate specifying the nature of the services performed shall, where necessary, be issued to the persons concerned according to the provisions of the preceding articles.

¹ Came into force on 31 October 1949, by the exchange of the instruments of ratification at Paris, in accordance with article 6.

Article 5

Les dispositions de la présente Convention n'affectent en rien la condition juridique des intéressés en matière de nationalité.

Article 6

La présente Convention entrera en vigueur dès l'échange des ratifications, celui-ci devant avoir lieu à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle restera en vigueur jusqu'à ce que les deux Hautes Parties Contractantes y mettent fin d'un commun accord, mais elle pourra être dénoncée en tout temps sur le désir de l'une d'Elles, moyennant avis donné à l'autre un an à l'avance.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Paris, en double exemplaire, le mercredi 22 juin 1949.

(Signé) J. C. W. KRUSE [L. S.]

(Signé) SCHUMAN [L. S.]

Article 5

The provisions of the present Convention shall in no way affect the juridical status of the persons concerned in the matter of nationality.

Article 6

The present Convention shall come into force forthwith on the exchange of the instruments of ratifications, which shall take place in Paris as soon as possible.

It shall remain in force until the two High Contracting Parties put an end thereto by mutual agreement, but it may be denounced at any time by either Party subject to one year's notice on either side.

IN FAITH WHEREOF, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed their seals thereto.

DONE at Paris, in duplicate, on Wednesday, 22 June 1949.

(Signed) J. C. W. KRUSE [L.S.]

(Signed) SCHUMAN [L.S.]

No. 738

**UNITED STATES OF AMERICA
and
ROMANIA**

**Note by which the Government of the United States of America, in pursuance of article 10 of the Treaty of Peace with Romania, signed at Paris on 10 February 1947, notified the Romanian Government of those pre-war bilateral treaties between the two countries, which the United States of America desires to keep in force or revive.
Bucharest, 26 February 1948**

Official text: English.

Registered by the United States of America on 10 March 1950.

**ETATS-UNIS D'AMERIQUE
et
ROUMANIE**

Note par laquelle le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en application de l'article 10 du Traité de paix avec la Roumanie, signé à Paris le 10 février 1947, notifie au Gouvernement roumain les accords bilatéraux antérieurs à la guerre, conclus entre les deux pays, que les Etats-Unis d'Amérique désirent maintenir ou remettre en vigueur. Bucarest, 26 février 1948

Texte officiel anglais.

Enregistrée par les Etats-Unis d'Amérique le 10 mars 1950.

No. 738. NOTE¹ BY WHICH THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, IN PURSUANCE OF ARTICLE 10 OF THE TREATY OF PEACE WITH ROMANIA, SIGNED AT PARIS ON 10 FEBRUARY 1947, NOTIFIED THE ROMANIAN GOVERNMENT OF THOSE PRE-WAR BILATERAL TREATIES BETWEEN THE TWO COUNTRIES, WHICH THE UNITED STATES OF AMERICA DESIRES TO KEEP IN FORCE OR REVIVE.² BUCHAREST, 26 FEBRUARY 1948

No. 77

Bucharest, February 26, 1948

Excellency:

I have the honor to refer to the Treaty of Peace with Rumania, signed at Paris February 10, 1947,³ which came into force, in accordance with the provisions of article 40 thereof, on September 15, 1947 upon the deposit of instruments of ratification by the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America. Article 10 of the Treaty of Peace reads as follows:

“1. Each Allied or Associated Power will notify Roumania, within a period of six months from the coming into force of the present Treaty, which of its pre-war bilateral treaties with Roumania it desires to keep in force or revive. Any provisions not in conformity with the present Treaty shall, however, be deleted from the above-mentioned treaties.

“2. All such treaties so notified shall be registered with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

“3. All such treaties not so notified shall be regarded as abrogated.”

I have the honor, by direction of the Government of the United States of America and on its behalf, to notify the Rumanian Government, in accordance

¹ Deemed to be effective on 26 February 1948.

² The texts of treaties and agreements which have been kept in force or revived by the above note are published herein unless previously registered with the League of Nations. In respect of treaties so registered, references are made in footnotes to the relevant volumes of the League of Nations *Treaty Series*.

³ United Nations, *Treaty Series*, Volume 42, page 3.

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 738. NOTE¹ PAR LAQUELLE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE 10 DU TRAITE DE PAIX AVEC LA ROUMANIE, SIGNE A PARIS LE 10 FEVRIER 1947, NOTIFIE AU GOUVERNEMENT ROUMAIN LES ACCORDS BILATERAUX ANTERIEURS A LA GUERRE, CONCLUS ENTRE LES DEUX PAYS, QUE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE DESIRENT MAINTENIR OU REMETTRE EN VIGUEUR². BUCAREST, 26 FEVRIER 1948

N° 77

Bucarest, le 26 février 1948

Madame le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer au Traité de paix avec la Roumanie, signé à Paris le 10 février 1947³, qui est entré en vigueur le 15 septembre 1947, conformément aux dispositions de son article 40, par le dépôt des instruments de ratification de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des Etats-Unis d'Amérique. L'article 10 du Traité de paix est rédigé comme suit:

"1. Chacune des Puissances alliées et associées notifiera à la Roumanie, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les traités bilatéraux qu'elle a conclus avec la Roumanie, antérieurement à la guerre, et dont elle désire le maintien ou la remise en vigueur. Toutes dispositions des traités dont il s'agit qui ne seraient pas en conformité du présent Traité seront toutefois supprimées.

"2. Tous les traités de cette nature qui auront fait l'objet de cette notification seront enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

"3. Tous les traités de cette nature qui n'auront pas fait l'objet d'une telle notification seront tenus pour abrogés."

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et au nom de ce Gouvernement, de notifier au Gouvernement de la Roumanie,

¹ Considérée comme ayant pris effet le 26 février 1948.

² Les textes des traités et des accords qui sont maintenus en vigueur ou qui ont été remis en vigueur par la note ci-dessus sont publiés dans le présent volume, sauf dans le cas où ils ont été antérieurement enregistrés auprès de la Société des Nations. En ce qui concerne ces derniers traités, des notes de bas de page renvoient aux volumes correspondants du *Recueil des Traités* de la Société des Nations.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 42, page 3.

with the provisions of the Treaty of Peace quoted above, that the Government of the United States of America desires to keep in force or revive the following pre-war bilateral treaties and other international agreements with Rumania:

ARBITRATION

1. Arbitration treaty. Signed at Washington March 21, 1929.¹ Ratified by the United States June 4, 1929. Ratified by Rumania June 20, 1929. Rati- fications exchanged at Washington July 22, 1929. Effective July 22, 1929.

COMMERCE

2. Provisional commercial agreement. Signed at Bucharest August 20, 1930.² Effective September 1, 1930.

CONCILIATION

3. Conciliation treaty. Signed at Washington March 21, 1929.³ Ratified by the United States June 4, 1929. Ratified by Rumania June 20, 1929. Rati- fications exchanged at Washington July 22, 1929. Effective July 22, 1929.

CONSULS

4. Consular convention. Signed at Bucharest June 5 and 17, 1881.⁴ Ratified by the United States April 6, 1882. Ratified by Rumania March 4, 1883. Rati- fications exchanged at Bucharest June 13, 1883. Effective June 13, 1883. (Articles XI and XII, which were abrogated under Act of Congress approved March 4, 1915, are not to be considered as revived by this notification.)

EXTRADITION

5. Extradition treaty. Signed at Bucharest July 23, 1924.⁵ Ratified by the United States February 26, 1925. Ratified by Rumania February 24, 1925. Rati- fications exchanged at Bucharest April 7, 1925. Effective April 7, 1925.

¹ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CV, page 79.

² League of Nations, *Treaty Series*, Volume CXV, page 115.

³ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CV, page 85.

⁴ See page 18 of this volume.

⁵ See page 36 of this volume.

conformément aux dispositions précitées du Traité de paix, que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique désire le maintien ou la remise en vigueur des traités bilatéraux et autres accords internationaux suivants, conclus avec la Roumanie antérieurement à la guerre:

ARBITRAGE

1. Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 21 mars 1929¹. Ratifié par les Etats-Unis le 4 juin 1929. Ratifié par la Roumanie le 20 juin 1929. Instruments de ratification échangés à Washington, le 22 juillet 1929. A pris effet le 22 juillet 1929.

COMMERCE

2. Accord commercial provisoire. Signé à Bucarest le 20 août 1930². A pris effet le 1er septembre 1930.

CONCILIATION

3. Traité de conciliation. Signé à Washington, le 21 mars 1929³. Ratifié par les Etats-Unis le 4 juin 1929. Ratifié par la Roumanie le 20 juin 1929. Instruments de ratification échangés à Washington le 22 juillet 1929. A pris effet le 22 juillet 1929.

CONSULS

4. Convention consulaire. Signée à Bucarest les 5 et 17 juin 1881⁴. Ratifiée par les Etats-Unis le 6 avril 1882. Ratifiée par la Roumanie le 4 mars 1883. Instruments de ratification échangés à Bucarest le 13 juin 1883. A pris effet le 13 juin 1883. (Les articles XI et XII, qui ont été abrogés en vertu de la loi du Congrès adoptée le 4 mars 1915, ne doivent pas être considérés comme remis en vigueur par la présente notification.)

EXTRADITION

5. Traité d'extradition. Signé à Bucarest le 23 juillet 1924⁵. Ratifié par les Etats-Unis le 26 février 1925. Ratifié par la Roumanie le 24 février 1925. Instruments de ratification échangés à Bucarest le 7 avril 1925. A pris effet le 7 avril 1925.

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CV, page 79.

² Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CXV, page 115.

³ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CV, page 85.

⁴ Voir page 29 de ce volume.

⁵ Voir page 37 de ce volume.

6. Supplementary extradition treaty. Signed at Bucharest November 10, 1936.¹ Ratified by the United States May 19, 1937. Ratified by Rumania July 7, 1937. Ratifications exchanged at Bucharest July 27, 1937. Effective July 27, 1937.

DEBT-FUNDING

7. Debt-funding agreement. Signed at Washington December 4, 1925.² Effective as of June 15, 1925.
8. Agreement modifying the debt-funding agreement of December 4, 1925 (moratorium). Signed at Washington June 11, 1932.³ Effective as of July 1, 1931.

NARCOTIC DRUGS

9. Arrangement for the direct exchange of certain information regarding the traffic in narcotic drugs. Effected by exchange of notes signed at Bucharest February 4, 1928 and April 17, 1929.⁴ Effective April 17, 1929.

PASSPORT VISA FEES

10. Agreement for the reciprocal reduction of passport visa fees. Effected by exchange of notes signed at Washington August 25, 29, and 30, 1939.⁵ Effective September 1, 1939.

POSTAL

11. Agreement concerning the exchange of parcel post, and regulations of execution. Signed at Washington August 10, 1937 and at Bucharest March 12, 1937.⁶ Ratified by the United States August 20, 1937. Effective September 1, 1937.
12. Money order agreement. Signed at Washington October 18, 1932 and at Bucharest November 17, 1932.⁷ Effective January 1, 1933.

¹ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CLXXXI, page 177.

² See page 50 of this volume.

³ See page 64 of this volume.

⁴ See page 68 of this volume.

⁵ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CCIII, page 349.

⁶ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CLXXXIII, page 7.

⁷ See page 76 of this volume.

6. Traité d'extradition additionnel. Signé à Bucarest le 10 novembre 1936¹. Ratifié par les Etats-Unis le 19 mai 1937. Ratifié par la Roumanie le 7 juillet 1937. Instruments de ratification échangés à Bucarest le 27 juillet 1937. A pris effet le 27 juillet 1937.

CONSOLIDATION DE DETTE

7. Accord relatif à la consolidation de la dette. Signé à Washington le 4 décembre 1925². A pris effet le 15 juin 1925.
8. Accord modifiant l'accord relatif à la consolidation de la dette du 4 décembre 1925 (moratoire). Signé à Washington le 11 juin 1932³. A pris effet le 1er juillet 1931.

STUPÉFIANTS

9. Arrangement relatif à l'échange direct de renseignements concernant le trafic des stupéfiants. Conclu par l'échange de notes signées à Bucarest le 4 février 1928 et le 17 avril 1929⁴. A pris effet le 17 avril 1929.

TAXES PERÇUES SUR LES VISAS DE PASSEPORTS

10. Accord relatif à la réduction réciproque des taxes perçues sur les visas de passeports. Conclu par l'échange de notes signées à Washington les 25, 29 et 30 août 1939⁵. A pris effet le 1er septembre 1939.

SERVICES POSTAUX

11. Accord relatif à l'échange des colis postaux, avec règlements d'application. Signé à Washington le 10 août 1937 et à Bucarest le 12 mars 1937⁶. Ratifié par les Etats-Unis le 20 août 1937. A pris effet le 1er septembre 1937.
12. Accord relatif à l'échange de mandats-poste. Signé à Washington le 18 octobre 1932 et à Bucarest le 17 novembre 1932⁷. A pris effet le 1er janvier 1933.

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CLXXXI, page 177.

² Voir page 51 de ce volume.

³ Voir page 65 de ce volume.

⁴ Voir page 69 de ce volume.

⁵ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CCIII, page 349.

⁶ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CLXXXIII, page 7.

⁷ Voir page 77 de ce volume.

TRADE-MARKS

13. Convention for the reciprocal protection of trade-marks. Signed at Bucharest March 18 and 31, 1906.¹ Ratified by the United States May 10, 1906. Ratified by Rumania June 20, 1906. Ratifications exchanged at Bucharest June 21, 1906. Effective "from the date of its official publication in the two countries" — article III.

It shall be understood that the reciprocal copyright arrangement between the United States and Rumania effected pursuant to the exchanges of notes signed at Bucharest May 13 and October 13, 1927 and at Washington May 12 and 19, 1928 and the Proclamation issued May 14, 1928 by the President of the United States of America will continue in force.

It is likewise understood, of course, that either of the two Governments may propose revisions in any of the treaties or other agreements mentioned in the above list.

Further, it shall be understood that any of the provisions in the treaties and other agreements listed in this notification which may be found in particular circumstances to be not in conformity with the Treaty of Peace shall be considered to have been deleted so far as application of the Treaty of Peace is involved but shall be regarded as being in full force and effect with respect to matters not covered by the latter treaty.

This notification will be deemed to be effective on the date of the present note.

In compliance with paragraph 2 of article 10 of the Treaty of Peace, quoted above, the United States Government will register with the Secretariat of the United Nations the treaties and other agreements which are by this notification kept in force or revived.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Rudolf E. SCHOENFELD

Her Excellency Madame Ana Pauker
Rumanian Minister for Foreign Affairs
Bucharest

¹ See page 104 of this volume.

MARQUES DE FABRIQUE

13. Convention relative à la protection réciproque des marques de fabrique. Signée à Bucarest les 18 et 31 mars 1906¹. Ratifiée par les Etats-Unis le 10 mai 1906. Ratifiée par la Roumanie le 20 juin 1906. Instruments de ratification échangés à Bucarest le 21 juin 1906. A pris effet "à compter de la date de sa publication officielle dans les deux pays" (article III).

Il est entendu que l'accord réciproque sur les droits d'auteur entre les Etats-Unis et la Roumanie conclu par suite de l'échange des notes signées à Bucarest le 13 mai et le 13 octobre 1927 et à Washington les 12 et 19 mai 1928 et la Proclamation publiée le 14 mai 1928 par le Président des Etats-Unis d'Amérique demeureront en vigueur.

Il est bien entendu également que l'un ou l'autre des deux Gouvernements peut proposer la revision de tous les traités et autres accords mentionnés dans la liste ci-dessus.

Il doit être entendu en outre que toute disposition, figurant dans les traités et autres accords énumérés dans la présente notification, qui, dans des cas particuliers, pourrait être jugée incompatible avec le Traité de paix sera considérée comme ayant été supprimée lorsqu'il s'agira d'appliquer le Traité de paix, mais sera considérée comme demeurant pleinement en vigueur en ce qui concerne les questions qui ne sont pas visées par ledit Traité.

La présente notification sera considérée comme ayant pris effet à la date de la présente note.

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 du Traité de paix précité, le Gouvernement des Etats-Unis fera enregistrer au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies les traités et autres accords qui sont maintenus ou remis en vigueur par la présente notification.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Rudolf E. SCHOENFELD

Son Excellence Madame Ana Pauker
Ministre des affaires étrangères de Roumanie
Bucarest

¹ Voir page 106 de ce volume.

4. CONSULAR CONVENTION¹. SIGNED AT BUCHAREST, ON 5 AND
17 JUNE 1881

ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN

CONVENTION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, DEFINING THE RIGHTS, IMMUNITIES AND PRIVILEGES OF CONSULAR OFFICERS.

The United States of America and His Majesty the King of Roumania, being mutually desirous of defining the rights, privileges and immunities of consular officers in the two countries, deem it expedient to conclude a consular convention for that purpose, and have accordingly named as their plenipotentiaries:

The United States of America: Eugene Schuyler, their Chargé d'Affaires and Consul General;

His Majesty the King of Roumania: Mr. D. Bratiano, President of His Council of Ministers, His Minister of Foreign Affairs, etc., etc.,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and proper form, have agreed upon the following articles:

Article I

Each of the high contracting parties agrees to receive from the other, con-

CONVENȚIUNE ÎNTRE STATELE-UNITE ALE AMERICII ȘI MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI PENTRU A DETERMINA DREPTURILE, IMUNITĂȚILE ȘI PRIVILEGIILE AGENȚILOR CONSULARI.

Statele-Unite ale Americii și Majestatea Sa Regele României, însuflețiți de o potrivă de dorința de a determina în totă întinderea și claritatea putincioase drepturile, privilegiile și imunitățile reciproce ale agenților consulari respectivi, precum și funcțiunile lor și obligațiunile la care ei vor fi supuși în cele două țări, au hotărât să încheie o Convențiune consulară și au numit de plenipotențiar ai lor, însă:

Statele-Unite ale Americii pe Dl. Eugeniu Schuyler, Însărcinat de Afaceri și Consul General;

Majestatea Sa Regele României pe Dl. D. Bratiano, Președintele Consiliului Său de Miniștri, Ministru al Afacerilor Străine, etc. etc.

Cară, dupăce și-au preschimbat deplenele lor puteri, găsite în bună și convenită formă, au convenit asupra articolelor următoare:

Articolul I

Fie-care din Înaltele părți contractante consimte a admite Consuliile-generale con-

¹ Came into force on 13 June 1883 by the exchange of the instruments of ratification at Bucharest, in accordance with article XVI. Articles XI and XII of which Convention are deemed to have been abrogated July 1, 1916 as a result of a notice given to the Government of Romania by the Government of the United States of America pursuant to an Act of the Congress approved March 4, 1915.

suls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, in all its ports, cities and places, except those where it may not be convenient to recognise such officers. This reservation, however, shall not apply to one of the high contracting parties without also applying to every other Power.

Article II

The consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents of each of the two high contracting parties shall enjoy reciprocally, in the States of the other, all the privileges, exemptions and immunities that are enjoyed by officers of the same rank and quality of the most favoured nation. The said officers, before being admitted to the exercise of their functions and the enjoyment of the immunities thereto pertaining, shall present their commissions in the forms established in their respective countries: The government of each of the two high contracting Powers shall furnish them the necessary exequatur free of charge, and, on the exhibition of this instrument they shall be permitted to enjoy the rights, privileges, and immunities granted by this convention.

Article III

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, citizens of the State by which they are appointed, shall be exempt from preliminary arrest except in the case of offences which the local legislation qualifies as crimes and punishes as such; they shall be exempt from military billetings, from service in the regular army or navy, in

sulii, vice-consulii și agenții consulari ai celei-l-alte, în toate porturile, orașele și localitățile sële, afară de localitățile unde ar fi un inconvenient de a admite asemenea agenți. Această rezervă însă nu se va aplica uneia din Inaltele părți contractante fără a se aplica de asemenea oricărei alte Puteri.

Articolul II

Consulii-generalii, consulii, vice-consulii și agenții consulari ai fiecărei din cele două Inalte părți contractante se vor bucura reciproc, în Statele cei-l-alte, de toate privilegiile, scutiirile și imunitățile de care se bucură agenții de același rang și de aceeași calitate ai națiunii celei mai favorizate. Numiții agenți, înainte de a fi admiși la exercițiul funcțiunii lor și a se bucura de imunitățile ce se lęgă de dinsele, vor trebui să producă o comisiune în forma stabilită de legile țerilor lor respective. Guvernul fiecăreia din cele două Inalte părți contractante le vor libera, fără nici o cheltuială, exequaturul necesar pentru exercițiul funcțiunilor lor și producând acest act, se vor bucura de drepturile, prerogativele și imunitățile acordate de prezenta Convențiune.

Articolul III

Consulii-generalii, consulii, vice-consulii și agenții consulari, cetățenii ai Statului care'i-a numit, nu vor putea să fie arestați preventiv de cât în cas de crimă calificată și pedepsită ca atare de legislațiunea locală; ei vor fi scutiți de quartir militar, de ori-ce serviciu, fie în armata regulată de uscat și de mare, fie în garda națională séu civică or în

the militia, or in the national guard; they shall likewise be exempt from all direct taxes, national, State or municipal, imposed upon persons, either in the nature of capitation tax or in respect to their property, unless such taxes become due on account of the possession of real estate, or for interest on capital invested in the country where the said officers exercise their functions. This exemption shall not, however, apply to consuls-general, consuls, vice-consuls, or consular agents engaged in any profession, business, or trade, but the said officers shall in such case be subject to the payment of the same taxes that would be paid by any other foreigner under the like circumstances.

It is understood that the respective consuls, if they are merchants, shall be entirely submitted, as far as concerns preliminary arrest for commercial acts, to the legislation of the country in which they exercise their functions.

Article IV

When a court of one of the two countries shall desire to receive the judicial declaration or deposition of a consul-general, consul, vice-consul, or consular agent, who is a citizen of the State which appointed him, and who is engaged in no commercial business, it shall request him, in writing, to appear before it, and in case of his inability to do so, it shall request him to give his testimony in writing, or shall visit his residence or office to obtain it orally.

It shall be the duty of such officer to comply with this request with as little delay as possible.

No. 738

miliții; ei vor fi de asemenea scutiți de toate contribuțiile directe în profitul Statului, al provinciilor sau comunelor, impuse pe persoane, fie cu titlu de capitațiune, fie pentru proprietățile lor, afară numai dacă vor fi impuse asupra posesiunii de bunuri imobile sau asupra intereselor unui capital întrebuințat în Statul unde își exercită funcțiunile. Această scutire însă nu se va putea aplica Consulilor-generalii, Consulilor, vice-consulilor și Agenților consulari, cari ar exercita o profesiune, o industrie sau un comerț orecare, numiți agenți trebuind, în acest cas, să fie supuși la plata taxelor datorite de orice alt străin în aceleași condițiuni.

Remâne cu totul înțeles că Consulii respectivi, dacă sunt negocianți, vor fi supuși în ceea-ce privește arestul preventiv pentru fapte de comerț, la legislațiunea țerei în care își exercită funcțiunile lor.

Articolul IV

Când justiția uneia din cele două țări va avea să primescă vre-o declarațiune juridică sau depozițiune de la un consul-general, consul, vice-consul sau agent consular, cetățen al Statului care l'a numit și neexercitând nici un comerț, ea-l va invita în scris a se prezenta înaintei și, în cas de împedicare, va trebui să-i ceară mărturia prin scris, sau să se transporte la locuința sau cancelaria sa, spre a o obține din viu graiu.

Disul agent va trebui să satisfacă această cerere în termenul cel mai scurt posibil.

In all criminal cases, contemplated by the sixth article of the amendments to the Constitution of the United States, whereby the right is secured to persons charged with crimes to obtain witnesses in their favour, the appearance in court of said consular officer shall be demanded, with all possible regard to the consular dignity and to the duties of his office. A similar treatment shall also be extended to the consuls of the United States in Roumania in the like cases.

Article V

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents may place over the outer door of their offices the arms of their nation, with this inscription: Consulate General, or Consulate, or Vice Consulate, or Consular Agency of the United States, or of Roumania.

They may also raise the flag of their country on their offices, except in the capital of the country when there is a legation there. They may in like manner, raise the flag of their country over the boat employed by them in the port for the exercise of their functions.

Article VI

The consular offices shall at all times be inviolable. The local authorities shall not, under any pretext, invade them. In no case shall they examine or seize the papers there deposited. In no case shall those offices be used as places of asylum. When a consular officer is engaged in other business, the papers relating to the consulate shall be kept separate.

In toate cazurile de crime prevăzute de articolul şese din amendamentele la Constituţiunea Statelor Unite prin care dreptul de a chema martori în favoarea lor este asigurat persoanelor acuzate de crime, înfăcişarea şiilor agenţi va fi cerută cu totă deferenţa ce se cuvine demnităţii consulare şi datoriiilor sarcinii lor. Acelaşi tratament va fi acordat Consulilor Statelor-Unite în România în cazurile similare.

Articolul V

Consulii-generalii, consulii, vice-consulii şi agenţii consulari vor pute să aşeze de asupra uşei exterioare a cancelariilor lor un scut al armelor naţiunii lor, cu o inscripţiune purtând aceste cuvinte: Consulatul-general, consulatul, vice-consulatul său Agenţia consulară a Statelor-Unite său a României.

Ei vor pute de asemenea să arboreze drapelul naţiunii lor, afară de capitala ţerei decât acolo se va găsi o Legaţiune. Ei vor pute de asemenea să arboreze pavilionul naţional pe batelul pe care se vor sui pentru a'şi exercita funcţiunile.

Articolul VI

Cancelariile consulare vor fi inviolabile în toate timpurile. Autorităţile locale nu vor pute să le calce sub nici un pretext. Ele nu vor pute în nici un cas să viziteze nici să poprască hârţiile ce vor fi închise acolo. Cancelariile consulare nu vor pute servi, în nici un cas, ca locuri de asil, şi când un agent al serviciului consular va fi angajat în alte afaceri, hârţiile relative la consulat se va ţine separat.

Article VII

In the event of the death, incapacity, or absence of consuls-general, vice-consuls, and consular agents, their chancellors or secretaries, whose official character may have previously been made known to the Department of State at Washington, or to the Ministry of Foreign Affairs in Roumania, may temporarily exercise their functions, and while thus acting they shall enjoy all the rights, prerogatives, and immunities granted to the incumbents.

Article VIII

Consuls-general and consuls may, so far as the laws of their country allow, with the approbation of their respective governments, appoint vice-consuls and consular agents in the cities, ports, and places within their consular jurisdiction. These agents may be selected from among citizens of the United States, Roumanians, or citizens of other countries. They shall be furnished with a regular commission, and shall enjoy the privileges stipulated for consular officers in this convention, subject to the exception specified in Articles 3 and 4.

Article IX

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, shall have the right to address the administrative and judicial authorities, whether in the United States, of the Union, the States or the municipalities, or in Roumania, of the State, the district or the commune, throughout the whole extent of

Articolul VII

In cas de deces, de impedicare séu de absență a Consulilor-generalii, Consulilor, vice-consulilor și Agențiilor Consularii, Cancelarii séu Secretarii lor, dupe ce caracterul lor oficial se va fi notificat Departamentului de Stată din Washington séu Ministerului Afacerilor Străine din România, vor fi admiși de drept a gera în mod interimar afacerile posturilor respective, și se vor bucura, pe cât va dura acéstă gestiune temporară, de tóte drepturile, prerogativele și imunitățile acordate titularilor.

Articolul VIII

Consulii-generalii și Consulii vor puté, pe cât legile țerei lor le permit, să numéscă, cu aprobarea guvernelor lor respective, Vice-Consulii, și agenți consulari în orașele, porturile și localitățile coprinse în arondismentul lor. Acesti agenți vor puté să fie aleși fără deosebire printre cetățenii Statelor-Unite, printre Români séu cetățenii altor țeri. Ei vor fi investiți de o comisiune regulată și se vor bucura de privilegiile stipulate în acéstă convențiune în favórea agenților serviciului consular, supunându-se la excepțiunile stipulate în articolele 3 și 4.

Articolul IX

Consulii-generalii, Consulii, vice-consulii și agenții consulari vor avé dreptul de a se adresa autorităților administrative séu judiciare, fie în Statele Uniunei ale statelor séu ale municipalităților, fie în România ale Statului, districtului séu comunei în tótă întinderea arondismentului lor consular, pentru a

their consular jurisdiction, in order to complain of any infraction of the treaties and conventions between the United States and Roumania, and for the purpose of protecting the rights and interests of their countrymen. If the complaint should not be satisfactorily redressed, the consular officers aforesaid, in the absence of a diplomatic agent of their country, may apply directly to the government of the country where they exercise their functions.

Article X

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents may take at their offices, at their private residence, at the residence of the parties, or on board ship, the depositions of the captains and crews of vessels of their own country, of passengers on board of them, and of any other citizen of their nation. They may also receive at their offices, conformably to the laws and regulations of their country, all contracts between the citizens of their country and the citizens or other inhabitants of the country where they reside, and even all contracts between the latter, provided they relate to property situated or to business to be transacted in the territory of the nation to which the said consular officer may belong.

Such papers and official documents of every kind, whether in the original, in copies, or in translation, duly authenticated and legalized by the consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, and sealed with their offi-

reclama în contra orî-cărei infracţiuni a tractatelor sêu convenţiunilor existente între Statele-Unite şi România, şi pentru a protege drepturile şi interesele naţionalilor lor. Dêcă nu se va da satisfacere reclamaţiunei lor, dişii agenţi vor puté, în lipsa unui agent diplomatic al ţerei lor, să recurgă direct la guvernul ţerei în care îşi exercita funcţiunile lor.

Articolul X

Consuliî-generalî, consuliî, vice-consuliî şi agenţiî consularî vor avé dreptul de a primi în cancelariile lor, sêu în locuinţa lor privată, în aceea a părţilor sêu pe bordul bastimentelor, declaraţiile capitanilor sêu equipagiurilor vaselor din ţera lor, ale pasagerilor ce se află pe bord şi ale orî-carui alt cetăţen al naţiunei lor. Dişii agenţi vor avé, osebit de acêsta, dreptul de a primi, conform cu legile şi cu regulamentele ţerei lor, în cancelariile sêu biurourile lor, tôte actele convenţionale făcute între cetăţeni ai ţerei lor şi cetăţeni sêu alţi locuitori ai ţerei unde ei residă, şi chiar tôte actele acestor din urmă, cu condiţiă însă ca aceste acte să aibă raport la nisce bunurî situate sêu la afaceri ce sunt a se trata pe teritoriul naţiunei de care va ţine consulul sêu agentul înainte a căruia se vor fi făcut.

Expediţiunile dişelor acte şi documentele oficiale de ori-ce fel, fie în original în copiă sêu în traducţiune, autentificate şi legalizate cum se cuvine de către Consuliî-generalî, consuliî, vice-consuliî sêu agenţiî consularî şi investite

cial seal, shall be received as legal documents in courts of justice throughout the United States and Roumania.

Article XI

The respective consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents shall have exclusive charge of the internal order of the merchant vessels of their nation, and shall alone take cognizance of all differences which may arise, either at sea or in port, between the captains, officers, and crews, without exception, particularly in reference to the adjustment of wages and the execution of contracts. The local authorities shall not interfere except when the disorder that has arisen is of such a nature as to disturb tranquillity and public order on shore, or in the port, or when a person of the country or not belonging to the crew shall be concerned therein.

In all other cases, the aforesaid authorities shall confine themselves to lending aid to the consuls and vice-consuls or consular agents, if they are requested by them to do so, in causing the arrest and imprisonment of any person whose name is inscribed on the crew-list, whenever, for any cause, the said officers shall think proper.

Article XII

The respective consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents may cause to be arrested the officers, sailors, and all other persons making part of the crews, in any manner whatever, of ships of war or merchant ves-

cu sigiliul lor oficial, vor fi cređute în justiția la toate tribunalele din Statele Unite și din România.

Articolul XI

Consulii-generalii, consulii, vice-consulii și agenții consulari respectivii vor fi însărcinați exclusiv cu menținerea ordinei interioare pe bordul navelor de comerț ale națiunii lor, și vor hotărî singuri asupra tuturor diferendelor ce se vor fi ridicat pe mare séu se vor ridica în porturi între căpitanii, oficerii și ómenii de equipagiu, cu ori-ce titlu ar fi, și în special pentru regularea salariilor și executarea angajamentelor consimțite reciproc. Autoritățile locale nu vor puté să intervină de cât atunci când desordinele ivite ar fi de natură a turbura liniscé și ordinea publică pe uscat séu nefăcând parte din equipagiu s'ar găsi amestecată.

În toate cele-l-alte casuri, autoritățile măi sus-citate se vor mărgini a da tot sprijinul consulilor și vice-consulilor séu agenților consulari, decă vor fi chemate de ei, pentru a face să se aresteze și să se ducă la închisóre ori-ce individ înscris în rolul echipagiului, ori de câte ori, pentru un motiv óre-care, numiții agenți ar crede de cuviință.

Articolul XII

Consulii-generalii, consulii, vice-consulii și agenții consulari vor puté face să se aresteze oficerii, mateloții și toate cele-l-alte persóne ce fac parte, cu ori-ce titlu ar fi, din echipagiurile bastimentelor de resbel séu de comerț ale

sels of their nation, who may be guilty, or be accused, of having deserted said ships and vessels, for the purpose of sending them on board or back to their country. To this end they shall address the competent local authorities of the respective countries, in writing, and shall make to them a written request for the deserters, supporting it by the exhibition of the register of the vessel and list of the crew, or by other official documents, to show that the persons claimed belong to the said ship's company.

Upon such request thus supported, the delivery to them of the deserters cannot be refused, unless it should be duly proved that they were citizens of the country where their extradition is demanded at the time of their being inscribed on the crew-list. All the necessary aid and protection shall be furnished for the pursuit, seizure, and arrest of the deserters, who shall even be put and kept in the prisons of the country, at the request and expense of the consular officers until there may be an opportunity for sending them away. If, however, such an opportunity should not present itself within the space of three months, counting from the day of the arrest, the deserters shall be set at liberty, nor shall they again be arrested for the same cause.

If the deserter has committed any misdemeanour, and the court having the right to take cognizance of the offence shall claim and exercise it, the delivery of the deserter shall be deferred until the decision of the court has been pronounced and executed.

națiunii lor, și care ar fi preveniți séu acusați de a fi desertat de pe ȃșele bastimente, spre a'i retrimete pe bord séu a'i transporta în țera lor. Pentru acest scop eș se vor adresa în scris către autoritățile locale competente ale țerilor respective și le vor cere în scris pe aceșți desertori justificând, prin producerea registrelor bastimentului séu a rolului equipagiului, séu prin alte documente oficiale, că ómenii pe care'i reclamă fac parte din ȃsul equipagiu.

Asupra acesteș cererș, ast-fel justifi-cată, remiterea desertorilor nu li se va puté refuza, afară numai dćă se va proba, cum se cuvine, că eș erau cetățeni ai țereș unde se cere estradițiunea, în momentul înscrieresh lor în rol. Li se va da tot ajutorul și tótă protecțiunea pentru căutarea, prinderea și arestarea acestor desertori cari vor fi chiar deținuți și păziți în inchisorile țereș, dupe cererea și cu spesele consulilor, pēnă când aceșți agenți vor fi găsit o ocasiune de a'i porni. Dćă însă acěstă ocasiune nu s'ar presenta într'un termen de trei luni, cu incepere din ȃiua arestărei, desertorii vor fi puși în libertate și nu voir mai puté să fie arestați pentru aceeași cauză.

Când desertorul va fi-comis vre-un delict și când tribunalul, care este în drept a se pronunța asupra'ș, reclamă și esercită acest drept, remiterea se va amăna pînă când judecata tribunalului se va fi pronunțat și executat.

Article XIII

In the absence of an agreement to the contrary between the owners, freighters, and insurers, all damages suffered at sea by the vessels of the two countries, whether they enter port voluntarily, or are forced by stress of weather, shall be settled by the consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents of the respective countries. If, however, any inhabitant of the country, or citizen or subject of a third Power, shall be interested in the matter, and the parties cannot agree, the competent local authorities shall decide.

Article XIV

All proceedings relative to the salvage of vessels of the United States wrecked upon the coasts of Roumania, and of Roumanian vessels wrecked upon the coasts of the United States, shall be directed by the consuls-general, consuls, and vice-consuls of the two countries respectively and until their arrival, by the respective consular agents, wherever an agency exists. In the places and ports where an agency does not exist, the local authorities until the arrival of the consul in whose district the wreck may have occurred, and who shall be immediately informed of the occurrence, shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors if these do not belong to the crews that have been wrecked, and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved.

Articolul XIII

Când nu vor esista stipulațiunii conțării între armatorii, încărcătorii și asigurătorii, toate avariile încercate pe mare de către navele celor două țări, fie că ar trage de bună voie în port, fie că s'ar găsi în oprire (relâche) forțată, se vor regula de consuli-generalii, Consulii, vice-consulii și Agentii consulare ale țărilor respective. Dacă însă locuitorii de ale țărilor și cetățenii ale unei a treia națiuni s'ar găsi interesați în citatele avarii și părțile n'ar pute să se înțeleagă de bună voie, recursul la autoritatea locală competente se va face de drept.

Articolul XIV

Tote operațiunile relative la scăparea navelor din Statele-Unite naufragiate la țărmurile României și ale navelor române naufragiate la țărmurile Statelor-Unite se vor diriga de Consuli-generalii, consuli și vice-consuli celor două țări respective, și, până la sosirea lor, de către Agenții consulare respective, acolo unde va exista o Agenție; în locurile și porturile unde n'ar exista o agenție, autoritățile locale vor avea să ia, până la sosirea Consulului în al cărui arondisment s'ar fi întâmplat naufragiul, și care va trebui să fie prevenit imediat, toate măsurile necesare pentru protejarea indivizilor și pentru conservarea efectelor naufragiate. Autoritățile locale, de altminteri, nu vor avea să intervină decât pentru a menține ordinea, a garanta interesele scăpătorilor, decât sunt străini echipagiurilor naufragiate, și a asigura executarea dispozițiunilor ce sunt a se observa pentru intrarea și eșirea mărfurilor scăpate.

It is understood that such merchandise is not to be subjected to any custom-house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XV

In case of the death of any citizen of the United States in Roumania, or of any Roumanian in the United States, without having any known heirs or testamentary executor by him appointed, the competent local authorities shall give information of the circumstance to the consuls or consular agents of the nation to which the deceased belongs, in order that the necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents shall have the right to appear, personally or by delegate, in all proceedings on behalf of the absent or minor heirs, or creditors, until they are duly represented.

Article XVI

The present convention shall remain in force for the space of ten years, counting from the day of the exchange of the ratifications, which shall be made in conformity with the respective con-

Este bine înțeles că aceste mărfuri nu vor fi supuse la nici un drept de vamă, afară numai decât vor fi destinate a fi date consumațiunii în țără unde s'a întâmplat naufragiul.

Intervențiunea autorităților locale în aceste diferite cazuri nu va ocasiona nici un fel de spese, afară de acelea la care vor da loc operațiunile de scăpare și conservare a obiectelor scăpate, precum și acelea la care ar fi supuse în asemenea cas navele naționale.

Articolul XV

In cas de deces al unui cetățen al Statelor-Unite în România séu al unui Român în Statele-Unite, decât nu se va gasi nici un moșcenitor cunoscut, séu nici un executor testamentar instituit de către defunct, autoritățile locale competente vor informa despre această împrejurare pe Consuliil séu pe Agenții consulari ai națiunei de care ținea defunctul, pentru ca să se pótă da cunoscință, imediat părților interesate.

Consuliil-generală, consuliil, vice-consuliil, séu agenții consulari vor avé dreptul de a interpune în persónă séu prin delegat ori-ce act în locul moșcenitorilor sau al creditorilor absenți séu minori, pênă când aceștia vor fi reprezentați cum se cuvine.

Articolul XVI

Convențiunea presentă va rămânea în vigóre în timpó de dece ani, cu incepere de la schimbarea ratificărilor, care se vor da conform Constituțiunilor respective ale celor două țeri, și se vor schimba în

stitutions of the two countries and exchanged at Bucarest as soon as possible. In case neither party gives notice, twelve months before the expiration of the said period of ten years, of its intention not to renew this convention, it shall remain in force one year longer and so on from year to year, until the expiration of a year from the day on which one of the parties shall have given such notice.

IN FAITH WHEREOF, the respective plenipotentiaries have signed this convention in duplicate, and have hereunto affixed their seals.

DONE at Bucarest the 5/17 day of June in the year one thousand eight hundred and eighty-one.

Eugene SCHUYLER

Bucurescî cât se va puté măi curênd. In cas când nici una din părți nu ar fi notificat, cu doă-spre-đece luni innainte de espirarea đisului period de đece anı, intențiunea sa de a nu renoui acéstă Convențiune, ea va continua să remână în vigóre încă un an, și așé inainte, din an în an, pênă la expirarea unui an, cu începere din điaua când o parte séu cea-l-altă o va fi denunțat.

DREPT CARE, plenipotențiarıi respectivi au semnat'o și sigilat'o în dublă expedițiune.

FACUTA în Bucurescî la 5/17 Junie
Una mie opt sute opt-đeći și unu.

D. BRATIANO

TRADUCTION—TRANSLATION

4. CONVENTION¹ CONSULAIRE. SIGNÉE A BUCAREST, LES 5 ET 17 JUIN 1881

CONVENTION ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE DÉFINISSANT LES DROITS, IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES DES OFFICIERS CONSULAIRES

Les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi de Roumanie, mutuellement désireux de définir les droits, privilèges et immunités des officiers consulaires dans les deux pays, ont jugé utile de conclure une convention consulaire à cet effet et ont désigné comme plénipotentiaires:

Les Etats-Unis d'Amérique: Eugene Schuyler, Chargé d'affaires et Consul général;

Sa Majesté le Roi de Roumanie: M. D. Bratiano, Président du Conseil des ministres, Ministre des affaires étrangères, etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de recevoir de l'autre Partie, des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires dans tous ses ports, villes et localités, à l'exception de ceux dans lesquels la présence de ces officiers consulaires offrirait des inconvénients. Toutefois, cette réserve ne s'appliquera pas à l'une des Hautes Parties contractantes sans qu'elle s'applique également à toute autre Puissance.

Article II

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les Etats de l'autre Partie, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les officiers consulaires de la nation la plus favorisée de rang égal et de même titre. Avant d'être admis à exercer leurs fonctions et à jouir des immunités qu'elles comportent, lesdits officiers devront présenter leurs titres de nomination régulièrement établis dans leur pays respectif. Le Gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes leur accordera sans frais l'exequatur nécessaire et, sur le vu de cet instrument, ils seront admis à jouir des droits, privilèges et immunités accordés par la présente Convention.

¹ Entrée en vigueur le 13 juin 1883 par l'échange des instruments de ratification à Bucarest, conformément aux dispositions de l'article XVI. Les articles XI et XII de la Convention sont considérés avoir été abrogés le 1er juillet 1916 à la suite d'une notification donnée au Gouvernement de la Roumanie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conformément à la loi du Congrès adoptée le 4 mars 1915.

Article III

Les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires, nationaux de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation provisoire à moins qu'ils n'aient commis des infractions que la législation locale qualifie de crimes ou de délits et punit à ce titre; ils seront exempts de réquisition pour le logement des militaires et ne seront astreints à aucun service dans l'armée ou la marine régulière, dans la milice ou dans la garde nationale; ils seront également exonérés de tous impôts directs, nationaux, d'Etat ou municipaux, qui frappent les personnes, qu'il s'agisse d'une forme de capitation ou d'un impôt portant sur leurs biens, à moins que ces impôts ne soient perçus à raison de la possession d'immeubles ou du revenu de capitaux placés dans le pays où lesdits officiers exercent leurs fonctions. Toutefois, le bénéfice de cette exonération sera refusé aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exercent une profession, un commerce ou une industrie; dans ce cas, lesdits officiers seront assujettis aux mêmes impôts que ceux auxquels seraient soumis d'autres étrangers se trouvant dans une situation analogue.

Il est entendu que les consuls des deux pays, s'ils sont négociants, seront soumis sans réserve à la législation du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions en ce qui concerne la mise en état d'arrestation provisoire par suite d'actes commis dans l'exercice de leur commerce.

Article IV

Lorsqu'un tribunal de l'un des deux pays voudra recevoir le témoignage ou la déposition d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, qui est national de l'Etat qui l'a nommé et ne se livre à aucun commerce, il devra lui demander par écrit de comparaître, et si l'intéressé n'est pas en mesure de se présenter, il demandera son témoignage écrit ou il se rendra sur les lieux de sa résidence ou de ses bureaux pour y recueillir son témoignage oral.

L'officier intéressé devra répondre aussitôt que possible à la demande qui lui sera présentée.

Dans toutes les affaires criminelles pour lesquelles, en vertu de l'article 6 des amendements à la Constitution des Etats-Unis, les personnes accusées de crimes ou de délits ont le droit de citer des témoins à décharge, l'officier consulaire sera requis de comparaître devant le tribunal, la demande lui en étant faite avec le maximum d'égards dus à la dignité consulaire et aux fonctions de la charge. Les consuls des Etats-Unis en Roumanie bénéficieront d'un traitement similaire dans les cas analogues.

Article V

Les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires peuvent placer, au-dessus de la porte extérieure de leurs bureaux, les armes de

leur pays, avec l'inscription suivante: consulat général, ou consulat, ou vice-consulat ou agence consulaire des Etats-Unis ou de la Roumanie.

Ils peuvent également faire flotter le drapeau de leur pays au siège de leurs bureaux, sauf dans la capitale du pays s'il s'y trouve une légation. Ils peuvent de même hisser le pavillon de leur pays sur les bateaux qu'ils utilisent dans les ports pour exercer leurs fonctions.

Article VI

Les bureaux consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales n'y pourront pénétrer sous aucun prétexte. Elles ne pourront en aucun cas procéder à l'examen ou à la saisie des documents qui s'y trouvent. Les bureaux consulaires ne seront jamais utilisés comme lieux d'asile. Lorsqu'un officier consulaire se livre à une activité industrielle ou commerciale, les documents du consulat doivent être conservés dans un lieu séparé.

Article VII

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, dont le caractère officiel aura été antérieurement notifié au Département d'Etat à Washington ou au Ministère des affaires étrangères de Roumanie, pourront exercer temporairement les fonctions consulaires; ils jouiront pendant cet intérim de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires de la charge.

Article VIII

Les consuls généraux et les consuls pourront, dans la mesure où les lois de leur pays les y autorisent et moyennant l'agrément de leurs Gouvernements respectifs, nommer des vice-consuls et des agents consulaires dans les villes, ports et localités situés dans leur ressort consulaire. Ces auxiliaires pourront être citoyens des Etats-Unis, Roumains ou nationaux d'autres pays. Ils recevront un titre régulier de nomination et jouiront des privilèges prévus dans la présente Convention au bénéfice des officiers consulaires, sous réserve des exceptions stipulées aux articles III et IV.

Article IX

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit, dans toute l'étendue de leur ressort consulaire, de s'adresser aux autorités administratives et judiciaires de l'Union, des Etats ou des municipalités, dans le cas des Etats-Unis, ou nationales, provinciales ou municipales, dans le cas de la Roumanie, à l'effet de porter plainte pour toute violation des traités et

conventions en vigueur entre les Etats-Unis et la Roumanie, et afin de protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'est pas donné suite à leur plainte de façon satisfaisante, les officiers consulaires susmentionnés pourront, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, saisir directement le Gouvernement du pays où ils exercent leurs fonctions.

Article X

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront recevoir dans leurs bureaux, à leur domicile privé, au lieu de la résidence des parties ou à bord d'un navire, les dépositions des capitaines et équipages de navires de leur propre pays, des passagers se trouvant à bord et de tout autre national de leur pays. Ils pourront également recevoir dans leurs bureaux, conformément aux lois et règlements de leur pays, tous les contrats passés entre les nationaux de leur pays et les nationaux ou autres habitants du pays où ils résident, de même que tous les contrats passés entre ces derniers, sous réserve qu'ils portent sur des biens situés dans le pays dont dépend l'officier consulaire intéressé ou sur des affaires destinées à y être traitées.

Les originaux, les copies ou les traductions de pièces et de documents officiels de toute sorte, dûment authentifiés et légalisés par les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires, et revêtus de leur sceau officiel, seront considérés comme actes instrumentaires par tous les tribunaux des Etats-Unis et de la Roumanie.

Article XI

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays seront seuls responsables du maintien de l'ordre à bord des navires de commerce de leur pays, et ils auront seuls compétence pour connaître de tous litiges, sans exception, qui pourraient survenir en mer ou dans un port, entre capitaines, officiers et équipages, notamment les litiges relatifs au décompte des salaires et à l'exécution des contrats. Les autorités locales n'interviendront pas, à moins que le désordre survenu ne soit de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre, ou dans le port, ou qu'une personne habitant le pays ou n'appartenant pas à l'équipage n'y soit impliquée.

Dans tous les autres cas, les susdites autorités se contenteront de prêter assistance aux consuls, aux vice-consuls ou aux agents consulaires, si ceux-ci le leur demandent, pour procéder à l'arrestation et à l'incarcération de toute personne dont le nom figure sur le rôle d'équipage lorsque, pour un motif quelconque, lesdits officiers jugeront utile de prendre une telle mesure.

Article XII

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays pourront faire arrêter les officiers, marins et tous autres membres de l'équipage à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou navires de commerce de leur pays, qui seraient coupables ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments et navires, afin de leur faire réintégrer le bord ou de les renvoyer dans leur pays. Ils s'adresseront à cet effet aux autorités locales compétentes des deux pays et leur présenteront une demande écrite pour réclamer les déserteurs en produisant à l'appui les lettres de mer du navire et le rôle d'équipage ou d'autres documents officiels donnant la preuve que les personnes réclamées font partie de l'équipage dudit navire.

A la suite d'une demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'au moment de leur inscription sur le rôle d'équipage ils étaient nationaux du pays où leur extradition est demandée. Il sera accordé toute l'assistance et la protection nécessaires pour poursuivre, appréhender et arrêter les déserteurs qui pourront être incarcérés et détenus dans les prisons du pays à la demande et aux frais des officiers consulaires jusqu'à ce que les circonstances se prêtent à leur expulsion. Toutefois, si aucune occasion ne se présente de les expulser dans un délai de trois mois à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs seront remis en liberté et ils ne pourront être de nouveau arrêtés pour les mêmes motifs.

Si le déserteur a commis un délit que le tribunal compétent pour en connaître décide de poursuivre, la remise du déserteur sera différée jusqu'à ce que le jugement du tribunal ait été prononcé et exécuté.

Article XIII

En l'absence d'un accord stipulant le contraire, entre les propriétaires, les armateurs et les assureurs, tous les dommages que les navires des deux pays subissent en mer, qu'ils entrent dans un port de leur propre gré ou qu'ils y soient contraints par le mauvais temps, seront réglés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays. Toutefois, si un habitant du pays ou un national ou un sujet d'une tierce Puissance est intéressé dans l'affaire et si les parties ne peuvent s'entendre, il appartiendra aux autorités locales compétentes de se prononcer.

Article XIV

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires des Etats-Unis ayant fait naufrage sur les côtes de Roumanie et des navires roumains ayant

fait naufrage sur les côtes des Etats-Unis seront dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs des deux pays et, en attendant leur arrivée sur les lieux, par les agents consulaires respectifs, s'il existe une agence consulaire. Dans les localités et dans les ports où il n'existe pas d'agence consulaire, et en attendant l'arrivée du consul dans le ressort duquel le naufrage s'est produit, et qui sera immédiatement informé de l'accident, c'est aux autorités locales qu'il appartiendra de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les personnes et conserver les biens naufragés. Les autorités locales n'interviendront en outre que pour maintenir l'ordre, protéger les intérêts des sauveteurs si ceux-ci n'appartiennent pas à l'équipage du navire naufragé et pour faire exécuter les arrangements conclus en vue de l'entrée et de l'exportation des marchandises sauvées.

Il est entendu que ces marchandises ne seront soumises à aucune taxe d'administration douanière à moins qu'elles ne soient destinées à être consommées dans le pays où le naufrage a eu lieu.

Dans tous les cas, l'intervention des autorités locales ne sera la cause d'aucune dépense d'aucune sorte, à l'exception de celles qui pourraient être causées par les opérations de sauvetage et de conservation des marchandises sauvées ainsi que de celles qui auraient été encourues, dans des circonstances analogues, par des navires nationaux.

Article XV

Si un citoyen des Etats-Unis décède en Roumanie, ou si un Roumain décède aux Etats-Unis sans laisser d'héritier connu ou d'exécuteur testamentaire désigné par lui, les autorités locales compétentes en informeront les consuls ou agents consulaires du pays auquel appartenait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être immédiatement transmis aux personnes intéressées.

Les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires auront le droit de comparaître personnellement ou par mandataire, et dans toutes les procédures, au nom des héritiers absents ou mineurs ou des créanciers, jusqu'à ce que ceux-ci se soient fait régulièrement représenter.

Article XVI

La présente Convention restera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, qui s'effectuera conformément aux constitutions respectives des deux pays et aura lieu à Bucarest aussitôt que faire se pourra. Si avant l'expiration de la période de dix ans, aucune des Parties ne notifie son intention de ne pas renouveler la présente Convention, celle-ci demeurera en vigueur pendant un an, et ainsi de suite d'année en année par tacite

reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura notifié son intention de mettre fin à la Convention.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Bucarest le 17 juin (5 juin, vieux style) de l'an mil huit cent quatre-vingt-un.

(Signé) Eugène SCHUYLER

(Signé) D. BRATIANO

5. EXTRADITION TREATY¹. SIGNED AT BUCHAREST, ON
23 JULY 1924

The United States of America and His Majesty the King of Rumania desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a treaty for the extradition of fugitives from justice between the two countries and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries:

The President of the United States of America: Mr. Peter Augustus Jay, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States in Rumania; and

His Majesty, the King of Rumania: Mr. I. G. Duca, Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles:

Article I

It is agreed that the Government of the United States and the Government of Rumania shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person, who may be charged with, or may have been convicted of, any of the crimes specified in Article II of the present Treaty committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties, and who shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify commitment for trial if the crime or offense had been there committed.

Article II

Persons shall be delivered up according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes:

1. Murder, comprehending the crimes designated by the terms parricide, assassination, manslaughter when voluntary, poisoning or infanticide.
2. The attempt to commit murder.
3. Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of twelve years.

¹ Came into force on 7 April 1925 by the exchange of the instruments of ratification at Bucharest, in accordance with article XIII.

5. TRAITE¹ D'EXTRADITION. SIGNE A BUCAREST, LE 23 JUILLET 1924

Les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi de Roumanie, en vue d'une meilleure administration de la justice et pour prévenir les crimes dans leurs juridictions territoriales respectives, ont résolu de conclure un traité d'extradition entre les deux pays et dans ce but ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président des Etats-Unis d'Amérique: Mr. Peter Augustus Jay, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique en Roumanie; et

Sa Majesté, le Roi de Roumanie: Monsieur I. G. Duca, Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, s'étant communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, savoir :

Article I

Le Gouvernement Roumain et le Gouvernement des Etats-Unis s'engagent à se remettre réciproquement les personnes, qui, accusées ou convaincues de l'un des crimes et délits énumérés à l'article II du présent traité, commis dans la juridiction de l'une des hautes parties contractantes, chercheront un asile, ou seront trouvées dans les territoires de l'autre partie. Toutefois, l'extradition n'aura lieu que dans le cas où l'infraction sera constatée de telle manière que les lois du pays où le fugitif ou la personne poursuivie sera trouvée justifieraient sa mise en jugement, si le fait y avait été commis.

Article II

Seront livrés, en vertu des dispositions de la présente convention, les individus accusés ou convaincus de l'un des crimes ou délits suivants:

1. Meurtre, y compris les crimes qualifiés de parricide, assassinat, homicide, lorsqu'il est volontaire, empoisonnement et infanticide.

2. Tentative de meurtre.

3. Viol, avortement, attentat à la pudeur consommé sur une personne au-dessous de l'âge de douze ans.

¹ Entré en vigueur le 7 avril 1925 par l'échange des instruments de ratification à Bucarest, conformément aux dispositions de l'article XIII.

4. Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.
5. Bigamy.
6. Arson.
7. Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers human life.
8. Crimes committed at sea:
 - (a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations, or by statute;
 - (b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so;
 - (c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel;
 - (d) Assault on board ship upon the high seas with intent to do bodily harm.
9. Burglary, defined to be the act of breaking into and entering the house of another in the night time with intent to commit a felony therein.
10. The act of breaking into and entering the offices of the Government and public authorities, or the offices of banks, banking houses, savings banks, trust companies, insurance and other companies, or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.
11. Robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly taking from the person of another goods or money by violence or by putting him in fear.
12. Forgery or the utterance of forged papers.
13. The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authority, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of the same.
14. The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by National, State, Provincial, Territorial, Local or Municipal Governments bank notes or other instruments

4. Enlèvement ou détention de femmes ou de mineures dans un but immoral.

5. Bigamie.

6. Incendie volontaire.

7. Destruction ou obstruction volontaire et illégale de voies ferrées, qui puisse mettre en danger la vie des personnes.

8. Crimes commis en mer:

(a) Piraterie, comme communément connue et définie d'après le droit des gens ou le droit écrit.

(b) Destruction, submersion ou échouement volontaire et illégal d'un navire en mer, ou tentative de ce faire;

(c) Mutinerie ou complot par deux ou plusieurs personnes appartenant à l'équipage ou autres à bord d'un navire en haute mer, à dessein de faire une insurrection contre l'autorité du capitaine ou commandant du navire; ou prise en possession du navire par fraude ou violence envers le commandant.

(d) Agression commise à bord d'un navire en haute mer avec intention d'infliger des blessures.

9. Crime de "burglary" consistant dans l'action de s'introduire nuitamment et avec effraction ou escalade dans l'habitation d'autrui avec une intention criminelle.

10. Fait de s'introduire avec effraction dans les locaux du Gouvernement et des autorités publiques ou dans les bureaux de banques, maisons bancaires, caisses d'épargne, sociétés fiduciaires, sociétés d'assurances, et d'autres sociétés ou dans les bâtiments non habités avec intention d'y commettre un crime.

11. Crime de "robbery" consistant dans l'enlèvement forcé et criminel effectué sur la personne d'autrui d'argent ou d'effets d'une valeur quelconque à l'aide de violence ou d'intimidation (ici on peut qualifier ce crime par les termes dont il est prévu et puni par le "Code Roumain").

12. Crime de faux comprenant l'émission de documents falsifiés.

13. Crime de faux en écriture publique ou authentique comprenant l'émission de documents falsifiés et la contrefaçon d'actes publics du Gouvernement ou de l'autorité souveraine, y compris les Tribunaux de Justice; usage frauduleux desdits faux.

14. Fabrication, émission, mise en circulation, ou emploi frauduleux de fausse monnaie ou de faux papier-monnaie ou de faux titres ou coupons de la dette publique, créée par les Gouvernements, de la nation, d'un état fédéral,

of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and marks of State or public administrations, and the utterance, circulation or fraudulent use of the above-mentioned objects.

15. Embezzlement or criminal malversation committed within the jurisdiction of one or the other party by public officers or depositaries, where the amount embezzled exceeds two hundred dollars or Rumanian equivalent.

16. Embezzlement by any person or persons hired, salaried or employed, to the detriment of their employers or principals, when the crime or offense is punishable by imprisonment or other corporal punishment by the laws of both countries, and where the amount embezzled exceeds two hundred dollars or Rumanian equivalent.

17. Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any other unlawful end.

18. Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, of the value of twenty-five dollars or more, or Rumanian equivalent.

19. Obtaining money, valuable securities or other property by false pretences or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds two hundred dollars or Rumanian equivalent.

20. Perjury or subornation of perjury.

21. Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by any one in any fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds two hundred dollars or Rumanian equivalent.

22. Crimes and offenses against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.

23. Wilful desertion or wilful non-support of minor or dependent children.

24. Extradition shall also take place for participation in any of the crimes before mentioned as an accessory before or after the fact; provided such partici-

d'une province, d'un territoire ou d'une ville ou municipalité, de faux billets de banque, ou autres effets publics; contrefaçon de sceaux, empreintes, timbres ou marques de l'état et des administrations publiques; l'émission, mise en circulation, usage frauduleux desdits objets.

15. Détournement ou malversation criminelle des deniers publics commis dans la juridiction de l'une ou de l'autre partie par des officiers, fonctionnaires, ou dépositaires publics, quand la somme détournée dépasse la valeur de 200 dollars ou l'équivalent en monnaie roumaine.

16. Détournement commis par toute personne employée ou salariée au détriment de son patron, lorsque ce crime entraîne une peine d'emprisonnement ou corporelle selon les lois des deux pays et lorsque la somme détournée dépasse \$200 dollars ou l'équivalent en monnaie roumaine.

17. Enlèvement de mineurs ou d'adultes, qualifié d'abduction ou détention d'une ou de plusieurs personnes dans le but d'extorquer de l'argent à ces personnes, à leurs familles, ou à toute autre personne; ou dans un but illégal quelconque.

18. Larcin qualifié de vol simple d'effets, de biens meubles ou d'argent dont la valeur n'est pas inférieure à \$25 dollars ou l'équivalent en monnaie roumaine.

19. Escroquerie: recel d'argent ou de valeurs ou autres biens lorsque le receleur sait qu'ils ont été illégalement obtenus, à condition que la somme d'argent ou la valeur des biens ainsi obtenus ou recelés dépasse la somme de \$200 dollars ou l'équivalent en monnaie roumaine.

20. Le faux serment ou faux témoignage; subornation de témoins.

21. Fraude, abus de confiance par un dépositaire, banquier, agent, facteur, curateur, exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, employé supérieur ou membre du conseil d'administration d'une société ou corporation ou par toute personne occupant une place de confiance, lorsque la somme d'argent ou la valeur de la propriété détournée dépasse la somme de 200 dollars ou l'équivalent en monnaie roumaine.

22. Crimes et délits commis contre les lois des deux pays sur la suppression de l'esclavage et la traite.

23. L'abandon ou délaissement volontaire d'enfants n'ayant pas atteint leur majorité ou dont on a la charge.

24. L'extradition devra aussi avoir lieu pour la participation ou complicité dans tout crime énuméré ci-dessus comme complice actif ou complice après

pation be punishable by imprisonment by the laws of both the High Contracting Parties.

Article III

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offense of a political character, nor for acts connected with such crimes or offenses; and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political crime or offense. When the offense charged comprises the act either of murder or assassination or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the offense was committed or attempted against the life of the Sovereign or Head of a foreign State or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such crime or offense was of a political character; or was an act connected with crimes or offenses of a political character.

Article IV

No person shall be tried for any crime or offense other than that for which he was surrendered.

Article V

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the place within the jurisdiction of which the crime was committed, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offense for which the surrender is asked.

Article VI

If a fugitive criminal whose surrender may be claimed pursuant to the stipulations hereof, be actually under prosecution, out on bail or in custody, for a crime or offense committed in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be determined, and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article VII

If a fugitive criminal claimed by one of the parties hereto, shall be also claimed by one or more Powers pursuant to treaty provisions, on account of crimes committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received.

Article VIII

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens.

coup pourvu qu'une telle participation soit passible d'emprisonnement selon les lois des deux hautes parties contractantes.

Article III

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique, ou d'actes connexes à semblable crime ou délit. La personne qui a été extradée en vertu de ce traité ne peut, par conséquent, en aucun cas être jugée ou punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un crime ou délit politique. Ne sera réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du Souverain ou Chef d'un Gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille lorsque cet attentat constituera le fait, ou tenté ou accompli, soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Article IV

Nul ne pourra être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit autre que celui qui a motivé son extradition.

Article V

L'extradition n'aura pas lieu conformément aux dispositions de la présente convention, si la prescription de l'action ou de la peine est acquise en faveur de l'individu réclamé à cause d'un laps de temps, ou pour toute autre raison légale d'après les lois du pays auquel la demande est adressée.

Article VI

Lorsque la personne dont l'extradition est réclamée aux termes du présent traité aura été arrêtée, poursuivie, élargie sous caution, ou incarcérée à raison de faits délictueux dans le pays où elle a cherché un asile, ou lorsqu'elle aura été condamnée de ce chef, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que ces poursuites soient terminées et que l'élargissement ait lieu conformément à la loi.

Article VII

Lorsque la personne dont l'extradition est réclamée aux termes du présent traité sera réclamée par un ou plusieurs autres Etats conformément à des stipulations de traités, à raison de crimes commis dans leurs juridictions, elle sera livrée à l'Etat dont la demande aura été reçue la première.

Article VIII

Les Hautes Parties Contractantes ne seront pas obligées de se livrer leurs propres citoyens ou sujets en vertu des stipulations de la présente convention.

Article IX

The expense of arrest, detention, examination and transportation of the accused shall be paid by the Government which has preferred the demand for extradition.

Article X

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime or offense, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall, so far as practicable according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to, shall be duly respected.

Article XI

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or its seat of Government, or where extradition is sought from territory included in the preceding paragraphs, other than the United States or Rumania, requisitions may be made by superior consular officers. It shall be competent for such diplomatic or superior consular officers to ask and obtain a mandate or preliminary warrant of arrest for the person whose surrender is sought, whereupon the judges and magistrates of the two Governments shall respectively have power and authority, upon complaint made in accordance with the laws of the country demanded, to issue a warrant for the apprehension of the person charged, in order that he or she may be brought before such judge or magistrate, that the evidence of criminality may be heard and considered and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient to sustain the charge, it shall be the duty of the examining judge or magistrate to certify it to the proper executive authority, that a warrant may issue for the surrender of the fugitive.

In case of urgency, the application for arrest and detention may be addressed directly to the competent magistrate in conformity to the statutes in force.

The person provisionally arrested shall be released, unless within two months from the date of arrest in Rumania, or from the date of commitment

Article IX

Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, l'interrogatoire, et le transport des individus réclamés seront à la charge du Gouvernement requérant.

Article X

Tous les objets trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, qu'ils proviennent du fait incriminé ou qu'ils puissent servir de pièces de conviction du crime ou du délit pour lequel l'extradition est demandée, seront autant que possible, selon les lois des Hautes Parties Contractantes, livrés avec sa personne. Sont, cependant, respectés les droits des tiers sur les objets susmentionnés.

Article XI

Les stipulations du présent traité seront appliquées dans tous les territoires appartenant aux Hautes Parties Contractantes, ainsi que dans les territoires, où qu'ils soient, occupés temporairement ou placés sous le contrôle de l'un des Etats contractants pendant toute la durée de l'occupation ou de l'exercice du contrôle.

Les demandes d'extradition seront faites respectivement par les agents diplomatiques des Hautes Parties Contractantes. En cas d'absence de ceux-ci soit du pays, soit du siège du Gouvernement, et, au cas où l'extradition est requise d'un territoire compris dans les paragraphes précédents, autre que la Roumanie ou les Etats-Unis, ces demandes pourront être faites par les agents consulaires supérieurs. Lesdits agents diplomatiques et consulaires supérieurs seront autorisés à demander un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt préliminaire ou préventif pour la personne dont l'extradition est demandée, sur quoi, les juges et les magistrats du pays requis auront le droit et le pouvoir de par la plainte déposée conformément aux lois du pays requis, de lancer un mandat d'arrêt pour l'appréhension de la personne inculpée, afin qu'elle puisse être traduite devant le juge ou magistrat, qui entendra et examinera les preuves de criminalité. Si ces preuves de criminalité sont jugées suffisantes pour établir le bien-fondé de l'accusation, le juge ou magistrat faisant l'instruction devra certifier à l'autorité exécutive compétente qu'un mandat peut être émis pour l'extradition du fugitif.

En cas d'urgence la demande d'arrestation et de détention peut être adressée directement au magistrat compétent en conformité des lois en vigueur.

La personne provisoirement mise en état d'arrestation sera libérée, si, dans un délai de deux mois après la date de l'arrestation en Roumanie ou de l'incar-

in the United States, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinafter prescribed be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding Government or, in his absence, by a consular officer thereof.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced. If, however, the fugitive is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed, and of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced, with such other evidence or proof as may be deemed competent in the case.

Article XII

In every case of a request made by either of the High Contracting Parties for the arrest, detention or extradition of fugitive criminals, the appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had, shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every legal means within their power; and no claim whatever for compensation for any of the services so rendered shall be made against the Government demanding the extradition; provided, however, that any officer or officers of the surrendering Government so giving assistance, who shall, in the usual course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the Government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

Article XIII

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place as soon as possible.

Article XIV

The present Treaty shall remain in force for a period of ten years, and in case neither of the High Contracting Parties shall have given notice one year before the expiration of that period of its intention to terminate the Treaty, it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

cération aux Etats-Unis, la réquisition formelle d'extradition, ainsi que les preuves appuyées de documents comme il est ci-dessus prévu, n'est pas présentée par l'agent diplomatique du Gouvernement requérant, ou, en son absence, par un agent consulaire dudit Gouvernement.

Lorsque le criminel fugitif aura été convaincu du crime ou du délit qui a motivé la demande d'extradition, l'expédition authentique de l'arrêt de la cour ou du jugement du tribunal qui a prononcé la sentence, sera fournie. Lorsque le criminel fugitif sera simplement prévenu d'un crime ou d'un délit, la copie authentique du mandat d'arrêt émis dans le pays où le crime aura été commis et les dépositions sur la foi desquelles ce mandat aura été décerné seront fournies avec les autres éléments de preuve qui seront considérés compétents dans l'affaire.

Article XII

Dans tous les cas de réquisition faite par une des Hautes Parties Contractantes pour l'arrestation, la détention, ou l'extradition de criminels fugitifs, les autorités légales compétentes du pays requis devront prêter leur concours aux agents du Gouvernement requérant l'extradition par-devant les juges et magistrats du pays requis, par tous les moyens légaux dont ils disposent; et aucune rétribution en raison des services ainsi rendus ne sera réclamée au Gouvernement requérant; toutefois, les agents du Gouvernement requis qui auront ainsi prêté leur concours et qui, dans l'exercice ordinaire de leurs fonctions n'ont d'autres émoluments que les droits portés au tarif des services rendus, auront droit à recevoir du Gouvernement requérant le montant des droits d'usage pour les actes accomplis ou les services rendus, de la même manière et au même taux que si ces actes ou services avaient été accomplis ou rendus dans la procédure ordinaire de la justice d'après les lois du pays dont ils sont les agents.

Article XIII

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes suivant leurs méthodes constitutionnelles respectives et sera exécutoire le jour de l'échange des ratifications qui aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Article XIV

Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de dix ans, et, au cas où aucune des Hautes Parties Contractantes ne l'aura dénoncé un an avant l'expiration de cette période il continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la date où la dénonciation en aura été faite par une des Hautes Parties Contractantes.

IN WITNESS WHEREOF the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

DONE in duplicate at Bucharest, this twenty-third day of July, nineteen hundred and twenty-four.

[SEAL]

Peter S. JAY

No. 78

Bucharest, July 23, 1924

In signing today with His Excellency Mr. I. G. Duca, the Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of Rumania the Treaty of Extradition which has been negotiated between the Government of the United States of America and the Royal Rumanian Government, the undersigned, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the United States of America at Bucharest, provided with full powers from his Government for the conclusion of this Treaty, has the honor to confirm by this Note to the Royal Rumanian Government the assurance that the death penalty will not be enforced against criminals delivered by Rumania to the United States of America for any of the crimes enumerated in the said Treaty, and that such assurance is, in effect, to form part of the Treaty and shall be mentioned in the ratifications of the Treaty.

In order to make this assurance in the most effective manner possible, it is agreed by the Government of the United States that no person charged with crime shall be extraditable from Rumania to the United States upon whom the death penalty can be inflicted for the offense charged by the laws of the country where the trial is pending.

This agreement on the part of the United States will be mentioned in the ratifications of the Treaty and will, in effect, form part of the Treaty.

Peter S. JAY
American Minister

His Excellency Mr. I. G. Duca
Minister for Foreign Affairs
of His Majesty the King of Rumania

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus tant en langue française qu'en langue anglaise et y ont apposé leurs cachets.

AINSI FAIT en double à Bucarest ce 23ème jour de juillet 1924.

[SCEAU]

I. G. DUCA

N° 78

Bucarest, le 23 juillet 1924

En signant aujourd'hui avec Son Excellence Monsieur I. G. Duca, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Roumanie, le traité d'extradition qui a été négocié entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement Royal de Roumanie, le soussigné, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire des Etats-Unis à Bucarest, muni de pleins pouvoirs par son Gouvernement pour la conclusion de ce traité, a l'honneur de confirmer par cette note au Gouvernement Royal Roumain l'assurance que la peine de mort ne sera pas appliquée aux criminels livrés par la Roumanie aux Etats-Unis d'Amérique en raison d'aucun des crimes énumérés dans ledit traité et que cette assurance doit en faire effectivement partie et sera mentionnée dans les ratifications du traité.

Afin de préciser cette assurance de la manière la plus efficace possible, il est convenu par le Gouvernement des Etats-Unis qu'aucune personne inculpée de crime et à laquelle la peine de mort pourrait être appliquée en raison de l'infraction dont elle est accusée selon les lois du pays où le procès doit être jugé, ne sera passible d'extradition de Roumanie aux Etats-Unis.

Cet engagement de la part des Etats-Unis sera mentionné dans les ratifications du traité et en fera effectivement partie.

Peter S. JAY
Ministre des Etats-Unis

A Son Excellence Monsieur I. G. Duca
Ministre des Affaires Etrangères
de Sa Majesté le Roi de Roumanie
Bucarest

7. DEBT-FUNDING AGREEMENT¹. SIGNED AT WASHINGTON, ON
4 DECEMBER 1925

AGREEMENT, MADE THE FOURTH DAY OF DECEMBER, 1925, AT THE CITY OF WASHINGTON, District of Columbia, between THE KINGDOM OF RUMANIA, hereinafter called RUMANIA, party of the first part, and THE UNITED STATES OF AMERICA, hereinafter called the UNITED STATES, party of the second part

WHEREAS, Rumania is indebted to the United States as of June 15, 1925, upon obligations in the aggregate principal amount of \$36,128,494.94, together with interest accrued and unpaid thereon; and

WHEREAS, Rumania desires to fund said indebtedness to the United States, both principal and interest, through the issue of bonds to the United States, and the United States is prepared to accept bonds from Rumania upon the terms and conditions hereinafter set forth;

Now, therefore, in consideration of the premises and of the mutual covenants herein contained, it is agreed as follows:

1. *Amount of Indebtedness.*—The amount of the indebtedness to be funded, after allowing for cash payments made or to be made by Rumania and the credit set out below, is \$44,590,000, which has been computed as follows:

Principal amount of indebtedness to be funded.....	\$36,128,494.94
Interest accrued and unpaid thereon to December 15, 1922, at the rate of 4¼ per cent a year.....	5,365,806.08
Total indebtedness as of December 15, 1922.....	\$41,494,301.02
Interest accrued and unpaid thereon to June 15, 1925, at the rate of 3 per cent a year.....	3,112,072.59
	\$44,606,373.61
Credits allowed by War Department for material, together with interest thereon.....	11,922.07
Total net indebtedness as of June 15, 1925.....	\$44,594,451.54
To be paid in cash upon execution of agreement.....	4,451.54
Total indebtedness to be funded into bonds.....	\$44,590,000.00

¹ Became operative on 15 June 1925 and came into force on 3 May 1926, according to its terms, by ratification by the Romanian Parliament on 17 March 1926 and approval by an Act of the Congress of the United States of America approved on 3 May 1926.

TRADUCTION — TRANSLATION

7. ACCORD¹ RELATIF A LA CONSOLIDATION DE LA DETTE.
SIGNE A WASHINGTON, LE 4 DECEMBRE 1925

ACCORD CONCLU LE 4 DÉCEMBRE 1925 EN LA VILLE DE WASHINGTON (District de Columbia) entre LE ROYAUME DE ROUMANIE, ci-après dénommé LA ROUMANIE, d'une part, et LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ci-après dénommés les ETATS-UNIS, d'autre part

ATTENDU que la Roumanie est débitrice envers les Etats-Unis, au 15 juin 1925, d'obligations s'élevant à la somme, en principal, de 36.128.494,94 dollars, augmentée des intérêts courus et impayés sur cette somme; et

ATTENDU que la Roumanie désire consolider cette dette envers les Etats-Unis, tant pour le principal que pour les intérêts, par la remise d'obligations aux Etats-Unis, et que les Etats-Unis sont disposés à accepter des obligations de la Roumanie suivant les clauses et conditions exposées ci-après;

En considération de ce qui précède et des engagements mutuels contenus dans le présent Accord, il est convenu ce qui suit:

1. *Montant de la dette.*—Le montant de la dette à consolider, déduction faite de certains paiements en espèces effectués ou à effectuer par la Roumanie et de l'indemnité indiquée ci-dessous, s'élève à la somme de 44.590.000 dollars, laquelle a été calculée comme suit:

	<i>Dollars</i>
Montant en principal de la dette à consolider	36.128.494,94
Intérêts courus et impayés sur cette somme, au taux de 4¼ pour 100	
l'an, jusqu'au 15 décembre 1922	5.365.806,08
Montant total de la dette au 15 décembre 1922	<u>41.494.301,02</u>
Intérêts courus et impayés sur cette somme, au taux de 3 pour 100	
l'an, jusqu'au 15 juin 1925	3.112.072,59
	<u>44.606.373,61</u>
Indemnités accordées par le Département de la guerre au titre de matériels, compte tenu des intérêts sur ces sommes	11.922,07
Montant net total de la dette au 15 juin 1925	<u>44.594.451,54</u>
A payer en espèces dès la conclusion de l'Accord	4.451,54
Montant total de la dette à consolider en obligations	<u>44.590.000,00</u>

¹ A pris effet le 15 juin 1925 et est entré en vigueur le 3 mai 1926, conformément à ses termes, par la ratification du Parlement roumain le 17 mars 1926 et l'approbation par une loi du Congrès des Etats-Unis d'Amérique adoptée le 3 mai 1926.

2. *Payment.*—In order to provide for the payment of the indebtedness thus to be funded, Rumania will issue to the United States at par bonds of Rumania dated June 15, 1925, in the principal amounts and maturing serially on the several dates fixed in the following schedule:

June 15—		June 15—	
1926	\$200,000.00	1958	\$800,000.00
1927	300,000.00	1959	828,000.00
1928	400,000.00	1960	857,000.00
1929	500,000.00	1961	887,000.00
1930	600,000.00	1962	918,000.00
1931	700,000.00	1963	950,000.00
1932	800,000.00	1964	984,000.00
1933	1,000,000.00	1965	1,018,000.00
1934	1,200,000.00	1966	1,053,000.00
1935	1,400,000.00	1967	1,090,000.00
1936	1,600,000.00	1968	1,129,000.00
1937	1,800,000.00	1969	1,168,000.00
1938	2,000,000.00	1970	1,209,000.00
1939	2,200,000.00	1971	1,252,000.00
1940	430,560.43	1972	1,295,000.00
1941	445,000.00	1973	1,341,000.00
1942	462,000.00	1974	1,387,000.00
1943	478,000.00	1975	1,436,000.00
1944	494,000.00	1976	1,486,000.00
1945	512,000.00	1977	1,539,000.00
1946	529,000.00	1978	1,592,000.00
1947	548,000.00	1979	1,648,000.00
1948	567,000.00	1980	1,706,000.00
1949	587,000.00	1981	1,765,000.00
1950	608,000.00	1982	1,827,000.00
1951	629,000.00	1983	1,891,000.00
1952	651,000.00	1984	1,957,000.00
1953	673,000.00	1985	2,026,000.00
1954	697,000.00	1986	2,097,000.00
1955	722,000.00	1987	2,172,000.00
1956	747,000.00		
1957	773,000.00	Total	\$66,560,560.43

PROVIDED, HOWEVER, That Rumania, at its option, upon not less than ninety days' advance notice to the United States, may postpone any payment on account of principal falling due as hereinabove provided after June 15, 1939, to any subsequent June 15 or December 15 not more than two years distant from its due date, but only on condition that in case Rumania shall at any time exercise this option as to any payment of principal, the payment falling due in

2. *Paiement.* — Afin de pourvoir au remboursement de la dette qui doit être ainsi consolidée, la Roumanie remettra aux Etats-Unis, au pair, des obligations de la Roumanie, datées du 15 juin 1925, arrivant successivement à échéance aux dates et pour les montants en principal fixés dans le tableau ci-après:

15 juin	Dollars	15 juin	Dollars
1926	200.000,00	1958	800.000,00
1927	300.000,00	1959	828.000,00
1928	400.000,00	1960	857.000,00
1929	500.000,00	1961	887.000,00
1930	600.000,00	1962	918.000,00
1931	700.000,00	1963	950.000,00
1932	800.000,00	1964	984.000,00
1933	1.000.000,00	1965	1.018.000,00
1934	1.200.000,00	1966	1.053.000,00
1935	1.400.000,00	1967	1.090.000,00
1936	1.600.000,00	1968	1.129.000,00
1937	1.800.000,00	1969	1.168.000,00
1938	2.000.000,00	1970	1.209.000,00
1939	2.200.000,00	1971	1.252.000,00
1940	430.560,43	1972	1.295.000,00
1941	445.000,00	1973	1.341.000,00
1942	462.000,00	1974	1.387.000,00
1943	478.000,00	1975	1.436.000,00
1944	494.000,00	1976	1.486.000,00
1945	512.000,00	1977	1.539.000,00
1946	529.000,00	1978	1.592.000,00
1947	548.000,00	1979	1.648.000,00
1948	567.000,00	1980	1.706.000,00
1949	587.000,00	1981	1.765.000,00
1950	608.000,00	1982	1.827.000,00
1951	629.000,00	1983	1.891.000,00
1952	651.000,00	1984	1.957.000,00
1953	673.000,00	1985	2.026.000,00
1954	697.000,00	1986	2.097.000,00
1955	722.000,00	1987	2.172.000,00
1956	747.000,00		
1957	773.000,00	Total	66.560.560,43

IL EST ENTENDU, TOUTEFOIS, que, moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours au moins adressé aux Etats-Unis, la Roumanie aura la faculté de reporter tout paiement au titre du principal venant à échéance conformément au tableau ci-dessus après le 15 juin 1939 jusqu'à tout 15 juin ou 15 décembre ultérieur qui ne soit pas éloigné de plus de deux ans de la date normale d'exigibilité; toutefois, si la Roumanie exerce à un moment quelconque cette faculté

the next succeeding year can not be postponed to any date more than one year distant from the date when it becomes due unless and until the payment previously postponed shall actually have been made, and the payment falling due in the second succeeding year can not be postponed at all unless and until the payment of principal due two years previous thereto shall actually have been made.

3. *Form of Bond.*—All bonds issued or to be issued hereunder to the United States shall be payable to the Government of the United States of America, or order, and shall be signed for Rumania by its Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington, or by its other duly authorized representative. The bonds issued for the first fourteen annual payments shall be substantially in the form set forth in the exhibit hereto annexed and marked "Exhibit A", shall be issued in fourteen pieces in the principal amounts fixed in the preceding schedule, maturing annually on June 15 of each year up to and including June 15, 1939, and shall not bear interest before maturity. The bonds maturing subsequent to June 15, 1939, shall be substantially in the form set forth in the exhibit hereto annexed and marked "Exhibit B", and shall be issued in 48 pieces with maturities and in denominations as hereinabove set forth and shall bear interest at the rate of 3½% per annum from June 15, 1939, payable semiannually on June 15 and December 15 of each year until the principal of such bonds shall be paid.

4. *Method of Payment.*—All bonds issued or to be issued hereunder shall be payable, as to both principal and interest, in United States gold coin of the present standard of value, or, at the option of Rumania, upon not less than thirty days' advance notice to the United States, in any obligations of the United States issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

All payments, whether in cash or in obligations of the United States, to be made by Rumania on account of the principal of or interest on any bonds issued or to be issued hereunder and held by the United States, shall be made at the Treasury of the United States in Washington, or, at the option of the Secretary of the Treasury of the United States, at the Federal Reserve Bank of New York, and if in cash shall be made in funds immediately available on the date of payment, or if in obligations of the United States shall be in form acceptable to the Secretary of the Treasury of the United States under the general regulations of the Treasury Department governing transactions in United States obligations.

pour un paiement au titre du principal, le paiement venant à échéance au cours de l'année suivante ne pourra être reporté à une date éloignée de plus d'un an de celle de l'échéance normale, tant que le paiement précédemment reporté n'aura pas été effectué; le paiement venant à échéance au cours de la deuxième année qui suivra ne pourra faire l'objet d'aucun ajournement tant que le paiement au titre du principal exigible deux ans auparavant n'aura pas été effectué.

3. *Forme des obligations.* — Toutes les obligations remises ou à remettre aux Etats-Unis en vertu du présent Accord seront payables au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou à son ordre, et seront signées, pour la Roumanie, par son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington, ou par son autre représentant dûment autorisé. Les obligations remises au titre des quatorze premiers paiements annuels revêtiront la forme indiquée à l'annexe A du présent Accord; elles seront émises en quatorze coupures ayant le montant en principal fixé dans le tableau ci-dessus et venant à échéance le 15 juin de chaque année jusqu'au 15 juin 1939 inclusivement; elles ne porteront aucun intérêt avant leur échéance. Les obligations venant à échéance postérieurement au 15 juin 1939 revêtiront la forme indiquée à l'annexe B du présent Accord; elles seront émises en quarante-huit coupures, dont les montants et les dates d'échéance seront comme il est prévu ci-dessus; elles porteront intérêt au taux de 3½ pour 100 l'an à partir du 15 juin 1939, les intérêts étant payables semestriellement le 15 juin et le 15 décembre de chaque année jusqu'à ce que le montant en principal de ces obligations soit remboursé.

4. *Mode de paiement.* — Toutes les obligations émises ou à émettre en vertu du présent Accord seront payables, tant en principal qu'en intérêts, en monnaie d'or des Etats-Unis de l'étalon de valeur actuel, ou, au choix de la Roumanie, et moyennant un préavis de trente jours au moins adressé aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917, ces obligations étant acceptées à leur valeur au pair augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de paiement prévue dans le présent Accord.

Tous les paiements, en espèces ou en obligations des Etats-Unis, à effectuer par la Roumanie au titre du principal ou des intérêts de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent Accord et détenues par les Etats-Unis, seront effectués au Trésor des Etats-Unis à Washington, ou, au choix du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, à la *Federal Reserve Bank* de New York; si ces paiements sont faits en espèces ils seront effectués en fonds immédiatement disponibles à la date du versement; s'ils sont faits en obligations des Etats-Unis, ils seront effectués sous une forme qui puisse être agréée par le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis aux termes des règlements généraux du Département du Trésor concernant la négociation des obligations des Etats-Unis.

5. *Exemption from Taxation.*—The principal and interest of all bonds issued or to be issued hereunder shall be paid without deduction for, and shall be exempt from, any and all taxes or other public dues, present or future, imposed by or under authority of Rumania or any political or local taxing authority within the Kingdom of Rumania, whenever, so long as, and to the extent that beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in Rumania, or (c) a corporation not organized under the laws of Rumania.

6. *Payments before Maturity.*—Rumania, at its option, on June 15 or December 15 of any year, upon not less than ninety days' advance notice to the United States, may make advance payments in amounts of \$1,000 or multiples thereof, on account of the principal of any bonds issued or to be issued hereunder and held by the United States. Any such advance payments shall be applied to the principal of such bonds as may be indicated by Rumania at the time of the payment.

7. *Exchange for Marketable Obligations.* — Rumania will issue to the United States at any time, or from time to time, at the request of the Secretary of the Treasury of the United States, in exchange for any or all of the bonds issued hereunder and held by the United States, definitive engraved bonds in form suitable for sale to the public, in such amounts and denominations as the Secretary of the Treasury of the United States may request, in bearer form, with provision for registration as to principal and/or in fully registered form, and otherwise on the same terms and conditions, as to dates of issue and maturity, rate or rates of interest, if any, exemption from taxation, payment in obligations of the United States issued after April 6, 1917, and the like, as the bonds surrendered on such exchange. Rumania will deliver definitive engraved bonds to the United States in accordance herewith within six months of receiving notice of any such request from the Secretary of the Treasury of the United States, and pending the delivery of the definitive engraved bonds will deliver, at the request of the Secretary of the Treasury of the United States, temporary bonds or interim receipts in form satisfactory to the Secretary of the Treasury of the United States within thirty days of the receipt of such request, all without expense to the United States. The United States, before offering any such bonds or interim receipts for sale in Rumania, will first offer them to Rumania for purchase at par and accrued interest, if any, and Rumania shall likewise have the option, in lieu of issuing any such bonds or interim receipts, to make advance redemption, at par and accrued interest, if any, of a corresponding principal amount of bonds issued hereunder and held by the United States. Rumania agrees that the definitive engraved bonds called for by this paragraph shall contain all such provisions, and that it will cause to be promulgated all such

5. *Exemption d'impôts.* — Le principal et les intérêts de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent Accord, seront payés sans aucune déduction et avec exemption de tous impôts ou autres taxes publiques, présents ou futurs, levés soit par la Roumanie ou avec son autorisation, soit par une autorité fiscale, politique ou locale, du Royaume de Roumanie, chaque fois, aussi longtemps et pour autant que le propriétaire véritable desdites obligations sera : a) le Gouvernement des Etats-Unis, b) une personne, société ou association n'ayant ni domicile ni résidence habituelle en Roumanie, ou c) une société non constituée sous le régime des lois roumaines.

6. *Paiements avant échéance.* — Moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours au moins adressé aux Etats-Unis, la Roumanie aura la faculté, le 15 juin ou le 15 décembre de chaque année, d'effectuer des paiements anticipés par tranches de 1.000 dollars ou multiples de 1.000 dollars, au titre du principal de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent Accord et détenues par les Etats-Unis. Ces paiements anticipés viendront en déduction du montant, en principal, des obligations que la Roumanie désignera à l'époque du paiement.

7. *Echange contre des obligations négociables.* — En échange de tout ou partie des obligations émises en vertu du présent Accord et détenues par les Etats-Unis, la Roumanie remettra aux Etats-Unis, à tout moment, ou à certains intervalles, à la requête du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, des obligations définitives gravées sous une forme les rendant propres à la vente au public, pour tel montant et en telles coupures que pourra demander le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis; ces obligations seront établies au porteur, avec une disposition permettant de les enregistrer quant au capital seulement, ou à la fois quant au capital et aux intérêts; en ce qui concerne les dates d'émission et d'échéance, le ou les taux d'intérêt, s'il y a lieu, l'exemption d'impôts, le paiement en obligations des Etats-Unis émises postérieurement au 6 avril 1917, etc., elles comporteront les mêmes clauses et conditions que les obligations échangées. Conformément à la présente disposition, la Roumanie remettra aux Etats-Unis des obligations gravées définitives dans les six mois de la réception d'une demande que le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis aura fait parvenir à cet effet. En attendant la délivrance des obligations gravées définitives, elle délivrera, à la requête du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, des obligations temporaires ou des certificats provisoires, d'une forme agréée par lui, dans un délai de trente jours à compter de la réception de ladite demande, le tout sans frais pour les Etats-Unis. Avant de mettre en vente, en Roumanie, lesdites obligations ou lesdits certificats provisoires, les Etats-Unis les offriront d'abord à la Roumanie qui pourra les acheter à leur valeur au pair, augmentée des intérêts courus, s'il y a lieu; de même, au lieu d'émettre lesdites obligations ou lesdits certificats provisoires, la Roumanie aura la faculté de rembourser par anticipation, au pair, plus les intérêts courus s'il y a lieu, un montant correspondant, en principal, d'obligations émises en

rules, regulations, and orders as shall be deemed necessary or desirable by the Secretary of the Treasury of the United States in order to facilitate the sale of the bonds in the United States, in Rumania or elsewhere, and that if requested by the Secretary of the Treasury of the United States, it will use its good offices to secure the listing of the bonds on such stock exchanges as the Secretary of the Treasury of the United States may specify.

8. *Cancellation and Surrender of Obligations.*—Upon the execution of this Agreement, the delivery to the United States of the \$66,560,560.43 principal amount of bonds of Rumania to be issued hereunder, together with satisfactory evidence of authority for the execution of this Agreement by the representatives of Rumania and for the execution of the bonds to be issued hereunder, the United States will cancel and surrender to Rumania at the Treasury of the United States in Washington, the obligations of Rumania held by the United States.

9. *Notices.*—Any notice, request, or consent under the hand of the Secretary of the Treasury of the United States, shall be deemed and taken as the notice, request, or consent of the United States, and shall be sufficient if delivered at the Legation of Rumania at Washington or at the office of the Ministry of Finance in Rumania; and any notice, request, or election from or by Rumania shall be sufficient if delivered to the American Legation at Bucharest or to the Secretary of the Treasury at the Treasury of the United States in Washington. The United States in its discretion may waive any notice required hereunder, but any such waiver shall be in writing and shall not extend to or affect any subsequent notice or impair any right of the United States to require notice hereunder.

10. *Compliance with Legal Requirements.*—Rumania represents and agrees that the execution and delivery of this Agreement have in all respects been duly authorized and that all acts, conditions, and legal formalities which should have been completed prior to the making of this Agreement have been completed as required by the laws of Rumania and in conformity therewith.

1. *Counterparts.*—This Agreement shall be executed in two counterparts, each of which shall have the force and effect of an original.

IN WITNESS WHEREOF Rumania has caused this Agreement to be executed on its behalf by N. Titulescu, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to his Britanic Majesty and President of the Rumanian Debt Funding Commission at Washington, thereunto duly authorized, subject, however, to ratifica-

vertu du présent Accord et détenues par les Etats-Unis. La Roumanie s'engage à faire figurer toutes les stipulations en question sur les obligations gravées définitives prévues par le présent paragraphe et à faire promulguer tous arrêtés, règlements et ordonnances que le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis jugera nécessaires ou désirables en vue de faciliter la vente de ces obligations aux Etats-Unis, en Roumanie ou ailleurs, et, sur la demande du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, elle prêtera ses bons offices en vue d'obtenir l'inscription de ces obligations à la cote des bourses de valeurs que pourra désigner le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis.

8. *Annulation et restitution des obligations.* — Dès la conclusion définitive du présent Accord, et la remise aux Etats-Unis de 66.560.560,43 dollars d'obligations roumaines, constituant le montant, en principal, qui devra faire l'objet de l'émission prévue au présent Accord, et moyennant la preuve suffisamment établie que des pouvoirs ont été conférés aux représentants de la Roumanie en vue de la signature du présent Accord et de la souscription des obligations à émettre en vertu de cet Accord, les Etats-Unis annuleront et restitueront à la Roumanie, dans les bureaux du Trésor des Etats-Unis à Washington, les obligations de la Roumanie détenues par les Etats-Unis.

9. *Notifications.* — Toute notification, demande ou approbation signée du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, sera considérée et acceptée comme émanant des Etats-Unis, et il suffira, pour qu'elle soit valable, que délivrance en soit faite à la Légation de Roumanie à Washington ou au Ministère des finances en Roumanie; de même, toute notification, demande ou option de la Roumanie sera valable si elle est remise à la Légation des Etats-Unis à Bucarest ou au Secrétaire au Trésor, au Trésor des Etats-Unis, à Washington. Les Etats-Unis pourront, à leur gré, renoncer à toute notification exigée par le présent Accord; toute renonciation de l'espèce devra être faite par écrit; elle ne pourra s'étendre à aucune notification ultérieure, ni l'affecter; elle ne portera pas atteinte au droit des Etats-Unis d'exiger une notification en vertu du présent Accord.

10. *Exécution des formalités légales.* — La Roumanie déclare expressément et convient que la conclusion et la signature du présent Accord ont été à tous égards dûment autorisées, et que tous les actes, conditions et formalités légales exigibles avant l'accomplissement du présent Accord ont été exécutés ainsi que l'exigent les lois de la Roumanie et conformément à celles-ci.

11. *Double expédition.* — Le présent Accord sera établi en double exemplaire dont chacun aura la force et l'effet d'un original.

EN FOI DE QUOI, la Roumanie a fait signer le présent Accord en son nom, par M. N. Titulescu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté britannique et Président de la Commission de la consolidation de la dette roumaine à Washington, dûment autorisé à cet effet, sous réserve toute-

tion by Rumanian Parliament, and the United States has likewise caused this Agreement to be executed on its behalf by the Secretary of the Treasury as Chairman of the World War Foreign Debt Commission, with the approval of the President, subject, however, to the approval of Congress, pursuant to the Act of Congress approved February 9, 1922, as amended by the Act of Congress approved February 28, 1923, and as further amended by the Act of Congress approved January 21, 1925, all on the day and the year first above written.

The Kingdom of Rumania,
By N. TITULESCU

The United States of America,
For the World War Foreign Debt Commission:
By A. W. MELLON

Secretary of the Treasury and
Chairman of the Commission

Approved:

Calvin COOLIDGE
President

EXHIBIT A

(Form of Bond)

THE KINGDOM OF RUMANIA

§

No.

The Kingdom of Rumania, hereinafter called Rumania, for value received, promises to pay to the Government of the United States of America, hereinafter called the United States, or order, on June 15, 19 , the sum of Dollars (). This bond is payable in gold coin of the United States of America of the present standard of value, or, at the option of Rumania, upon not less than thirty days' advance notice to the United States, in any obligations of the United States issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

This bond is payable without deduction for, and is exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of Rumania or any political or local taxing authority within Rumania, whenever,

fois de la ratification du Parlement roumain, et, pareillement, les Etats-Unis ont fait signer le présent Accord en leur nom, par le Secrétaire au Trésor agissant en qualité de Président de la Commission des dettes étrangères de guerre, avec l'assentiment du Président, sous réserve toutefois de l'approbation du Congrès, conformément à la loi du Congrès adoptée le 9 février 1922, modifiée successivement par la loi du Congrès adoptée le 28 février 1923 et par la loi du Congrès adoptée le 21 janvier 1925, les jour, mois et an que dessus.

Le Royaume de Roumanie,
Par N. TITULESCU

Les Etats-Unis d'Amérique,
Pour la Commission des dettes étrangères de guerre:
Par A. W. MELLON

Secrétaire au Trésor et Président de la Commission

Approuvé:

Calvin COOLIDGE
Président

ANNEXE A

(Modèle d'obligation)

ROYAUME DE ROUMANIE

Dollars.....

N°.....

Le Royaume de Roumanie, ci-après dénommé "la Roumanie", s'engage, pour valeur reçue, à payer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ci-après dénommé "les Etats-Unis", ou à son ordre, le 15 juin 19... la somme dedollars (.....dollars). La présente obligation est payable en monnaie d'or des Etats-Unis d'Amérique de l'étalon de valeur actuel ou, au choix de la Roumanie, moyennant un préavis de trente jours au moins adressé aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917, lesquelles seront acceptées à leur valeur au pair augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de paiement ici prévue.

La présente obligation est payable sans aucune déduction et avec exemption de tous impôts ou autres taxes publiques, présents ou futurs, levés soit par la Roumanie ou avec son autorisation, soit par une autorité fiscale, politique ou locale,

so long as, and to the extent that, beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in Rumania, or (c) a corporation not organized under the laws of Rumania. This bond is payable at the Treasury of the United States in Washington, D. C., or at the option of the Secretary of the Treasury of the United States at the Federal Reserve Bank of New York.

This bond is issued pursuant to the provisions of paragraph 2 of an Agreement dated December 4, 1925, between Rumania and the United States, to which Agreement this bond is subject and to which reference is hereby made.

IN WITNESS WHEREOF, Rumania has caused this bond to be executed in its behalf by its
at the City of Washington, District of Columbia, thereunto duly authorized, as of June 15, 1925.

THE KINGDOM OF RUMANIA

By

EXHIBIT B

(Form of Bond)

THE KINGDOM OF RUMANIA

\$

No.

The Kingdom of Rumania, hereinafter called Rumania, for value received, promises to pay to the Government of the United States of America, hereinafter called the United States, or order, on June 15, 19 , the sum of Dollars (\$), and to pay interest upon said principal sum from June 15, 1939, at the rate of $3\frac{1}{2}\%$ per annum, payable semiannually on the 15th day of December and June in each year, until the principal hereof has been paid. This bond is payable as to both principal and interest in gold coin of the United States of America of the present standard of value, or, at the option of Rumania, upon not less than thirty days' advance notice to the United States, in any obligations of the United States issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

This bond is payable as to both principal and interest without deduction for, and is exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of Rumania or any political or local taxing authority within the Kingdom of Rumania, whenever, so long as, and to the extent that,

en Roumanie, chaque fois, aussi longtemps et pour autant que le propriétaire véritable de la présente obligation sera: *a*) le Gouvernement des Etats-Unis, *b*) une personne, société ou association n'ayant ni domicile ni résidence habituelle en Roumanie, ou *c*) une société non constituée sous le régime des lois roumaines. La présente obligation est payable au Trésor des Etats-Unis à Washington (D.C.), ou, au choix du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, à la *Federal Reserve Bank* de New-York.

La présente obligation est émise conformément aux dispositions du paragraphe 2 d'un Accord conclu le 4 décembre 1925 entre la Roumanie et les Etats-Unis, auquel cette obligation est soumise et auquel il est fait ici référence.

EN FOI DE QUOI, la Roumanie a fait signer la présente obligation en son nom, en la ville de Washington (District de Columbia), par son dûment autorisé à cet effet, pour valoir du 15 juin 1925.

LE ROYAUME DE ROUMANIE

Par

ANNEXE B

(Modèle d'obligation)

ROYAUME DE ROUMANIE

Dollars.....

N°.....

Le Royaume de Roumanie, ci-après dénommé "la Roumanie", s'engage, pour valeur reçue, à payer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ci-après dénommé "les Etats-Unis", ou à son ordre, le 15 juin 19... la somme dedollars (.....dollars), et à payer l'intérêt sur ladite somme en principal à partir du 15 juin 1939, au taux de 3½ pour 100 l'an, les intérêts étant payables semestriellement le 15 décembre et le 15 juin de chaque année, jusqu'à ce que le montant en principal de la présente obligation soit remboursé. La présente obligation est payable, principal et intérêts, en monnaie d'or des Etats-Unis d'Amérique de l'étalon de valeur actuel, ou, au choix de la Roumanie, moyennant un préavis de trente jours au moins adressé aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917, lesquelles seront acceptées à leur valeur au pair augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de paiement ici prévue.

La présente obligation est payable, principal et intérêts, sans aucune déduction et avec exemption de tous impôts ou autres taxes publiques, présents ou futurs, levés soit par la Roumanie ou avec son autorisation, soit par toute autorité fiscale, politique ou locale, en Roumanie, chaque fois, aussi longtemps et pour autant que

beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in Rumania, or (c) a corporation not organized under the laws of Rumania. This bond is payable as to both principal and interest at the Treasury of the United States in Washington, D. C., or at the option of the Secretary of the Treasury of the United States at the Federal Reserve Bank of New York.

This bond is issued pursuant to the provisions of paragraph 2 of an Agreement dated December 4, 1925, between Rumania and the United States, to which Agreement this bond is subject and to which reference is hereby made.

IN WITNESS WHEREOF, Rumania has caused this bond to be executed in its behalf by its
at the City of Washington, District of Columbia, thereunto duly authorized, as of June 15, 1925.

THE KINGDOM OF RUMANIA

By

8. AGREEMENT¹ MODIFYING THE DEBT-FUNDING AGREEMENT OF 4 DECEMBER 1925 (MORATORIUM). SIGNED AT WASHINGTON, ON 11 JUNE 1932

AGREEMENT MADE THE 11TH DAY OF JUNE, 1932, AT THE CITY OF WASHINGTON, District of Columbia, between the GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF RUMANIA, hereinafter called RUMANIA, party of the first part, and the GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, hereinafter called the UNITED STATES, party of the second part

WHEREAS, under the terms of the debt funding agreement between Rumania and the United States, dated December 4, 1925, there is payable by Rumania to the United States during the fiscal year beginning July 1, 1931 and ending June 30, 1932, in respect of the bonded indebtedness of Rumania to the United States, the principal amount of \$800,000; and

WHEREAS, a Joint Resolution of the Congress of the United States, approved December 23, 1931, authorizes the Secretary of the Treasury, with the approval of the President, to make on behalf of the United States an agreement with Rumania on the terms hereinafter set forth, to postpone the payment of the amount payable by Rumania to the United States during such year in respect of its bonded indebtedness to the United States; and

¹ Came into force on 1 July 1931.

le propriétaire véritable de la présente obligation sera: a) le Gouvernement des Etats-Unis, b) une personne, société ou association n'ayant ni domicile ni résidence habituelle en Roumanie, ou c) une société non constituée sous le régime des lois roumaines. La présente obligation est payable, principal et intérêts, au Trésor des Etats-Unis à Washington (D.C.), ou, au choix du Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, à la *Federal Reserve Bank* de New-York.

La présente obligation est émise conformément aux dispositions du paragraphe 2 d'un Accord conclu le 4 décembre 1925 entre la Roumanie et les Etats-Unis, auquel cette obligation est soumise et auquel il est fait ici référence.

EN FOI DE QUOI, la Roumanie a fait signer la présente obligation en son nom, en la ville de Washington (District de Columbia), par son dûment autorisé à cet effet, pour valoir du 15 juin 1925.

LE ROYAUME DE ROUMANIE

Par

TRADUCTION — TRANSLATION

8. ACCORD¹ MODIFIANT L'ACCORD RELATIF A LA CONSOLIDATION DE LA DETTE DU 4 DECEMBRE 1925 (MORATOIRE).
SIGNE A WASHINGTON, LE 11 JUIN 1932

ACCORD CONCLU LE 11 JUIN 1932 EN LA VILLE DE WASHINGTON (District de Columbia), entre le GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE ROUMANIE, ci-après dénommé la ROUMANIE, d'une part, et le GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ci-après dénommé les ETATS-UNIS, d'autre part

ATTENDU qu'aux termes de l'Accord relatif à la consolidation de la dette conclu entre la Roumanie et les Etats-Unis le 4 décembre 1925, la Roumanie doit verser aux Etats-Unis, au titre de la dette consolidée de la Roumanie envers les Etats-Unis, le montant principal de 800.000 dollars au cours de l'année financière commençant le 1er juillet 1931 et se terminant le 30 juin 1932; et

ATTENDU qu'une résolution du Congrès des Etats-Unis, approuvée le 23 décembre 1931, autorise le Secrétaire au Trésor, avec l'assentiment du Président, à conclure au nom des Etats-Unis un accord avec la Roumanie dans les termes énoncés ci-après, afin d'ajourner le paiement de la somme due par la Roumanie aux Etats-Unis au cours de la susdite année au titre de sa dette consolidée envers les Etats-Unis; et

¹ Entré en vigueur le 1er juin 1931.

WHEREAS, Rumania hereby gives assurance to the satisfaction of the President of the United States, of the willingness and readiness of Rumania to make with the Government of each country indebted to Rumania in respect of war, relief, or reparation debts, an agreement in respect of the payment of the amount or amounts payable to Rumania with respect to such debt or debts during such fiscal year, substantially similar to this Agreement authorized by the Joint Resolution above mentioned;

Now, THEREFORE, in consideration of the premises and of the mutual covenants herein contained, it is agreed as follows:

1. Payment of the amount of \$800,000, payable by Rumania to the United States during the fiscal year beginning July 1, 1931 and ending June 30, 1932, in respect of the bonded indebtedness of Rumania to the United States, according to the terms of the agreement of December 4, 1925, above mentioned, is hereby postponed so that such amount, together with interest thereon at the rate of 4 per centum per annum from July 1, 1933, shall be paid by Rumania to the United States in ten equal annuities of \$97,500.16 each, payable in twenty equal installments, the first to be paid on January 2, 1934, the second on June 15, 1934, and the remainder to be paid successively on December 15 and June 15 of each fiscal year beginning with the fiscal year beginning July 1, 1934 and ending June 30, 1935, and concluding with the fiscal year beginning July 1, 1942 and ending June 30, 1943. The bond numbered 7 dated June 15, 1925 and maturing June 15, 1932, in the principal amount of \$800,000 delivered by Rumania to the United States under the agreement of December 4, 1925, shall be retained by the United States until the annuities due under this Agreement shall have been paid.

2. Except so far as otherwise expressly provided in this Agreement, payments of annuities under this Agreement shall be subject to the same terms and conditions as payments under the agreement of December 4, 1925, above mentioned. The proviso in paragraph 2 of such agreement, authorizing the postponement of payments on account of principal, after June 15, 1939 and the option of Rumania provided for in paragraph 4, to pay in obligations of the United States, shall not apply to annuities payable under this Agreement.

3. The agreement of December 4, 1925, between Rumania and the United States, above mentioned, shall remain in all respects in full force and effect except so far as expressly modified by this Agreement.

4. Rumania and the United States, each for itself, represents and agrees that the execution and delivery of this Agreement have in all respects been duly

ATTENDU que la Roumanie donne par les présentes, à la satisfaction du Président des Etats-Unis, l'assurance de son intention et de sa volonté de conclure avec le Gouvernement de chaque pays débiteur de la Roumanie au titre de dettes de guerre, de secours ou de réparations, un accord concernant le remboursement de la somme ou des sommes dues à la Roumanie au titre de ladite dette ou desdites dettes au cours de la susdite année financière, en des termes analogues quant au fond à ceux du présent Accord autorisé par la Résolution susvisée;

En considération de ce qui précède et des engagements mutuels contenus dans le présent Accord, il est convenu ce qui suit:

1. Le versement de la somme de 800.000 dollars payable par la Roumanie aux Etats-Unis au cours de l'année financière commençant le 1er juillet 1931 et se terminant le 30 juin 1932, au titre de la dette consolidée de la Roumanie envers les Etats-Unis, conformément aux clauses de l'Accord susvisé du 4 décembre 1925, est reporté par les présentes de manière que cette somme, augmentée de ses intérêts au taux de 4 pour 100 l'an à partir du 1er juillet 1933, soit versée aux Etats-Unis par la Roumanie en dix annuités d'un montant égal de 97.500,16 dollars chacune, payables sous forme de vingt versements échelonnés de valeur égale, le premier devant être effectué le 2 janvier 1934, le deuxième le 15 juin 1934 et les suivants le 15 décembre et le 15 juin de chaque année financière à compter de l'année financière commençant le 1er juillet 1934 et se terminant le 30 juin 1935 et jusqu'à l'année financière commençant le 1er juillet 1942 et se terminant le 30 juin 1943. L'obligation d'un montant en principal de 800.000 dollars portant le numéro 7, datée du 15 juin 1925, qui arrivera à échéance le 15 juin 1932 et qui a été remise aux Etats-Unis par la Roumanie en vertu de l'Accord du 4 décembre 1925, sera conservée par les Etats-Unis jusqu'à ce que les annuités dues en vertu du présent Accord aient été versées.

2. Sauf disposition expresse du présent Accord à l'effet contraire, les versements d'annuités en vertu du présent Accord seront soumis aux mêmes clauses et conditions que les versements effectués en vertu de l'Accord susvisé du 4 décembre 1925. La clause du paragraphe 2 dudit Accord qui autorise l'ajournement des paiements au titre du principal après le 15 juin 1939 et celle du paragraphe 4 qui laisse à la Roumanie la faculté de se libérer en obligations des Etats-Unis, ne s'appliqueront pas aux annuités payables en vertu du présent Accord.

3. L'Accord susvisé du 4 décembre 1925 entre la Roumanie et les Etats-Unis restera pleinement en vigueur à tous égards, sauf les modifications expressément apportées par le présent Accord.

4. La Roumanie et les Etats-Unis déclarent expressément et conviennent, chacun en ce qui les concerne, que la conclusion et la signature du présent

authorized and that all acts, conditions, and legal formalities which should have been completed prior to the making of this Agreement have been completed as required by the laws of Rumania and the United States, respectively, and in conformity therewith.

5. This Agreement shall be executed in two counterparts, each of which shall have the force and effect of an original.

IN WITNESS WHEREOF, Rumania has caused this Agreement to be executed on its behalf by its Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington, thereunto duly authorized, and the United States has likewise caused this Agreement to be executed on its behalf by the Secretary of the Treasury, with the approval of the President, pursuant to a Joint Resolution of Congress approved December 23, 1931, all on the day and year first above written.

The Kingdom of Rumania

By DAVILA

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary

The United States of America

By OGDEN L. MILLS

Secretary of the Treasury

Approved:

Herbert HOOVER
President

9. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN ARRANGEMENT¹ FOR THE DIRECT EXCHANGE OF CERTAIN INFORMATION REGARDING THE TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS. BUCHAREST, 4 FEBRUARY 1928 AND 17 APRIL 1929

I

TRANSLATION² — TRADUCTION³

Bucharest, February 4, 1928

No. 11

Mr. Minister:

In an endeavor to bring about stricter control of the illicit traffic in narcotic drugs, the Treasury Department of the United States of America would like to

¹ Came into force on 17 April 1929 by the exchange of the said notes.

² Translation by the Government of the United States of America.

³ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Accord ont été à tous égards dûment autorisées, et que tous les actes, conditions et formalités légales exigibles avant l'accomplissement du présent Accord ont été exécutés ainsi que l'exigent les lois respectives de la Roumanie et des Etats-Unis, et conformément à celles-ci.

5. Le présent Accord sera établi en double exemplaire dont chacun aura la force et l'effet d'un original.

EN FOI DE QUOI, la Roumanie a fait signer le présent Accord en son nom, par son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington, dûment autorisé à cet effet, et, pareillement, les Etats-Unis ont fait signer le présent Accord en leur nom, par le Secrétaire au Trésor, avec l'assentiment du Président, conformément à une résolution du Congrès approuvée le 23 décembre 1931, les jour, mois et an que dessus.

Le Royaume de Roumanie

Par DAVILA

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire

Les Etats-Unis d'Amérique

Par Ogden L. MILLS

Secrétaire au Trésor

Approuvé:

Herbert HOOVER
Président

9. ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ARRANGEMENT¹
RELATIF A L'ECHANGE DIRECT DE RENSEIGNEMENTS
CONCERNANT LE TRAFIC DES STUPEFIANTS. BUCAREST,
4 FEVRIER 1928 ET 17 AVRIL 1929

I

LEGATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Bucarest, le 4 février, 1928

N° 11

Monsieur le Ministre,

Dans le but d'effectuer un contrôle plus efficace sur le trafic illicite des drogues narcotiques, le Département du Trésor des Etats-Unis d'Amérique

¹ Entré en vigueur le 17 avril 1929 par l'échange desdites notes.

establish closer cooperation between the appropriate administrative officials of my country and those of Rumania. Upon the request of the Treasury Department I have been directed by my Government to transmit to you, for consideration and approval of the Royal Government, the following proposals:

1. The direct exchange between the Treasury Department and the appropriate authorities of Rumania of information and evidence with reference to persons engaged in the illicit traffic. This would include such information as photographs, criminal records, finger prints, Bertillon measurements, description of the methods which the persons in question have been found to use, the places from which they have operated, the partners they have worked with, etc.

2. The immediate direct forwarding of information by letter or cable as to the suspected movements of narcotic drugs, or of those involved in smuggling drugs, if such movements might concern the other country. Unless such information as this reaches its destination directly and speedily it is useless.

3. Mutual cooperation in detective and investigating work.

The officer of the Treasury Department who would have charge, on behalf of my Government, of the cooperation in the suppression of the illicit traffic in narcotics is Colonel L. G. Nutt, whose mail and telegraph address is Deputy Commissioner in Charge of Narcotics, Treasury Department, Washington, D. C.

In case the proposed arrangement meets with the approval of the Royal Government, I have been instructed by my Government to report by telegram, giving the name and the title of the Rumanian Government official with whom Colonel Nutt should communicate. I have the honor, therefore, to request Your Excellency to kindly send me as soon as possible the reply of the Royal Government to the above proposals of the Government of the United States.

voudrait établir une liaison plus étroite entre les autorités administratives compétentes de mon pays et celles de la Roumanie. Par suite de la demande du Département du Trésor, je suis chargé par mon Gouvernement de Vous transmettre, avec prière de bien vouloir les présenter au Gouvernement Royal pour ses considération et décision, les propositions suivantes qui ont pour but une coopération plus étroite entre nos deux pays dans le contrôle du trafic illicite des dites drogues.

1: Qu'un échange direct des informations et renseignements sur les individus engagés dans ce trafic illicite, soit accepté et établi entre les autorités compétentes roumaines et celles du Département du Trésor des Etats-Unis. Ces renseignements comprendraient les photographies, empreintes digitales, mesures Bertillonnes, les descriptions des méthodes dont les individus en question se servent, les endroits d'où ils opèrent, leurs associés, complices et cetera.

2: Que les renseignements sur les mouvements suspectés des drogues narcotiques, ou de ceux qui sont engagés ou complices dans la contrebande des drogues, soient transmis directement et immédiatement par lettre ou câblogramme, si ces mouvements pourraient viser l'un ou l'autre des deux pays. Ceci pour les raisons que si les tels renseignements n'arrivent pas rapidement et directement à leur destination, ils deviennent inutiles.

3: Une coopération mutuelle dans les recherches et les investigations, ainsi que dans tout le travail à ce propos, dont les inspecteurs et d'autres fonctionnaires des services respectifs seraient chargés.

Le Colonel L. G. Nutt, Deputy Commissioner in Charge of Narcotics, Treasury Department, Washington, D.C., serait l'officiel chargé par mon Gouvernement, des opérations américaines dans la coopération entre les services Royaux et ceux des Etats-Unis.

Au cas où cet arrangement pour la coopération mutuelle des nos pays respectifs, recevra l'approbation du Gouvernement Royal, je suis chargé par mon Gouvernement de lui transmettre un rapport par télégramme, indiquant au même temps le nom, adresse et titre de l'officiel du Gouvernement Roumain qui sera chargé de correspondre avec le Colonel L. G. Nutt. Donc j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir, dès qu'il sera possible, la réponse du Gouvernement Royal aux propositions du Gouvernement des Etats-Unis.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) W. S. CULBERTSON
Minister of the United States of America

His Excellency Mr. Ion G. Duca
Minister for Foreign Affairs ad interim
Etc., Etc., Etc.
Bucharest

II

No. 38

Bucharest, March 12, 1929

Excellency:

In a Note No. 11, dated February 4, 1928, my predecessor, Mr. Culbertson, acting under instructions from his Government, had the honor to propose to the Royal Rumanian Government that efforts should be made to establish closer cooperation between the appropriate administrative officials of the United States and Rumania, in an endeavor to bring about stricter control of the illicit traffic in narcotic drugs.

No reply having yet been received from the Royal Government, I am instructed to again bring the matter to Your Excellency's attention and to express the hope that the Royal Government will signify, at an early date, its willingness to cooperate with the United States in this movement to curtail the illegal operations of traffickers in narcotic drugs.

My Government has already reached such an agreement with thirteen other Governments, and for Your Excellency's information I have the honor to enclose herewith, copies of the correspondence concerning these agreements.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Charles S. WILSON

His Excellency Mr. G. G. Mironescu
Minister for Foreign Affairs
Bucharest
Enclosures:

No. 738

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) W. S. CULBERTSON
Ministre des Etats-Unis d'Amérique

Son Excellence Monsieur Ion G. Duca
Ministre des Affaires Etrangères, ad interim
Etc., Etc., Etc.
Bucarest

II

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 38

Bucarest, le 12 mars 1929

Monsieur le Ministre,

Dans sa note n° 11, en date du 4 février 1928, mon prédécesseur, M. Culbertson, a eu l'honneur, d'ordre de son Gouvernement, de proposer au Gouvernement royal de Roumanie de prendre des mesures tendant à établir une liaison plus étroite entre les autorités administratives compétentes des Etats-Unis et de la Roumanie, dans le but d'exercer un contrôle plus efficace sur le trafic illicite des drogues narcotiques.

Le Gouvernement royal n'ayant pas encore fait parvenir sa réponse, je suis chargé d'appeler à nouveau l'attention de Votre Excellence sur cette question, en exprimant l'espoir que le Gouvernement royal fera connaître très prochainement qu'il accepte de coopérer avec les Etats-Unis en vue de restreindre les opérations illicites des trafiquants de drogues narcotiques.

Mon Gouvernement a déjà conclu un accord de ce genre avec treize autres Gouvernements et, à titre d'information, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence, copie de la correspondance échangée au sujet desdits accords.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Charles S. WILSON

Son Excellence Monsieur G. G. Mironescu
Ministre des affaires étrangères
Bucarest
Pièces jointes:

III

TRANSLATION¹ — TRADUCTION²

No. 22683

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Bucharest, April 17, 1929

Mr. Minister:

Referring to Note No. 38 of March 12th, which Your Excellency was so kind as to send me, I have the honor to inform you that the Royal Government fully shares the point of view of the Treasury Department of the United States of America as to the necessity of a stricter control of harmful drugs by means of the establishment of closer relations between the administrative authorities of the two countries by facilitating the exchange of information concerning such illegal trafficking.

The Direction of Public Security (La Direction Générale de la Sûreté de l'Etat) has been directed, therefore, to transmit directly to Colonel L. G. Nutt of the Treasury Department all information and facts which it possesses concerning the question of narcotics in Rumania and to cooperate with the American administrative authorities with the view to curtailing the illegal operations of those who traffic in drugs.

For the Minister,
(Signed) G. GAFENCU

His Excellency Mr. Charles Wilson
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America

¹ Translation by the Government of the United States of America.

² Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

III

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

N° 22683

Bucarest, le 17 Apr. 1929

Monsieur le Ministre,

Me référant en dernier lieu à la note que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir le 12 Mars dernier sous No. 38, j'ai l'honneur de L'informer que le Gouvernement Royal partage entièrement le point de vue du Département du Trésor des Etats-Unis d'Amérique quant à la nécessité d'assurer un contrôle plus efficace du trafic des drogues nuisibles par l'établissement de liaisons plus étroites entre les autorités administratives des deux pays respectifs en facilitant l'échange d'informations et de renseignements ayant trait à ce commerce illicite.

La Direction Générale de la Sûreté de l'Etat a été chargée à cet effet de transmettre directement à Monsieur le Colonel L. G. Nutt, au Département du Trésor tous les renseignements et données qu'elle possède sur la question des stupéfiants en Roumanie et de coopérer avec les autorités administratives américaines en vue de restreindre les opérations illicites des trafiquants.

Pour le Ministre :
(Signé) G. GAFENCU

Son Excellence Monsieur Charles Wilson
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique

12. CONVENTION¹ FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF RUMANIA. SIGNED AT WASHINGTON, ON 18 OCTOBER 1932, AND AT BUCHAREST, ON 17 NOVEMBER 1932

Desiring to establish a system of exchange of postal money orders between the two countries, the Postmaster General of the United States and the Director General of Posts, Telegraphs and Telephones of Rumania, duly authorized for that purpose, have formulated the following articles of agreement:

Article I

Exchange of Money Orders

1. There shall be a regular exchange of Postal Money Orders between the Kingdom of Rumania and the United States of America, with its possessions, except the Panama Canal and the Philippine Islands.

2. Each country shall forward to the other a list of its post offices for use in the verification of the addresses of payees as furnished by intending remitters. The country of issue shall not, however, attempt to designate the office of payment, leaving that duty to the country of destination which will reissue the money orders in accordance with the provisions of Article IX.

Article II

Exchange Offices

The exchange of orders shall be conducted through the medium of Exchange Offices. On the part of the United States the exchange office shall be New York, and on that of Rumania the exchange office shall be Bucarest.

Article III

Maximum Amount

1. The maximum of each order is fixed at one hundred dollars.
2. No order shall contain any fraction of a cent.

¹ Came into force on 1 January 1933, by signature, in accordance with article XIX.

TRADUCTION — TRANSLATION

12. CONVENTION¹ RELATIVE A L'ECHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. SIGNEE A WASHINGTON, LE 18 OCTOBRE 1932, ET A BUCAREST, LE 17 NOVEMBRE 1932

Désireux d'instituer un service d'échange des mandats-poste entre les deux pays, le Directeur général des postes des Etats-Unis et le Directeur général des postes, télégraphes et téléphones de Roumanie, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Article premier

Echange des mandats-poste

1. Il est institué un service régulier d'échange des mandats-poste entre le Royaume de Roumanie et les Etats-Unis d'Amérique, y compris les possessions des Etats-Unis, à l'exception de la zone du canal de Panama et des Philippines.

2. Les deux pays se communiqueront mutuellement la liste de leurs bureaux de poste afin de permettre que soient vérifiées les adresses des bénéficiaires fournies par les personnes désirant expédier des mandats. Toutefois, le pays d'émission ne se préoccupera pas de désigner le bureau payeur, laissant ce soin au pays de destination, qui émettra de nouveau les mandats-poste conformément aux dispositions de l'article IX.

Article II

Bureaux d'échange

L'échange des mandats s'effectuera par l'entremise de bureaux d'échange. Les bureaux d'échange seront, pour les Etats-Unis, New-York, et pour la Roumanie, Bucarest.

Article III

Montant maximum

1. Le montant maximum de chaque mandat est fixé à cent dollars.
2. Le libellé des mandats ne devra pas comporter de fractions inférieures au cent.

¹ Entrée en vigueur le 1er janvier 1933, par signature, conformément à l'article XIX

Article IV

Amounts expressed in United States Money

The amounts of orders in both directions shall be expressed in United States currency (dollars and cents) and in consideration of the fluctuations in the rate of exchange, it is agreed that all amounts shall be converted into their proper equivalents by the exchange office at Bucarest; that is to say, that the amounts received for orders issued in Rumania and payable in the United States, shall be converted into dollars and cents according to the rate of exchange on the eve of the dispatch of the list described in Article VIII; and the amounts of orders issued in the United States for payment in Rumania shall be converted into the money of the country of payment at the current rate of exchange on the day of the arrival of the list from New York. The rate of exchange is to be thus fixed by the Postal Administration of Rumania.

Article V

Currency

The amount of the orders shall be deposited by the remitter and paid to the payee in gold or its nearest legal equivalent. However, in case there be money in legal circulation of less value than gold, each Administration shall have the right to receive and use such money in its transactions with the public, taking into account the difference in value.

Article VI

Commissions

1. Each of the contracting administrations shall have the right to fix the fees to be collected for the orders that it issues provided they be communicated to the other administration.

2. The fees shall belong to the administration of origin; however, the Postal Administration of the United States will allow to the Rumanian Administration a commission of one-half of one per cent of the total amount of money orders issued in the United States and paid in Rumania, and the Rumanian Administration will allow the same commission to the Administration of the United States for the orders issued in Rumania and paid in the United States.

3. No other commissions shall be exacted or other charge made by either administration for any other services performed in connection with the exchange of money orders.

Article VII

Applicant must supply particulars

The applicant for a money order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian name (or at least the initial of one Christian

Article IV

Mandats libellés en monnaie des Etats-Unis

Les mandats expédiés d'un pays ou de l'autre seront libellés en monnaie des Etats-Unis (dollars et cents) et, en raison des fluctuations du taux de change, il est décidé que toutes les opérations de conversion seront effectuées par le bureau d'échange de Bucarest; les sommes reçues pour des mandats émis en Roumanie et payables aux Etats-Unis seront converties en dollars et en cents au cours du change de la veille du jour d'envoi du bordereau prévu à l'article VIII; les montants des mandats émis aux Etats-Unis et payables en Roumanie seront convertis dans la monnaie du pays destinataire au cours moyen du change du jour de l'arrivée du bordereau de New-York. Le taux de change sera ainsi fixé par l'administration des postes de Roumanie.

Article V

Monnaie

Le montant des mandats sera versé par l'expéditeur et payé au destinataire en or ou son plus proche équivalent légal. Toutefois, s'il existe dans la circulation légale une monnaie de valeur moindre que l'or, chacune des deux administrations aura la faculté de recevoir et d'employer ladite monnaie pour ses opérations avec le public, en tenant compte de la différence de valeur.

Article VI

Commissions

1. Chacune des deux administrations contractantes aura le droit de fixer le tarif des taxes à percevoir pour les mandats émis par ses soins à condition de le communiquer à l'autre administration.

2. Les taxes seront perçues au profit de l'administration émettrice; toutefois, l'administration des postes des Etats-Unis autorisera l'administration roumaine à prélever une commission de 1 pour 100 sur le montant total des mandats-poste émis aux Etats-Unis et payés en Roumanie, et l'administration roumaine autorisera l'administration des Etats-Unis à prélever la même commission pour les mandats émis en Roumanie et payés aux Etats-Unis.

3. Aucune autre commission ou redevance ne pourra être exigée par l'une ou l'autre des deux administrations pour un autre service rendu à l'occasion de l'échange des mandats.

Article VII

Obligation imposée à l'expéditeur de fournir des renseignements

La personne qui demande l'établissement d'un mandat-poste sera invitée à fournir, si possible, les nom et prénoms (ou au moins l'initiale d'un prénom)

name) both of the remitter and the payee, or the name of the firm or company which is remitter or payee and the address of the remitter and payee.

Article VIII

Money Order Lists

1. The particulars relating to each order issued in the United States on Rumania shall be entered by the exchange office of New York, State of New York, on a list identical with Model "A" (thus indicated in the appendix), in which shall be expressed the amount of such order in the money of the United States. That list having received the impression of the dating stamp of the office at New York, shall be transmitted to the exchange office at Bucarest, where it shall be stamped in like manner (with the date of receipt) and where the necessary arrangements for payment of the order shall be made.

2. In the same way the particulars relating to orders issued in Rumania on the United States shall be entered by the exchange office at Bucarest in a list identical with Model "B" (thus indicated in the appendix), in which shall be entered the amount of each order in the money of the United States. That list, after receiving the impression of the dating stamp of the exchange office, shall be transmitted to the exchange office of New York, State of New York, where in like manner it shall be stamped with the date of receipt, and where the necessary arrangements shall be made for payment of the orders.

3. Each list, as well as each order listed, shall be numbered consecutively 1, 2, 3, 4, 5, etc., in the order of dispatch, commencing with July 1, of each year, and each of the contracting parties shall acknowledge receipt by means of the first subsequent list sent to the other country.

4. A list shall be transmitted by every mail dispatched from Bucarest for New York and vice versa, and a duplicate of each list shall be dispatched by the next following mail.

5. Should it happen on the date of dispatch of the list that there are no orders to send, a list shall be sent nevertheless with the following words written across it: "No orders."

6. Should the original list or a duplicate thereof not arrive at the expected time, the dispatching exchange office upon receiving notice of that fact, shall transmit a duplicate or a triplicate of the missing list duly authenticated.

7. The original orders issued in the United States for payment in Rumania shall be retained in the records of the exchange office at New York, and the orders issued in Rumania for payment in the United States shall be retained

tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la maison de commerce ou société expéditrice ou destinataire, ainsi que les adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Article VIII

Bordereaux de mandats-poste

1. Les renseignements relatifs à chaque mandat émis aux Etats-Unis et payable en Roumanie seront portés par le bureau d'échange de New-York (Etat de New-York) sur un bordereau conforme au modèle "A" (annexe A) sur lequel figurera le montant de chaque mandat en monnaie des Etats-Unis. Ce bordereau estampillé au moyen du timbre à date du bureau de New-York sera transmis au bureau d'échange de Bucarest où il sera timbré de la même manière à la date de réception et où les dispositions nécessaires seront prises pour payer les mandats.

2. De même, les renseignements relatifs aux mandats émis en Roumanie et payables aux Etats-Unis seront portés par le bureau d'échange de Bucarest sur un bordereau conforme au modèle "B" (annexe B) sur lequel figurera le montant de chaque mandat en monnaie des Etats-Unis. Ce bordereau, estampillé au moyen du timbre du bureau d'échange, sera transmis au bureau d'échange de New-York (Etat de New-York) où il sera timbré de la même manière à la date de réception et où les dispositions nécessaires seront prises pour payer les mandats.

3. Chaque bordereau, ainsi que chaque mandat porté sur un bordereau sera numéroté 1, 2, 3, 4, 5, etc., en suivant l'ordre d'expédition et en commençant le 1er juillet de chaque année; chacune des Parties contractantes accusera réception au moyen du premier bordereau subséquent adressé à l'autre pays.

4. Un bordereau sera communiqué par chaque courrier expédié de Bucarest à New-York et vice versa et un duplicata de chaque bordereau sera expédié par le courrier suivant.

5. S'il arrive qu'il n'y ait aucun mandat à expédier à la date de l'envoi du bordereau, un bordereau sera néanmoins transmis, et portera en travers les mots suivants: "*No orders*" (pas de mandats).

6. Si un bordereau original ou un duplicata n'arrive pas à la date prévue, le bureau d'échange expéditeur en sera informé et transmettra immédiatement un duplicata ou un triplicata, certifié conforme, du bordereau manquant.

7. Les mandats originaux émis aux Etats-Unis et payables en Roumanie seront conservés dans les archives du bureau d'échange de New-York, et les mandats émis en Roumanie et payables aux Etats-Unis seront conservés au

in the exchange office at Bucarest, to be available in conducting correspondence regarding the remittances thus represented. The advices of orders of United States issue shall, however, be forwarded to the Bucarest office.

Article IX

How payment is effected

1. As soon as a list arrives at the exchange office of destination, that office shall issue the orders according to the amounts specified in the list in favor of the payees and remit them free of postage to the respective addresses or the offices of destination, in conformity with the regulation in force in each country for the payment of postal money orders.

2. When the list contains irregularities which cannot be corrected at the receiving exchange office, that office shall ask for explanations with the least possible delay; and in the meantime the issue of inland money orders corresponding to these entries shall be suspended until the explanations are received.

3. One copy of each exchange list shall be returned by the receiving exchange office to the dispatching office, but before returning such copy, the receiving office shall enter therein the names of the respective offices of payment of the orders enumerated in the list, and in the lists from the United States returned by the exchange office at Bucarest the latter office shall enter the amount of each order in the money of Rumania according to the conversion made by it.

Article X

Payment Subject to Rules of Country drawn on

1. The orders issued by each country on the other shall be subject as regards payment to the regulations which govern payment of domestic money orders in the country on which they are drawn. However, in the event of wrong payment, if complaint is made within two years from the date of issue of the order, the paying administration shall indemnify the true payee, or reimburse the remitter, unless it be shown that the error in payment was due to insufficient address of the payee as given by the remitter or by the dispatching administration. In such event the responsibility devolves upon the sender or the issuing administration as the case may be; provided an endeavor by the paying administration which shall be made in each case to recover the money from the person to whom it has been wrongly paid should prove unsuccessful.

2. The paid orders shall remain in the possession of the country of payment.

bureau d'échange de Bucarest, afin que l'on puisse s'y référer pour les besoins de toute correspondance relative aux envois de fonds que ces mandats constatent. Toutefois, les avis concernant les mandats émis aux Etats-Unis seront transmis au bureau de Bucarest.

Article IX

Procédure de paiement

1. Dès l'arrivée d'un bordereau au bureau de destination, ledit bureau émettra les mandats, d'après les montants indiqués sur les bordereaux, en faveur des destinataires et les enverra, franco de port, aux destinataires respectifs ou bureaux de destination, en conformité des règlements applicables, dans chaque pays, au paiement des mandats-poste.

2. Lorsque le bordereau contiendra des irrégularités qui ne peuvent être rectifiées au bureau d'échange récepteur, ce bureau demandera des précisions dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, l'émission des mandats-poste intérieurs correspondant à ces écritures sera suspendue jusqu'à réception des précisions demandées.

3. Un exemplaire de chaque bordereau d'échange sera renvoyé par le bureau d'échange récepteur au bureau expéditeur, mais, au préalable, le bureau récepteur inscrira sur ledit bordereau les noms des bureaux de paiement des mandats énumérés sur le bordereau et, sur les bordereaux émanant des Etats-Unis et renvoyés par le bureau d'échange de Bucarest, ce dernier bureau indiquera également le montant de chaque mandat en monnaie roumaine selon la conversion effectuée par lui.

Article X

Assujettissement du paiement à la réglementation en vigueur dans le pays de destination

1. Les mandats émis par chaque pays à destination de l'autre seront assujettis, en ce qui concerne les paiements, aux règlements qui régissent le paiement des mandats-poste intérieurs dans le pays de destination. Toutefois, en cas de paiement erroné, si une réclamation est présentée dans les deux ans à compter de la date d'émission du mandat, l'administration payeuse indemnera le bénéficiaire véritable, ou remboursera l'expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'erreur provenait du libellé incomplet de l'adresse du destinataire fournie par l'expéditeur ou par l'administration émettrice. Dans cette circonstance, c'est à l'expéditeur ou à l'administration émettrice, selon le cas, que la responsabilité incombera, sous réserve que les recherches entreprises dans chaque cas par l'administration payeuse pour récupérer la somme indûment versée n'aient pas abouti.

2. Les mandats liquidés seront conservés par le pays où a lieu le paiement.

Article XI

Corrections

Requests for corrections of errors must be addressed by the remitter to the Postal Administration of the country in which the order was issued.

Article XII

Duplicate Orders

Duplicate orders may be issued only by the Postal Administration of the paying country and in accordance with its regulations on the subject.

Article XIII

Repaid Orders

1. Repayment shall be effected by the country of issue only after authorization has been received from the country of destination; the amount repaid must be placed to the credit of the former in the quarterly account (Article XV).

2. Each administration shall determine the course to be pursued in repayment to the remitter.

Article XIV

Void Orders

1. Orders which shall not have been paid within twelve calendar months from the month of issue shall become void and the sums received shall accrue to, and be placed at the disposal of, the country of origin.

2. At the end of each quarter the Director General of Posts, Telegraphs and Telephones of Rumania shall prepare and send to the Third Assistant Postmaster General, Division of Money Orders, at Washington a detailed statement of all orders of United States issue, which, under the terms of the preceding paragraph, have become void and reverted to the country of origin. (See model "C".)

3. On the other hand, the Post Office Department of the United States at the end of each quarter shall send to the Director General of Posts, Telegraphs and Telephones of Rumania a list of the postal money orders issued in that country for payment in the United States which have become void. (See model "D".)

4. All void orders shall be entered in the quarterly account to the credit of the country of issue. (See Article XV.)

Article XI

Rectifications

Les demandes de rectification d'erreurs devront être adressées par l'expéditeur à l'administration des postes du pays où le mandat a été émis.

Article XII

Duplicata de mandats

Des duplicata de mandats ne peuvent être émis que par l'administration des postes du pays de destination et conformément aux règlements en vigueur dans ce pays.

Article XIII

Remboursement des mandats

1. Le remboursement ne sera effectué dans le pays d'émission qu'après autorisation du pays de destination; le montant remboursé sera porté au crédit du pays d'émission dans le compte trimestriel (article XV).

2. Chaque administration fixera la procédure à suivre pour le remboursement de l'expéditeur.

Article XIV

Mandats annulés

1. Les mandats qui n'auront pas été payés dans les douze mois suivant le mois d'émission seront périmés et les sommes perçues retourneront au pays d'origine et seront mises à sa disposition.

2. A la fin de chaque trimestre, le Directeur général des postes, télégraphes et téléphones de Roumanie établira et adressera au troisième adjoint du Directeur général des postes (Service des mandats-poste), à Washington, un relevé détaillé de tous les mandats émis aux Etats-Unis qui, aux termes du paragraphe précédent, auront été annulés et retournés au pays d'origine (voir modèle "C").

3. De son côté, le Département des postes des Etats-Unis adressera, à la fin de chaque trimestre, au Directeur général des postes, télégraphes et téléphones de Roumanie, la liste des mandats-poste qui auront été émis dans ce pays pour être payés aux Etats-Unis et qui auront été annulés (voir modèle "D").

4. Tous les mandats annulés seront portés au crédit du pays d'émission dans le compte trimestriel (voir article XV).

Article XV

Accounts

1. At the end of each quarter the Director General of Posts, Telegraphs and Telephones of Rumania shall prepare an account in which shall be entered in detail the totals of the lists showing the amounts of orders issued during the same quarter in each of the two countries, the commissions due on the transactions, the total amount of orders authorized to be repaid, the total amount of orders which have become void, the payments on account made during the period and the balance resulting from such transactions. (See models "E" & "F".)

2. Two copies of that account shall be transmitted to the Post Office Department of the United States at Washington. If, after proper verification, the balance, which must always be expressed in money of the United States, is found to be against the Postal Administration of Rumania, it shall be paid at New York in money of the United States by means of a bill of exchange, payable at sight. If the balance be found against the United States, it shall be paid in United States money by means of a check drawn by the Postmaster General on the Treasurer of the United States and remitted to Bucarest by the Post Office Department at Washington, or by depositing the sum to the credit of the Rumanian Administration in any designated bank in New York or Washington.

Article XVI

Remittances on Account

Pending the settlement of a quarterly account the Post Office Department at Washington, for the present, shall make to the Director General of Posts, Telegraphs and Telephones of Rumania, in the manner set forth in the preceding article, weekly payments of the approximate amount certified by the New York Exchange Office in the money order advice lists dispatched to Bucarest, except for the last two weeks in each quarter. For these last two weeks these payments shall be approximately three-fourths of the amount certified.

Article XVII

Additional Regulations

1. The Postal Administration of either of the two countries may adopt other regulations, not contrary to this convention, for the purpose of protection against fraud, or for the better operation of the system which it has established.

Article XV

Comptes

1. A la fin de chaque trimestre, le Directeur général des postes, télégraphes et téléphones de Roumanie établira un compte où figureront en détail les totaux des bordereaux indiquant les montants des mandats émis au cours du trimestre dans chacun des deux pays, les commissions dues au titre des opérations effectuées, le montant total des mandats dont le remboursement a été autorisé, le montant total des mandats annulés, les acomptes versés au cours de la période envisagée et le solde résultant desdites opérations (voir modèles "E" et "F").

2. Deux exemplaires de ce compte seront transmis au Département des postes des Etats-Unis à Washington. Si, après vérification, le solde, qui doit toujours être exprimé en monnaie des Etats-Unis, ressort au débit de l'Administration des postes de Roumanie, le règlement sera effectué en monnaie des Etats-Unis au moyen d'une lettre de change payable à vue. Si le solde ressort au débit des Etats-Unis, le règlement sera effectué en monnaie des Etats-Unis au moyen d'un chèque tiré par le Directeur général des postes sur le Trésorier des Etats-Unis et expédié à Bucarest par le Département des postes à Washington, ou par le dépôt de la somme due au crédit de l'Administration roumaine dans toute banque désignée à cet effet à New-York ou à Washington.

Article XVI

Acomptes

En attendant le règlement du compte trimestriel, le Département des postes à Washington versera chaque semaine au Directeur général des postes, télégraphes et téléphones de Roumanie, jusqu'à nouvel ordre, et suivant les modalités indiquées à l'article précédent, une somme correspondant approximativement au montant déclaré par le bureau d'échange de New-York sur les bordereaux d'avis de mandats-poste adressés à Bucarest, sauf pour ce qui est des deux dernières semaines du trimestre. Pour celles-ci les sommes versées correspondront approximativement aux trois quarts du montant déclaré.

Article XVII

Dispositions complémentaires

1. L'administration des postes de chacun des deux pays aura la faculté d'adopter d'autres règlements qui ne soient pas contraires à la présente Convention, en vue d'assurer la protection contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement du service établi.

2. Every additional regulation adopted must be communicated without loss of time to the administration of the other country.

Article XVIII

Suspension of Exchange

Should extraordinary circumstances justify it, each of the two Postal Administrations shall be authorized to suspend temporarily the exchange of money orders in whole or in part, provided that notice of the suspension is immediately given to the other country by cable if necessary.

Article XIX

In Effect

This convention after having been signed shall take effect on the first day of the month of January 1933, and shall continue in force until twelve months after either administration shall have notified the other of its desire to terminate it.

DONE in duplicate and signed at Washington, on the eighteenth day of October 1932, and at Bucarest on the seventeenth day of November 1932.

F. A. TILTON
Acting Postmaster General
of the United States of America

[SEAL]

General FLORESCU-BANU
Director General of Posts,
Telegraphs and Telephones of Rumania

2. Toute disposition additionnelle adoptée doit être communiquée sans délai à l'administration de l'autre pays.

Article XVIII

Suspension du service d'échange

Si des circonstances exceptionnelles le justifient, chacune des deux administrations postales aura le droit de suspendre temporairement le service d'échange des mandats-poste, en tout ou en partie, à condition de donner immédiatement avis de la suspension à l'autre pays, par câblogramme si nécessaire.

Article XIX

Mise en vigueur

La présente Convention, après avoir été signée, prendra effet à dater du premier janvier 1933, et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois, après que l'une des deux administrations aura notifié à l'autre son désir d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Washington le dix-huit octobre 1932, et à Bucarest le dix-sept novembre 1932.

(Signé) F. A. TILTON
Directeur général des postes par intérim
des Etats-Unis d'Amérique

[SCEAU]

(Signé) Général FLORESCU-BANU
Directeur général des postes,
télégraphes et téléphones de Roumanie

A

LIST OF POSTAL MONEY ORDERS ISSUED IN THE UNITED STATES OF AMERICA, PAYABLE IN THE KINGDOM OF RUMANIA

Stamp of
New York
Office

List No.

Sheet No.

Conversion rate		Post Office Issuing original order	Name of the remitter of the order	Name of the payee of the order	Address of the payee of the order	Number of inland order	Office of payment	Remarks
Amount in U.S. money	\$	Equivalent in foreign money	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	¢							
Date of original order		Number of original order						
Number of money order								

A

BORDEREAU DES MANDATS-POSTE ÉMIS AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYABLES DANS LE ROYAUME DE ROUMANIE

Bordereau n°

Feuille n°

Timbre du bureau
de New-York

Taux de conversion		Date du mandat original	Numéro du mandat original	Numéro du mandat-poste
Montant en monnaie des États-Unis	Équivalent en monnaie étrangère			
\$	₧			
		Bureau de poste émetteur du mandat original	Nom de l'expéditeur du mandat	Nom du destinataire du mandat
			Adresse du destinataire du mandat	
			Numéro du mandat intérieur	Bureau de paiement
				Observations

B

LIST OF POSTAL MONEY ORDERS ISSUED IN THE KINGDOM OF RUMANIA, PAYABLE IN THE UNITED STATES OF AMERICA

List No.

Sheet No.

Stamp of
Bucharest
Office

Conversion rate	Amount in U.S. money		Post Office Issuing original order	Name of the remitter of the order	Name of the payee of the order	Address of the payee of the order	Number of inland order	Office of payment	Remarks
	\$	₹							

B

BORDEREAU DES MANDATS-POSTE ÉMIS DANS LE ROYAUME DE ROUMANIE ET PAYABLES AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Bordereau n°

Feuille n°

Timbre du bureau
de Bucarest

Numéro international du mandat-poste		Numéro du mandat original		Date du mandat original		Taux de conversion		Bureau de poste émetteur du mandat original		Nom de l'expéditeur du mandat	Nom du destinataire du mandat	Adresse du destinataire du mandat	Numéro du mandat intérieur	Bureau de paiement	Observations
Montant en monnaie des Etats-Unis	\$	?	Equivalent en monnaie étrangère												

B
(reverse)

List No.

Stamp of
Bucarest

RUMANIAN POST OFFICE
BUCAREST
MONEY ORDER EXCHANGE OFFICE

Sir:

I have received your list No. dated, Nos.
to amount, equivalent
and this has been found to be correct, except as noted below.

The list herewith represents all orders received since the dispatch of List No.

Please acknowledge the receipt of the present list.

Respectfully,

Postmaster

To the Postmaster,
New York, N.Y.

New York, N. Y.

.....19...

Sir:

I have examined this List, and found it correct except for the errors noted below:

.....
.....
.....

Respectfully,

Postmaster

To the Postmaster,
Bucarest, Rumania

B
(verso)

Bordereau n°

Timbre de
Bucarest

BUREAU DE POSTE ROUMAIN
BUCAREST
BUREAU D'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre bordereau n° en date du
....., allant du n° au n°
d'un montant de, équivalent à
Ce bordereau a été trouvé exact, sauf les erreurs indiquées ci-dessous:

Le bordereau ci-joint constitue la liste de tous les mandats-poste reçus depuis l'expédition
du bordereau n°

Je vous prie de bien vouloir accuser réception du présent bordercau.

Veuillez agréer,

Directeur des postes

Monsieur le Directeur des postes
New-York (N.Y.)

New-York (N.Y.)

.....19...

Monsieur,

J'ai examiné le présent bordereau et l'ai trouvé exact, sauf les erreurs indiquées ci-dessous:
.....
.....
.....

Veuillez agréer,

Directeur des postes

Monsieur le Directeur des postes
Bucarest, Roumanie

C

LIST OF REPAID AND VOID ORDERS ISSUED IN THE UNITED STATES

Int'l No. of the order	No. of list	Date of list	Original number	Amount in money		Where issued

C

RELEVÉ DES MANDATS REMBOURSÉS ET ANNULÉS ÉMIS AUX ÉTATS-UNIS

Numéro international du mandat	Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro original	Montant du mandat		Lieu d'émission

D

LIST OF REPAID AND VOID ORDERS ISSUED IN THE KINGDOM OF RUMANIA

Int'l No. of the order	No. of list	Date of list	Original number	Amount in money		Where issued

D

RELEVÉ DES MANDATS REMBOURSÉS ET ANNULÉS ÉMIS DANS LE
ROYAUME DE ROUMANIE

Numéro international du mandat	Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro original	Montant du mandat		Lieu d'émission

E

GENERAL ACCOUNT OF MONEY ORDER TRANSACTIONS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND RUMANIA
FOR THE QUARTER ENDED, 19. . .

Credit of the United States		Credit of Rumania	
	\$		\$
Total amount of orders issued in Rumania . . . . .	.....	Total amount of orders issued in the United States of America . . . . .	.....
To be deducted:		To be deducted:	
Repaid orders issued in Rumania . . . . .	.....	Repaid orders issued in United States of America . . . . .	.....
Void orders issued in Rumania . . . . .	.....	Void orders issued in United States of America . . . . .	.....
Allowance of 1/2% on total amount of orders paid . . . . .	.....	Allowance of 1/2% on total amount of orders paid . . . . .	.....
Credit of the United States . . . . .	.....	Credit of Rumania . . . . .	.....
Deduct credit of Rumania . . . . .	.....	Deduct credit of United States . . . . .	.....
Balance . . . . .	.....	Balance . . . . .	.....
Paid on account . . . . .	.....	Balance in favor of Rumania . . . . .	.....
Balance in favor of United States . . . . .	.....	

E

COMPTE GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS D'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA ROUMANIE
 POUR LE TRIMESTRE SE TERMINANT LE 19....

Au crédit des Etats-Unis		Au crédit de la Roumanie	
	\$		\$
Montant total des mandats-poste émis en Roumanie		Montant total des mandats-poste émis aux Etats-Unis d'Amérique	
A déduire:		A déduire:	
Mandats-poste émis en Roumanie et remboursés		Mandats-poste émis aux Etats-Unis d'Amérique et remboursés	
Mandats-poste émis en Roumanie et annulés		Mandats-poste émis aux Etats-Unis d'Amérique et annulés	
Remise de 1/2% sur le montant total des mandats-poste payés		Remise de 1/2% sur le montant total des mandats-poste payés	
Au crédit des Etats-Unis		Au crédit de la Roumanie	
A déduire: somme au crédit de la Roumanie		A déduire: somme au crédit des Etats-Unis	
Solde		Solde	
Acomptes		Solde en faveur de la Roumanie	
Solde en faveur des Etats-Unis			

F

STATEMENT OF REMITTANCES ON ACCOUNT OF MONEY ORDER TRANSACTIONS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA
AND RUMANIA

By Rumania				By the United States			
Date of Dispatch	Number of Remittance Letter	Dollar	Cents	Date of Dispatch	Number of Remittance Letter	Dollar	Cents

13. CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES AND ROUMANIA FOR THE RECIPROCAL PROTECTION OF TRADE-MARKS. SIGNED AT BUCHAREST, ON 18/31 MARCH 1906

ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN

The United States of America and His Majesty the King of Roumania being desirous of securing a complete and effective protection of the manufacturing industry of the citizens and subjects of the two countries, the undersigned, being duly authorized to that effect, have agreed upon the following provisions:

Article I

The citizens and subjects of each of the high contracting parties shall enjoy in the dominions and possessions of the other the same rights as are given to native citizens or subjects in matters relating to trade-marks.

Article II

In order to secure to their marks the protection stipulated for by the preceding article, American citizens in the Kingdom of Roumania and Roumanian subjects in the United States of America, must fulfil the formalities prescribed to that effect by the laws and regulations of the country in which the protection is desired.

Article III

The present Convention shall take effect from the date of its official publication in the two countries and shall remain in force until the expiration of

Statele-Unite ale Americii și Majestatea Sa Regele României dorind a asigura o protecțiune deplină și folositoare industriei manufacturale a cetățenilor și supușilor celor două țări, subsemații, autorizați în regulă spre acest sfârșit, s'au învoit asupra dispozițiilor următoare:

Articolul I

Cetățenii și supușii uneia din înaltele părți contractante se vor bucura în Statele și posesiunile celeilalte, în ce privește protecțiunea mărcilor de fabrică și de comerț, de aceleași drepturi ca și naționali.

Articolul II

Spre a asigura mărcilor lor protecțiunea prevăzută prin articolul precedent, cetățenii americani în Regatul României și supușii Români în Statele Unite, vor trebui să îndeplinească formalitățile prescrise spre acest sfârșit de legile și regulamentele țării în care protecțiunea este căutată.

Articolul III

Convențiunea de față va fi executorie de la chiar data publicării ei oficiale în cele două țări și va rămânea în vigoare pînă la expirarea celor două-spre-zece

¹ Came into force on 21 June 1906 by the exchange of ratifications and, according to its terms, is deemed to have taken "effect from the date of its official publication in the two countries".

twelve months immediately following a denunciation made by one or the other of the contracting parties.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

DONE in duplicate at Bucharest, March 18/31, 1906.

[SEAL]

J. W. RIDDLE

lună ce vor urma dupe o denunțare făcută de una sau de alta din părțile contractante.

SPRE CREDINȚA CARORA, subsemnații am semnat Convențiunea de față și au pus pe ea sigiliile lor.

FACUTA în îndoit exemplar la București la 18/31 Martie 1906.

General J. N. LAHOVARY
[SEAL]

TRADUCTION—TRANSLATION

13. CONVENTION¹ ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA ROUMANIE
RELATIVE A LA PROTECTION RECIPROQUE DES MARQUES
DE FABRIQUE. SIGNEE A BUCAREST, LE 31 MARS 1906 (18
MARS, VIEUX STYLE)

Les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi de Roumanie étant désireux d'assurer la protection complète et efficace de l'industrie manufacturière des citoyens et sujets des deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les citoyens et sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans les territoires et possessions de l'autre Partie contractante des mêmes droits que ceux accordés aux citoyens ou sujets de cette autre Partie contractante en ce qui concerne les marques de fabrique.

Article II

En vue d'obtenir pour leurs marques de fabrique la protection prévue à l'article précédent, les citoyens américains résidant dans le Royaume de Roumanie et les sujets roumains résidant aux Etats-Unis d'Amérique devront accomplir les formalités prescrites à cet effet par les lois et règlements du pays dans lequel ils désirent bénéficier de cette protection.

Article III

La présente Convention prendra effet à dater de sa publication officielle dans les deux pays et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront immédiatement sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT en double exemplaire, à Bucarest, le 31 mars 1906 (18 mars, vieux style).

[SCEAU]

J. W. RIDDLE

¹ Entrée en vigueur le 21 juin 1906 par l'échange des ratifications et, conformément à ses termes, est considérée avoir pris "effet à dater de sa publication officielle dans les deux pays".

No. 739

**BELGIUM
and
AUSTRIA**

**Exchange of letters constituting an agreement for the revival
of certain international instruments relating to extradition.
Brussels, 15 October and 5 November 1949**

Official text: French.

Registered by Belgium on 14 March 1950.

**BELGIQUE
et
AUTRICHE**

**Echange de lettres constituant un accord pour la remise en
vigueur de certains actes internationaux relatifs à l'extra-
dition. Bruxelles, 15 octobre et 5 novembre 1949**

Texte officiel français.

Enregistré par la Belgique le 14 mars 1950.

N° 739. ECHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA BELGIQUE ET DE L'AUTRICHE POUR LA REMISE EN VIGUEUR DE CERTAINS ACTES INTERNATIONAUX RELATIFS A L'EXTRADITION. BRUXELLES, 15 OCTOBRE ET 5 NOVEMBRE 1949

I

Direction générale C.
1ère section — 3ème bureau

C3.3328/Autriche/11.

Bruxelles, le 15 octobre 1949

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge estime qu'il est souhaitable de rendre à nouveau applicables les dispositions de la Convention d'extradition conclue le 12 janvier 1881² entre la Belgique et l'Autriche et de la Déclaration additionnelle à cette convention, du 1er décembre 1930³ ainsi que de la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Autriche en ce qui concerne le Congo belge et le Ruanda-Urundi, conclue à Vienne, le 26 janvier 1932⁴.

Le Gouvernement autrichien estimant également que les dites dispositions devraient être appliquées à nouveau, la présente lettre et celle par laquelle Votre Excellence voudra bien y répondre constitueront la consécration officielle du consentement des deux Gouvernements sur ce qui suit :

“Les dispositions de la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie, signée à Vienne et de la Déclaration additionnelle à cette convention, signée à Vienne, le 1er décembre 1930, ainsi que celles de la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Autriche en ce qui concerne le

¹ Entré en vigueur le 20 novembre 1949, par l'échange desdites lettres et conformément à leurs dispositions.

² De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VI, page 684. C3.3328/Austria/11

³ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CXII, page 37.

⁴ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume CXXIX, page 141.

TRADUCTION — TRANSLATION

No. 739. EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF BELGIUM AND AUSTRIA FOR THE REVIVAL OF CERTAIN INTERNATIONAL INSTRUMENTS RELATING TO EXTRADITION. BRUSSELS, 15 OCTOBER AND 5 NOVEMBER 1949

I

General Directorate C.
Section 1 — Bureau 3

C3.3328/Austria/11

Brussels, 15 October 1949

Sir,

I have the honour to inform you that the Belgian Government considers it desirable to render applicable again the provisions of the Extradition Convention concluded on 12 January 1881² between Belgium and Austria of the Additional Declaration to that Convention of 1 December 1930,³ and of the Extradition Convention between Belgium and Austria as regards the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, concluded at Vienna on 26 January 1932.⁴

If the Austrian Government also considers that the said provisions should become applicable again, then the present letter and your reply shall constitute the official confirmation of an agreement between the two countries in the following terms:

“The provisions of the Extradition Convention between Belgium and Austria-Hungary, signed at Vienna, of the Additional Declaration to that Convention, signed at Vienna on 1 December 1930, and of the Extradition Convention between Belgium and Austria as regards the Belgian Congo and Ruanda-Urundi,

¹ Came into force on 20 November 1949, by the exchange and according to the terms of the said letters.

² *British and Foreign State Papers*, Volume 72, page 539.

³ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CXII, page 37.

⁴ League of Nations, *Treaty Series*, Volume CXXIX, page 141.

Congo belge et le Ruanda-Urundi, signée à Vienne, le 26 janvier 1932, seront appliquées à nouveau, dix jours après la publication du présent accord dans les formes prescrites par la législation des deux pays.”

Le Gouvernement belge propose que ces publications se fassent à la date du 20 novembre prochain.

Je saurais gré à Votre Excellence, de vouloir bien me faire connaître, aussitôt que possible, si le Gouvernement autrichien marque son accord à ce sujet.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Le Directeur général ff.,
CONTEMPRÉ

A Son Excellence M. Wimmer
Ministre d'Autriche
à Bruxelles

II

LÉGATION D'AUTRICHE BRUXELLES

Bruxelles, le 5 novembre 1949
12, boulevard de la Cambre
Tél.: 48.65.04 - 48.65.05

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 15 octobre 1949, Direction générale C, 1ère section, 3e Bureau C3.3328/Autriche/11, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement belge estime qu'il est souhaitable de rendre à nouveau applicables les dispositions de la Convention d'extradition conclue le 12 janvier 1881 entre la Belgique et l'Autriche et de la Déclaration additionnelle à cette convention, du 1er décembre 1930 ainsi que de la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Autriche en ce qui concerne le Congo belge et le Ruanda-Urundi, conclue à Vienne, le 26 janvier 1932.

Le Gouvernement autrichien estimant également que les dites dispositions devraient être appliquées à nouveau, la lettre de Votre Excellence et la présente réponse constituent la consécration officielle du Consentement des deux Gouvernements sur ce qui suit:

signed at Vienna on 26 January 1932, shall become applicable again ten days after the publication of the present Agreement in the form prescribed by the laws of the two countries.”

The Belgian Government proposes that such publication should take place on 20 November 1949.

I should be grateful if you would inform me as soon as possible whether the Austrian Government signifies its agreement on this subject.

I have the honour to be, etc.

For the Minister of Foreign Affairs
and External Trade
(Signed) CONTEMPRÉ
On behalf of the Director-General

His Excellency Mr. Wimmer
Austrian Minister
Brussels

II

THE AUSTRIAN LEGATION BRUSSELS

Brussels, 5 November 1949
12, boulevard de la Cambre
Tel: 48.65.04 — 48.65.05

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 15 October 1949, General Directorate C., Section 1, Bureau 3, C3.3328/Austria/11, in which you kindly inform me that the Belgian Government considers it desirable to render applicable again the provisions of the Extradition Convention concluded on 12 January 1881 between Belgium and Austria, of the Additional Declaration to that Convention of 1 December 1930, and of the Extradition Convention between Belgium and Austria as regards the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, concluded at Vienna on 26 January 1932.

As the Austrian Government also considers that the said provisions should become applicable again, your letter and the present reply constitute the official confirmation of the agreement between the two Governments in the following terms:

[*Voir note I*]

Le Gouvernement autrichien marque également son accord pour que ces publications se fassent à la date du 20 novembre courant.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre d'Autriche
(*Signé*) WIMMER

Son Excellence, Monsieur Paul van Zeeland
Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur
Bruxelles

[*See note I*]

The Austrian Government also signifies its consent to the publication of this Agreement on 20 November 1949.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) WIMMER
Austrian Minister

His Excellency Mr. Paul van Zeeland
Minister of Foreign Affairs and External Trade

Brussels

No. 740

**DENMARK
and
UNITED STATES OF AMERICA**

**Mutual Defence Assistance Agreement (with annexes).
Signed at Washington, on 27 January 1950**

Official texts: Danish and English.

Registered by Denmark on 15 March 1950.

**DANEMARK
et
ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

**Accord d'assistance mutuelle pour la défense (avec annexes).
Signé à Washington, le 27 janvier 1950**

Textes officiels danois et anglais.

Enregistré par le Danemark le 15 mars 1950.

DANISH TEXT — TEXTE DANOIS

No. 740. OVERENSKOMST MELLEM DANMARK OG AMERIKAS FORENEDE STATER OM GENSIDIG BISTAND PÅ FORSVARETS OMRÅDE

Regeringerne i Danmark og Amerikas Forenede Stater,

der er deltagere i den i Washington den 4. april 1949 undertegnede nordatlantiske traktat;

der er sig bevidst deres gensidige forpligtelser til i henhold til traktatens artikel 3 hver for sig og i fællesskab med de andre deltagere gennem stadig og effektiv selvhjælp og gensidig hjælp at opretholde og udvikle deres individuelle og kollektive evne til at imødegå væbnet angreb;

der ønsker inden for rammerne af De Forenede Nationers pagt at fremme international fred og sikkerhed ved hos de nationer, der har bekendt sig til pagtens formål og grundsætninger, at styrke evnen til effektivt at deltage i ordninger om individuelt og kollektivt selvforsvar til støtte for disse formål og grundsætninger;

der påny bekræfter deres beslutning om at yde deres fulde medvirken til bestræbelserne for som forudsat i pagten at forsyne De Forenede Nationer med væbnede styrker og opnå en overenskomst om en almindelig regulering og nedbringelse af rustninger under tilstrækkelig garanti mod krænkelse;

der erkender, at en større tillid hos frie folk til deres egen evne til at modstå angreb vil fremme den økonomiske genopbygning;

der tager den støtte i betragtning, som regeringen i Amerikas Forenede Stater har ydet disse principper ved gennemførelsen af loven om gensidig forsvarsbistand af 1949, der hjemler ydelse af bistand på det militære område til nationer, som har indgået overenskomster om kollektiv sikkerhed med De Forenede Stater;

der ønsker at give udtryk for de forudsætninger, som skal gælde for ydelsen af sådan bistand;

er blevet enige om følgende:

No. 740. MUTUAL DEFENCE ASSISTANCE AGREEMENT¹
BETWEEN DENMARK AND THE UNITED STATES OF
AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, ON 27 JANUARY
1950

The Governments of Denmark and the United States of America;

Being parties to the North Atlantic Treaty signed at Washington on April 4, 1949;²

Conscious of their reciprocal pledges under Article 3 separately and jointly with the other parties, by means of continuous and effective self-help and mutual aid, to maintain and increase their individual and collective ability to resist armed attack;

Desiring to foster international peace and security, within the framework of the Charter of the United Nations through measures which will further the ability of nations dedicated to the purposes and principles of the Charter to participate effectively in arrangements for individual and collective self-defense in support of those purposes and principles;

Reaffirming their determination to give their full cooperation to the efforts to provide the United Nations with armed forces as contemplated by the Charter and to obtain agreement on universal regulation and reduction of armaments under adequate guarantee against violation;

Recognizing that the increased confidence of free peoples in their own ability to resist aggression will advance economic recovery;

Taking into consideration the support that the Government of the United States of America has brought to these principles by enacting the Mutual Defense Assistance Act of 1949 which provides for the furnishing of military assistance to nations which have joined with it in collective security arrangements;

Desiring to set forth the understandings which will govern the transfer of such assistance;

Have agreed as follows:

¹ Came into force on 27 January 1950, as from the date of signature, in accordance with article VII.

² United Nations, *Treaty Series*, Volume 34, page 243.

Artikel I

1. Under iagttagelse af det princip, at økonomisk genopbygning er af afgørende betydning for international fred og sikkerhed og må have en klar fortrinsstilling, vil hver regering stille til rådighed eller fortsætte med at stille til rådighed for den anden regering eller andre regeringer sådan udrustning, materialer, tjenesteydelser eller anden bistand på det militære område, som den bistandsydende regering måtte indvilge i, og under sådanne betingelser og vilkår, som den måtte gå ind på. Enhver bistandsydelse af denne art, hvortil en af deltagerne i nærværende overenskomst måtte give sit samtykke, skal være overensstemmende med De Forenede Nationers pagt og med vedkommende parts forpligtelser i henhold til artikel 3 i Den nordatlantiske Traktat. Sådant bistand skal tilrettelægges således, at den fremmer et samlet forsvar af det nordatlantiske område og letter gennemførelsen af eller er i overensstemmelse med sådanne forsvarsplaner i henhold til artikel 9 i Den nordatlantiske Traktat, som er godkendt af begge regeringer. Sådant bistand, som bliver stillet til rådighed af Amerikas Forenede Stater i medfør af nærværende overenskomst, vil blive ydet i henhold til de bestemmelser og under iagttagelse af alle de betingelser, vilkår og opsigelsesklausuler, som indeholdes i loven om gensidig forsvarsbistand af 1949 såvel som i love indeholdende ændringer deri eller tillæg dertil samt bevillingslove udstedt i overensstemmelse dermed. De to regeringer vil fra tid til anden i det omfang, hvori dette måtte være nødvendigt, forhandle om enkeltheder til gennemførelsen af bestemmelserne i dette stykke.

2. Hver regering forpligter sig til at gøre effektiv brug af bistand, der modtages i medfør af denne artikels stykke 1,

- a) med det formål at fremme et samlet forsvar af det nordatlantiske område og at lette gennemførelsen af forsvarsplaner i henhold til artikel 9 i Den nordatlantiske Traktat og
- b) i overensstemmelse med sådanne forsvarsplaner, som måtte blive udarbejdet af Den nordatlantiske Traktats organisation, anbefalet af Den nordatlantiske Forsvarskomiteé og Det nordatlantiske Råd samt vedtaget af de to regeringer.

3. Ingen af de to regeringer vil uden forudgående samtykke fra den anden anvende den bistand, der er blevet ydet den af den anden regering, til andre formål end dem, til hvilke den blev ydet.

4. I begge regeringers fælles sikkerhedsinteresse forpligter hver regering sig til ikke uden den anden regerings forudgående samtykke at overdrage adkomst til eller besiddelse af udrustning, materialer eller tjenesteydelser, som er modtaget vederlagsfrit i henhold til stykke 1, til nogen person, som ikke er vedkommende regerings embedsmand eller repræsentant, eller til nogen anden nation.

Article I

1. Each Government, consistently with the principle that economic recovery is essential to international peace and security and must be given clear priority, will make or continue to make available to the other, and to other governments, such equipment, materials, services, or other military assistance as the government furnishing such assistance may authorize and in accordance with such terms and conditions as may be agreed. The furnishing of any such assistance as may be authorized by either party hereto shall be consistent with the Charter of the United Nations and with the obligations under Article 3 of the North Atlantic Treaty. Such assistance shall be so designed as to promote an integrated defense of the North Atlantic area and to facilitate the development of, or be in accordance with, defense plans under Article 9 of the North Atlantic Treaty approved by each Government. Such assistance as may be made available by the United States of America pursuant to this Agreement will be furnished under the provisions, and subject to all of the terms, conditions and termination provisions, of the Mutual Defense Assistance Act of 1949, acts amendatory and supplementary thereto and appropriation acts thereunder. The two Governments will, from time to time, negotiate detailed arrangements necessary to carry out the provisions of this paragraph.

2. Each Government undertakes to make effective use of assistance received pursuant to paragraph 1 of this Article

- (a) for the purpose of promoting an integrated defense of the North Atlantic Area, and for facilitating the development of defense plans under Article 9 of the North Atlantic Treaty, and
- (b) in accordance with defense plans formulated by the North Atlantic Treaty Organization recommended by the North Atlantic Treaty Defense Committee and Council, and agreed to by the two Governments.

3. Neither Government, without the prior consent of the other, will devote assistance furnished to it by the other Government to purposes other than those for which it was furnished.

4. In the common security interest of both Governments, each Government undertakes not to transfer to any person not an officer or agent of such Government or to any other nation title to or possession of any equipment, materials, or services, received on a grant basis pursuant to paragraph 1, without the prior consent of the other Government.

Artikel II

I overensstemmelse med grundsætningen om gensidig hjælp er den kgl. danske regering indforstået med i et sådant tidsrum, i sådanne mængder og på sådanne vilkår og betingelser, hvorom der måtte opnås enighed, at lette produktion og overdragelse til De Forenede Staters regering af råmaterialer eller halvforarbejdede materialer, som De Forenede Stater måtte behøve som følge af deres egne ressourcers utilstrækkelighed eller eventuelle utilstrækkelighed, og som måtte forefindes i Danmark eller dertil hørende områder, der er undergivet dansk administration. Overenskomster om sådanne overdragelser skal tage behørigt hensyn til Danmarks rimelige behov i henseende til hjemmeforbrug og kommerciel udførsel.

Artikel III

Hver regering vil træffe dertil egnede og med sikkerhedshensyn forenelige forholdsregler med henblik på at holde offentligheden underrettet om de foranstaltninger, der måtte blive truffet i henhold til nærværende overenskomst.

Hver regering vil træffe sådanne sikkerhedsforanstaltninger, hvorom de to regeringer måtte træffe aftale i hvert enkelt tilfælde, for at hindre, at militære artikler, ydelser eller oplysninger af særlig (klassificeret) fortrolig karakter, leveret af den anden regering ifølge nærværende overenskomst, røbes eller prisgives.

Artikel IV

De to regeringer vil, når en af dem forlanger det, forhandle om egnede indbyrdes aftaler om ansvaret for patentkrav eller lignende krav, der udspringer af anvendelsen af opfindelser, fremgangsmåder, tekniske oplysninger eller andre former for lovbeskyttet ejendom i forbindelse med udrustning, materialer, eller tjenesteydelser, som er leveret i henhold til nærværende overenskomst eller er leveret til fremme af en produktion, som er iværksat efter aftale mellem de to regeringer til opfyldelse af de forpligtelser i henseende til selvhjælp og gensidig hjælp, der indeholdes i Den nordatlantiske Traktat. Under sådanne forhandlinger skal det tages under overvejelse i aftalerne at indsætte en bestemmelse, hvorefter hver regering vil påtage sig ansvaret for alle sådanne krav, der rejses af dens egne statsborgere eller inden for dens jurisdiktion af statsborgere i et hvilket som helst land, der ikke er deltager i nærværende overenskomst.

Artikel V

1. Danmarks regering forpligter sig til at stille kroner til rådighed for De Forenede Staters ambassade i København til dennes kontorholdsudgifter o. l. i Danmark i forbindelse med gennemførelsen af denne overenskomst. De to regeringer vil straks indlede drøftelser med henblik på at fastsætte kronebeløbets størrelse og nå til enighed om en udbetalingsordning.

Article II

In conformity with the principle of mutual aid, the Government of Denmark agrees to facilitate the production and transfer to the Government of the United States, for such period of time, in such quantities and upon such terms and conditions as may be agreed upon, of raw and semi-processed materials required by the United States as a result of deficiencies or potential deficiencies in its own resources, and which may be available in Denmark or dependent territories under its administration. Arrangements for such transfers shall give due regard to reasonable requirements for domestic use and commercial export of Denmark.

Article III

1. Each Government will take appropriate measures consistent with security to keep the public informed of operations under this Agreement.

2. Each Government will take such security measures as may be agreed in each case between the two Governments in order to prevent the disclosure or compromise of classified military articles, services or information furnished by the other Government pursuant to this Agreement.

Article IV

The two Governments will, upon request of either of them, negotiate appropriate arrangements between them respecting responsibility for patent or similar claims based on the use of devices, processes, technological information or other forms of property protected by law in connection with equipment, materials or services furnished pursuant to this Agreement or furnished in the interest of production undertaken by agreement of the two Governments in implementation of pledges of self-help and mutual aid contained in the North Atlantic Treaty. In such negotiations consideration shall be given to the inclusion of an undertaking whereby each Government will assume the responsibility for all such claims of its nationals and such claims arising in its jurisdiction of nationals of any country not a party to this Agreement.

Article V

1. The Government of Denmark undertakes to make available to the United States Embassy at Copenhagen Danish Kroner for its administrative expenditures within Denmark in connection with carrying out this Agreement. The two Governments will forthwith initiate discussions with a view to determining the amount of such Kroner and to agreeing upon arrangements for the furnishing of such Kroner.

2. Danmarks regering vil, medmindre andet aftales, indrømme toldfri behandling og fritagelse for indenlandske afgifter af indførsel og udførsel af produkter, ejendom, materialer eller udrustning, der indføres til dansk område i forbindelse med nærværende overenskomst eller en lignende overenskomst mellem Amerikas Forenede Stater og et hvilket som helst andet land, der modtager bistand på det militære område.

Artikel VI

1. De to regeringer vil, når en af dem forlanger det, rådføre sig med hinanden angående et hvilket som helst spørgsmål vedrørende anvendelsen af nærværende overenskomst eller vedrørende forholdsregler eller ordninger truffet i henhold til nærværende overenskomst.

2. Hver regering er villig til at modtage funktionærer fra den anden regering, som på førstnævntes område vil varetage de forpligtelser, der påhviler den anden regering i henhold til nærværende overenskomst, og som skal have adgang til at følge den løbende bistandsydelse i henhold til nærværende overenskomst. Sådanne funktionærer, som er statsborgere i det andet land, herunder personer, som gør midlertidig tjeneste, betragtes i forhold til regeringen i det land, hvor de gør tjeneste, som hørende til ambassaden under ledelse og tilsyn af chefen for den diplomatiske repræsentation hos regeringen i vedkommende land.

Artikel VII

1. Nærværende overenskomst træder i kraft den dag, den underskrives. Den skal ophøre et år efter, at en af parterne modtager meddelelse fra den anden part om dennes ønske om at bringe overenskomsten til ophør.

2. Nærværende overenskomst kan ændres på et hvilket som helst tidspunkt ved aftale mellem de to regeringer. Bestemmelserne i nærværende overenskomst skal i det omfang, i hvilket de to regeringer måtte blive enige derom, kunne ændres i overensstemmelse med sådanne overenskomster, der afsluttes i forbindelse med gennemførelsen af artikel 9 i Den nordatlantiske Traktat.

3. Bilagene til nærværende overenskomst udgør en integrerende del af denne.

4. Nærværende overenskomst skal registreres hos De Forenede Nationers generalsekretær.

TIL BEKRÆFTELSE HERAF har de respektive repræsentanter, der er behørigt befuldmægtigede dertil, underskrevet nærværende overenskomst.

2. The Government of Denmark will, except as otherwise agreed to, grant duty-free treatment and exemption from internal taxation upon importation or exportation to products, property, materials or equipment imported into its territory in connection with this Agreement or any similar agreement between the United States of America and any other country receiving military assistance.

Article VI

1. The two Governments will, upon the request of either of them, consult regarding any matter relating to the application of this Agreement or to operations or arrangements carried out pursuant to this Agreement.

2. Each Government agrees to receive personnel of the other Government who will discharge in its territory the responsibilities of the other Government under this Agreement and who will be accorded facilities to observe the progress of assistance furnished pursuant to this Agreement. Such personnel who are nationals of that other country, including personnel temporarily assigned, will, in their relations with the Government of the country to which they are assigned, operate as a part of the Embassy under the direction and control of the Chief of the Diplomatic Mission of the Government of such country.

Article VII

1. This Agreement shall come into force on the date of signature. This Agreement will terminate one year after the receipt of notification by either party of the intention of the other to terminate it.

2. This Agreement may be amended at any time by agreement between the two Governments. The terms of this Agreement shall be subject to such modification, in the light of agreements concluded in connection with carrying out Article 9 of the North Atlantic Treaty, as may be agreed upon between the two Governments.

3. The Annexes to this Agreement form an integral part thereof.

4. This Agreement shall be registered with the Secretary-General of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the respective representatives, duly authorized for the purpose, have signed this Agreement.

UDFÆRDIGET i Washington den syvogtyvende januar 1950 i to eksemplarer på dansk og engelsk, hvilke to tekster skal have lige gyldighed.

For den Kongelige Danske Regering:

(*sign.*) Henrik KAUFFMANN

For Amerikas Forenede Staters Regering:

(*sign.*) Dean ACHESON

BILAG A

Til gennemførelse af artikel V, stykke 1, i overenskomsten om gensidig bistand på forsvarets område skal Danmarks regering, når det måtte ønskes, til brug for de kontorholdsudgifter o. l. i Danmark, som De Forenede Staters ambassade i København på De Forenede Staters vegne måtte have i forbindelse med gennemførelsen af nævnte overenskomst for tidsrummet indtil 30. juni 1950, indbetale kroner, dog ikke udover et beløb af 1.897.500 kroner, på en sådan konto, som ambassaden måtte bestemme.

BILAG B

Da funktionærer, som er statsborgere i det ene land, herunder sådanne, der gør midlertidig tjeneste, i forhold til regeringen i det land, hvori de gør tjeneste, skal betragtes som hørende til ambassaden under ledelse og tilsyn af chefen for vedkommende regerings diplomatiske mission, er der med hensyn til artikel VI, stykke 2, i overenskomsten om gensidig bistand på forsvarets område enighed om, at de funktionærer, der betragtes som tilhørende den anden regerings diplomatiske repræsentation, skal have den samme status som personer med tilsvarende rang i nævnte diplomatiske repræsentation, når disse er statsborgere i det andet land.

De nævnte personer vil af det land, hvorfra de udsendes, blive inddelt i tre kategorier:

(a) Efter behørig meddelelse fra den anden part vil fuld diplomatisk status blive tilstået den ældste militærrepræsentant og ældste hos ham tjenstgørende officer fra hær, flåde og luftvåben samt disses respektive nærmeste stedfortrædere.

(b) Den anden kategori personer skal nyde de privilegier og immuniteter, der i henhold til international sædvane, således som anerkendt af begge regeringer, tilstås visse kategorier af personale i den anden parts ambassade, såsom immunitet med hensyn til opholdslandets civil- og strafferetlige jurisdiktion og med hensyn til ransagning og beslaglæggelse af officielle dokumenter, ret til uhindret afrejse, fritagelse for told eller lignende afgifter eller restriktioner med hensyn til personlige ejendele, der er indført i opholdslandet af de pagældende personer til personlig

DONE at Washington, in duplicate, in the Danish and English languages, both texts authentic, this twenty-seventh day of January 1950.

For the Royal Danish Government:
(Signed) Henrik KAUFFMANN

For the Government of the United States of America:
(Signed) Dean ACHESON

A N N E X A

In implementation of paragraph 1 of Article V of the Mutual Defense Assistance Agreement, the Government of Denmark will deposit Danish Kroner at such times as requested in an account designated by the United States Embassy at Copenhagen, not to exceed in total 1.897.500 Kroner for its use on behalf of the Government of the United States for administrative expenditures within Denmark in connection with carrying out that Agreement for the period ending June 30, 1950.

A N N E X B

In recognition of the fact that personnel who are nationals of one country, including personnel temporarily assigned, will in their relations with the Government of the country to which they are assigned, operate as a part of the Embassy under the direction and control of the Chief of the Diplomatic Mission of the Government of such country, it is understood, in connection with Article VI, paragraph 2, of The Mutual Defense Assistance Agreement, that the status of such personnel, considered as part of the Diplomatic Mission of such other Government, will be the same as the status of personnel of corresponding rank of that Diplomatic Mission who are nationals of that other country.

The personnel will be divided by the Government assigning such personnel into 3 categories:

(a) Upon appropriate notification of the other, full diplomatic status will be granted to the senior military member and the senior Army, Navy and Air Force officer assigned thereto, and to their respective immediate deputies.

(b) The second category of personnel will enjoy privileges and immunities conferred by international custom, as recognized by each Government, to certain categories of personnel of the Embassy of the other, such as the immunity from civil and criminal jurisdiction of the host country, immunity of official papers from search and seizure, right of free egress, exemption from customs duties or similar taxes or restrictions in respect of personally owned property imported into the host country by such personnel for their personal use and consumption, without prejudice

anvendelse og forbrug idenfor rammerne af gældende bestemmelser om udenlandsk valuta, samt fritagelse for indenlandsk beskatning i opholdslandet af sådanne personers løn. Begge regeringer kan, for så vidt angår denne kategori af personer, give afkald på de privilegier og den courtoisie, der er en følge af diplomatisk status, såsom diplomatiske automobilnummerplader, optagelse i „diplomatlisten“ og sædvanlig courtoisie.

(c) Den tredje kategori af personer skal have samme status som kontorpersonalet ved vedkommende diplomatiske repræsentation.

Der er enighed mellem de to regeringer om, at antallet af personer inden for de tre ovennævnte kategorier skal holdes så lavt som muligt.

Den status, som de i Den nordatlantiske Traktat deltagende lande måtte blive enige om at tilstå udenlandske embedsmænd og repræsentanter for disse lande, vil i givet fald træde i stedet for den ovenfor omhandlede status.

BILAG C

Da nærværende overenskomst er blevet drøftet og afsluttet under den forudsætning, at De Forenede Staters regering vil lade den anden part få fordel af en hvilken som helst bestemmelse i en lignende overenskomst, som De Forenede Staters regering afslutter med en hvilken som helst anden i Den nordatlantiske Traktat deltagende stat, er der enighed om, at De Forenede Staters regering ikke vil modsætte sig, at nærværende overenskomst ændres således, at den helt eller delvis bliver i overensstemmelse med en hvilken som helst tilsvarende overenskomst eller overenskomster, indeholdende ændringer deri eller tillæg dertil, som afsluttes med en i Den nordatlantiske Traktat deltagende stat.

to the existing regulations on foreign exchange, exemption from internal taxation by the host country upon salaries of such personnel. Privileges and courtesies incident to diplomatic status such as diplomatic automobile license plates, inclusion on the "Diplomatic List", and social courtesies may be waived by both Governments for this category of personnel.

(c) The third category of personnel will receive the same status as the clerical personnel of the Diplomatic Mission.

It is understood between the two Governments that the number of personnel in the 3 categories above will be kept as low as possible.

The status as described above will be substituted by such status for appropriate officials and agents of the countries parties to the North Atlantic Treaty as may be agreed by those countries.

A N N E X C

Whereas this Agreement, having been negotiated and concluded on the basis that the Government of the United States of America will extend to the other party thereto the benefits of any provision in a similar agreement concluded by the Government of the United States of America with any other country party to the North Atlantic Treaty, it is understood that the Government of the United States of America will interpose no objection to amending this Agreement in order that it may conform, in whole or in part, to any other similar agreement, or agreements amendatory or supplementary thereto, concluded with a party to the North Atlantic Treaty.

TRADUCTION—TRANSLATION

N° 740. ACCORD¹ D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LES
GOUVERNEMENTS DU DANEMARK ET DES ETATS-
UNIS D'AMERIQUE. SIGNE A WASHINGTON, LE
27 JANVIER 1950

Le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

Signataires du Traité de l'Atlantique Nord conclu à Washington le 4 avril 1949²;

Conscients de l'engagement réciproque qu'ils ont pris, séparément et conjointement avec les autres Parties, aux termes de l'article 3 du Traité, de maintenir et d'accroître leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée, par le développement de leurs propres moyens, et en se prêtant mutuellement assistance;

Désireux d'encourager la paix et la sécurité internationales, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, par des mesures qui accroîtront la capacité des nations fidèles aux buts et aux principes de la Charte de participer efficacement à des accords de défense individuelle et collective à l'appui de ces buts et principes;

Réaffirmant leur résolution de coopérer pleinement aux efforts entrepris pour doter les Nations Unies de forces armées ainsi que le prévoit la Charte et pour parvenir à un accord sur une réglementation générale et une réduction des armements moyennant des garanties adéquates contre toute violation;

Reconnaissant que la confiance accrue des peuples libres en leur propre pouvoir de résistance à l'agression favorisera les progrès du relèvement économique;

Prenant en considération la contribution que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a apportée à ces principes en promulguant la loi d'aide pour la défense mutuelle de 1949, qui prévoit la fourniture d'assistance militaire aux nations qui sont liées aux Etats-Unis par des accords de sécurité collective;

Désireux d'établir les conditions qui régiront le transfert de cette aide;

Sont convenus de ce qui suit:

¹ Entré en vigueur dès sa signature, le 27 janvier 1950, conformément à l'article VII.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 34, page 243.

Article premier

1. Compte tenu du principe selon lequel le relèvement économique est essentiel à la paix et à la sécurité internationales et doit conserver nettement un caractère prioritaire, chaque Gouvernement mettra ou continuera à mettre à la disposition de l'autre Gouvernement et d'autres gouvernements les équipements, les matériels, les services ou telle autre assistance militaire que le Gouvernement prêtant cette assistance pourrait autoriser aux termes et conditions dont il serait convenu. Toute assistance qui pourrait être autorisée par l'une ou l'autre Partie devra être octroyée en accord avec la Charte des Nations Unies et avec les obligations des Parties définies par l'article 3 du Traité de l'Atlantique Nord. Cette assistance sera conçue de manière à contribuer à la défense intégrée de la région de l'Atlantique Nord et à faciliter la mise en œuvre des plans de défense établis en vertu de l'article 9 du Traité de l'Atlantique Nord ou de manière à cadrer avec ces plans approuvés par chaque Gouvernement. L'aide qui pourra être donnée par les États-Unis d'Amérique en application du présent Accord sera fournie conformément aux dispositions de la loi d'aide pour la défense mutuelle de 1949, des lois la complétant et la modifiant et des lois portant ouverture de crédits au titre de cette loi, et elle sera soumise à tous les termes, à toutes les conditions et à toutes les clauses d'expiration de ces lois. Les deux Gouvernements négocieront, lorsqu'ils le jugeront utile, les arrangements de détail nécessaires pour l'application des dispositions du présent paragraphe.

2. Chaque Gouvernement s'engage à faire un usage effectif de l'aide reçue en application du paragraphe 1 du présent article:

- a) en vue de développer la défense intégrée de la région de l'Atlantique Nord et de faciliter la mise en œuvre des plans de défense prévus par l'article 9 du Traité de l'Atlantique Nord, et
- b) conformément aux plans de défense arrêtés par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, recommandés par le Comité de défense et par le Conseil du Traité de l'Atlantique Nord et approuvés par les deux Gouvernements.

3. Aucun Gouvernement n'utilisera, sans le consentement préalable de l'autre, l'assistance qui lui aura été fournie par ce Gouvernement à des buts autres que ceux pour lesquels elle aura été fournie.

4. Dans l'intérêt de la sécurité commune des deux Gouvernements, chaque Gouvernement s'engage à ne transférer à aucune personne qui n'est pas fonctionnaire ou agent dudit Gouvernement, ni à aucun Etat tiers, la propriété ou la possession de tous équipements, matériels ou services reçus à titre gratuit conformément au paragraphe 1, sans le consentement préalable de l'autre Gouvernement.

Article II

Conformément au principe de l'aide mutuelle, le Gouvernement du Danemark convient de faciliter la production et le transfert au Gouvernement des Etats-Unis, pendant la durée, pour les quantités et aux termes et conditions dont il serait convenu, des matières premières et produits semi-ouvrés dont les Etats-Unis auraient besoin par suite de l'insuffisance effective ou éventuelle de leurs propres ressources et qui pourraient être disponibles au Danemark ou dans les territoires dépendants placés sous son administration. Les arrangements pour ces transferts prendront en due considération les besoins normaux de la consommation intérieure et du commerce d'exportation du Danemark.

Article III

1. Chaque Gouvernement prendra, dans la mesure compatible avec la sécurité, les dispositions propres à tenir le public informé du fonctionnement du présent Accord.

2. Chaque Gouvernement prendra les mesures de sécurité dont les deux Gouvernements conviendront dans chaque cas, afin d'éviter de découvrir ou de compromettre le secret du matériel, des services et des renseignements militaires fournis par l'autre Gouvernement conformément au présent Accord.

Article IV

A la demande de l'un d'eux, les deux Gouvernements négocieront des arrangements appropriés précisant leurs responsabilités respectives pour le règlement des redevances et réclamations en matière de brevets ou toute autre matière similaire, résultant de l'utilisation d'inventions, de procédés, de renseignements techniques ou d'autres formes de propriété protégées par la loi, à l'occasion de la fourniture d'équipements, de matériels ou de services, soit conformément au présent Accord, soit dans l'intérêt de la production à laquelle s'obligeraient par accord les deux Gouvernements en application des engagements qu'ils ont souscrits dans le Traité de l'Atlantique Nord en vue de développer leurs propres moyens et de se porter mutuellement assistance. Au cours de ces négociations sera considérée la possibilité d'inclure dans ces arrangements un engagement aux termes duquel chaque Gouvernement assumerait la responsabilité du règlement de toutes les demandes de ses nationaux et de toutes celles, du domaine de sa juridiction, que feraient valoir les nationaux de tout Etat non partie au présent Accord.

Article V

1. Le Gouvernement du Danemark s'engage à mettre à la disposition de l'Ambassade des Etats-Unis à Copenhague, des couronnes danoises destinées à couvrir ses dépenses administratives au Danemark résultant de l'exécution du présent Accord. Les deux Gouvernements engageront immédiatement des con-

versations en vue de fixer le montant de ces couronnes et de préciser les arrangements selon lesquels elles seront fournies.

2. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, le Gouvernement du Danemark accordera la franchise douanière et l'exonération des taxes à l'importation et à l'exportation aux produits, biens, matériels et équipements importés dans son territoire en application du présent Accord ou d'un accord semblable entre les Etats-Unis d'Amérique et un autre pays bénéficiant de l'aide militaire.

Article VI

1. Les deux Gouvernements se consulteront à la requête de l'un d'eux, sur toute question relative au champ d'application du présent Accord, à son exécution ou aux arrangements qu'ils pourraient conclure comme suite au présent Accord.

2. Chaque Gouvernement accepte de recevoir le personnel envoyé par l'autre Gouvernement pour s'acquitter, sur son territoire, des obligations qui incombent à l'autre Gouvernement aux termes du présent Accord; des facilités seront accordées à ce personnel pour observer le progrès de l'assistance fournie conformément au présent Accord. Dans leurs relations avec le Gouvernement du pays où ils sont envoyés, les membres de ce personnel, nationaux de l'autre pays, y compris le personnel affecté temporairement, exerceront leurs fonctions dans le cadre de l'Ambassade, sous la direction et le contrôle du chef de la mission diplomatique de leur pays.

Article VII

1. Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature. Il viendra à expiration un an après que l'une des Parties aura reçu notification de l'intention de l'autre Partie d'y mettre fin.

2. Les deux Gouvernements pourront à tout moment convenir de modifier le présent Accord. Ils s'entendront pour lui apporter telles modifications que rendraient nécessaires les accords qui seraient conclus en application de l'article 9 du Traité de l'Atlantique Nord.

3. Les annexes du présent Accord seront considérées comme en faisant intégralement partie.

4. Le présent Accord sera enregistré auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT le vingt-sept janvier 1950 à Washington, en deux exemplaires, en danois et en anglais, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement Royal du Danemark:
(Signé) Henrik KAUFFMANN

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique:
(Signé) Dean ACHESON

ANNEXE A

En exécution du paragraphe 1 de l'article V de l'Accord entre le Danemark et les Etats-Unis d'Amérique relatif à l'aide pour la défense mutuelle, le Gouvernement du Danemark déposera, lorsqu'il en sera prié, à un compte désigné par l'Ambassade des Etats-Unis à Copenhague, des couronnes danoises dont le total ne dépassera pas 1.897.500 couronnes, pour l'usage de cette Ambassade, au nom du Gouvernement des Etats-Unis, en vue du règlement des dépenses administratives au Danemark résultant de l'exécution de cet Accord pour la période se terminant le 30 juin 1950.

ANNEXE B

En reconnaissance du fait que, dans leurs relations avec le Gouvernement du pays où ils sont affectés, les membres du personnel, nationaux de l'autre pays, y compris le personnel affecté temporairement, exerceront leurs fonctions dans le cadre de l'Ambassade sous la direction et le contrôle du Chef de la mission diplomatique de leur pays, il est entendu, en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article VI de l'Accord relatif à l'aide pour la défense mutuelle, que le statut de ce personnel, considéré comme faisant partie de la mission diplomatique de l'autre Gouvernement, sera le même que le statut du personnel de rang correspondant de cette mission diplomatique ayant la nationalité de cet autre pays.

Les membres du personnel seront répartis en trois catégories par le Gouvernement qui aura décidé de leur affectation:

a) Sur notification appropriée de l'autre Gouvernement, le statut diplomatique complet sera accordé à l'officier du rang le plus élevé et aux trois officiers commandant les bureaux de l'armée, de la marine et de l'armée de l'air, ainsi qu'à leur adjoint respectif direct.

b) La seconde catégorie de personnel jouira des privilèges et immunités accordés par la coutume internationale et reconnus par chaque Gouvernement à certaines catégories de personnel de l'Ambassade de l'autre pays, tels que l'immunité de juridiction civile et criminelle, l'immunité de perquisition et de saisie de documents officiels, le droit de libre sortie, l'exemption de droits de douanes ou de taxes similaires ou des restrictions relatives aux biens personnels importés par ces

fonctionnaires pour leur propre usage sous réserve des règlements existant en matière de contrôle des changes, et l'exemption des taxes intérieures sur les traitements et salaires de ce personnel. En ce qui concerne cette catégorie de personnel, chaque Gouvernement peut renoncer aux privilèges et faveurs résultant du statut diplomatique, tels que plaques d'automobiles spéciales, inscription sur la liste diplomatique et autres courtoisies.

c) La troisième catégorie de personnel bénéficiera du même statut que le personnel administratif subalterne de la mission diplomatique.

Il est entendu entre les deux Gouvernements que le nombre de personnes figurant dans les trois catégories ci-dessus sera maintenu aussi bas que possible.

Le statut précisé ci-dessus sera remplacé par le statut général des fonctionnaires et agents des pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord, lorsqu'un tel statut aura été négocié par ces pays.

ANNEXE C

Lors de la négociation et de la conclusion du présent Accord, il a été entendu que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique accorderait à l'autre Partie contractante le bénéfice de toute clause figurant dans un accord analogue conclu par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique avec l'un quelconque des autres Etats signataires du Traité de l'Atlantique Nord. En conséquence, il est entendu que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'élèvera pas d'objection à ce que le présent Accord soit modifié pour le rendre conforme, en tout ou en partie, à tout autre accord analogue conclu avec un Etat signataire du Traité de l'Atlantique Nord, ou à tous autres accords amendant ou complétant un tel accord.

No. 741

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
and
BULGARIA**

**Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance.
Signed at Moscow, on 18 March 1948**

Official texts: Russian and Bulgarian.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics on 15 March 1950.

**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
et
BULGARIE**

**Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé
à Moscou, le 18 mars 1948**

Textes officiels russe et bulgare.

Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 15 mars 1950.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

№ 741. ДОГОВОР О ДРУЖБЕ, СОТРУДНИЧЕСТВЕ И ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И НАРОДНОЙ РЕСПУБЛИКОЙ БОЛГАРИИ

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик и Президиум Великого Народного Собрания Народной Республики Болгарии

в целях дальнейшего развития и укрепления дружественных отношений между СССР и Болгарией,

уверенные в том, что укрепление дружбы между Советским Союзом и Болгарией отвечает жизненным интересам народов обоих государств и будет наилучшим образом содействовать их экономическому развитию,

исполненные желания сотрудничать между собой в интересах всеобщего мира и безопасности в соответствии с целями и принципами Организации Объединенных Наций,

решили с этой целью заключить настоящий Договор и назначили в качестве своих Уполномоченных:

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик — Вячеслава Михайловича МОЛОТОВА, Заместителя Председателя Совета Министров и Министра Иностранных Дел Союза ССР;

Президиум Великого Народного Собрания Народной Республики Болгарии — Георгия ДИМИТРОВА, Председателя Совета Министров Народной Республики Болгарии,

которые после обмена своими полномочиями, найденными в должной форме и в полном порядке, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются предпринять совместно все зависящие от них меры к устранению любой угрозы возобновления агрессии со стороны Германии или какого-либо другого государства, которое объединилось бы с Германией непосредственно или в какой-либо иной форме.

BULGARIAN TEXT — TEXTE BULGARE

**№ 741. ДОГОВОР ЗА ПРИЯТЕЛСТВО, СЪТРУДНИЧЕСТВО И
ВЗАИМОПОМОЩ МЕЖДУ СЪЮЗА НА СЪВЕТСКИТЕ
СОЦИАЛИСТИЧЕСКИ РЕПУБЛИКИ И НАРОДНАТА РЕ-
ПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ**

Президиумът на Върховния Съвет на Съюза на Советските Социалистически Републики и Президиумът на Великото Народно Събрание на Народната Република България

с цел да развият и укрепят по-нататък приятелските отношения между СССР и България,

уверени, че укрепването на приятелството между Советския Съюз и България отговаря на жизнените интереси на народите на двете държави и че то най-добре ще съдействува за технико економическо развитие,

изпълнени с желание да сътрудничат помежду си в интереса на общия мир и безопасност съобразно с целите и принципите на Организацията на Обединените Народи,

решиха за тази цел да сключат настоящия Договор и назначиха за свои Пълномощници:

Президиумът на Върховния Съвет на Съюза на Советските Социалистически Републики — Вячеслав Михайлович МОЛОТОВ, Заместник Председател на Министерския Съвет и Министър на Външните Работи на СССР;

Президиумът на Великото Народно Събрание на Народната Република България — Георги ДИМИТРОВ, Министър Председател на Народната Република България,

които, след като размениха своите пълномощия и намериха че са напълно редовни и съставени в надлежната форма, се съгласиха върху следното:

Член 1

Високите договарящи се страни се задължават да взимат съвместно всички зависящи от тях мерки за отстраняване на всяка заплаха от възобновяване на агресията от страна на Германия или на която и да е друга държава, която би се обединила с Германия непосредствено или в каквато и да е друга форма.

Высокие Договаривающиеся Стороны заявляют о своем намерении участвовать в духе самого искреннего сотрудничества во всех международных действиях, имеющих целью обеспечение мира и безопасности, и будут полностью вносить свой вклад в дело осуществления этих высоких задач.

Статья 2

В случае, если одна из Высоких Договаривающихся Сторон будет вовлечена в военные действия с Германией, которая попыталась бы возобновить свою агрессивную политику, или с любым другим государством, которое непосредственно или в какой-либо иной форме объединилось бы с Германией в политике агрессии, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона немедленно окажет вовлеченной в военные действия Договаривающейся Стороне военную и всякую иную помощь всеми имеющимися в ее распоряжении средствами.

Осуществление настоящего Договора будет находиться в соответствии с принципами Устава Организации Объединенных Наций.

Статья 3

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется не заключать какого-либо союза и не принимать участия в какой-либо коалиции, а также в действиях или мероприятиях, направленных против другой Высокой Договаривающейся Стороны.

Статья 4

Высокие Договаривающиеся Стороны будут консультироваться друг с другом по всем важным международным вопросам, затрагивающим интересы обеих стран.

Статья 5

Высокие Договаривающиеся Стороны заявляют, что они будут развивать и укреплять экономические и культурные связи между обоими государствами в духе дружбы и сотрудничества, следуя принципам взаимного уважения к их независимости и суверенитету и невмешательства во внутренние дела другого государства.

Статья 6

Настоящий Договор будет действителен в течение двадцати лет со дня его подписания. Если ни одна из Высоких Договаривающихся Сторон в конце этого двадцатилетнего периода не сделает за один год до истечения срока действия Договора заявления о своем желании отказаться от Договора, он

Високите договарящи се страни заявяват за своето намерение да участвуват в духа на най-искренно сътрудничество в всички международни действия, целящи обезпечението на мира и безопасността, и ще дадат напълно своя принос за осъществяването на тези високи задачи.

Член 2

В случай че една от Високите договарящи се страни бъде въввлечена в военни действия с Германия, която би се опитала да възобнови своята агресивна политика, или с коя да е друга държава, която непосредствено или в каквато и да е друга форма би се обединила с Германия в политиката на агресия, то другата Висока договоряща се страна ще окаже незабавно на въввлечената в военни действия договоряща се страна военна и всяка друга помощ с всички средства, с които тя разполага.

Настоящият Договор ще се осъществи съобразно с принципите на устава на Организацията на Обединените Народи.

Член 3

Всяка от Високите договарящи се страни се задължава да не сключва какъвто и да е съюз и да не взема участие в каквато и да е коалиция, а също в действия или мероприятия, насочени срещу другата Високо договоряща се страна.

Член 4

Високите договарящи се страни ще се консултират помежду си по всички важни международни въпроси, които засягат интересите на двете страни.

Член 5

Високите договарящи се страни заявяват, че те ще развият и укрепват економическите и културни връзки между двете държави в духа на приятелството и сътрудничеството, като се придържат към принципите на взаимно уважаване на тяхната независимост и суверенитет и на ненамесване в вътрешните работи на другата държава.

Член 6

Настоящият Договор ще бъде в сила в течение на двадесет години от подписването му. Ако в края на този двадесет годишен период нито една от Високите договарящи се страни не заяви една година преди изтичането на срока за действие на Договора за своето желание да се откаже от Договора,

будет оставаться в силе на следующие пять лет, и так каждый раз, до тех пор, пока одна из Высоких Договаривающихся Сторон не сделает за один год до окончания текущего пятилетия письменного предупреждения о своем намерении прекратить действие Договора.

Настоящий Договор вступает в силу немедленно после его подписания и подлежит ратификации в возможно короткий срок. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в Софии в ближайшее время.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

СОСТАВЛЕН в Москве, «18» марта 1948 года, в двух экземплярах, каждый на русском и болгарском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

По уполномочию Президиума Верховного Совета СССР
В. МОЛОТОВ
(печать)

По Уполномочию Президиума Великого Народного Собрания Народной Республики Болгарии
Г. ДИМИТРОВ
(печать)

той ще остане в сила през следващите пет години и така всеки път до тогава, докато една от Високите договарящи се страни една година преди изтичането на текущото петилетие не предупреди писмено за своето намерение да прекрати действието на Договора.

Настоящият Договор влиза в сила незабавно след подписването му и подлежи на ратификация в възможно най-кратък срок.

Размяната на ратификационните грамоти ще се извърши в София в най-близко време.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ НА КОЕТО Пълномощниците подписаха настоящия Договор и го скрепиха с своите печати.

СЪСТАВЕН в Москва на «18» март 1948 година в два екземпляра, всеки от тях на руски и български езици, като двата текста имат еднаква сила.

По Пълномощие от Президиума на
Върховния Съвет на СССР
В. МОЛОТОВ

По Пълномощие от Президиума на
Великото Народно Събрание на
Народната Република България
Г. ДИМИТРОВ

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 741. TREATY¹ OF FRIENDSHIP, CO-OPERATION AND MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS AND THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA. SIGNED AT MOSCOW, ON 18 MARCH 1948

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics and the Presidium of the National Assembly of the People's Republic of Bulgaria,

With a view to the further development and strengthening of friendly relations between the USSR and Bulgaria,

Being persuaded that the strengthening of the friendship between the Soviet Union and Bulgaria is in accordance with the vital interests of the peoples of both States and will best serve to promote their economic development,

Being anxious to co-operate with one another in the interests of universal peace and security in conformity with the purposes and principles of the United Nations,

Have resolved for this purpose to conclude the present Treaty and have appointed as their plenipotentiaries:

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics: Vyacheslav Mihailovich MOLOTOV, Vice-President of the Council of Ministers and Minister of Foreign Affairs of the USSR;

The Presidium of the National Assembly of the People's Republic of Bulgaria: Georgi DIMITROV, President of the Council of Ministers of the People's Republic of Bulgaria,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1

The High Contracting Parties agree to take all joint action in their power to obviate any threat of renewed aggression by Germany or any other Power which might be associated with Germany either directly or in any other way.

¹ Came into force on 18 March 1948, as from the date of signature, in accordance with article 6. The instruments of ratification were exchanged at Sofia, on 22 April 1948.

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 741. TRAITE¹ D'AMITIE, DE COOPERATION ET D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE. SIGNE A MOSCOU, LE 18 MARS 1948

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Présidium de la Grande Assemblée nationale de la République populaire de Bulgarie,

Désireux de développer et de fortifier encore les relations amicales entre l'URSS et la Bulgarie,

Persuadés que l'affermissement de l'amitié entre l'Union soviétique et la Bulgarie répond aux intérêts vitaux des peuples des deux Etats et contribuera le mieux qu'il est possible à leur développement économique,

Animés du désir de collaborer entre eux dans l'intérêt de la paix et de la sécurité universelles, conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies,

Ont décidé de conclure à cet effet le présent Traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques: Viatcheslav Mikhaïlovitch MOLOTOV, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

Le Présidium de la Grande Assemblée nationale de la République populaire de Bulgarie: Georgi DIMITROV, Président du Conseil des ministres de la République populaire de Bulgarie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre en commun toutes les mesures en leur pouvoir pour écarter toute menace d'une nouvelle agression de la part de l'Allemagne ou de la part de tout autre Etat qui s'unirait à l'Allemagne, directement ou de toute autre manière.

¹ Entré en vigueur dès sa signature le 18 mars 1948, conformément à l'article 6, les instruments de ratification ont été échangés à Sofia, le 22 avril 1948.

The High Contracting Parties declare that they intend to participate, in the sincerest fashion, in all international action for ensuring peace and security and will fully contribute to the realization of these lofty aims.

Article 2

Should either of the High Contracting Parties be involved in hostilities with a Germany which might seek to renew its policy of aggression or with any other State which might be associated with Germany in a policy of aggression either directly or in any other way, the other High Contracting Party shall immediately extend to the Contracting Party involved in hostilities military and other assistance with all the means at its disposal.

The present Treaty will be implemented in conformity with the principles of the United Nations Charter.

Article 3

The High Contracting Parties respectively agree not to enter into any alliance or take part in any coalition or in any action or measures directed against the other High Contracting Party.

Article 4

The High Contracting Parties will consult together on all important international questions involving the interests of both countries.

Article 5

The High Contracting Parties declare that they will develop and strengthen the economic and cultural ties between the two States in a spirit of friendship and co-operation, in accordance with the principles of mutual respect for their independence and sovereignty and of non-interference in the internal affairs of the other State.

Article 6

The present Treaty will remain in force for twenty years from the date of signature. If neither of the High Contracting Parties gives notice one year before the expiration of the said twenty-year period that it wishes to denounce the Treaty, it will remain in force for a further five years until such time as either High Contracting Party gives notice in writing one year before the expiration of the current five-year period of its intention to terminate the Treaty.

Les Hautes Parties contractantes proclament leur intention de prendre part, dans l'esprit de la plus sincère collaboration, à toutes les actions internationales tendant à assurer la paix et la sécurité, et elles apporteront leur pleine contribution à la réalisation de ces nobles tâches.

Article 2

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes se trouverait entraînée dans des opérations militaires dirigées contre l'Allemagne, qui aurait tenté de reprendre sa politique d'agression, ou contre quelque autre Etat qui, directement ou de toute autre manière, se serait uni à l'Allemagne dans une politique d'agression, l'autre Haute Partie contractante prêtera immédiatement à la Partie contractante ainsi impliquée dans des hostilités, son aide militaire et autre, par tous les moyens en son pouvoir.

L'application du présent Traité sera conforme aux principes de la Charte des Nations Unies.

Article 3

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne conclure aucune alliance et à ne participer à aucune coalition, action ou mesure qui seraient dirigées contre l'autre Haute Partie contractante.

Article 4

Les Hautes Parties contractantes se consulteront mutuellement sur toutes les questions internationales importantes touchant les intérêts des deux pays.

Article 5

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles développeront et resserreront les liens économiques et culturels entre les deux Etats dans un esprit d'amitié et de coopération, conformément aux principes du respect mutuel de leur indépendance et de leur souveraineté ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Etat.

Article 6

Le présent Traité restera en vigueur pendant vingt ans à partir de sa signature. Si un an avant l'expiration de cette période de vingt ans, aucune des Hautes Parties contractantes n'a déclaré son intention de dénoncer le Traité, il restera en vigueur pendant les cinq années suivantes, et ainsi de suite, tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas fait connaître par écrit à l'autre Partie, un an avant l'expiration de la période de cinq ans en cours, son intention d'y mettre fin.

The present Treaty shall come into force immediately upon signature and shall be subject to ratification in the shortest possible time. The instruments of ratification will be exchanged at Sofia at an early date.

IN FAITH WHEREOF the plenipotentiaries have signed the present Treaty and attached their seals thereto.

DONE at Moscow on 18 March 1948, in two copies, each in the Russian and Bulgarian languages, both texts being equally authentic.

By authorization of the Presidium of the
Supreme Soviet of the USSR:

(Signed) V. MOLOTOV
[SEAL]

By authorization of the Presidium of the
National Assembly of the People's
Republic of Bulgaria:

(Signed) G. DIMITROV
[SEAL]

Le présent Traité entrera en vigueur immédiatement après sa signature et il devra être ratifié dans le plus bref délai. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Sofia aussitôt que faire se pourra.

EN FOI DE QUOI le plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Moscou, le 18 mars 1948, en double exemplaire, en langues russe et bulgare, les deux textes faisant également foi.

Pour le Présidium du Conseil suprême
de l'URSS:

(Signé) V. MOLOTOV
[SCEAU]

Pour le Présidium de la Grande
Assemblée nationale de la
République populaire de Bulgarie:
(Signé) G. DIMITROV
[SCEAU]

No. 742

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
and
FINLAND**

**Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance.
Signed at Moscow, on 6 April 1948**

Official texts: Russian and Finnish.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics on 15 March 1950.

**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
et
FINLANDE**

**Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé
à Moscou, le 6 avril 1948**

Textes officiels russe et finnois.

Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 15 mars 1950.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

№ 742. ДОГОВОР О ДРУЖБЕ, СОТРУДНИЧЕСТВЕ И ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик и Президент Финляндской Республики,

в целях дальнейшего развития дружественных отношений между СССР и Финляндией,

убежденные в том, что укрепление добрососедских отношений и сотрудничества между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой отвечает жизненным интересам обеих стран,

принимая во внимание стремление Финляндии оставаться в стороне от противоречий между интересами великих держав и

выражая неуклонное стремление к сотрудничеству в интересах поддержания международного мира и безопасности соответственно целям и принципам Организации Объединенных Наций,

решили заключить в этих целях настоящий Договор и назначить в качестве своих Уполномоченных:

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик — Вячеслава Михайловича МОЛОТОВА, Заместителя Председателя Совета Министров и Министра Иностранных Дел Союза ССР;

Президент Финляндской Республики — Мауно ПЕККАЛА, Премьер-Министра Финляндской Республики,

которые после обмена своими полномочиями, найденными в должной форме и в полном порядке, согласились о нижеследующем:

Статья 1

В случае, если Финляндия или Советский Союз, через территорию Финляндии, станут объектом военной агрессии со стороны Германии или любого союзного с ней государства, Финляндия, верная своему долгу самостоятельного государства, будет сражаться для отражения агрессии. Финляндия направит при этом все имеющиеся в ее распоряжении силы на защиту неприкосновенности своей территории на суше, на море и в воздухе, действуя

FINNISH TEXT — TEXTE FINNOIS

No. 742. SOPIMUS YSTÄVYYDESTÄ, YHTEISTOIMINNASTA JA KESKINÄISESTÄ AVUNANNOSTA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON JA SUOMEN TASAVALLAN VÄLILLÄ

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Korkeimman Neuvoston Puhemiehistö ja Suomen Tasavallan Presidentti,

pyrkien jatkuvasti kehittämään ystävällisiä suhteita SNTL:n ja Suomen välillä,

vakuuttuneina siitä, että hyvien naapuruussuhteiden ja yhteistoiminnan lujittaminen Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton ja Suomen Tasavallan välillä on molempien maiden elinetsujen mukaista,

ottaen huomioon Suomen pyrkimyksen pysyä suurvaltojen välisten eturistiriitojen ulkopuolella, sekä

ilmaisten järkkymättömän pyrkimyksensä yhteistoimintaan kansainvälisen rauhan ja turvallisuuden ylläpitämiseksi Yhdistyneet Kansakunnat-järjestön päämäärien ja periaatteiden mukaisesti,

ovat tässä tarkoituksessa päättäneet tehdä tämän sopimuksen ja määränneet valtuutetuikseen:

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Korkeimman Neuvoston Puhemiehistö: SNT-Liiton Ministerineuvoston Puheenjohtajan sijaisen ja Ulkoasiainministerin Vjatsheslav Mihailovitsh MOLOTOVIN;

Suomen Tasavallan Presidentti: Suomen Tasavallan Pääministerin Mauno PEKKALAN,

jotka, vaihdettuaan oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasta:

1 artikla

Siinä tapauksessa, että Suomi tai Neuvostoliitto Suomen alueen kautta joutuvat aseellisen hyökkäyksen kohteeksi Saksan tai muun sen kanssa liitossa olevan valtion taholta, Suomi uskollisena velvollisuuksilleen itsenäisenä valtiona tulee taistelemaan hyökkäyksen torjumiseksi. Suomi kohdistaa tällöin kaikki käytettävissään olevat voimat puolustamaan alueensa koskemattomuutta maalla, merellä ja ilmassa ja tekee sen Suomen rajojen sisäpuolella tämän sopimuksen

в пределах своих границ, в соответствии со своими обязательствами по настоящему Договору, при помощи, в случае необходимости, Советского Союза или вместе с ним.

В указанных выше случаях Советский Союз окажет Финляндии необходимую помощь, о предоставлении которой Стороны договорятся друг с другом.

Статья 2

Высокие Договаривающиеся Стороны будут консультироваться друг с другом в случае констатирования угрозы военного нападения, предусмотренного в статье 1.

Статья 3

Высокие Договаривающиеся Стороны подтверждают свое намерение самым искренним образом участвовать во всех мероприятиях, направленных на поддержание международного мира и безопасности соответственно целям и принципам Организации Объединенных Наций.

Статья 4

Высокие Договаривающиеся Стороны подтверждают содержащееся в статье 3 Мирного Договора, подписанного в Париже 10 февраля 1947 года, обязательство не заключать каких-либо союзов или участвовать в коалициях, направленных против другой Высокой Договаривающейся Стороны.

Статья 5

Высокие Договаривающиеся Стороны подтверждают свою решимость действовать в духе сотрудничества и дружбы в целях дальнейшего развития и укрепления экономических и культурных связей между Советским Союзом и Финляндией.

Статья 6

Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются следовать принципам взаимного уважения их государственного суверенитета и независимости, а также невмешательства во внутренние дела другого государства.

Статья 7

Осуществление настоящего Договора будет находиться в соответствии с принципами Организации Объединенных Наций.

määrittämien velvoitustensa mukaisesti tarpeen vaatiessa Neuvostoliiton avustamana tai yhdessä sen kanssa.

Yllämainituissa tapauksissa Neuvostoliitto antaa Suomelle tarpeen vaatimaa apua, jonka antamisesta Sopimuspuolet sopivat keskenään.

2 artikla

Korkeat Sopimuspuolet tulevat neuvottelemaan keskenään siinä tapauksessa, että 1 artiklassa tarkoitetun sotilaallisen hyökkäyksen uhka on todettu.

3 artikla

Korkeat Sopimuspuolet vakuuttavat tarkoituksenaan olevan mitä vilpittömimminkin osallistua kaikkiin toimenpiteisiin, joiden tarkoituksena on kansainvälisen rauhan ja turvallisuuden ylläpitäminen sopusoinnussa Yhdistyneet Kansakunnat-järjestön päämäärien ja periaatteiden kanssa.

4 artikla

Korkeat Sopimuspuolet vahvistavat Pariisissa 10 päivänä helmikuuta 1947 allekirjoitetun rauhansopimuksen 3 artiklaan sisältyvän sitoumuksen olla tekemättä mitään liittoja ja osallistumatta liittymiin, jotka ovat suunnatut toista Korkeata Sopimuspuolta vastaan.

5 artikla

Korkeat Sopimuspuolet vakuuttavat päättäneensä toimia yhteistyön ja ystävyyden hengessä Neuvostoliiton ja Suomen taloudellisten ja kulttuurisuhteiden jatkuvaksi kehittämiseksi ja lujittamiseksi.

6 artikla

Korkeat Sopimuspuolet sitoutuvat noudattamaan suvereenisuuden ja riippumattomuuden molemminpuolisen kunnioittamisen ja toisen valtion sisäisiin asioihin puuttumattomuuden periaatteita.

7 artikla

Tämän sopimuksen toteuttaminen tapahtuu Yhdistyneet Kansakunnat-järjestön periaatteiden mukaisesti.

Статья 8

Настоящий Договор подлежит ратификации и будет действителен в течение десяти лет со дня вступления его в силу. Договор вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами, который будет произведен в Хельсинки в возможно короткий срок.

Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон не откажется за один год до истечения указанного десятилетнего срока от Договора, таковой будет оставаться в силе на каждые следующие пять лет, пока одна из Высоких Договаривающихся Сторон не сделает за один год до окончания текущего пятилетия письменного предупреждения о своем намерении прекратить его действие.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

СОСТАВЛЕН в г. Москве, 6 апреля 1948 года, в двух экземплярах, каждый на русском и финском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

По уполномочию Президиума Верхов- ного Совета СССР	По уполномочию Президента Фин- ляндской Республики
В. МОЛОТОВ	Мауно ПЕККАЛА
(печать)	(печать)

8 artikla

Tämä sopimus on ratifioitava ja pysyy voimassa kymmenen vuotta sen voimaantulopäivästä lukien. Sopimus tulee voimaan ratifioimiskirjain vaihtamisesta, mikä tapahtuu Helsingissä mahdollisimman pian.

Ellei kumpikaan Korkea Sopimuspuoli ole sanonut sopimusta irti vuotta ennen mainitun kymmenvuotiskauden päättymistä, se pysyy voimassa viisivuotiskausittain, kunnes jompikumpi Korkea Sopimuspuoli tekee vuotta ennen kulumassa olevan viisivuotiskauden loppua kirjallisen ilmoituksen aikomuksestaan lopettaa sen voimassaolo.

TÄMÄN VAKUUDEKSI VALTUUTETUT OVAT allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

ТЕХТИН Moskovan kaupungissa 6 päivänä huhtikuuta 1948 kahtena venäjän- ja suomenkielisenä kappaleena, ja molemmat tekstit ovat yhtä todistusvoimaiset.

SNTL:N Korkeimman
Neuvoston Puhemiehistön
Valtuuttamana
V. MOLOTOV
[L.S.]

Suomen Tasavallan Presidentin
Valtuuttamana
Mauno PEKKALA
[L.S.]

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 742. TREATY¹ OF FRIENDSHIP, CO-OPERATION AND MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS AND THE REPUBLIC OF FINLAND. SIGNED AT MOSCOW, ON 6 APRIL 1948

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics and the President of the Republic of Finland,

With a view to the further development of friendly relations between the USSR and Finland,

Being convinced that the strengthening of good-neighbourly relations and co-operation between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland is in accordance with the vital interests of both countries,

Considering Finland's endeavours not to be involved in clashes between the interests of the great Powers, and

Being inflexibly resolved to co-operate in the interests of maintaining international peace and security in conformity with the purposes and principles of the United Nations,

Have decided for this purpose to conclude the present Treaty and have appointed as their plenipotentiaries:

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics: Vyacheslav Mihailovich MOLOTOV, Vice-President of the Council of Ministers and Minister of Foreign Affairs of the USSR;

The President of the Republic of Finland: Mauno PEKKALA, Prime Minister of the Republic of Finland,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1

Should either Finland, or the Soviet Union through the territory of Finland, become the object of military aggression on the part of Germany or any Power allied with Germany, Finland will carry out its duty as a sovereign State and

¹ Came into force on 31 May 1948, by the exchange of the instruments of ratification at Helsinki, in accordance with article 8.

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 742. TRAITE¹ D'AMITIE, DE COOPERATION ET D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LA REPUBLIQUE DE FINLANDE. SIGNE A MOSCOU, LE 6 AVRIL 1948

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Président de la République de Finlande,

Désireux de développer encore les relations amicales entre l'URSS et la Finlande,

Convaincus que l'affermissement des relations de bon voisinage et de la collaboration entre l'Union soviétique et la République de Finlande répond aux intérêts vitaux des deux pays,

Tenant compte de l'aspiration de la Finlande à demeurer à l'écart des contradictions qui existent entre les intérêts des grandes Puissances, et

Exprimant leur aspiration immuable vers la collaboration en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies,

Ont décidé de conclure à cet effet le présent Traité et de nommer pour leurs plénipotentiaires:

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques: Viatcheslav Mikhaïlovitch MOLOTOV, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

Le Président de la République de Finlande: Mauno PEKKALA, Premier Ministre de la République de Finlande,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Au cas où la Finlande, ou l'Union soviétique à travers le territoire de la Finlande, serait l'objet d'une agression militaire de la part de l'Allemagne ou de quelque autre Etat allié à l'Allemagne, la Finlande, fidèle à son devoir d'Etat

¹ Entré en vigueur le 31 mai 1948, par l'échange des instruments de ratification à Helsinki, conformément à l'article 8.

will fight to repel aggression. In so doing, Finland will direct all the forces at its disposal towards defending the integrity of its territory on land, sea and air, acting within the limits of its boundaries, in accordance with its obligations under the present Treaty, with the help, if necessary, of the Soviet Union or together with the Soviet Union.

In the above-mentioned cases the Soviet Union will extend to Finland any necessary assistance, this to be supplied as mutually agreed between the Parties.

Article 2

The High Contracting Parties will consult together in case there is found to be a threat of the military aggression referred to in Article 1.

Article 3

The High Contracting Parties affirm their intention to participate, in the sincerest fashion, in all action for the maintenance of international peace and security in conformity with the purposes and principles of the United Nations.

Article 4

The High Contracting Parties confirm the undertaking contained in article 3 of the Treaty of Peace signed at Paris on 10 February 1947¹ not to enter into any alliance or take part in any coalition directed against the other High Contracting Party.

Article 5

The High Contracting Parties affirm their resolve to act in a spirit of co-operation and friendship for the further development and strengthening of the economic and cultural ties between the Soviet Union and Finland.

Article 6

The High Contracting Parties agree to act in accordance with the principles of mutual respect for their national sovereignty and independence and of non-interference in the internal affairs of the other State.

Article 7

The present Treaty will be implemented in conformity with the principles of the United Nations.

¹ See page 203 of this volume.

indépendant, combattra pour repousser l'agression. Dans ce cas, la Finlande emploiera toutes les forces à sa disposition pour défendre l'intégrité de son territoire sur terre, sur mer et dans les airs, en opérant à l'intérieur de ses frontières, conformément aux engagements découlant du présent Traité, avec l'aide, en cas de besoin, de l'Union soviétique, ou de concert avec elle.

Dans les cas précités, l'Union soviétique prêtera à la Finlande l'assistance nécessaire, dont la fourniture fera l'objet d'une entente entre les Parties.

Article 2

Les Hautes Parties contractantes se consulteront mutuellement au cas où serait constatée une menace d'attaque militaire, comme il est dit à l'article premier.

Article 3

Les Hautes Parties contractantes confirment leur intention de prendre part, de la manière la plus sincère, à toutes les mesures tendant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies.

Article 4

Les Hautes Parties contractantes confirment l'engagement qui figure à l'article 3 du Traité de paix signé à Paris le 10 février 1947¹, de ne conclure aucune alliance et de ne participer à aucune coalition qui seraient dirigées contre l'autre Haute Partie contractante.

Article 5

Les Hautes Parties contractantes confirment leur résolution d'agir dans un esprit de coopération et d'amitié en vue de développer et de resserrer encore les liens économiques et culturels entre l'Union soviétique et la Finlande.

Article 6

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à observer les principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'indépendance de leurs Etats, ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Etat.

Article 7

L'application du présent Traité sera conforme aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

¹ Voir page 203 de ce volume.

Article 8

The present Treaty will be subject to ratification and will remain in force for ten years from the date of its coming into force. The Treaty will come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification, which will take place at Helsinki as soon as possible.

If neither of the High Contracting Parties gives notice one year before the expiration of the said ten-year period that it wishes to denounce the Treaty, it will remain in force for a further five years, until such time as either High Contracting Party gives notice in writing one year before the expiration of the current five-year period of its intention to terminate the Treaty.

IN FAITH WHEREOF the plenipotentiaries have signed the present Treaty and attached their seals thereto.

DONE at Moscow on 6 April 1948, in two copies, each in the Russian and Finnish languages, both texts being equally authentic.

By authorization of the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR:

(Signed) V. MOLOTOV

[SEAL]

By authorization of the President of the Republic of Finland:

(Signed) MAUNO PEKKALA

[SEAL]

Article 8

Le présent Traité devra être ratifié et il restera valable pendant dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Le Traité entrera en vigueur du jour de l'échange des instruments de ratification, lequel aura lieu à Helsinki aussitôt que faire se pourra.

Si l'une des Hautes Parties contractantes ne dénonce pas le Traité un an avant l'expiration de ladite période de dix ans, il restera en vigueur pendant les cinq années suivantes, et ainsi de suite, tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas fait connaître par écrit à l'autre Partie, un an avant l'expiration de la période de cinq ans en cours, son intention d'y mettre fin.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Moscou, le 6 avril 1948, en double exemplaire, en langues russe et finnoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Présidium du Conseil suprême de l'URSS:	Pour le Président de la République de Finlande:
(Signé) V. MOLOTOV	(Signé) MAUNO PEKKALA
[SCEAU]	[SCEAU]

No. 743

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
and
HUNGARY**

**Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance.
Signed at Moscow, on 18 February 1948**

Official texts: Russian and Hungarian.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics on 15 March 1950.

**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
et
HONGRIE**

**Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé
à Moscou, le 18 février 1948**

Textes officiels russe et hongrois.

Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 15 mars 1950.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

№ 743. ДОГОВОР О ДРУЖБЕ, СОТРУДНИЧЕСТВЕ И ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ВЕНГЕРСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик и Президент Венгерской Республики,

в целях дальнейшего развития дружественных отношений между СССР и Венгрией,

убежденные в том, что укрепление добрососедских отношений, сотрудничества и дружбы между народами Советского Союза и Венгрии отвечает их жизненным интересам и будет наилучшим образом способствовать экономическому развитию обоих государств,

выражая неуклонное стремление к сотрудничеству в интересах укрепления всеобщего мира и безопасности соответственно целям и принципам Организации Объединенных Наций,

решили заключить в этих целях настоящий Договор и назначить в качестве своих Уполномоченных:

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик — Вячеслава Михайловича МОЛОТОВА, Заместителя Председателя Совета Министров и Министра Иностранных Дел Союза ССР;

Президент Венгерской Республики — ДИНЬЕШ Лайош, Председателя Совета Министров Венгерской Республики,

которые после обмена своими полномочиями, найденными в должной форме и в полном порядке, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются предпринимать совместно все имеющиеся в их распоряжении меры в целях устранения любой угрозы повторения агрессии со стороны Германии или какого-либо другого государства, которое объединилось бы с Германией непосредственно или в какой-либо иной форме.

Высокие Договаривающиеся Стороны подтверждают свое намерение самым искренним образом участвовать во всех международных действиях, направленных на обеспечение мира и безопасности народов, и будут полностью вносить свою долю в дело осуществления этих высоких задач.

HUNGARIAN TEXT — TEXTE HONGROIS

**No. 743. BARÁTSÁGI, EGYÜTTMŰKÖDÉSI ÉS KÖLCSÖNÖS
SEGÉLYNYUJTÁSI SZERZŐDÉS A SZOCIALISTA SZOV-
JET KÖZTÁRSASÁGOK SZÖVETSÉGE ÉS A MAGYAR
KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT**

A Szocialista Szovjet Köztársaságok Szövetsége Legfelsőbb Tanácsának Elnöksége és a Magyar Köztársaság Elnöke,

a Szovjetunió és Magyarország közötti baráti viszony tovább fejlesztésének céljától vezérelve,

abban a meggyőződésben, hogy a Szovjetunió és Magyarország népei között a jószomszédi viszony, az együttműködés és a barátság megerősítése megfelel e népek létérdekeinek és a legalkalmasabb módon fogja előmozdítani mindkét állam gazdasági fejlődését,

kifejezésre juttatva az együttműködésre irányuló megingathatatlan törekvésüket, az általános béke és biztonság megszilárdítása érdekében, az Egyesült Nemzetek Szervezete céljainak és alapelveinek megfelelően,

elhatározták, hogy ebből a célból a jelen szerződést megkötik és hogy meghatalmazottaikként kijelölik:

a Szocialista Szovjet Köztársaságok Szövetsége Legfelsőbb Tanácsának Elnöksége: MOLOTOV Vjacseszlav Mihajlovicsot a Szocialista Szovjet Köztársaságok Szövetsége minisztertanácsának helyettes elnökét és külügyminisztert

a Magyar Köztársaság Elnöke: DINNYÉS Lajost a Magyar Köztársaság miniszterelnökét,

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kicserélése után az alábbiakban állapodtak meg:

1. Cikk

A Magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy együttesen igénybe vesznek minden rendelkezésükre álló eszközt arra, hogy kiküszöböljék bárminő, Németország, vagy bármely más vele közvetlenül, vagy akármilyen egyéb formában szövetkezett állam részéről megismétlődő támadás veszélyét.

A Magas Szerződő Felek megerősítik abbeli szándékukat, hogy legőszintebben résztvesznek a népek békéjének és biztonságának fenntartására irányuló minden nemzetközi akcióban és teljes mértékben közreműködnek e magasztos feladatok teljesítésében.

Статья 2

В случае, если одна из Высоких Договаривающихся Сторон будет вовлечена в военные действия с Германией или с каким-либо государством, участвовавшим совместно с Германией в актах агрессии в Европе, которые попытались бы возобновить свою агрессивную политику, или с любым другим государством, которое непосредственно или в какой-либо иной форме объединилось бы с Германией в политике агрессии, другая Высокая Договаривающаяся Сторона немедленно окажет вовлеченной в военные действия Договаривающейся Стороне военную и другую помощь всеми средствами находящимися в ее распоряжении.

Осуществление настоящего Договора будет находиться в соответствии с принципами Устава Организации Объединенных Наций.

Статья 3

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется не заключать какого-либо союза и не принимать участия в какой-либо коалиции, а также в действиях или мероприятиях, направленных против другой Высокой Договаривающейся Стороны.

Статья 4

Высокие Договаривающиеся Стороны будут консультироваться друг с другом по всем важным международным вопросам, затрагивающим интересы обеих стран.

Статья 5

Высокие Договаривающиеся Стороны подтверждают свою решимость действовать в духе сотрудничества и дружбы в целях дальнейшего развития и укрепления экономических и культурных связей между СССР и Венгрией; они будут следовать принципам взаимного уважения их независимости, государственного суверенитета и невмешательства во внутренние дела другого государства.

Статья 6

Настоящий Договор будет действителен в течение двадцати лет со дня вступления его в силу. Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон не сделает за один год до истечения указанного срока заявления о своем желании отказаться от Договора, он будет оставаться в силе на следующие пять лет, и так каждый раз, до тех пор, пока одна из Высоких Договаривающихся Сторон не сделает за один год до окончания текущего пятилетия письменного предупреждения о своем намерении прекратить его действие.

2. Cikk

Abban az esetben, ha a Magas Szerződő Felek egyike háboruba sodrodnék a támadó politikájuk felújítását megkísérlő Németországgal, vagy olyan állammal, mely Németországgal együttesen Európában támadó cselekményekben vett részt, vagy bármely más állammal, amely közvetlenül, vagy bárminő más formában támadó politika céljára Németországgal szövetkeznek, a másik Magas Szerződő Fél minden rendelkezésére álló eszközzel haladéktalanul katonai és egyéb segítséget nyújt a háboruba sodort Szerződő Félnek.

Jelen szerződés megvalósítása összhangban lesz az Egyesült Nemzetek Szervezete alapokmányának elveivel.

3. Cikk

A Magas Szerződő Felek mindegyike kötelezi magát, hogy nem köt semmiféle szövetséget és nem vesz részt semmiféle szövetségben, valamint olyan akciókban vagy intézkedésekben, melyek a másik Magas Szerződő Fél ellen irányulnak.

4. Cikk

A Magas Szerződő Felek tanácskozni fognak egymással minden fontos, mindkét ország érdekeit érintő nemzetközi kérdésben.

5. Cikk

A Magas Szerződő Felek megerősítik elhatározásukat, amely szerint a barátság és az együttműködés szellemében fognak eljárni a Szovjetunió és Magyarország közötti gazdasági és kulturális kapcsolatok további fejlesztése és megszilárdítása érdekében; kölcsönösen tiszteletben tartván függetlenségüknek, állami szuverénitásuknak és a másik állam belső ügyeibe való benemavatkozásnak az elvét.

6. Cikk

Ez a szerződés életbelépésének napjától számított husz évig marad érvényben. Ha a Magas Szerződő Felek valamelyike ezen időszak lejárta előtt egy évvel nem nyilvánítja ki a szerződés felmondására irányuló kívánságát, az érvényben marad a következő öt évre és ezután is mindaddig, míg a Magas Szerződő Felek egyike egy évvel a folyó ötéves időszak letelte előtt írásban előre nem közli, hogy a szerződést meg akarja szüntetni.

Настоящий Договор подлежит ратификации в возможно короткий срок и вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами, который будет произведен в Будапеште в ближайшее время.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

СОСТАВЛЕН в г. Москве, «18» февраля 1948 года, в двух экземплярах, каждый на русском и венгерском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

По уполномочию Президиума Верховного Совета СССР

По уполномочию Президента Венгерской Республики

В. МОЛОТОВ
(печать)

ДИНЬЕШ
(печать)

Jelen szerződést a lehető legrövidebb időn belül meg kell erősíteni és az a megerősítő okiratok Budapesten mielőbb eszközendő kicserélésének napján lép életbe.

FENTIEK HITELEÜL a meghatalmazottak a jelen szerződést aláírták és pecsétjükkel ellátták.

KELT Moszkvában 1948 évi február hó 18-ik napján két-két orosz és magyar nyelvű példányban azzal, hogy mindkét szöveg egyformán hiteles.

A Szocialista Szovjet Köztársaságok
Szövetsége Legfelsőbb Tanácsa El-
nökségének meghatalmazásából:

V. M. MOLOTOV
[L.S.]

A Magyar Köztársaság Elnökének
meghatalmazásából:

DINNYÉS
[L.S.]

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 743. TREATY¹ OF FRIENDSHIP, CO-OPERATION AND MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS AND THE REPUBLIC OF HUNGARY. SIGNED AT MOSCOW, ON 18 FEBRUARY 1948

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics and the President of the Republic of Hungary,

With a view to the further development of friendly relations between the USSR and Hungary,

Being convinced that the strengthening of good-neighbourly relations, co-operation and friendship between the peoples of the Soviet Union and Hungary is in accordance with their vital interests and will best serve to promote the economic development of both States,

Being inflexibly resolved to co-operate in the interest of strengthening universal peace and security in accordance with the purposes and principles of the United Nations,

Have decided for this purpose to conclude the present Treaty and to appoint as their plenipotentiaries:

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics: Vyacheslav Milhailovich MOLOTOV, Vice-President of the Council of Ministers and Minister of Foreign Affairs of the USSR;

The President of the Republic of Hungary: Lajos DINNYÉS, President of the Council of Ministers of the Republic of Hungary,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1

The High Contracting Parties agree to take all joint action in their power to obviate any threat of renewed aggression by Germany or any other Power which might be associated with Germany, either directly or in any other way.

¹ Came into force on 22 April 1948, by the exchange of the instruments of ratification at Budapest, in accordance with article 6.

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 743. TRAITE¹ D'AMITIE, DE COOPERATION ET D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LA REPUBLIQUE DE HONGRIE. SIGNE A MOSCOU, LE 18 FEVRIER 1948

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Président de la République de Hongrie,

Désireux de développer encore les relations amicales entre l'URSS et la Hongrie,

Convaincus que l'affermissement des relations de bon voisinage, de collaboration et d'amitié entre les peuples de l'Union soviétique et de la Hongrie répond à leurs intérêts vitaux et contribuera le mieux qu'il est possible au développement économique des deux Etats,

Exprimant leur aspiration immuable vers la collaboration en vue de la consolidation de la paix et de la sécurité universelles, conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies,

Ont décidé de conclure à cet effet le présent Traité et de nommer pour leurs plénipotentiaires:

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques: Viatcheslav Mikhaïlovitch MOLOTOV, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

Le Président de la République de Hongrie: Lajos DINNYÉS, Président du Conseil des Ministres de la République de Hongrie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre en commun toutes les mesures en leur pouvoir pour écarter toute menace d'une nouvelle agression de la part de l'Allemagne ou de la part de tout autre Etat qui s'unirait à l'Allemagne, directement ou de toute autre manière.

¹ Entré en vigueur le 22 avril 1948, par l'échange des instruments de ratification à Budapest, conformément à l'article 6.

The High Contracting Parties confirm their intention to participate, in the sincerest fashion, in all international action for ensuring the peace and security of peoples and will fully contribute to the realization of these lofty aims.

Article 2

Should either of the High Contracting Parties be involved in hostilities with Germany or with any State associated with Germany in acts of aggression in Europe which States might seek to renew their policy of aggression, or with any other State which might be associated with Germany directly or in any other way in a policy of aggression, the other High Contracting Party shall immediately extend to the Contracting Party involved in hostilities military and other assistance with all the means at its disposal.

The present Treaty will be implemented in conformity with the principles of the United Nations Charter.

Article 3

The High Contracting Parties respectively agree not to enter into alliance or take part in any coalition or in any action or measures directed against the other High Contracting Party.

Article 4

The High Contracting Parties will consult together on all important international questions involving the interests of both countries.

Article 5

The High Contracting Parties affirm their resolve to act in a spirit of co-operation and friendship for the further development and strengthening of the economic and cultural ties between the USSR and Hungary; they will act in accordance with the principles of mutual respect for their independence and national sovereignty and of non-interference in the internal affairs of the other State.

Article 6

The present Treaty will remain in force for twenty years from the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties gives notice one year before the expiration of the said twenty-year period that it wishes to denounce the Treaty, it will remain in force for a further five years, until such

Les Hautes Parties contractantes confirment leur intention de prendre part, de la manière la plus sincère, à toutes les actions internationales tendant à assurer la paix et la sécurité des peuples, et elles apporteront leur pleine contribution à la réalisation de ces nobles tâches.

Article 2

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes se trouverait entraînée dans des opérations militaires dirigées contre l'Allemagne ou contre quelque autre Etat qui aurait participé, conjointement avec l'Allemagne, à des actes d'agression en Europe, lesdits Etats tentant de reprendre leur politique d'agression, ou contre tout autre Etat qui, directement ou de toute autre manière, se serait uni à l'Allemagne dans une politique d'agression, l'autre Haute Partie contractante prêterait immédiatement à la Partie contractante ainsi entraînée dans des hostilités son aide militaire et autre, par tous les moyens en son pouvoir.

L'application du présent Traité sera conforme aux principes de la Charte des Nations Unies.

Article 3

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne conclure aucune alliance et à ne participer à aucune coalition, action ou mesure qui seraient dirigées contre l'autre Haute Partie contractante.

Article 4

Les Hautes Parties contractantes se consulteront mutuellement sur toutes les questions internationales importantes touchant les intérêts des deux pays.

Article 5

Les Hautes Parties contractantes confirment leur résolution d'agir dans un esprit de coopération et d'amitié en vue de développer et de resserrer encore les liens économiques et culturels entre l'URSS et la Hongrie; elles observeront les principes du respect mutuel de leur indépendance et de leur souveraineté ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Etat.

Article 6

Le présent Traité restera valable pendant vingt ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Si, un an avant l'expiration de cette période de vingt ans, l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas déclaré son intention de dénoncer le Traité, il restera en vigueur pendant les cinq années suivantes, et

time as either High Contracting Party gives notice in writing one year before the expiration of the current five-year period of its intention to terminate the Treaty.

The present Treaty shall be subject to ratification in the shortest possible time and shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification, which will take place at Budapest at an early date.

IN FAITH WHEREOF the plenipotentiaries have signed the present Treaty and attached their seals thereto.

DONE at Moscow on 18 February 1948, in two copies, each in the Russian and Hungarian languages, both texts being equally authentic.

By authorization of the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR:	By authorization of the President of the Republic of Hungary:
(Signed) V. MOLOTOV	(Signed) DINNYÉS
[SEAL]	[SEAL]

ainsi de suite, tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas fait connaître par écrit à l'autre Partie, un an avant l'expiration de la période de cinq ans en cours, son intention d'y mettre fin.

Le présent Traité devra être ratifié dans le plus bref délai et il entrera en vigueur du jour de l'échange des instruments de ratification, lequel aura lieu à Budapest aussitôt que faire se pourra.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Moscou, le 18 février 1948, en double exemplaire, en langues russe et hongroise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Présidium du Conseil suprême de l'URSS:

(Signé) V. MOLOTOV
[SCEAU]

Hongrie:

(Signé) DINNYÉS
[SCEAU]

No. 744

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
and
MONGOLIA**

**Treaty of friendship and mutual assistance. Signed at Moscow,
on 27 February 1946**

Official texts: Russian and Mongolian.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics on 15 March 1950.

**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
et
MONGOLIE**

**Traité d'amitié et d'assistance mutuelle. Signé à Moscou, le
27 février 1946**

Textes officiels russe et mongol.

Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 15 mars 1950.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

**№ 744. ДОГОВОР О ДРУЖБЕ И ВЗАИМОПОМОЩИ МЕЖДУ
СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК
И МОНГОЛЬСКОЙ НАРОДНОЙ РЕСПУБЛИКОЙ**

В связи с окончанием десятилетнего срока действия Протокола о взаимопомощи, заключенного между Союзом Советских Социалистических Республик и Монгольской Народной Республикой, Президиум Верховного Совета СССР и Президиум Малого Хурала Монгольской Народной Республики решили превратить и нижеприведенный Протокол от 12 марта 1936 года в Договор о дружбе и взаимопомощи со сроком действия на десять лет:

«Правительства Союза Советских Социалистических Республик и Монгольской Народной Республики, исходя из отношений неизменной дружбы, существующей между их странами со времени освобождения территории Монгольской Народной Республики в 1921 году при поддержке Красной Армии от белогвардейских отрядов, находившихся в связи с военными силами, вторгшимися на территорию Союза Советских Социалистических Республик, руководимые желанием поддержать дело мира на Дальнем Востоке и содействовать дальнейшему укреплению существующих между ними дружественных отношений, решили оформить в виде настоящего Протокола существующее между ними с 27-го ноября 1934 года джентльменское соглашение, предусматривающее взаимную поддержку всеми мерами в деле предотвращения и предупреждения угрозы военного нападения, а также оказание друг другу помощи и поддержки в случае нападения какой-нибудь третьей стороны на Союз Советских Социалистических Республик или Монгольскую Народную Республику, для каковой цели и подписать настоящий Протокол.

Статья первая

В случае угрозы нападения на территорию Союза Советских Социалистических Республик или Монгольской Народной Республики со стороны третьего государства Правительства Союза Советских Социалистических Республик и Монгольской Народной Республики обязуются немедленно обсудить совместно создавшееся положение и принять все те меры, которые могли бы понадобиться для ограждения безопасности их территории.

Статья вторая

Правительства Союза Советских Социалистических Республик и Монгольской Народной Республики обязуются в случае военного нападения на одну из Договаривающихся Сторон оказать друг другу всяческую в том числе и военную помощь.

Статья третья

Правительства Союза Советских Социалистических Республик и Монгольской Народной Республики считают само собой разумеющимся, что войска одной из Сторон, находящиеся по взаимному соглашению на территории другой Стороны, в порядке выполнения обязательств, изложенных в статье первой или второй, будут выведены с соответствующей территории незамедлительно по миновании в том надобности, подобно тому, как это имело место в 1925 году в отношении вывода советских войск с территории Монгольской Народной Республики».

Настоящий Договор вступает в силу с момента его ратификации, которая должна быть произведена в возможно короткий срок. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в Улан-Баторе.

Если ни одна из Высоких Договаривающихся Сторон не сделает за год до истечения срока действия настоящего Договора заявления о своем желании денонсировать Договор, он останется в силе на последующий десятилетний срок.

СОСТАВЛЕНО в Москве 27 февраля 1946 года, что соответствует 27 дню второй луны 36 года монгольского летоисчисления, в двух экземплярах, каждый на русском и монгольском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

По уполномочию Президиума Верховного
Совета Союза ССР
В. МОЛОТОВ
(печать)

По уполномочию Президиума Малого
Хурала Монгольской Народной
Республики
Чой БАЛСАН
(печать)

۱. این معاهده در میان دولت‌های مصر و اسرائیل منعقد گردید و در تاریخ ۲۹ مارس ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین امضاء گردید. این معاهده در ۲۴ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین به تصویب مجلس شورای عالی مصر و در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در اسرائیل به تصویب کنگره اسرائیل رسیده است. این معاهده در ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین به تصویب مجلس شورای عالی مصر و در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در اسرائیل به تصویب کنگره اسرائیل رسیده است.

تصویب شد در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین
 امضاء شد در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین
 امضاء شد در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین

A. Masri

و در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین امضاء شد
 امضاء شد در تاریخ ۲۹ آوریل ۱۹۴۹ میلادی در شهر جنین

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 744. TREATY¹ OF FRIENDSHIP AND MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS AND THE MONGOLIAN PEOPLE'S REPUBLIC. SIGNED AT MOSCOW, ON 27 FEBRUARY 1946

In view of the expiration of the ten-year period of validity of the Protocol of Mutual Assistance concluded between the Union of Soviet Socialist Republics and the Mongolian People's Republic, the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR and the Presidium of the Little Khural of the Mongolian People's Republic have resolved to convert the following Protocol of 12 March 1936 into a Treaty of Friendship and Mutual Assistance, to remain in force for a period of ten years:

“The Governments of the Union of Soviet Socialist Republics and the Mongolian People's Republic, in view of the consistently friendly relations prevailing between their countries since the territory of the Mongolian People's Republic was, with the support of the Red Army, liberated in 1921 from the White Guard detachments associated with the armed forces which had invaded the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, and guided by the desire to support the cause of peace in the Far East and to promote the further strengthening of the friendly relations existing between them, have resolved to give formal expression, in the present Protocol, to the gentlemen's agreement existing between them since 27 November 1934, under which they will support one another in every way in averting and preventing the danger of a military attack, and will also assist and support one another in the event of an attack by any third party on the Union of Soviet Socialist Republics or the Mongolian People's Republic, for which purpose they have resolved to sign the present Protocol.

Article 1

“In the event of a third State threatening to attack the territory of the Union of Soviet Socialist Republics or the Mongolian People's Republic, the Governments of the Union of Soviet Socialist Republics and the Mongolian People's Republic undertake to hold joint discussions immediately on the situation thereby created and to adopt all such measures as may be necessary to safeguard the security of their territories.

¹ Came into force on 26 April 1946, by the exchange of the instruments of ratification at Ulan-Bator, in accordance with article 3.

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 744. TRAITE¹ D'AMITIE ET D'ASSISTANCE MUTUELLE
ENTRE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE
MONGOLIE. SIGNE A MOSCOU, LE 27 FEVRIER 1946

La période décennale de validité du Protocole d'assistance mutuelle conclu entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République populaire de Mongolie étant venue à expiration, le Présidium du Conseil suprême de l'URSS et le Présidium du Petit Khoural de la République populaire de Mongolie ont décidé de transformer le Protocole du 12 mars 1936, dont le texte suit, en un Traité d'amitié et d'assistance mutuelle ayant une période de validité de dix ans:

“Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie, se fondant sur les relations d'amitié inaltérable qui unissent leurs deux pays depuis la libération en 1921, avec l'appui de l'Armée rouge, du territoire de la République populaire de Mongolie alors occupé par des détachements de la Garde blanche opérant en liaison avec les forces armées qui avaient envahi le territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques; animés du désir de soutenir la cause de la paix en Extrême-Orient et de contribuer à resserrer encore les liens amicaux qui unissent les deux pays, ont décidé de consacrer, en lui donnant la forme du présent Protocole, le *gentlemen's agreement* qui existe entre eux depuis le 27 novembre 1934 et qui prévoit un appui mutuel par tous les moyens en vue d'écarter et de prévenir toute menace d'agression militaire, ainsi qu'une assistance et un appui mutuels au cas où une tierce partie attaquerait l'Union des Républiques socialistes soviétiques ou la République populaire de Mongolie, et à cet effet ont décidé de signer le présent Protocole.

Article premier

“Au cas d'une menace d'agression de la part d'un Etat tiers contre le territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ou contre le territoire de la République populaire de Mongolie, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie s'engagent à examiner ensemble, sans délai, la situation ainsi créée et à prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour garantir la sécurité de leurs territoires.

¹ Entré en vigueur le 26 avril 1946 par l'échange des instruments de ratification à Oulan-Bator, conformément aux dispositions de l'article 3.

Article 2

“The Governments of the Union of Soviet Socialist Republics and the Mongolian People’s Republic undertake, in the event of a military attack on one of the Contracting Parties, to render each other every possible assistance, including military assistance.

Article 3

“The Governments of the Union of Soviet Socialist Republics and the Mongolian People’s Republic consider it as self-evident that the troops of one of the Parties which by mutual agreement are located on the territory of the other Party in execution of the obligations set forth in articles 1 or 2, will be withdrawn from such territory immediately they are no longer needed, as was done in 1925 in regard to the withdrawal of Soviet troops from the territory of the Mongolian People’s Republic.”

The present Treaty shall come into force on the date of its ratification, which must be effected as soon as possible. The exchange of the instruments of ratification will take place at Ulan-Bator.

If neither of the High Contracting Parties gives notice one year before its expiration that it wishes to denounce this Treaty, it will remain in force for a further ten years.

DONE at Moscow on 27 February 1946, which corresponds to the 27th day of the second moon of the 36th year of the Mongolian era, in two copies, each in the Russian and Mongolian languages, both texts being equally authentic.

By authorization of the Presidium of the
Supreme Soviet of the USSR:

(Signed) V. MOLOTOV
[SEAL]

By authorization of the Presidium of the
Little Khural of the Mongolian
People’s Republic:

(Signed) Tchoi BALSAN
[SEAL]

Article 2

“Le Gouvernement de l’Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie s’engagent à se prêter mutuellement toute l’assistance possible, y compris l’aide militaire, dans le cas d’une attaque militaire contre l’une des Parties contractantes.

Article 3

“Le Gouvernement de l’Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie considèrent comme allant de soi que les troupes de l’une des Parties se trouvant, à la suite d’un accord mutuel, sur le territoire de l’autre Partie en vue de remplir les engagements définis à l’article premier ou à l’article 2, seront retirées dudit territoire aussitôt que leur présence n’y sera plus nécessaire, tout comme les troupes soviétiques ont été retirées en 1925 du territoire de la République populaire de Mongolie.”

Le présent Traité entrera en vigueur dès sa ratification, qui devra avoir lieu dans le plus bref délai. L’échange des instruments de ratification aura lieu à Oulan-Bator.

Si aucune des Hautes Parties contractantes ne déclare, un an avant l’expiration de la période de validité du présent Traité, son intention de le dénoncer, il restera en vigueur pendant les dix années suivantes.

FAIT à Moscou, le 27 février 1946, date qui correspond au 27ème jour de la deuxième lune de la 36ème année de l’ère mongole, en double exemplaire, en langues russe et mongole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Présidium du Conseil suprême de l’URSS: Pour le Présidium du Petit Khoural de la République populaire de Mongolie:

(Signé) V. MOLOTOV
[SCEAU]

(Signé) Tchoï BALSAN
[SCEAU]

No. 745

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
and
ROMANIA

Treaty of friendship, co-operation and mutual assistance.
Signed at Moscow, on 4 February 1948

Official texts: Russian and Romanian.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics on 15 March 1950.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
et
ROUMANIE

Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Signé
à Moscou, le 4 février 1948

Textes officiels russe et roumain.

Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 15 mars 1950.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

№ 745. ДОГОВОР О ДРУЖБЕ, СОТРУДНИЧЕСТВЕ И ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И РУМЫНСКОЙ НАРОДНОЙ РЕСПУБЛИКОЙ

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик и Президиум Румынской Народной Республики,

желая закрепить дружественные отношения между Советским Союзом и Румынией,

исполненные желанья поддерживать между собой тесное сотрудничество в интересах укрепления всеобщего мира и безопасности, в соответствии с целями и принципами Организации Объединенных Наций,

уверенные в том, что поддержание дружбы и доброго соседства между Советским Союзом и Румынией отвечает жизненным интересам народов обоих государств и будет наилучшим образом способствовать их экономическому развитию,

решили с этой целью заключить настоящий Договор и назначить в качестве своих Уполномоченных:

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик — Вячеслава Михайловича МОЛОТОВА, Заместителя Председателя Совета Министров и Министра Иностранных Дел Союза ССР;

Президиум Румынской Народной Республики — Петру ГРОЗА, Председателя Совета Министров Румынской Народной Республики,

которые после обмена своими полномочиями, найденными в должной форме и в полном порядке, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются предпринимать совместно все меры, находящиеся в их распоряжении, для устранения любой угрозы повторения агрессии со стороны Германии или какого-либо другого государства, которое объединилось бы с Германией непосредственно или в какой-либо иной форме.

Высокие Договаривающиеся Стороны заявляют, что они намерены самым искренним образом участвовать во всех международных действиях,

ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN

No. 745. TRATAT DE PRIETENIE, COLABORARE SI ASISTENTA MUTUALA INTRE UNIUNEA REPUBLICELOR SOCIALISTE SOVIETICE ŞI REPUBLICA POPULARA ROMANA

Prezidiumul Sovietului Suprem al Uniunii Republicelor Socialiste Sovietice şi Prezidiumul Republicii Populare Române,

Dorind să consolideze raporturile prieteneşti dintre Uniunea Sovietică şi România,

În dorinţa de a întreţine strînsă colaborare dintre ele, în interesul întăririi păcii şi securităţii generale, în conformitate cu scopurile şi principiile Organizaţiei Naţiunilor Unite,

Încredinţaţi că întreţinerea prieteniei şi a bune vecinătăţi dintre Uniunea Sovietică şi România corespunde intereselor vitale ale popoarelor ambelor State şi va contribui în chipul cel mai bun la dezvoltarea lor economică,

Au hotărît în acest scop să închee prezentul Tratat şi au numit în calitate de împuterniciţi ai lor :

Prezidiumul Sovietului Suprem al Uniunii Republicelor Socialiste Sovietice pe Dl. Viaceslav Mihailovici MOLOTOV, Locţiitor al Preşedintelui Consiliului de Miniştri şi Ministru al Afacerilor Străine al Uniunii R.S.S. ;

Prezidiumul Republicii Populare Române pe Dl. Dr. Petru GROZA, Preşedintele Consiliului de Miniştri al Republicii Populare Române,

care, după ce au schimbat deplinele puteri, găsite în bună şi convenită formă, au convenit cele ce urmează :

Art. 1

Înaltele Părţi Contractante se obligă să ia în comun toate măsurile care se află la dispoziţia lor, pentru înlăturarea oricărei ameninţări de repetare a agresiunii din partea Germaniei sau oricărui alt Stat care s'ar uni cu Germania, direct sau în oricare altă formă.

Înaltele Părţi Contractante declară că ele intenţionează să participe în modul cel mai sincer la toate acţiunile internaţionale avînd drept ţel asigurarea păcii şi

имеющих целью обеспечение мира и безопасности народов, и будут полностью вносить свою долю в дело осуществления этих высоких задач.

Статья 2

В случае, если одна из Высоких Договаривающихся Сторон будет вовлечена в военные действия с Германией, которая попыталась бы возобновить свою агрессивную политику, или с каким-либо другим государством, которое непосредственно или в какой-либо иной форме объединилось бы с Германией в политике агрессии, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона немедленно окажет вовлеченной в военные действия Договаривающейся Стороне военную и другую помощь всеми имеющимися в ее распоряжении средствами.

Осуществление настоящего Договора будет находиться в соответствии с принципами Устава Организации Объединенных Наций.

Статья 3

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется не заключать какого-либо союза и не принимать участия в какой-либо коалиции, а также в действиях или мероприятиях, направленных против другой Высокой Договаривающейся Стороны.

Статья 4

Высокие Договаривающиеся Стороны будут консультироваться друг с другом по всем важным международным вопросам, затрагивающим интересы обеих стран.

Статья 5

Высокие Договаривающиеся Стороны заявляют, что они будут действовать в духе дружбы и сотрудничества в целях дальнейшего развития и укрепления экономических и культурных связей между обоими государствами, следуя принципам взаимного уважения к их независимости и суверенитету, а также невмешательства во внутренние дела другого государства.

Статья 6

Настоящий Договор останется в силе в течение двадцати лет с момента его подписания. Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон в конце этого двадцатилетнего периода не сделает за один год до срока заявления о своем желании отказаться от Договора, он будет оставаться в силе на следующие пять лет, и так каждый раз, до тех пор, пока одна из Высоких Договаривающихся Сторон не сделает за один год до окончания текущего пятилетия письменного предупреждения о своем намерении прекратить его действие.

securității popoarelor și vor aduce întregă lor contribuție la realizarea acestor înalte sarcini.

Art. 2

În cazul cînd una din Inaltele Părți Contractante va fi antrenată într'un conflict armat cu Germania, care ar încerca să reînnoiască politica sa de agresiune, sau cu oricare alt Stat, care direct sau în oricare altă formă, s'ar uni cu Germania în politica sa agresivă, atunci cealaltă Inaltă Parte Contractantă va da imediat Părții Contractante antrenată în conflict, ajutor militar și de altă natură, prin toate mijloacele aflate la dispoziția sa.

Prezentul Tratat va fi înfăptuit în concordanță cu principiile Chartei Organizației Națiunilor Unite.

Art. 3

Fiecare dintre Inaltele Părți Contractante se obligă să nu închee nici o alianță și să nu ia parte la nici o coaliție și nici la acțiuni sau măsuri îndreptate împotriva celeilalte Inalte Părți Contractante.

Art. 4

Inaltele Părți Contractante se vor consulta între ele cu privire la toate chestiunile internaționale importante, care ating interesele celor două țări.

Art. 5

Inaltele Părți Contractante declară că vor acționa în spiritul prieteniei și al colaborării, în scopul dezvoltării mai departe și al întăririi legăturilor economice și culturale dintre ambele State, urmînd principiile respectului reciproc față de independența și suveranitatea lor, precum și al neamestecului în treburile interne ale celuilalt Stat.

Art. 6

Prezentul Tratat va rămîne în vigoare timp de douăzeci de ani de la data semnării lui. Dacă una din Inaltele Părți Contractante, la sfîrșitul acestei perioade de douăzeci de ani, nu declară cu un an înaintea acestui termen, dorința sa de a denunța Tratatul, acesta va rămîne în vigoare pe încă o perioadă de cinci ani și astfel de fiecare dată, pînă cînd una din Inaltele Părți Contractante nu va preaviza în scris, cu un an înainte de expirarea perioadei de cinci ani în curs, intenția sa de a face să înceteze valabilitatea lui.

Настоящий Договор вступает в силу немедленно после его подписания и подлежит ратификации в возможно короткий срок. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в Бухаресте в ближайшее время.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

СОСТАВЛЕН в г. Москве, «4» февраля 1948 года, в двух экземплярах, каждый на русском и румынском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

По уполномочию Президиума Верховного Совета СССР

По уполномочию Президиума Румынской Народной Республики

В. МОЛОТОВ
(печать)

Петру ГРОЗА
(печать)

Prezentul Tratată intră în vigoare imediat după semnarea lui și urmează a fi ratificat în termenul cel mai scurt cu putință. Schimbul instrumentelor de ratificare se va face în București, în timpul cel mai apropiat.

DREPT CARE împuterniciții au semnat prezentul Tratat și au aplicat sigiliile lor.

INTOCMIT la Moscova la 4 Februarie 1948, în două exemplare, fiecare în limbile rusă și română, ambele texte avînd putere egală.

Din împuternicirea
Prezidiului Sovietului Suprem
al U.R.S.S.
V. MOLOTOV
[L.S.]

Din împuternicirea
Prezidiului Republicii
Populare Române
Petru GROZA
[L.S.]

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 745. TREATY¹ OF FRIENDSHIP, CO-OPERATION AND MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS AND THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC. SIGNED AT MOSCOW, ON 4 FEBRUARY 1948

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics and the Presidium of the Romanian People's Republic,

Desiring to consolidate friendly relations between the Soviet Union and Romania,

Being anxious to maintain close co-operation with one another in the interests of strengthening universal peace and security, in conformity with the purposes and principles of the United Nations,

Being persuaded that the maintenance of friendship and good-neighbourly relations between the Soviet Union and Romania is in accordance with the vital interests of the peoples of both States and will best serve to promote their economic development,

Have resolved for this purpose to conclude the present Treaty and to appoint as their plenipotentiaries:

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics: Vyacheslav Mihailovich MOLOTOV, Vice-President of the Council of Ministers and Minister of Foreign Affairs of the USSR;

The Presidium of the Romanian People's Republic: Petru GROZA, President of the Council of Ministers of the Romanian People's Republic,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1

The High Contracting Parties agree to take all joint action in their power to obviate any threat of renewed aggression by Germany or any other Power which might be associated with Germany either directly or in any other way.

¹ Came into force on 4 February 1948, as from the date of signature, in accordance with article 6. The instruments of ratification were exchanged at Bucharest, on 10 March 1948.

TRADUCTION — TRANSLATION

N° 745. TRAITE¹ D'AMITIE, DE COOPERATION ET D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LA REPUBLIQUE DE ROUMANIE. SIGNE A MOSCOU, LE 4 FEVRIER 1948

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Présidium de la République populaire de Roumanie,

Désireux de consolider les relations amicales entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Roumanie,

Animés du désir de maintenir entre eux une étroite collaboration dans l'intérêt de la consolidation de la paix et de la sécurité universelles, conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies,

Persuadés que le maintien de l'amitié et des relations de bon voisinage entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Roumanie répond aux intérêts vitaux des peuples des deux Etats et contribuera le mieux qu'il est possible à leur développement économique,

Ont décidé de conclure à cet effet le présent Traité et de nommer pour leurs plénipotentiaires:

Le Présidium du Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques: Viatcheslav Mikhaïlovitch MOLOTOV, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

Le Présidium de la République populaire de Roumanie: Petru GROZA, Président du Conseil des ministres de la République populaire de Roumanie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre en commun toutes les mesures en leur pouvoir pour écarter toute menace d'une nouvelle agression de la part de l'Allemagne ou de la part de tout autre Etat qui s'unirait à l'Allemagne, directement ou de toute autre manière.

¹ Entré en vigueur dès sa signature, le 4 février 1948, conformément à l'article 6. Les instruments de ratification ont été échangés à Bucarest, le 10 mars 1948.

The High Contracting Parties declare that they intend to participate, in the sincerest fashion, in all international action for ensuring the peace and security of peoples and will fully contribute to the realization of these lofty aims.

Article 2

Should either of the High Contracting Parties be involved in hostilities with a Germany which might seek to renew its policy of aggression, or with any other State which might have been associated with Germany in a policy of aggression either directly or in any other way, the other High Contracting Party shall immediately extend to the Contracting Party involved in hostilities military and other assistance with all the means at its disposal.

The present Treaty will be implemented in conformity with the principles of the United Nations Charter.

Article 3

The High Contracting Parties respectively agree not to enter into any alliance or take part in any coalition or in any action or measures directed against the other High Contracting Party.

Article 4

The High Contracting Parties will consult together on all important international questions involving the interests of both countries.

Article 5

The High Contracting Parties declare that they will act in a spirit of friendship and co-operation for the further development and strengthening of the economic and cultural ties between the two States, in accordance with the principles of mutual respect for their independence and sovereignty and of non-interference in the internal affairs of the other State.

Article 6

The present Treaty will remain in force for twenty years from the date of signature. If neither of the High Contracting Parties gives notice one year before the expiration of the said twenty-year period that it wishes to denounce the Treaty, it will remain in force for a further five years until such time as either High Contracting Party gives notice in writing one year before the expiration of the current five-year period of its intention to terminate the Treaty.

Les Hautes Parties contractantes proclament leur intention de prendre part, de la manière la plus sincère, à toutes les actions internationales tendant à assurer la paix et la sécurité des peuples, et elles apporteront leur pleine contribution à la réalisation de ces nobles tâches.

Article 2

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes se trouverait entraînée dans des opérations militaires dirigées contre l'Allemagne, qui aurait tenté de reprendre sa politique d'agression, ou contre quelque autre Etat qui, directement ou de toute autre manière, se serait uni à l'Allemagne dans une politique d'agression, l'autre Haute Partie contractante prêtera immédiatement à la Partie contractante ainsi entraînée dans des hostilités son aide militaire et autre, par tous les moyens en son pouvoir.

L'application du présent Traité sera conforme aux principes de la Charte des Nations Unies.

Article 3

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne conclure aucune alliance et à ne participer à aucune coalition, action ni mesure qui seraient dirigées contre l'autre Haute Partie contractante.

Article 4

Les Hautes Parties contractantes se consulteront mutuellement sur toutes les questions internationales importantes touchant les intérêts des deux pays.

Article 5

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles agiront dans un esprit d'amitié et de coopération en vue de développer et de resserrer encore les liens économiques et culturels entre les deux Etats, conformément aux principes du respect mutuel de leur indépendance et de leur souveraineté ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Etat.

Article 6

Le présent Traité restera en vigueur pendant vingt ans à partir de sa signature. Si, un an avant l'expiration de cette période de vingt ans, l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas déclaré son intention de dénoncer le Traité, il restera en vigueur pendant les cinq années suivantes, et ainsi de suite, tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas fait connaître par écrit à l'autre Partie, un an avant l'expiration de la période de cinq ans en cours, son intention d'y mettre fin.

The present Treaty shall come into force immediately upon signature and shall be subject to ratification in the shortest possible time. The instruments of ratification will be exchanged at Bucharest at an early date.

IN FAITH WHEREOF the plenipotentiaries have signed the present Treaty and attached their seals thereto.

DONE at Moscow on 4 February 1948, in two copies, each in the Russian and Romanian languages, both texts being equally authentic.

By authorization of the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR:	By authorization of the Presidium of the Romanian People's Republic:
(Signed) V. MOLOTOV	(Signed) Petru GROZA
[SEAL]	[SEAL]

Le présent Traité entrera en vigueur immédiatement après sa signature et il devra être ratifié dans le plus bref délai. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Moscou, le 4 février 1948, en double exemplaire, en langues russe et roumaine, les deux textes faisant également foi.

Pour le Présidium du Conseil suprême de l'URSS:	Pour le Présidium de la République populaire de Roumanie:
(Signé) V. MOLOTOV	(Signé) Petru GROZA
[SCEAU]	[SCEAU]

No. 746

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND, AUSTRALIA, BYELORUSSIAN
SOVIET SOCIALIST REPUBLIC, CANADA, etc.**

**Treaty of Peace with Finland. Signed at Paris, on 10 February
1947**

*Official texts: Russian, English, French and Finnish. (Russian and English
texts are authentic.)*

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics on 15 March 1950.

**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES,
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE
DU NORD, AUSTRALIE, REPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE, CANADA, etc.**

**Traité de paix avec la Finlande. Signé à Paris, le 10 février
1947**

*Textes officiels russe, anglais, français et finnois. (Les textes russe et anglais font
foi.)*

Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 15 mars 1950.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

№ 746. МИРНЫЙ ДОГОВОР С ФИНЛЯНДИЕЙ

Союз Советских Социалистических Республик, Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии, Австралия, Белорусская Советская Социалистическая Республика, Канада, Чехословакия, Индия, Новая Зеландия, Украинская Советская Социалистическая Республика и Южно-Африканский Союз, как государства, находящиеся в состоянии войны с Финляндией и активно участвовавшие в войне против вражеских государств в Европе существенными военными контингентами, именуемые в дальнейшем «Союзные и Соединенные Державы», с одной стороны,

и Финляндия, с другой стороны,

Принимая во внимание, что, став союзником гитлеровской Германии и участвуя на ее стороне в войне против Союза Советских Социалистических Республик, Соединенного Королевства и других Объединенных Наций, Финляндия несет свою долю ответственности за эту войну;

Принимая, однако, во внимание, что 4 сентября 1944 года Финляндия полностью прекратила военные действия против Союза Советских Социалистических Республик, вышла из войны против Объединенных Наций, порвала отношения с Германией и ее сателлитами и, заключив 19 сентября 1944 года Перемирие с Правительствами Союза Советских Социалистических Республик и Соединенного Королевства, действовавшими от имени Объединенных Наций, находящихся в состоянии войны с Финляндией, лояльно выполняла условия Соглашения о Перемирии; и

Принимая во внимание, что Союзные и Соединенные Державы и Финляндия желают заключить мирный договор, который, соответствуя принципам справедливости, урегулирует вопросы, остающиеся еще нерешенными в результате перечисленных выше событий, и явится основой дружественных отношений между ними, тем самым давая Союзным и Соединенным Державам возможность поддержать обращение Финляндии о принятии ее в члены Организации Объединенных Наций, а также о присоединении Финляндии к любой конвенции, заключенной по почину Организации Объединенных Наций;

В соответствии с этим решили объявить о прекращении состояния войны и для этой цели заключить настоящий Мирный Договор и назначили для этого нижеподписавшихся в качестве своих Полномочных Представителей, которые по представлении своих полномочий, найденных в порядке и надлежащей форме, согласились о следующих постановлениях:

Ч А С Т Ь I

ТЕРРИТОРИАЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Статья 1

Границами Финляндии будут границы, существовавшие на 1 января 1941 года, как они показаны на прилагаемой к настоящему Договору карте (Приложение I), с изменениями, предусмотренными в следующей статье.

Статья 2

В соответствии с Соглашением о Перемирии от 19 сентября 1944 года Финляндия подтверждает, что она возвратила Советскому Союзу область Петсамо (Печенга), добровольно уступленную Финляндии Советским Государством по мирным договорам от 14 октября 1920 года и от 12 марта 1940 года.

Границы области Петсамо (Печенга) показаны на карте, прилагаемой к настоящему Договору (Приложение I).

Ч А С Т Ь II

ПОЛИТИЧЕСКИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Раздел I

Статья 3

В соответствии с Соглашением о Перемирии действие Мирного Договора, заключенного между Советским Союзом и Финляндией в Москве 12 марта 1940 года, восстанавливается, при условии, что статьи 4, 5 и 6 этого Договора заменяются статьями 2 и 4 настоящего Договора.

Статья 4

1. В соответствии с Соглашением о Перемирии Советский Союз подтверждает, что он отказался от своих прав на аренду полуострова Ханко, предоставленных ему Советско-Финским Мирным Договором от 12 марта 1940 года, а Финляндия, со своей стороны, подтверждает, что она предоставила Советскому Союзу на правах аренды в пользование и управление сроком на 50 лет, с ежегодной уплатой Советским Союзом 5 миллионов финских марок, территорию и водные пространства для создания советской военно-морской базы в районе Порккала-Удд, как показано на карте, прилагаемой к настоящему Договору (Приложение I).

2. В соответствии с Соглашением о Перемирии Финляндия подтверждает, что она обеспечила Советскому Союзу пользование железнодорожными, водными, шоссейными и воздушными путями, необходимыми для перевозки людей и грузов, отправляемых из Советского Союза в военно-морскую базу Порккала-Удд, а также подтверждает, что она предоставила Советскому Союзу право беспрепятственного пользования всеми видами связи между Советским Союзом и арендуемой территорией в районе Порккала-Удд.

Статья 5

Аландские острова должны оставаться демилитаризованными в соответствии с существующим в настоящее время положением.

Раздел II

Статья 6

Финляндия обязуется принять все меры, необходимые для обеспечения того, чтобы все лица, находящиеся под финляндской юрисдикцией, без различия расы, пола, языка или религии, пользовались правами человека и основными свободами, включая свободу слова, печати и изданий, религиозного культа, политических убеждений и публичных собраний.

Статья 7

Финляндия, которая в соответствии с Соглашением о Перемирии провела мероприятия по освобождению, независимо от гражданства и национальной принадлежности, всех лиц, содержавшихся в заключении в связи с их деятельностью в пользу Объединенных Наций, или за их сочувствие Объединенным Нациям, или ввиду их расового происхождения, и мероприятия по отмене дискриминационного законодательства и вытекающих из него ограничений, обязуется закончить проведение этих мероприятий и впредь не принимать каких-либо мер или законов, которые были бы несовместимы с целями, предусмотренными в этой статье.

Статья 8

Финляндия, которая в соответствии с Соглашением о Перемирии провела мероприятия по роспуску всех находившихся на финляндской территории организаций фашистского типа: политических, военных, военизированных, а также других организаций, ведущих враждебную Советскому Союзу или любой из других Объединенных Наций пропаганду, — обязуется и впредь не допускать существования и деятельности организаций такого рода, преследующих цель лишения народа его демократических прав.

Статья 9

1. Финляндия обязуется принять все необходимые меры, чтобы обеспечить задержание и выдачу для суда над ними:

а) лиц, обвиняемых в том, что они совершили военные преступления и преступления против мира или против человечности, дали приказ о совершении таких преступлений или содействовали их совершению;

б) граждан какой-либо из Союзных и Соединенных Держав, которые обвиняются в нарушении законов их стран изменой или сотрудничеством с врагом во время войны.

2. Финляндия, по требованию Правительства заинтересованной Объединенной Нации, обеспечит также явку в качестве свидетелей находящихся под ее юрисдикцией лиц, показания которых потребуются для суда над лицами, указанными в пункте 1 настоящей статьи.

3. Всякое разногласие относительно применения постановлений пунктов 1 и 2 настоящей статьи должно быть передано любым заинтересованным Правительством Главам Дипломатических Миссий Советского Союза и Соединенного Королевства в Хельсинки, которые достигнут соглашения по поводу этого затруднения.

Раздел III

Статья 10

Финляндия обязуется признать полную силу Мирных Договоров с Италией, Румынией, Болгарией и Венгрией и других соглашений или урегулирований, которые были или будут достигнуты Союзными и Соединенными Державами относительно Австрии, Германии и Японии для восстановления мира.

Статья 11

Финляндия обязуется принять любые соглашения, которые были или могут быть заключены для ликвидации Лиги Наций и Постоянной Палаты Международного Правосудия.

Статья 12

1. Каждая Союзная или Соединенная Держава нотифицирует Финляндии в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора о своих довоенных двусторонних договорах с Финляндией, которые эта Держава желает сохранить в силе или действия которых она желает возобновить. Любые положения, не находящиеся в соответствии с настоящим Договором, будут, однако, исключены из вышеупомянутых договоров.

2. Все вышеупомянутые договоры, о которых будет нотифицировано таким образом, будут зарегистрированы в Секретариате Объединенных Наций в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций.

3. Все вышеупомянутые договоры, о которых не будет нотифицировано таким образом, будут считаться отмененными.

ЧАСТЬ III

ВОЕННЫЕ, ВОЕННО-МОРСКИЕ И ВОЕННО-ВОЗДУШНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Статья 13

Содержание сухопутных, морских и военно-воздушных вооружений и укреплений будет строго ограничено так, чтобы отвечать задачам внутреннего характера и местной обороны границ. В соответствии с вышеуказанным Финляндии разрешается иметь вооруженные силы, не свыше чем:

a) сухопутная армия, включая пограничные войска и зенитную артиллерию, с общей численностью личного состава в 34.400 человек;

b) военно-морской флот с численностью личного состава в 4.500 человек и общим тоннажем в 10.000 тонн;

c) военно-воздушные силы, в том числе военно-воздушные силы военно-морского флота, численностью в 60 самолетов, включая резервные, с общей численностью личного состава в 3.000 человек. Финляндия не должна иметь или приобретать самолетов, сконструированных в основном как бомбардировщики с приспособлениями для внутренней подвески бомб.

Эта численность в каждом случае будет включать строевой, нестроевой состав и штабной персонал.

Статья 14

Личный состав финляндской армии, военно-морского флота и военно-воздушных сил, превышающий соответственно разрешенную статьей 13 численность, будет распушен в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора.

Статья 15

Людские контингенты, не входящие в состав финляндской армии, военно-морского флота или военно-воздушных сил, не будут проходить в какой-либо форме военного, военно-морского или военно-воздушного обучения, как оно определено в Приложении II.

Статья 16

1. По вступлении настоящего Договора в силу Финляндия будет приглашена вступить в Коллегию зоны Баренцова, Балтийского и Черного морей Международной Организации по тралению мин в европейских водах, и она обязуется сохранить в распоряжении Центральной Коллегии по тралению мин все свои минно-тральные силы до конца установленного Центральной Коллегией периода послевоенного траления.

2. На период послевоенного траления Финляндия может сохранить дополнительные военно-морские единицы, используемые только для специальных целей траления, свыше тоннажа, разрешенного на основании статьи 13.

В течение двух месяцев после окончания названного периода такие из этих судов, которые были заимствованы переданы финляндскому военно-морскому флоту другими державами, должны быть возвращены этим державам, а все остальные дополнительные единицы должны быть разоружены и приспособлены для гражданского использования.

3. Финляндии также разрешается использовать для траления дополнительно 1.500 офицеров и рядовых свыше количества, разрешенного на основании статьи 13. Через два месяца после окончания траления мин финляндским военно-морским флотом, дополнительный личный состав должен быть распущен или включен в численность, разрешенную на основании той же статьи .

Статья 17

Финляндия не должна иметь, производить или экспериментировать: любые виды атомного вооружения; какие-либо самодвижущиеся или управляемые снаряды или аппараты, связанные с их выбрасыванием (за исключением торпед и торпедных аппаратов, составляющих нормальное вооружение военно-морских кораблей, разрешенных настоящим Договором); морские мины или торпеды неконтактного типа, действующие от чувствительных механизмов; торпеды, которые могут быть укомплектованы людьми; подводные лодки или другие подводные суда, торпедные катеры и специализированные типы штурмовых судов.

Статья 18

Финляндия не должна сохранять, производить или приобретать другими путями военные материалы и технику или содержать производственные мощности для их изготовления, сверх того, что требуется для содержания вооруженных сил, разрешенных статьей 13 настоящего Договора.

Статья 19

1. Излишки военных материалов и техники союзного происхождения будут переданы в распоряжение соответствующей Союзной Державы, согласно

указаниям, которые будут даны этой Державой. Излишки финляндских военных материалов и техники будут переданы в распоряжение Правительств Советского Союза и Соединенного Королевства. Финляндия откажется от всех прав на эти материалы и технику.

2. Военные материалы и техника германского происхождения или конструкции, превышающие то, что требуется для вооруженных сил, разрешенных настоящим Договором, будут переданы в распоряжение Двух Правительств. Финляндия не будет приобретать или производить каких-либо военных материалов и техники германского происхождения или конструкции, или нанимать на работу или обучать каких-либо технических специалистов, включая военный и гражданский авиационный персонал, из числа лиц, которые являются или являлись гражданами Германии.

3. Излишки военных материалов и техники, упомянутые в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, будут переданы или уничтожены в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

4. Определение термина «военные материалы и техника» и перечень военных материалов и техники для целей настоящего Договора даны в Приложении III.

Статья 20

Финляндия обязуется полностью сотрудничать с Союзными и Соединенными Державами в целях обеспечения того, чтобы Германия не смогла предпринять каких-либо мер за пределами германской территории в направлении возрождения своего вооружения.

Статья 21

Финляндия обязуется не приобретать и не производить гражданских самолетов германской или японской конструкции или самолетов, включающих крупные узлы германского или японского производства или конструкций.

Статья 22

Каждая из военных, военно-морских и военно-воздушных статей настоящего Договора будет оставаться в силе до тех пор, пока она не будет изменена полностью или частично по соглашению между Союзными и Соединенными Державами и Финляндией или, после того как Финляндия станет членом Организации Объединенных Наций, — по соглашению между Советом Безопасности и Финляндией.

Ч А С Т Ь I V
РЕПАРАЦИИ И РЕСТИТУЦИИ

Статья 23

1. Убытки, причиненные Советскому Союзу военными действиями и оккупацией Финляндией советской территории, будут Финляндией возмещены Советскому Союзу, причем, принимая во внимание, что Финляндия не просто вышла из войны против Объединенных Наций, а объявила войну Германии и содействовала своими силами изгнанию германских войск из Финляндии, Стороны соглашаются, что возмещение вышеуказанных убытков будет произведено Финляндией не полностью, а только частично, а именно, в сумме 300.000.000 долларов США, с погашением в течение 8 лет, начиная с 19 сентября 1944 года, товарами (лесные материалы, бумага, целлюлоза, морские и речные суда, различное машинное оборудование и другие товары).

2. В основу расчетов по настоящей статье положен доллар США по его золотому паритету на день подписания Соглашения о Перемирии, т. е. 35 долларов за одну унцию золота.

Статья 24

Финляндия, поскольку ею это не сделано до настоящего времени, обязуется в сроки, указанные Правительством Советского Союза, возвратить Советскому Союзу в полной сохранности все вывезенные с его территории во время войны ценности и материалы, принадлежащие государственным, общественным и кооперативным организациям, предприятиям, учреждениям или отдельным гражданам, как-то: оборудование фабрик и заводов, паровозы, железнодорожный подвижной состав, тракторы, автомашины, исторические памятники, музейные ценности и всякое другое имущество.

Ч А С Т Ь V
ЭКОНОМИЧЕСКИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Статья 25

1. Финляндия, поскольку ею это еще не сделано, восстановит все законные права и интересы Объединенных Наций и их граждан в Финляндии, как они существовали на 22 июня 1941 года, и вернет всю собственность Объединенных Наций и их граждан в Финляндии в том состоянии, в котором она находится в настоящее время.

2. Правительство Финляндии обязуется восстановить всю собственность, права и интересы, подпадающие под действие настоящей статьи, без всяких обременений и обложений любого вида, которым они могли подвергнуться вследствие войны, и без взимания Правительством Финляндии каких-либо сборов в связи с их возвращением. Правительство Финляндии аннулирует все мероприятия, включая отобрание, секвестр или контроль, проведенные им в отношении собственности Объединенных Наций между 22 июня 1941 года и днем вступления в силу настоящего Договора. В случаях невозвращения собственности в течение 6 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, заявление о возвращении собственности должно быть подано финляндским властям не позднее, чем в течение 12 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, за исключением случаев, когда заявитель может доказать, что он не мог подать своего заявления в течение этого срока.

3. Правительство Финляндии должно аннулировать передачи, относящиеся к собственности, правам и интересам всякого рода, принадлежащим гражданам Объединенных Наций, в тех случаях, когда такие передачи были результатом насилия или принуждения со стороны правительств держав оси или их органов во время войны.

4. а) Правительство Финляндии несет ответственность за приведение во вполне исправное состояние собственности, возвращаемой гражданам Объединенных Наций согласно пункту 1 настоящей статьи. В тех случаях, когда собственность не может быть возвращена или когда в результате войны гражданин Объединенных Наций потерпел убыток вследствие повреждения или порчи собственности в Финляндии, он должен получить от Правительства Финляндии компенсацию в финских марках в пределах двух третей суммы, необходимой в день выплаты для того, чтобы купить аналогичную собственность или возместить понесенный убыток. Граждане Объединенных Наций ни в коем случае не должны ставиться в менее благоприятное положение в отношении компенсации, чем финляндские граждане.

б) Граждане Объединенных Наций, имеющие прямой или косвенный собственнический интерес в корпорациях или ассоциациях, национальность которых не является национальностью Объединенных Наций в значении пункта 8 «а» настоящей статьи, но которые потерпели убыток вследствие повреждения или порчи собственности в Финляндии, должны получить компенсацию в соответствии с подпунктом «а» выше. Эта компенсация должна исчисляться на основе общих убытков или ущерба, понесенных корпорацией или ассоциацией, и должна составлять по отношению к таким убыткам или ущербу ту же пропорцию, какую составляют приносящие доход интересы таких граждан по отношению к общему капиталу корпорации или ассоциации.

с) Компенсация должна выплачиваться без каких-либо обложений, налогов или других сборов. Она может свободно использоваться в Финляндии, но

должна подлежать правилам контроля над иностранными дивизами, которые могут время от времени вводиться в Финляндии.

d) Правительство Финляндии предоставит гражданам Объединенных Наций такой же режим при распределении материалов для ремонта или восстановления их собственности в Финляндии, а также при распределении иностранных дивиз для импорта таких материалов, который применяется в отношении финляндских граждан.

e) Правительство Финляндии предоставит гражданам Объединенных Наций возмещение в финских марках в том же самом размере, который предусмотрен в подпункте «*a*» выше, чтобы компенсировать потери или ущерб, возникшие в результате особых мер, которые применялись к их собственности во время войны, но которые не применялись к финляндской собственности. Этот подпункт не распространяется на упущенные выгоды.

5. Все произведенные в Финляндии разумные расходы по предъявлению претензий, включая расходы на подсчет потерь или ущерба, должно нести Правительство Финляндии.

6. Граждане Объединенных Наций и их собственность должны быть освобождены от всяких исключительных налогов, сборов или податей, налагавшихся на их основные фонды в Финляндии Правительством Финляндии или любой финляндской властью в период между днем заключения Перемирия и днем вступления в силу настоящего Договора со специальной целью покрытия расходов, связанных с войной, или на репарации в пользу любой из Объединенных Наций. Любые суммы, выплаченные таким образом, должны быть возвращены.

7. Заинтересованный собственник и Правительство Финляндии могут заключать соглашения взамен положений настоящей статьи.

8. Применяемые в настоящей статье:

a) Выражение «граждане Объединенных Наций» означает физических лиц, являющихся к моменту вступления в силу настоящего Договора гражданами любой из Объединенных Наций, или корпорации или ассоциации, организованные к этому моменту по законам любой из Объединенных Наций, при условии, что указанные лица, корпорации или ассоциации имели такой статус также и в момент заключения Перемирия с Финляндией.

Выражение «граждане Объединенных Наций» также включает всех физических лиц, корпорации или ассоциации, которые на основании законов, действовавших в Финляндии во время войны, рассматривались как вражеские.

b) Выражение «собственник» означает гражданина Объединенных Наций, как определено в подпункте «a» выше, имеющего право на данную собственность, и включает преемника такого собственника, при условии, что преемник также является гражданином одной из Объединенных Наций, как определено в подпункте «a». Если преемник приобрел собственность в поврежденном виде, то лицо передающее сохраняет свои права на возмещение на основании настоящей статьи без ущерба для обязательств, существующих между лицом передающим и лицом приобретающим в соответствии с внутренними законами.

c) Выражение «собственность» означает всю движимую или недвижимую собственность, материальную или нематериальную, включая промышленную, литературную и художественную собственность, а также все права или интересы всякого рода в собственности.

Статья 26

Финляндия признает, что Советский Союз имеет право на все германские активы в Финляндии, переданные Советскому Союзу Контрольным Советом в Германии, и обязуется принять все необходимые меры для облегчения передачи таких активов.

Статья 27

Права Правительства Финляндии и финляндских граждан, в том числе и юридических лиц, в отношении финляндской собственности и других финляндских активов на территории стран Союзных и Соединенных Держав, поскольку эти права были ограничены вследствие участия Финляндии в войне на стороне Германии, будут восстановлены после вступления в силу настоящего Договора.

Статья 28

1. Со дня вступления в силу настоящего Договора собственность Финляндии и финляндских граждан, находящаяся в Германии, не будут больше рассматриваться как вражеская собственность, и все ограничения, связанные с таким режимом, должны быть отменены.

2. Опознаваемая собственность Финляндии и финляндских граждан, вывезенная пасильственно или по принуждению с территории Финляндии в Германию германскими вооруженными силами или властями после 19 сентября 1944 года, подлежит возврату.

3. Реституция и восстановление финляндской собственности в Германии будут осуществляться в соответствии с мероприятиями, которые будут определены Державами, оккупирующими Германию.

Статья 29

1. Финляндия отказывается от всех претензий любого характера, от имени Правительства Финляндии или финляндских граждан, к Союзным и Соединенным Державам, связанных непосредственно с войной или вытекающих из мероприятий, предпринятых в силу существования состояния войны в Европе после 1 сентября 1939 года, независимо от того, находилась ли в это время соответствующая Союзная или Соединенная Держава в состоянии войны с Финляндией или нет. Этот отказ от претензий включает нижеследующее:

a) претензии в связи с потерями или ущербом, понесенными вследствие действий вооруженных сил или властей Союзных или Соединенных Держав;

b) претензии, вытекающие из присутствия, операций или действий вооруженных сил или властей Союзных или Соединенных Держав на финляндской территории;

c) претензии в отношении решений или распоряжений призовых судов Союзных или Соединенных Держав, причем Финляндия признает действительными и обязательными все решения и распоряжения таких призовых судов, вынесенные 1 сентября 1939 года или позднее, относительно финляндских судов или финляндских грузов или оплаты издержек;

d) претензии, вытекающие из осуществления прав воюющей стороны или из мер, принятых с целью осуществления этих прав.

2. Положения настоящей статьи должны исключать полностью и окончательно все претензии указанного выше характера, которые отныне будут прекращены, кто бы ни являлся заинтересованной стороной.

3. Финляндия равным образом отказывается от всех претензий такого характера, который указан в пункте 1 настоящей статьи, от имени Правительства Финляндии или финляндских граждан к любой из Объединенных Наций, дипломатические отношения которой с Финляндией были порваны во время войны и которая предприняла действия в сотрудничестве с Союзными и Соединенными Державами.

4. Отказ Финляндии от претензий согласно пункту 1 настоящей статьи включает любые претензии, вытекающие из мер, принятых любой из Союзных и Соединенных Держав в отношении финляндских судов между 1 сентября 1939 года и днем вступления в силу настоящего Договора, а также любые претензии и долги, вытекающие из ныне действующих конвенций о военнопленных.

Статья 30

1. До заключения торговых договоров или соглашений между отдельными Объединенными Нациями и Финляндией, Правительство Финляндии будет

предоставлять в течение 18 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора ижеуказанный режим каждой из Объединенных Наций, которая на началах взаимности фактически предоставит Финляндии аналогичный режим в подобных вопросах:

a) Во всем, что касается пошлин и сборов по импорту или экспорту, внутреннего обложения импортируемых товаров, а также всех правил, относящихся к этому, Объединенным Нациям будет предоставлен безусловный режим наибольшего благоприятствования.

b) Во всех других отношениях Финляндия не должна проводить произвольной дискриминации, направленной против товаров, производимых на любой территории любой из Объединенных Наций или предназначенных для этой территории, по сравнению с подобными товарами, производимыми на территории любой другой из Объединенных Наций или на территории любой другой иностранной державы или предназначенными для этих территорий.

c) Гражданам Объединенных Наций, в том числе юридическим лицам, должен быть предоставлен национальный режим и режим наибольшего благоприятствования во всех вопросах, касающихся торговли, промышленности, мореплавания и других видов торговой деятельности в Финляндии. Эти постановления не должны применяться к коммерческой авиации.

d) Финляндия не будет предоставлять никакого исключительного или дискриминационного права какой бы то ни было стране в отношении использования коммерческих самолетов в международном сообщении; она предоставит всем Объединенным Нациям равные возможности в приобретении на финляндской территории прав в области международной коммерческой авиации, включая право посадки для заправки горючим и ремонта; что касается использования коммерческих самолетов в международном сообщении, она предоставит всем Объединенным Нациям на основе взаимности и без дискриминации право беспосадочного полета над финляндской территорией. Эти постановления не должны затрагивать интересов национальной обороны Финляндии.

2. Вышеупомянутые обязательства Финляндии должны пониматься в том смысле, что на них распространяются изъятия, обычно включавшиеся в торговые договоры, заключенные Финляндией до войны; а постановления, относящиеся к взаимности со стороны каждой из Объединенных Наций, должны пониматься в том смысле, что на них распространяются изъятия, обычно включаемые в торговые договоры данного государства.

Статья 31

1. Споры, могущие возникнуть при осуществлении статей 24 и 25 и Приложений IV, V и части B Приложения VI настоящего Договора, должны

передаваться Согласительной Комиссии, состоящей из равного числа представителей Правительства заинтересованной Объединенной Нации и Правительства Финляндии. Если в течение трех месяцев после передачи спора Согласительной Комиссии не будет достигнуто соглашение, каждое из Правительств может потребовать включения в Комиссию третьего члена и, в случае несогласия между двумя Правительствами относительно избрания этого члена, любая из сторон может обратиться к Генеральному Секретарю Объединенных Наций с просьбой произвести это назначение.

2. Решение большинства членов Комиссии будет являться решением Комиссии и должно приниматься сторонами как окончательное и обязательное.

Статья 32

Статьи 24, 25 и 30 и Приложение VI настоящего Договора будут применяться к Союзным и Соединенным Державам и Франции, а также к тем из Объединенных Наций, дипломатические отношения которых с Финляндией были порваны во время войны.

Статья 33

Постановления Приложений IV, V и VI, как и постановления других Приложений, будут иметь силу как неотъемлемые части настоящего Договора.

ЧАСТЬ VI

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Статья 34

1. В течение периода, не превышающего 18 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, Главы Дипломатических Миссий Советского Союза и Соединенного Королевства в Хельсинки, действуя по согласованию, будут представлять Союзные и Соединенные Державы в сношениях с Правительством Финляндии по всем вопросам, касающимся выполнения и толкования настоящего Договора.

2. Главы указанных Миссий будут предоставлять Правительству Финляндии такие руководство, технические советы и разъяснения, какие могут быть необходимы для обеспечения быстрого и эффективного выполнения настоящего Договора в соответствии с его духом и текстом.

3. Правительство Финляндии будет предоставлять упомянутым Главам Миссий всю необходимую информацию и оказывать всякое содействие, которые

они могут потребовать при выполнении задач, возложенных на них настоящим Договором.

Статья 35

1. За исключением тех случаев, когда иной порядок специально предусмотрен какой-либо из статей настоящего Договора, любой спор относительно толкования или выполнения этого Договора, не урегулированный путем прямых дипломатических переговоров, должен передаваться Главам Дипломатических Миссий, действующим на основании статьи 34, с тем исключением, что в этом случае Главы Миссий не будут ограничены сроком, предусмотренным этой статьей. Любой такой спор, не разрешенный Главами Миссий в течение двух месяцев, должен, если спорящие стороны не придут к взаимному соглашению об иных способах урегулирования спора, передаваться, по требованию любой из спорящих сторон, в Комиссию в составе одного представителя от каждой из сторон и третьего члена, выбранного по взаимному соглашению двух сторон из граждан третьих стран. Если двум сторонам не удастся в месячный срок прийти к соглашению относительно назначения третьего члена, то любая из них может обратиться к Генеральному Секретарю Объединенных Наций с просьбой произвести это назначение.

2. Решение большинства членов Комиссии будет являться решением Комиссии и должно приниматься сторонами как окончательное и обязательное.

Статья 36

Настоящий Договор, русский и английский тексты которого являются аутентичными, будет ратифицирован Союзными и Соединенными Державами. Договор должен быть также ратифицирован Финляндией. Договор вступит в силу немедленно после сдачи ратификационных грамот Союзом Советских Социалистических Республик и Соединенным Королевством Великобритании и Северной Ирландии. Ратификационные грамоты будут в кратчайший срок сданы на хранение Правительству Союза Советских Социалистических Республик.

В отношении каждой из Союзных или Соединенных Держав, ратификационная грамота которой будет сдана после этого, Договор вступит в силу со дня сдачи на хранение. Настоящий Договор будет сдан в архивы Правительства Союза Советских Социалистических Республик, которое разошлет заверенные копии каждому из подписавших этот Договор государств.

ПЕРЕЧЕПЬ ПРИЛОЖЕНИЙ

- Приложение I. Карта границ Финляндии и районов, указанных в статьях 2 и 4.
- Приложение II. Определение военного, военно-воздушного и военно-морского обучения.
- Приложение III. Определение и перечень военных материалов и техники.
- Приложение IV. Специальные постановления, относящиеся к некоторым видам собственности:
- А. Промышленная, литературная и художественная собственность.
 - В. Страховое дело.
- Приложение V. Контракты, сроки давности и ценные бумаги.
- Приложение VI. Призовые суды и судебные решения.

ПРИЛОЖЕНИЕ I

(См. статьи 1, 2 и 4)

КАРТА ГРАНИЦ ФИНЛЯНДИИ И РАЙОНОВ, УКАЗАННЫХ В СТАТЬЯХ 2 И 4

ПРИЛОЖЕНИЕ II

(См. статью 15)

**ОПРЕДЕЛЕНИЕ ВОЕННОГО, ВОЕННО-ВОЗДУШНОГО
И ВОЕННО-МОРСКОГО ОБУЧЕНИЯ**

1. Термин «военное обучение» означает изучение и упражнения в области применения военных материалов и техники, специально предназначенных или приспособленных для военных целей, и учебных приспособлений, имеющих отношение к этому; изучение и выполнение всех строевых упражнений или передвижений, предназначенных для обучения маневрированию или для выполнения маневрирования, применяемого действующими частями в бою; а также организованное изучение тактики, стратегии и штабной работы.

2. Термин «военно-воздушное обучение» означает изучение и упражнения в области применения военных материалов и техники, специально предназначенных или приспособленных для военно-воздушных целей, и учебных приспособлений, имеющих отношение к этому; изучение и выполнение всех специализированных эволюций, включая полеты соединением, которые применяются авиацией при выполнении боевых заданий; а также организованное изучение военно-воздушной тактики, стратегии и штабной работы.

3. Термин «военно-морское обучение» означает изучение, руководство или практику в использовании военных кораблей, военно-морских сооружений или учреждений, а также изучение или применение всех относящихся к этому приборов и учебных приспособлений, которые используются для ведения морской войны, кроме тех, которые обычно также используются для гражданских целей; а также преподавание, практику или организованное изучение морской тактики, стратегии и штабной работы, включая выполнение всех операций и маневров, которые не требуются для мирного использования кораблей.

ПРИЛОЖЕНИЕ III

(См. статью 19)

ОПРЕДЕЛЕНИЕ И ПЕРЕЧЕНЬ ВОЕННЫХ МАТЕРИАЛОВ И ТЕХНИКИ

Термин «военные материалы и техника», применяемый в настоящем Договоре, должен включать все оружие, боеприпасы и средства, специально сконструированные или приспособленные для использования в войне, как это перечисляется ниже.

Союзные и Соединенные Державы сохраняют за собой право изменять периодически данный перечень путем внесения поправок или добавлений, в свете дальнейшего развития науки.

Категория I

1. Военные винтовки, карабины, револьверы и пистолеты; стволы и другие запасные части к этому оружию, которые не могут быть легко приспособлены для гражданских целей.

2. Пулеметы, военные автоматические или самозарядные винтовки, пистолеты-пулеметы; стволы и другие запасные части к этому оружию, которые не могут быть легко приспособлены для гражданских целей; пулеметные установки.

3. Пушки, гаубицы, мортиры, специальные пушки для самолетов, беззатворные или безоткатные орудия и огнеметы; стволы и другие запасные части к этому оружию, которые не могут быть легко приспособлены для гражданских целей; лафеты и установки для вышеперечисленного оружия.

4. Установки для запуска ракет; запускные и контрольные приборы для самодвижущихся и управляемых снарядов; установки для них.

5. Начиненные или неначиненные самодвижущиеся и управляемые снаряды, ракеты, унитарные патроны и патроны, предназначенные для оружия, перечисленного в пунктах 1-4 выше, приспособления для обращения с ними или для производства взрыва, а также взрыватели и трубки, за исключением взрывателей, необходимых для гражданских нужд.

6. Начиненные или неначиненные гранаты, бомбы, торпеды, мины, глубинные бомбы и зажигательные вещества или заряды, а также все средства для обращения с ними или для производства взрыва, за исключением взрывателей, необходимых для гражданских нужд.

7. Штыки.

Категория II

1. Бронированные боевые машины; бронепоезда, которые технически не могут быть переделаны для гражданских целей.

2. Механические и самодвижущиеся лафеты для всякого оружия, перечисленного в категории I, специального типа военные шасси или кузова, кроме перечисленных в пункте 1 выше.

3. Броневые плиты толщиной свыше 3 дюймов, используемые для целей защиты на войне.

Категория III

1. Прицельные и вычислительные приборы для управления огнем, включая линейки зенитного планшета и построители; приборы для пристрелки; орудийные прицелы, прицелы для бомбометания; трубочные номероустановки; инструменты и приборы для калибрования орудий и для выверки приборов управления огнем.

2. Штурмовые мостки и штурмовые лодки.

3. Средства для ведения замаскированных военных действий, а также ослепляющие средства и средства для обмана.

4. Личное военное снаряжение специального характера, которое трудно приспособить для использования в гражданских целях.

Категория IV

1. Военные суда любого типа, включая переделанные суда и пловучие средства, спроектированные или предназначенные для их обслуживания или поддержки, которые технически не могут быть переделаны для гражданского использования, а также вооружение, броня, боеприпасы, самолеты и всякое другое оборудование, материалы, машины и установки, которые не применяются в мирное время на судах, кроме военных судов.

2. Десантные суда и земноводные перевозочные средства или приспособления всякого рода; штурмовые лодки или приспособления всякого рода, а также катапульты и другие аппараты для выпуска самолетов, ракет, движимых боевых средств или всяких других снарядов, аппаратов или приспособлений, укомплектованных или неукомплектованных людьми, управляемых или неуправляемых.

3. Подводные или полуподводные суда, пловучие средства, боевые средства, приспособления или аппараты всякого рода, включая специально

сконструированные защитные боны для гавани, за исключением тех случаев, когда это может быть потребовано для целей спасения или для других гражданских целей, а также все оборудование, принадлежности, запасные части, экспериментальные или учебные средства, приборы или установки, которые могут быть специально предназначены для строительства, испытания, содержания или хранения вышеперечисленного.

Категория V

1. Собранные и несобранные летательные аппараты тяжелее и легче воздуха, которые предназначены или приспособлены для воздушных боевых действий посредством применения пулеметов, артиллерии, установок для выбрасывания ракет, или предназначены или приспособлены для перевозки и сбрасывания бомб, или оборудованы или же по своему типу или конструкции могут быть оборудованы какими-либо из приспособлений, перечисленных в пункте 2 ниже.

2. Авиационные орудийные установки и рамы, бомбодержатели, торпедодержатели, а также механизмы для сбрасывания бомб или торпед; орудийные башни и боковые пулеметные башни.

3. Оснащение, специально предназначенное и использующееся исключительно в авиадесантных войсках.

4. Катапульты или запускные аппараты для запуска самолетов с судов, суши и моря; катапульты для запуска самолетов-снарядов.

5. Заградительные аэростаты.

Категория VI

Удушающие, смертоносные, отравляющие и выводящие из строя вещества, предназначенные для военных целей или производимые сверх того, что требуется для гражданских целей.

Категория VII

Метательные средства, взрывчатые вещества, пиротехнические средства и жидкие газы, предназначенные для метания, взрыва, заряжания и наполнения перечисленных в настоящих категориях военных материалов или для использования в связи с последними, которые не могут быть использованы для гражданских целей или производство которых превышает то, что требуется для гражданских целей.

Категория VIII

Фабричное и инструментальное оборудование, которое специально сконструировано для производства и содержания вышеперечисленных материалов и техники и которое технически не может быть приспособлено для гражданских целей.

ПРИЛОЖЕНИЕ IV

СПЕЦИАЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ, ОТНОСЯЩИЕСЯ К НЕКОТОРЫМ ВИДАМ СОБСТВЕННОСТИ

А. Промышленная, литературная и художественная собственность

1. а) Союзным и Соединенным Державам и их гражданам должен быть предоставлен срок в один год со дня вступления в силу настоящего Договора для того, чтобы дать им возможность, без взимания с них дополнительных сборов или других штрафов любого рода, совершить все необходимые акты для приобретения или сохранения в Финляндии прав промышленной, литературной и художественной собственности, которые не могли быть совершены вследствие существования состояния войны.

б) Союзные и Соединенные Державы или их граждане, которые надлежащим образом сделали заявку на территории любой Союзной или Соединенной Державы о патенте или о регистрации образца не ранее, чем за 12 месяцев до возникновения войны с Финляндией или в течение войны, или о регистрации промышленного рисунка, или модели, или товарного знака не ранее, чем за 6 месяцев до возникновения войны с Финляндией или во время войны, будут иметь право в течение 12 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора сделать заявку о соответствующих правах в Финляндии вместе с правом приоритета, основанным на более ранней регистрации заявки на территории этой Союзной или Соединенной Державы.

в) Каждой из Союзных и Соединенных Держав и ее гражданам должен быть предоставлен срок в один год со дня вступления в силу настоящего Договора, в течение которого они могут возбуждать дело в Финляндии против тех физических или юридических лиц, в отношении которых утверждается, что они незаконно нарушили их права промышленной, литературной или художественной собственности между датой возникновения войны и датой вступления в силу настоящего Договора.

2. Период с момента возникновения войны до истечения 18 месяцев после вступления в силу настоящего Договора должен быть исключен при исчислении срока, в течение которого патент должен был быть осуществлен или рисунок или товарный знак — использован.

3. Период с момента возникновения войны до дня вступления в силу настоящего Договора должен быть исключен из нормального срока прав промышленной, литературной и художественной собственности, которые имели силу в Финляндии к моменту возникновения войны, или которые признаны или устанавлены на основании части А настоящего Приложения и которые принадлежат любой из Союзных и Соединенных Держав или ее гражданам. Поэтому нормальная продолжительность таких прав должна считаться автоматически продленной в Финляндии на дальнейший срок, соответствующий исключительно такому образом периоду.

4. Предшествующие положения, касающиеся прав в Финляндии Союзных и Соединенных Держав и их граждан, должны равным образом применяться в отношении прав Финляндии и ее граждан на территориях Союзных и Соединенных Держав. Однако, ничто в этих положениях не дает Финляндии или ее гражданам права на более благоприятный режим на территории какой-либо из Союзных и Соединенных Держав, чем тот, который предоставляется в подобных случаях этой Державой какой-либо другой из Объединенных Наций или ее гражданам. Финляндия не будет также обязана на основании этих положений предоставлять любой из Союзных и Соединенных Держав или ее гражданам более благоприятный режим, чем тот, которым пользуются на территории этой Державы Финляндия или ее граждане в вопросах, предусмотренных в предшествующих положениях.

5. Третьим лицам на территориях любой из Союзных и Соединенных Держав или Финляндии, которые до дня вступления в силу настоящего Договора добросовестно приобрели права на промышленную, литературную или художественную собственность, находящиеся в противоречии с правами, восстановленными на основании части А настоящего Приложения, или в противоречии с правами, приобретенными на основании приоритета в силу этого же Приложения, или которые добросовестно изготовили, опубликовали, воспроизвели, использовали или продали предмет, к которому относятся эти права, будет разрешено, без всякой ответственности за нарушение, продолжать осуществлять такие права и продолжать или возобновить такое изготовление, публикацию, репродукцию, использование или продажу, которые были добросовестно приобретены или начаты. В Финляндии такое разрешение будет носить форму неисключительной лицензии, предоставляемой на условиях по взаимному соглашению сторон, а при отсутствии соглашения — на условиях, устанавливаемых Согласительной Комиссией, учрежденной на основании статьи 31 настоящего Договора. Однако, на территории каждой из Союзных и Соединенных Держав добросовестные третьи лица будут пользоваться такой защитой, какая предоставляется при аналогичных обстоятельствах добросовестным третьим лицам, права которых находятся в противоречии с правами граждан других Союзных и Соединенных Держав.

6. Ничто в части А настоящего Приложения не должно толковаться как дающее Финляндии или ее гражданам право на какой-либо патент или образец на территории какой-либо из Союзных и Соединенных Держав в отношении изобретений, относящихся к любому предмету, поименованному в Приложении III к настоящему Договору, которые были сделаны или в отношении которых заявки были зарегистрированы Финляндией или любым из ее граждан в Финляндии, или на территории любой из держав оси, или на территории, которая была оккупирована вооруженными силами держав оси, в течение периода времени, когда данная территория находилась под контролем вооруженных сил или властей держав оси.

7. Финляндия равным образом распространит действие предыдущих положений настоящего Приложения на Францию и другие не являющиеся Союзными или Соединенными Державами Объединенные Нации, дипломатические отношения которых с Финляндией были порваны во время войны и

которые обязуются предоставить Финляндии преимущества, предоставляемые Финляндии этими же положениями.

8. Ничто в части А настоящего Приложения не будет пониматься как противоречащее статьям 25 и 27 настоящего Договора.

В. Страховое дело

1. Никакие препятствия, кроме тех, которые вообще устанавливаются в отношении страховщиков, не должны ставиться к возобновлению страховщиками, являющимися гражданами Объединенных Наций, их бывших деловых портфелей.

2. Если страховщик из числа граждан любой из Объединенных Наций желает возобновить свою профессиональную деятельность в Финляндии и если будет установлено, что стоимость гарантийных депозитов или резервных фондов, требующихся в качестве условия для ведения дела в Финляндии, уменьшилась вследствие потери или обесценения ценных бумаг, из которых состояли эти депозиты или резервные фонды, Правительство Финляндии обязуется считать в течение 18 месяцев такие ценные бумаги, которые сохранились, удовлетворяющими предписаниям закона в отношении депозитов и резервных фондов.

ПРИЛОЖЕНИЕ V КОНТРАКТЫ, СРОКИ ДАВНОСТИ И ЦЕННЫЕ БУМАГИ

А. Контракты

1. Всякий контракт, который для своего выполнения требовал установления сношений между любыми из его сторон, ставшими врагами, как это определено в части D настоящего Приложения, должен, при условии соблюдения исключений, изложенных в пунктах 2 и 3 ниже, считаться расторгнутым с того времени, когда любые из его сторон стали врагами. Такое расторжение, однако, не должно освобождать ту или иную сторону контракта от обязательства вернуть суммы, полученные в качестве авансов или частичных платежей, в отношении которых такая сторона ничего не сделала взамен.

2. Несмотря на положения пункта 1 выше, не подлежат расторжению и остаются в силе такие части любого контракта, которые отделимы и не требовали для своего исполнения установления сношений между любыми из его сторон, ставшими врагами, как это определено в части D настоящего Приложения. Если положения того или иного контракта не могут быть таким образом отделены, контракт должен считаться полностью расторгнутым. Вышеизложенное имеет силу при условии применения внутренних законов, распоряжений или правил, изданных любой из Союзных и Соединенных Держав, имеющих юрисдикцию в отношении контракта или в отношении любой из его сторон, а также будет подчиняться условиям контракта.

3. Ничто в части А настоящего Приложения не должно рассматриваться как аннулирующее сделки, законно осуществленные в соответствии с контрактом между врагами, если они осуществлены с разрешения Правительства любой из Союзных и Соединенных Держав.

4. Несмотря на вышеприведенные положения, контракты по страхованию и перестрахованию будут подчиняться отдельным соглашениям между Правительством заинтересованной Союзной или Соединенной Державы и Правительством Финляндии.

В. Сроки давности

1. Все сроки давности или сроки ограничения права на иск или права принимать охранительные меры в отношениях, касающихся лиц или собственности и затрагивающих граждан Объединенных Наций и финляндских граждан, которые в силу состояния войны не могли предъявить иска или выполнить формальностей, необходимых для обеспечения своих прав, независимо от того, началось ли течение этих сроков до или после возникновения войны, будут считаться приостановленными на время войны на территории Финляндии, с одной стороны, и на территории тех из Объединенных Наций, которые предоставляют Финляндии на началах взаимности преимущества, предусмотренные положениями настоящего пункта, — с другой. Течение приостановленных сроков давности возобновится со дня вступления в силу настоящего Договора. Положения настоящего пункта будут применимы в отношении сроков, установленных для предъявления процентных купонов или купонов на дивиденд или для предъявления к оплате ценных бумаг, вышедших в тираж или подлежащих оплате на каком-либо другом основании.

2. В тех случаях, когда вследствие невыполнения какого-либо акта или какой-либо формальности во время войны были приняты исполнительные меры на финляндской территории в ущерб тому или иному гражданину любой из Объединенных Наций, Правительство Финляндии восстановит права, которым был нанесен ущерб. Если такое восстановление является несправедливым или невозможным, Правительство Финляндии примет меры к тому, чтобы гражданину Объединенных Наций было предоставлено такое пособие, которое может оказаться справедливым при этих обстоятельствах.

С. Ценные бумаги

1. В отношениях между врагами ни одна ценная бумага, составленная до войны, не будет рассматриваться как утратившая силу только потому, что эта бумага не была в установленные сроки предъявлена для акцепта или оплаты, или не было сделано уведомление составителю или лицу, учинившему передаточную надпись, об отказе от акцепта или платежа, или она не была опротестована, или же потому, что не была выполнена какая-либо формальность во время войны.

2. В тех случаях, когда срок, установленный для того, чтобы ценная бумага была предъявлена для акцепта или оплаты, или срок, в который уведомление об отказе от акцепта или платежа должно было быть сделано составителю или лицу, учинившему передаточную надпись, или в течение которого документ должен был быть опротестован, истек во время войны, а сторона, которая должна была предъявить или опротестовать документ или уведомить об отказе от акцепта или платежа, не сделала этого во время войны, ей будет предоставлен срок не менее трех месяцев, считая со дня вступления

в силу настоящего Договора, в течение которого может быть сделано предъ-
явление, уведомление об отказе от акцепта или платежа или опротестование.

3. Если какое-либо лицо до или во время войны вступило в обязательство по какой-либо ценной бумаге в связи с обязательством, выданным ему лицом, ставшим в дальнейшем врагом, то последнее остается обязанным предоставить первому возмещение в отношении этого обязательства, независимо от возникновения войны.

D. Общее постановление

Для целей настоящего Приложения физические или юридические лица будут рассматриваться как враги с того дня, когда торговля между ними стала незаконной на основании законов, распоряжений или правил, действию которых такие лица или контракты подлежали.

ПРИЛОЖЕНИЕ VI

ПРИЗОВЫЕ СУДЫ И СУДЕБНЫЕ РЕШЕНИЯ

A. Призовые суды

Каждая из Союзных и Соединенных Держав оставляет за собой право рассмотреть в соответствии с процедурой, которая должна быть ею установлена, все решения и распоряжения финляндских призовых судов по делам относительно прав собственности ее граждан и рекомендовать Правительству Финляндии, чтобы был предпринят пересмотр тех решений или распоряжений, которые могут оказаться несоответствующими международному праву.

Правительство Финляндии обязуется предоставить копии всех документов, составляющих досье этих дел, включая вынесенные решения и распоряжения, и принять все рекомендации, сделанные в результате рассмотрения упомянутых дел, и осуществить такие рекомендации.

B. Судебные решения

Правительство Финляндии предпримет необходимые меры для того, чтобы дать гражданам любой из Объединенных Наций возможность в любое время в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора передать соответствующим финляндским властям для пересмотра любое судебное решение, вынесенное финляндским судом между 22 июня 1941 года и днем вступления в силу настоящего Договора при любом судебном разбирательстве, в котором гражданин Объединенных Наций не смог в достаточной мере изложить свое дело в качестве истца или ответчика. Правительство Финляндии должно предусмотреть, чтобы в тех случаях, когда гражданин Объединенных Наций потерпел ущерб в силу любого такого судебного решения, он был бы восстановлен в том положении, в котором он находился до вынесения этого судебного решения, или чтобы ему было предоставлено такое пособие, которое может оказаться справедливым при этих обстоятельствах. Выражение «граждане Объединенных Наций» включает корпорации или ассоциации, организованные или учрежденные на основании законов любой из Объединенных Наций.

No. 746. TREATY¹ OF PEACE WITH FINLAND. SIGNED AT
PARIS, ON 10 FEBRUARY 1947

The Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, the Byelorussian Soviet Socialist Republic, Canada, Czechoslovakia, India, New Zealand, the Ukrainian Soviet Socialist Republic, and the Union of South Africa, as the States which are at war with Finland and actively waged war against the European enemy States with substantial military forces, hereinafter referred to as “the Allied and Associated Powers”, of the one part,

and Finland, of the other part;

Whereas Finland, having become an ally of Hitlerite Germany and having participated on her side in the war against the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom and other United Nations, bears her share of responsibility for this war;

Whereas, however, Finland on September 4, 1944, entirely ceased military operations against the Union of Soviet Socialist Republics, withdrew from the war against the United Nations, broke off relations with Germany and her satellites, and, having concluded on September 19, 1944, an Armistice with the Governments of the Union of Soviet Socialist Republics and the United Kingdom, acting on behalf of the United Nations at war with Finland, loyally carried out the Armistice terms; and

Whereas the Allied and Associated Powers and Finland are desirous of concluding a treaty of peace which, conforming to the principles of justice, will settle questions still outstanding as a result of the events hereinbefore recited and will form the basis of friendly relations between them, thereby enabling the

¹ Came into force on 15 September 1947 upon the deposit with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics of the instruments of ratification by the Union of Soviet Socialist Republics and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in accordance with article 36.

List of States which have deposited instruments of ratification with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and dates of deposit thereof:

Union of Soviet Socialist Republics.....	15	September	1947
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	15	September	1947
Byelorussian Soviet Socialist Republic	15	September	1947
Ukrainian Soviet Socialist Republic	15	September	1947
Finland	15	September	1947
India	19	September	1947
Canada	19	September	1947
Czechoslovakia	14	October	1947
New Zealand	31	December	1947
Union of South Africa	17	May	1948
Australia	10	July	1948

N° 746. TRAITE¹ DE PAIX AVEC LA FINLANDE. SIGNE A
PARIS, LE 10 FEVRIER 1947

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Australie, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, le Canada, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Tchécoslovaquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union Sud-Africaine, en tant qu'Etats en guerre avec la Finlande et ayant participé à la lutte contre les Etats européens ennemis avec des forces militaires importantes, désignés ci-après sous le nom de "Puissances Alliées et Associées," d'une part,

et la Finlande, d'autre part,

Considérant que la Finlande, qui est devenue l'alliée de l'Allemagne hitlérienne et a participé à ses côtés à la guerre contre le Royaume-Uni, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes et d'autres Nations Unies, porte sa part de responsabilité dans cette guerre;

Considérant toutefois que, le 4 septembre 1944, la Finlande a cessé toutes opérations militaires contre l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, qu'elle s'est retirée de la guerre contre les Nations Unies et qu'elle a rompu les relations avec l'Allemagne et ses satellites et, qu'après avoir conclu, le 19 septembre 1944, un armistice avec les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, agissant au nom des Nations Unies en guerre avec la Finlande, elle a loyalement exécuté les conditions de l'Armistice;

Considérant que les Puissances Alliées et Associées et la Finlande sont désireuses de conclure un traité de paix qui règle, en conformité avec les principes de justice, les questions demeurant en suspens à la suite des événements ci-dessus rappelés et qui forme la base de relations amicales entre elles, permettant ainsi

¹ Entré en vigueur le 15 septembre 1947 par le dépôt auprès du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes des instruments de ratification par l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conformément à l'article 36.

Liste des Etats qui ont déposé des instruments de ratification auprès du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes et dates du dépôt de ces instruments:

Union des Républiques Soviétiques Socialistes.....	15	septembre	1947
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	15	septembre	1947
République Soviétique Socialiste de Biélorussie.....	15	septembre	1947
République Soviétique Socialiste d'Ukraine.....	15	septembre	1947
Finlande	15	septembre	1947
Inde	19	septembre	1947
Canada	19	septembre	1947
Tchécoslovaquie	14	octobre	1947
Nouvelle-Zélande	31	décembre	1947
Union Sud-Africaine	17	mai	1948
Australie	10	juillet	1948

Allied and Associated Powers to support Finland's application to become a member of the United Nations and also to adhere to any Convention concluded under the auspices of the United Nations;

Have therefore agreed to declare the cessation of the state of war and for this purpose to conclude the present Treaty of Peace, and have accordingly appointed the undersigned Plenipotentiaries who, after presentation of their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions.

PART I TERRITORIAL CLAUSES

Article 1

The frontiers of Finland, as shown on the map annexed to the present Treaty¹ (Annex I), shall be those which existed on January 1, 1941, except as provided in the following Article.

Article 2

In accordance with the Armistice Agreement of September 19, 1944, Finland confirms the return to the Soviet Union of the province of Petsamo (Pechenga) voluntarily ceded to Finland by the Soviet State under the Peace Treaties of October 14, 1920,² and March 12, 1940. The frontiers of the province of Petsamo (Pechenga) are shown on the map annexed to the present Treaty (Annex I).

PART II POLITICAL CLAUSES

SECTION I

Article 3

In accordance with the Armistice Agreement, the effect of the Peace Treaty between the Soviet Union and Finland concluded in Moscow on March 12, 1940, is restored, subject to the replacement of Articles 4, 5 and 6 of that Treaty by Articles 2 and 4 of the present Treaty.

Article 4

1. In accordance with the Armistice Agreement, the Soviet Union confirms the renunciation of its right to the lease of the Peninsula of Hango, accorded to

¹ See insert between pages 304 and 305 of this volume.

² League of Nations, *Treaty Series*, Volume III, page 5.

aux Puissances Alliées et Associées d'appuyer les demandes que la Finlande présentera pour devenir membre de l'Organisation des Nations Unies et pour adhérer à toute convention conclue sous les auspices des Nations Unies;

Pour ces motifs, ont décidé de proclamer la cessation de l'état de guerre et de conclure à cet effet le présent Traité de Paix et ont, à ces fins, désigné les Plénipotentiaires soussignés, lesquels, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

PARTIE I

CLAUSES TERRITORIALES

Article 1

Les frontières de la Finlande, telles qu'elles sont indiquées sur la carte jointe au présent Traité¹ (annexe I) demeureront telles qu'elles étaient au 1er janvier 1941, sous réserve des dispositions de l'article suivant.

Article 2

Conformément à la Convention d'Armistice du 19 septembre 1944, la Finlande confirme le retour à l'Union Soviétique de la province de Petsamo (Petchenga) cédée de plein gré à la Finlande par l'Etat soviétique aux termes des Traités de Paix du 14 octobre 1920² et du 12 mars 1940. Les frontières de la province de Petsamo (Petchenga) sont indiquées sur la carte jointe en annexe au présent Traité (annexe I).

PARTIE II

CLAUSES POLITIQUES

SECTION I

Article 3

Conformément à la Convention d'Armistice, il est redonné effet au Traité de Paix entre l'Union Soviétique et la Finlande, conclu à Moscou le 12 mars 1940, sous réserve du remplacement des articles 4, 5 et 6 de ce Traité par les articles 2 et 4 du présent Traité.

Article 4

1. Conformément à la Convention d'Armistice, l'Union Soviétique confirme avoir renoncé à ses droits sur la prise à bail de la presqu'île de Hangö,

¹ Voir hors-texte entre les pages 304 et 305 de ce volume.

² Société des Nations, *Recueil des Traités*, Volume III, page 5.

it by the Soviet-Finnish Peace Treaty of March 12, 1940, and Finland for her part confirms having granted to the Soviet Union on the basis of a fifty years lease at an annual rent payable by the Soviet Union of five million Finnish marks the use and administration of territory and waters for the establishment of a Soviet naval base in the area of Porkkala-Udd as shown on the map annexed to the present Treaty (Annex I).

2. Finland confirms having secured to the Soviet Union, in accordance with the Armistice Agreement, the use of the railways, waterways, roads and air routes necessary for the transport of personnel and freight dispatched from the Soviet Union to the naval base at Porkkala-Udd, and also confirms having granted to the Soviet Union the right of unimpeded use of all forms of communication between the Soviet Union and the territory leased in the area of Porkkala-Udd.

Article 5

The Aaland Islands shall remain demilitarized in accordance with the situation as at present existing.

SECTION II

Article 6

Finland shall take all measures necessary to secure to all persons under Finnish jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

Article 7

Finland, which in accordance with the Armistice Agreement has taken measures to set free, irrespective of citizenship and nationality, all persons held in confinement on account of their activities in favour of, or because of their sympathies with, the United Nations or because of their racial origin, and to repeal discriminatory legislation and restrictions imposed thereunder, shall complete these measures and shall in future not take any measures or enact any laws which would be incompatible with the purposes set forth in this Article.

Article 8

Finland, which in accordance with the Armistice Agreement has taken measures for dissolving all organisations of a Fascist type on Finnish territory, whether political, military or para-military, as well as other organisations con-

qui lui avait été accordée par le Traité de Paix soviéto-finlandais du 12 mars 1940 et, de son côté, la Finlande confirme avoir concédé à l'Union Soviétique par un bail de cinquante ans, et moyennant paiement par l'Union Soviétique d'une redevance annuelle de 5 millions de marks finlandais, l'utilisation et l'administration du territoire et des eaux territoriales nécessaires à l'établissement d'une base navale soviétique dans la région de Porkkala-Udd, selon les indications portées sur la carte jointe au présent Traité (annexe I).

2. La Finlande confirme qu'elle a donné à l'Union Soviétique conformément à la Convention d'Armistice, la faculté d'employer les voies ferrées, les voies d'eau, les routes terrestres et aériennes nécessaires au transport du personnel et des marchandises envoyées de l'Union Soviétique à la base navale de Porkkala-Udd; elle confirme également qu'elle a accordé à l'Union Soviétique le droit d'utiliser sans restriction tous les moyens de communication entre l'Union Soviétique et le territoire cédé à bail dans la région de Porkkala-Udd.

Article 5

Les îles d'Aland demeureront démilitarisées comme elles le sont actuellement.

SECTION II

Article 6

La Finlande prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

Article 7

La Finlande qui, conformément à la Convention d'Armistice, a pris des mesures pour mettre en liberté, sans distinction de citoyenneté ou de nationalité, toutes les personnes détenues en raison de leurs activités en faveur des Nations Unies ou de leur sympathie pour celles-ci, ou en raison de leur origine raciale, et pour abroger la législation ayant un caractère discriminatoire et rapporter les restrictions imposées en vertu de celle-ci, s'engage à compléter ces mesures et à ne prendre à l'avenir aucune mesure ou à n'édicter aucune loi qui serait incompatible avec les fins énoncées dans le présent article.

Article 8

La Finlande qui, conformément à la Convention d'Armistice, a pris des mesures en vue de dissoudre toutes les organisations politiques, militaires ou paramilitaires de caractère fasciste existant sur le territoire finlandais, ainsi que

ducting propaganda hostile to the Soviet Union or to any of the other United Nations, shall not permit in future the existence and activities of organisations of that nature which have as their aim denial to the people of their democratic rights.

Article 9

1. Finland shall take all necessary steps to ensure the apprehension and surrender for trial of:

(a) Persons accused of having committed, ordered or abetted war crimes and crimes against peace or humanity;

(b) Nationals of any Allied or Associated Power accused of having violated their national law by treason or collaboration with the enemy during the war.

2. At the request of the United Nations Government concerned, Finland shall likewise make available as witnesses persons within its jurisdiction, whose evidence is required for the trial of the persons referred to in paragraph 1 of this Article.

3. Any disagreement concerning the application of the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall be referred by any of the Governments concerned to the Heads of the Diplomatic Missions in Helsinki of the Soviet Union and the United Kingdom, who will reach agreement with regard to the difficulty.

SECTION III

Article 10

Finland undertakes to recognise the full force of the Treaties of Peace with Italy, Roumania, Bulgaria and Hungary and other agreements or arrangements which have been or will be reached by the Allied and Associated Powers in respect of Austria, Germany and Japan for the restoration of peace.

Article 11

Finland undertakes to accept any arrangements which have been or may be agreed for the liquidation of the League of Nations and the Permanent Court of International Justice.

Article 12

1. Each Allied or Associated Power will notify Finland, within a period of six months from the coming into force of the present Treaty, which of its pre-war bilateral treaties with Finland it desires to keep in force or revive. Any

toutes autres organisations faisant une propagande hostile à l'Union Soviétique ou à toute autre Nation Unie, s'engage à ne pas tolérer à l'avenir l'existence et l'activité d'organisations de cette nature qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques.

Article 9

1. La Finlande prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'arrestation et la livraison en vue de leur jugement :

(a) des personnes accusées d'avoir commis, ordonné des crimes de guerre et des crimes contre la paix ou l'humanité, ou d'en avoir été complices;

(b) des ressortissants de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées accusés d'avoir enfreint les lois de leurs pays en commettant des actes de trahison ou en collaborant avec l'ennemi pendant la guerre.

2. A la demande du Gouvernement de l'une des Nations Unies intéressées, la Finlande devra assurer en outre la comparution comme témoins des personnes relevant de sa juridiction dont la déposition est nécessaire pour le jugement des personnes visées au paragraphe 1 du présent article.

3. Tout désaccord concernant l'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article sera soumis par tout Gouvernement intéressé aux Chefs des missions diplomatiques à Helsinki du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique, qui se mettront d'accord sur le point soulevé.

SECTION III

Article 10

La Finlande s'engage à reconnaître la pleine valeur des Traités de Paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie ainsi que des autres accords ou arrangements qui ont été conclus ou qui seront conclus par les Puissances Alliées et Associées, en ce qui concerne l'Autriche, l'Allemagne et le Japon, en vue du rétablissement de la paix.

Article 11

La Finlande s'engage à accepter tous les arrangements qui ont été conclus ou qui pourront être conclus pour la liquidation de la Société des Nations et de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 12

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées notifiera à la Finlande, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les traités bilatéraux qu'elle a conclus avec la Finlande antérieurement à la guerre,

provisions not in conformity with the present Treaty shall, however, be deleted from the above-mentioned treaties.

2. All such treaties so notified shall be registered with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

3. All such treaties not so notified shall be regarded as abrogated.

PART III

MILITARY, NAVAL AND AIR CLAUSES

Article 13

The maintenance of land, sea and air armaments and fortifications shall be closely restricted to meeting tasks of an internal character and local defence frontiers. In accordance with the foregoing, Finland is authorised to have armed forces consisting of not more than:

(a) A land army, including frontier troops and anti-aircraft artillery, with a total strength of 34,400 personnel;

(b) A navy with a personnel strength of 4,500 and a total tonnage of 10,000 tons;

(c) An air force, including any naval air arm, of 60 aircraft, including reserves, with a total personnel strength of 3,000. Finland shall not possess or acquire any aircraft designed primarily as bombers with internal bomb-carrying facilities.

These strengths shall in each case include combat, service and overhead personnel.

Article 14

The personnel of the Finnish Army, Navy and Air Force in excess of the respective strengths permitted under Article 13 shall be disbanded within six months from the coming into force of the present Treaty.

Article 15

Personnel not included in the Finnish Army, Navy or Air Force shall not receive any form of military training, naval training or military air training as defined in Annex II.

et dont elle désire le maintien ou la remise en vigueur. Toutes dispositions des traités dont il s'agit qui ne seraient pas en conformité avec le présent Traité seront toutefois supprimées.

2. Tous les traités de cette nature qui auront fait l'objet de cette notification seront enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

3. Tous les traités de cette nature qui n'auront pas fait l'objet d'une telle notification seront tenus pour abrogés.

PARTIE III

CLAUSES MILITAIRES, NAVALES ET AERIENNES

Article 13

Les armements terrestres, maritimes et aériens et les fortifications seront strictement limités de manière à répondre aux tâches d'ordre intérieur et à la défense locale des frontières. Conformément aux dispositions ci-dessus, la Finlande est autorisée à conserver des forces armées ne dépassant pas :

(a) Pour l'armée de terre, y compris les gardes-frontières et le personnel de l'artillerie de défense antiaérienne, un effectif total de 34.400 hommes;

(b) Pour la marine, un effectif de 4.500 hommes et un tonnage total de 10.000 tonnes;

(c) Pour l'aviation militaire, y compris toute l'aéronautique navale et les avions de réserve, 60 avions et un effectif total de 3.000 hommes. La Finlande ne devra ni posséder ni acquérir d'avions conçus essentiellement comme bombardiers et comportant des dispositifs intérieurs pour le transport des bombes.

Ces effectifs comprendront, dans chaque cas, le personnel de commandement, les unités combattantes et les services.

Article 14

Le personnel de l'armée, de la marine et de l'aviation finlandaises en excédent des effectifs autorisés dans chaque cas aux termes de l'article 13, sera licencié dans un délai de six mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 15

Aucune forme d'instruction militaire, navale ou aérienne, au sens de l'annexe II, ne sera donnée aux personnes ne faisant pas partie de l'armée, de la marine ou de l'aviation finlandaises.

Article 16

1. As from the coming into force of the present Treaty, Finland will be invited to join the Barents, Baltic and Black Sea Zone Board of the International Organisation for Mine Clearance of European Waters and shall maintain at the disposal of the Central Mine Clearance Board all Finnish minesweeping forces until the end of the post-war mine clearance period, as determined by the Central Board.

2. During this post-war mine clearance period, Finland may retain additional naval units employed only for the specific purpose of minesweeping, over and above the tonnage permitted in Article 13.

Within two months of the end of the said period, such of these vessels as are on loan to the Finnish Navy from other Powers shall be returned to those Powers, and all other additional units shall be disarmed and converted to civilian use.

3. Finland is also authorised to employ 1,500 additional officers and men for minesweeping over and above the numbers permitted in Article 13. Two months after the completion of minesweeping by the Finnish Navy, the excess personnel shall be disbanded or absorbed within the numbers permitted in the said Article.

Article 17

Finland shall not possess, construct or experiment with any atomic weapon, any self-propelled or guided missiles or apparatus connected with their discharge (other than torpedoes and torpedo launching gear comprising the normal armament of naval vessels permitted by the present Treaty), sea mines or torpedoes of non-contact types actuated by influence mechanisms, torpedoes capable of being manned, submarines or other submersible craft, motor torpedo boats, or specialised types of assault craft.

Article 18

Finland shall not retain, produce or otherwise acquire, or maintain facilities for the manufacture of, war material in excess of that required for the maintenance of the armed forces permitted under Article 13 of the present Treaty.

Article 19

1. Excess war material of Allied origin shall be placed at the disposal of the Allied Power concerned according to the instructions given by that Power.

Article 16

1. A partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, la Finlande sera invitée à devenir membre de la division Mer Noire, Baltique, Barents, de l'Organisation Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes, et elle s'engage à maintenir à la disposition de la Commission Centrale de Dragage des Mines la totalité de ses moyens de dragage jusqu'à la fin de la période de dragage d'après-guerre, telle qu'elle sera déterminée par la Commission Centrale.

2. Pendant la période de dragage qui suivra la fin des hostilités, la Finlande pourra conserver des unités navales en sus du tonnage autorisé par l'article 13, qui seront utilisées exclusivement aux fins de dragage des mines.

Dans un délai de deux mois après la fin de ladite période, ceux de ces bâtiments qui auront été prêtés à la marine finlandaise par d'autres Puissances seront rendus à ces Puissances et toutes les autres unités supplémentaires seront désarmées et transformées en vue d'un usage civil.

3. La Finlande est également autorisée à employer 1.500 officiers et marins pour le dragage des mines, en plus du personnel autorisé par l'article 13. Deux mois après la fin du dragage des mines par la marine finlandaise, ce personnel en excédent devra être licencié ou compris dans le personnel autorisé par ledit article.

Article 17

La Finlande ne possédera, ne fabriquera ni n'expérimentera aucune arme atomique, aucun projectile automoteur ou dirigé, ni aucun dispositif employé pour le lancement de ces projectiles (autre que les torpilles ou dispositifs de lancement de torpilles faisant partie de l'armement normal des navires autorisés par le présent Traité), aucune mine marine ou torpille fonctionnant par un mécanisme à influence, aucune torpille humaine, aucun sous-marin ou autre bâtiment submersible, aucune vedette lance-torpilles, ni aucun type spécialisé de bâtiment d'assaut.

Article 18

La Finlande ne devra pas conserver, fabriquer ou acquérir par tout autre moyen, de matériel de guerre en excédent de ce qui est nécessaire au maintien des forces armées autorisées par l'article 13 du présent Traité ni laisser subsister de facilités pour la production de ce matériel de guerre.

Article 19

1. Le matériel de guerre de provenance alliée en excédent sera mis à la disposition de la Puissance Alliée intéressée, conformément aux instructions qui

Excess Finnish war material shall be placed at the disposal of the Governments of the Soviet Union and the United Kingdom. Finland shall renounce all rights to this material.

2. War material of German origin or design in excess of that required for the armed forces permitted under the present Treaty shall be placed at the disposal of the Two Governments. Finland shall not acquire or manufacture any war material of German origin or design, or employ or train any technicians, including military and civil aviation personnel, who are or have been nationals of Germany.

3. Excess war material mentioned in paragraphs 1 and 2 of this Article shall be handed over or destroyed within one year from the coming into force of the present Treaty.

4. A definition and list of war material for the purposes of the present Treaty are contained in Annex III.

Article 20

Finland shall co-operate fully with the Allied and Associated Powers with a view to ensuring that Germany may not be able to take steps outside German territory towards rearmament.

Article 21

Finland shall not acquire or manufacture civil aircraft which are of German or Japanese design or which embody major assemblies of German or Japanese manufacture or design.

Article 22

Each of the military, naval and air clauses of the present Treaty shall remain in force until modified in whole or in part by agreement between the Allied and Associated Powers and Finland or, after Finland becomes a member of the United Nations, by agreement between the Security Council and Finland.

PART IV REPARATION AND RESTITUTION

Article 23

1. Losses caused to the Soviet Union by military operations and by the occupation by Finland of Soviet territory shall be made good by Finland to

seront données par celle-ci; le matériel de guerre finlandais en excédent sera mis à la disposition des Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique. La Finlande renoncera à tous droits sur ce matériel.

2. Le matériel de guerre de provenance allemande ou construit sur des plans allemands, en excédent de ce qui est nécessaire aux forces armées autorisées par le présent Traité, sera mis à la disposition des deux Gouvernements. La Finlande n'acquerra ni ne fabriquera aucun matériel de guerre de provenance allemande ou construit sur des plans allemands; elle n'emploiera ni n'instruira aucun technicien, y compris le personnel de l'aviation militaire ou civile, qui soit ou ait été ressortissant allemand.

3. Le matériel de guerre en excédent mentionné aux paragraphes 1 et 2 du présent article sera livré ou détruit dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

4. La définition et la liste du matériel de guerre aux fins du présent Traité figurent à l'annexe III.

Article 20

La Finlande s'engage à apporter son entière collaboration aux Puissances Alliées et Associées en vue de mettre l'Allemagne dans l'impossibilité de prendre, hors du territoire allemand, des mesures tendant à son réarmement.

Article 21

La Finlande s'engage à n'acquérir ou fabriquer aucun avion civil de modèle allemand ou japonais ou comportant des éléments importants de fabrication ou de conception allemande ou japonaise.

Article 22

Chacune des clauses militaires, navales et aériennes du présent Traité demeurera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été modifiée, entièrement ou partiellement, par accord entre les Puissances Alliées et Associées et la Finlande, ou, après que la Finlande sera devenue membre de l'Organisation des Nations Unies, par accord entre le Conseil de Sécurité et la Finlande.

PARTIE IV

REPARATIONS ET RESTITUTIONS

Article 23

La Finlande indemnisera l'Union Soviétique des pertes causées du fait des opérations militaires et de l'occupation, par la Finlande, du territoire sovié-

the Soviet Union, but, taking into consideration that Finland has not only withdrawn from the war against the United Nations, but has also declared war on Germany and assisted with her forces in driving German troops out of Finland, the Parties agree that compensation for the above losses will be made by Finland not in full, but only in part, namely in the amount of \$300,000,000 payable over eight years from September 19, 1944, in commodities (timber products, paper, cellulose, sea-going and river craft, sundry machinery, and other commodities).

2. The basis of calculation for the settlement provided in this Article shall be the United States dollar at its gold parity on the day of the signing of the Armistice Agreement, i.e. \$35 for one ounce of gold.

Article 24

Finland, in so far as she has not yet done so, undertakes within the time-limits indicated by the Government of the Soviet Union to return to the Soviet Union in complete good order all valuables and materials removed from its territory during the war, and belonging to State, public or co-operative organisations, enterprises or institutions or to individual citizens, such as: factory and works equipment, locomotives, rolling stock, tractors, motor vehicles, historic monuments, museum valuables and any other property.

PART V

ECONOMIC CLAUSES

Article 25

1. In so far as Finland has not already done so, Finland shall restore all legal rights and interests in Finland of the United Nations and their nationals as they existed on June 22, 1941, and shall return all property in Finland of the United Nations and their nationals as it now exists.

2. The Finnish Government undertakes that all property, rights and interests passing under this Article shall be restored free of all encumbrances and charges of any kind to which they may have become subject as a result of the war and without the imposition of any charges by the Finnish Government in connection with their return. The Finnish Government shall nullify all measures,

tique; toutefois, tenant compte du fait que la Finlande, non seulement s'est retirée de la guerre contre les Nations Unies, mais encore a déclaré la guerre à l'Allemagne et a contribué à l'aide de ses forces à chasser les troupes allemandes de Finlande, les Parties Contractantes conviennent que la Finlande indemniserà l'Union Soviétique des pertes indiquées ci-dessus, non en totalité, mais seulement en partie, à savoir, jusqu'à concurrence d'un montant de 300.000.000 de dollars des Etats-Unis payables en huit ans, à dater du 19 septembre 1944, en nature (bois, papier, cellulose, navires de mer et navires fluviaux, outillage divers, et autres marchandises).

La base de calcul pour le règlement prévu dans le présent article sera le dollar des Etats-Unis à sa parité or, à la date de la signature de la Convention d'Armistice, soit 35 dollars pour une once d'or.

Article 24

La Finlande, pour autant qu'elle ne l'a pas encore fait, s'engage à rendre en parfait état à l'Union Soviétique, dans les délais fixés par le Gouvernement de ce pays, tous les objets précieux et le matériel enlevés du territoire de l'Union Soviétique pendant la guerre et qui appartiennent à des organismes, institutions ou entreprises d'Etat, à des organisations, institutions ou entreprises publiques ou coopératives, ou à des particuliers. Ces objets et ce matériel pourront comprendre de l'outillage industriel, des locomotives, du matériel roulant, des tracteurs, des véhicules à moteur, des objets ayant une valeur historique, des pièces de musée ou tous autres biens.

PARTIE V

CLAUSES ECONOMIQUES

Article 25

1. Pour autant qu'elle ne l'a pas déjà fait, la Finlande rétablira tous les droits et intérêts légaux en Finlande des Nations Unies et de leurs ressortissants, tels qu'ils existaient au 22 juin 1941, et restituera à ces Nations Unies et à leurs ressortissants tous les biens leur appartenant en Finlande, dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2. Le Gouvernement finlandais restituera tous les biens, droits et intérêts visés au présent article, libres de toutes hypothèques et charges quelconques dont ils auraient pu être grevés du fait de la guerre, et sans que cette restitution donne lieu à la perception d'aucune somme de la part du Gouvernement finlandais. Le Gouvernement finlandais annulera toutes mesures, y compris les mesures

including seizures, sequestration or control, taken by it against United Nations property between June 22, 1941, and the coming into force of the present Treaty. In cases where the property has not been returned within six months from the coming into force of the present Treaty, application shall be made to the Finnish authorities not later than twelve months from the coming into force of the Treaty, except in cases in which the claimant is able to show that he could not file his application within this period.

3. The Finnish Government shall invalidate transfers involving property, rights and interests of any description belonging to United Nations nationals, where such transfers resulted from force or duress exerted by Axis Governments or their agencies during the war.

4. (a) The Finnish Government shall be responsible for the restoration to complete good order of the property returned to United Nations nationals under paragraph 1 of this Article. In cases where property cannot be returned or where, as a result of the war, a United Nations national has suffered a loss by reason of injury or damage to property in Finland, he shall receive from the Finnish Government compensation in Finnish marks to the extent of two-thirds of the sum necessary, at the date of payment, to purchase similar property or to make good the loss suffered. In no event shall United Nations nationals receive less favourable treatment with respect to compensation than that accorded to Finnish nationals.

(b) United Nations nationals who hold, directly or indirectly, ownership interests in corporations or associations which are not United Nations nationals within the meaning of paragraph 8 (a) of this Article, but which have suffered a loss by reason of injury or damage to property in Finland, shall receive compensation in accordance with sub-paragraph (a) above. This compensation shall be calculated on the basis of the total loss or damage suffered by the corporation or association and shall bear the same proportion to such loss or damage as the beneficial interests of such nationals in the corporation or association bear to the total capital thereof.

(c) Compensation shall be paid free of any levies, taxes or other charges. It shall be freely usable in Finland but shall be subject to the foreign exchange control regulations which may be in force in Finland from time to time.

(d) The Finnish Government shall accord to United Nations nationals the same treatment in the allocation of materials for the repair or rehabilitation

de saisie, de séquestre ou de contrôle, prises par lui à l'égard des biens des Nations Unies entre le 22 juin 1941 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Dans le cas où le bien n'aurait pas été restitué dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la demande devra être présentée aux autorités finlandaises dans un délai maximum de douze mois à compter de cette même date, sauf dans les cas où le demandeur serait en mesure d'établir qu'il lui a été impossible de présenter sa demande dans ce délai.

3. Le Gouvernement finlandais annulera les transferts portant sur des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des ressortissants des Nations Unies, lorsque ces transferts résultent de mesures de force ou de contrainte prises au cours de la guerre par les Gouvernements des Puissances de l'Axe ou par leurs organes.

4. (a) Le Gouvernement finlandais sera responsable de la remise en parfait état des biens restitués à des ressortissants des Nations Unies en vertu du paragraphe 1 du présent article. Lorsqu'un bien ne pourra être restitué, ou que du fait de la guerre, le ressortissant d'une Nation Unie aura subi une perte par suite d'une atteinte ou d'un dommage causé à un bien en Finlande, le Gouvernement finlandais indemnifiera le propriétaire en versant une somme en marks finlandais jusqu'à concurrence des deux tiers de la somme nécessaire, à la date du paiement, pour permettre au bénéficiaire, soit d'acheter un bien équivalent, soit de compenser la perte ou le dommage subi. En aucun cas, les ressortissants des Nations Unies ne devront être l'objet d'un traitement moins favorable en matière d'indemnité que le traitement accordé aux ressortissants finlandais.

(b) Les ressortissants des Nations Unies qui détiennent directement ou indirectement des parts d'intérêts dans des sociétés ou associations qui ne possèdent pas la nationalité des Nations Unies au sens du paragraphe 8 (a) du présent article, mais qui ont subi une perte par suite d'atteintes ou de dommages causés à leurs biens en Finlande recevront une indemnité, conformément à l'alinéa (a) ci-dessus. Cette indemnité sera calculée en fonction de la perte ou du dommage total subi par la société ou l'association, et son montant par rapport au total de la perte ou du dommage subi aura la même proportion que la part d'intérêts détenue par lesdits ressortissants par rapport au capital global de la société ou association en question.

(c) L'indemnité sera versée, nette de tous prélèvements, impôts ou autres charges. Elle pourra être librement employée en Finlande, mais sera soumise aux règlements relatifs au contrôle des changes qui pourront, à un moment donné, être en vigueur en Finlande.

(d) Le Gouvernement finlandais accordera aux ressortissants des Nations Unies le même traitement qu'aux ressortissants finlandais, en ce qui concerne

of their property in Finland and in the allocation of foreign exchange for the importation of such materials as applies to Finnish nationals.

(*e*) The Finnish Government shall grant United Nations nationals an indemnity in Finnish marks at the same rate as provided in sub-paragraph (*a*) above to compensate them for the loss or damage due to special measures applied to their property during the war, and which were not applicable to Finnish property. This sub-paragraph does not apply to a loss of profit.

5. All reasonable expenses incurred in Finland in establishing claims, including the assessment of loss or damage, shall be borne by the Finnish Government.

6. United Nations nationals and their property shall be exempted from any exceptional taxes, levies or imposts imposed on their capital assets in Finland by the Finnish Government or any Finnish authority between the date of the Armistice and the coming into force of the present Treaty for the specific purpose of meeting charges arising out of the war or of meeting the costs of reparation payable to any of the United Nations. Any sums which have been so paid shall be refunded.

7. The owner of the property concerned and the Finnish Government may agree upon arrangements in lieu of the provisions of this Article.

8. As used in this Article:

(*a*) "United Nations nationals" means individuals who are nationals of any of the United Nations, or corporations or associations organised under the laws of any of the United Nations, at the coming into force of the present Treaty, provided that the said individuals, corporations or associations also had this status at the date of the Armistice with Finland.

The term "United Nations nationals" also includes all individuals, corporations or associations which, under the laws in force in Finland during the war, have been treated as enemy;

(*b*) "Owner" means the United Nations national, as defined in sub-paragraph (*a*) above, who is entitled to the property in question, and includes a successor of the owner, provided that the successor is also a United Nations national as defined in sub-paragraph (*a*). If the successor has purchased the

l'attribution des matériaux pour la réparation ou la remise en état de leurs biens en Finlande, ainsi qu'en ce qui concerne l'attribution de devises étrangères en vue de l'importation de tels matériaux.

(e) Le Gouvernement finlandais accordera aux ressortissants des Nations Unies une indemnité en marks finlandais dans la même proportion que celle qui est prévue à l'alinéa (a) ci-dessus, pour compenser la perte ou les dommages qui résultent de mesures spéciales prises pendant la guerre à l'encontre de leurs biens et qui ne visaient pas les biens finlandais. Cet alinéa ne s'applique pas à un manque à gagner.

5. Tous les frais raisonnables auxquels donnera lieu, en Finlande, l'établissement des demandes, y compris l'évaluation des pertes et des dommages, seront à la charge du Gouvernement finlandais.

6. Les ressortissants des Nations Unies ainsi que leurs biens seront exemptés de tous impôts, contributions ou taxes exceptionnels, auxquels le Gouvernement finlandais ou une autorité finlandaise quelconque auraient soumis leurs avoirs en capital en Finlande entre la date de l'Armistice et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, en vue de couvrir les dépenses résultant soit de la guerre soit des réparations à payer à l'une des Nations Unies. Toutes les sommes qui auraient été ainsi perçues seront remboursées.

7. Le propriétaire des biens en question et le Gouvernement finlandais pourront conclure des arrangements qui se substitueront aux dispositions du présent article.

8. Aux fins du présent article:

(a) L'expression "ressortissants des Nations Unies" s'applique aux personnes physiques qui sont ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, ainsi qu'aux sociétés ou associations constituées sous le régime des lois de l'une des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, à condition que lesdites personnes physiques, sociétés ou associations aient déjà possédé ce statut à la date de l'Armistice avec la Finlande.

L'expression "ressortissants des Nations Unies" comprend également toutes les personnes physiques et les sociétés ou associations qui, aux termes de la législation en vigueur en Finlande pendant la guerre, ont été traitées comme ennemis.

(b) Le terme "propriétaire" désigne le ressortissant d'une des Nations Unies, tel qu'il est défini à l'alinéa (a) ci-dessus, qui a un titre légitime au bien en question, et s'applique au successeur du propriétaire, à condition que ce successeur soit aussi ressortissant d'une des Nations Unies au sens de l'alinéa (a).

property in its damaged state, the transferor shall retain his rights to compensation under this Article, without prejudice to obligations between the transferor and the purchaser under domestic law;

(c) "Property" means all movable or immovable property, whether tangible or intangible, including industrial, literary and artistic property, as well as all rights or interests of any kind in property.

Article 26

Finland recognises that the Soviet Union is entitled to all German assets in Finland transferred to the Soviet Union by the Control Council for Germany and undertakes to take all necessary measures to facilitate such transfers.

Article 27

In so far as any such rights were restricted on account of Finland's participation in the war on Germany's side, the rights of the Finnish Government and of any Finnish nationals, including juridical persons, relating to Finnish property or other Finnish assets on the territories of the Allied and Associated Powers shall be restored after the coming into force of the present Treaty.

Article 28

1. From the coming into force of the present Treaty, property in Germany of Finland and of Finnish nationals shall no longer be treated as enemy property and all restrictions based on such treatment shall be removed.

2. Identifiable property of Finland and of Finnish nationals removed by force or duress from Finnish territory to Germany by German forces or authorities after September 19, 1944, shall be eligible for restitution.

3. The restoration and restitution of Finnish property in Germany shall be effected in accordance with measures which will be determined by the Powers in occupation of Germany.

Article 29

1. Finland waives all claims of any description against the Allied and Associated Powers on behalf of the Finnish Government or Finnish nationals arising directly out of the war or out of actions taken because of the existence of a state of war in Europe after September 1, 1939, whether or not the Allied

Si le successeur a acheté le bien lorsque celui-ci était déjà endommagé, le vendeur conservera ses droits à l'indemnisation résultant du présent article, sans que les obligations existant entre le vendeur et l'acquéreur en vertu de la législation interne en soient affectées.

(c) Le terme "biens" désigne tous les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, y compris les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, ainsi que tous droits ou intérêts de nature quelconque dans des biens.

Article 26

La Finlande reconnaît que l'Union Soviétique a droit à tous les avoirs allemands en Finlande transférés à l'Union Soviétique par le Conseil de Contrôle en Allemagne et elle s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter ces transferts.

Article 27

Le Gouvernement finlandais et les personnes physiques ou morales finlandaises seront rétablis, après l'entrée en vigueur du présent Traité, dans leurs droits afférents à des biens finlandais ou à d'autres avoirs finlandais situés sur le territoire des Puissance Alliées et Associées, lorsque ces droits auront été restreints par suite de la participation de la Finlande à la guerre aux côtés de l'Allemagne.

Article 28

1. A dater de l'entrée en vigueur du présent Traité, les biens en Allemagne de l'Etat et des ressortissants finlandais ne seront plus considérés comme biens ennemis et toutes les restrictions résultant de leur caractère ennemi seront levées.

2. Les biens identifiables de l'Etat et des ressortissants finlandais que les forces armées ou les autorités allemandes ont enlevés par force ou par contrainte, du territoire finlandais et emportés en Allemagne après le 19 septembre 1944 donneront lieu à restitution.

3. Le rétablissement des droits de propriété ainsi que la restitution des biens finlandais en Allemagne seront effectués conformément aux mesures qui seront arrêtées par les Puissances occupant l'Allemagne.

Article 29

1. La Finlande renonce, au nom du Gouvernement finlandais et des ressortissants finlandais, à faire valoir contre les Puissances Alliées et Associées, toute réclamation de quelque nature que ce soit résultant directement de la guerre ou de mesures prises par suite de l'existence d'un état de guerre en

or Associated Power was at war with Finland at the time, including the following:

(a) Claims for losses or damages sustained as a consequence of acts of forces or authorities of Allied or Associated Powers;

(b) Claims arising from the presence, operations or actions of forces or authorities of Allied or Associated Powers in Finnish territory;

(c) Claims with respect to the decrees or orders of Prize Courts of Allied or Associated Powers, Finland agreeing to accept as valid and binding all decrees and orders of such Prize Courts on or after September 1, 1939, concerning Finnish ships or Finnish goods or the payment of costs;

(d) Claims arising out of the exercise or purported exercise of belligerent rights.

2. The provisions of this Article shall bar, completely and finally, all claims of the nature referred to herein, which will be henceforward extinguished, whoever may be the parties in interest.

3. Finland likewise waives all claims of the nature covered by paragraph 1 of this Article on behalf of the Finnish Government or Finnish nationals against any of the United Nations whose diplomatic relations with Finland were broken off during the war and which took action in co-operation with the Allied and Associated Powers.

4. The waiver of claims by Finland under paragraph 1 of this Article includes any claims arising out of actions taken by any of the Allied and Associated Powers with respect to Finnish ships between September 1, 1939, and the coming into force of the present Treaty, as well as any claims and debts arising out of the Convention on prisoners of war now in force.

Article 30

1. Pending the conclusion of commercial treaties or agreements between individual United Nations and Finland, the Finnish Government shall, during a period of eighteen months from the coming into force of the present Treaty, grant the following treatment to each of the United Nations which, in fact, reciprocally grants similar treatment in like matters to Finland:

Europe après le 1er septembre 1939, que la Puissance Alliée ou Associée intéressée ait été ou non en guerre avec la Finlande à l'époque.

Sont incluses dans cette renonciation :

(a) les réclamations relatives à des pertes ou dommages subis par suite de l'action des forces armées ou des autorités de Puissances Alliées ou Associées;

(b) les réclamations résultant de la présence, des opérations ou de l'action des forces armées ou des autorités de Puissances Alliées ou Associées sur le territoire finlandais;

(c) les réclamations portant sur les décisions ou les ordonnances des tribunaux de prises de Puissances Alliées ou Associées, la Finlande acceptant de reconnaître comme valides et comme ayant force exécutoire toutes les décisions et ordonnances desdits tribunaux de prises rendues au 1er septembre 1939 ou postérieurement à cette date et concernant les navires finlandais, les marchandises finlandaises ou le paiement des frais;

(d) les réclamations résultant de l'exercice des droits de belligérance ou de mesures prises en vue de l'exercice de ces droits.

2. Les dispositions du présent article excluront complètement et définitivement toutes réclamations de la nature de celles qui y sont visées et qui seront dès lors éteintes, quelles que soient les parties intéressées.

3. La Finlande renonce également, au nom du Gouvernement finlandais et des ressortissants finlandais, à faire valoir des réclamations de la nature de celles qui sont visées au paragraphe 1 du présent article contre l'une quelconque des Nations Unies dont les relations diplomatiques avec la Finlande ont été rompues pendant la guerre et qui a pris des mesures en coopération avec les Puissances Alliées et Associées.

4. La renonciation à laquelle la Finlande souscrit aux termes du paragraphe 1 du présent article s'étend à toutes les réclamations portant sur les mesures prises par l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées à l'égard des navires finlandais, entre le 1er septembre 1939 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, ainsi qu'à toutes les réclamations et créances résultant des conventions sur les prisonniers de guerre actuellement en vigueur.

Article 30

1. En attendant la conclusion de traités ou d'accords commerciaux entre l'une quelconque des Nations Unies et la Finlande, le Gouvernement finlandais devra, pendant les dix-huit mois qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent Traité, accorder à chacune des Nations Unies, qui, en fait accordent par voie de réciprocité un traitement analogue à la Finlande dans ces domaines, le traitement suivant :

(a) In all that concerns duties and charges on importation or exportation, the internal taxation of imported goods and all regulations pertaining thereto, the United Nations shall be granted unconditional most-favoured-nation treatment;

(b) In all other respects, Finland shall make no arbitrary discrimination against goods originating in or destined for any territory of any of the United Nations as compared with like goods originating in or destined for territory of any other of the United Nations or of any other foreign country;

(c) United Nations nationals, including juridical persons, shall be granted national and most-favoured-nation treatment in all matters pertaining to commerce, industry, shipping and other forms of business activity within Finland. These provisions shall not apply to commercial aviation;

(d) Finland shall grant no exclusive or discriminatory right to any country with regard to the operation of commercial aircraft in international traffic, shall afford all the United Nations equality of opportunity in obtaining international commercial aviation rights in Finnish territory, including the right to land for refueling and repair, and, with regard to the operation of commercial aircraft in international traffic, shall grant on a reciprocal and non-discriminatory basis to all United Nations the right to fly over Finnish territory without landing. These provisions shall not affect the interests of the national defence of Finland.

2. The foregoing undertakings by Finland shall be understood to be subject to the exceptions customarily included in commercial treaties concluded by Finland before the war; and the provisions with respect to reciprocity granted by each of the United Nations shall be understood to be subject to the exceptions customarily included in the commercial treaties concluded by that State.

Article 31

1. Any disputes which may arise in connection with Articles 24 and 25 and Annexes IV, V and VI, part B, of the present Treaty shall be referred to a Conciliation Commission composed of an equal number of representatives of the United Nations Government concerned and of the Finnish Government. If agreement has not been reached within three months of the dispute having been referred to the Conciliation Commission, either Government may require the addition of a third member to the Commission, and, failing agreement between the two Governments on the selection of this member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

(a) Pour tout ce qui concerne les droits et redevances à l'importation ou à l'exportation, l'imposition à l'intérieur du pays des marchandises importées et tous les règlements qui s'y rapportent, les Nations Unies bénéficieront de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée;

(b) La Finlande ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination du territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues en provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger;

(c) Les ressortissants des Nations Unies, y compris les personnes morales, bénéficieront du traitement national et de celui de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait au commerce, à l'industrie, à la navigation et aux autres formes d'activité commerciale en Finlande. Ces dispositions ne s'appliqueront pas à l'aviation commerciale;

(d) La Finlande n'accordera à aucun pays de droit exclusif ou préférentiel en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux; elle offrira des conditions d'égalité à toutes les Nations Unies pour l'obtention de droits en matière de transports aériens commerciaux internationaux sur le territoire finlandais, y compris le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparation et, en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle accordera à toutes les Nations Unies, suivant le principe de la réciprocité et de la non-discrimination, le droit de survoler le territoire finlandais sans escale. Ces dispositions n'affecteront pas les intérêts de la défense nationale de la Finlande.

2. Les engagements ci-dessus pris par la Finlande doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par la Finlande avant la guerre; les dispositions relatives à la réciprocité accordée par chacune des Nations Unies doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par celle-ci.

Article 31

1. Tous les différends qui pourront s'élever à propos de l'application des articles 24 et 25 ainsi que des annexes IV, V et VI B du présent Traité, seront soumis à une commission de conciliation composée en nombre égal de représentants du Gouvernement de la Nation Unie intéressée et de représentants du Gouvernement finlandais. Si un règlement n'est pas intervenu dans les trois mois qui suivront la date à laquelle le différend a été soumis à la commission de conciliation, l'un ou l'autre Gouvernement pourra demander l'adjonction à la commission d'un tiers membre; à défaut d'accord entre les deux Gouvernements sur le choix de ce membre, l'un ou l'autre d'entre eux pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

Article 32

Articles 24, 25, 30 and Annex VI of the present Treaty shall apply to the Allied and Associated Powers and France and to those of the United Nations whose diplomatic relations with Finland have been broken off during the war.

Article 33

The provisions of Annexes IV, V and VI shall, as in the case of the other Annexes, have force and effect as integral parts of the present Treaty.

PART VI
FINAL CLAUSES

Article 34

1. For a period not to exceed eighteen months from the coming into force of the present Treaty, the Heads of the Diplomatic Missions in Helsinki of the Soviet Union and the United Kingdom, acting in concert, will represent the Allied and Associated Powers in dealing with the Finnish Government in all matters concerning the execution and interpretation of the present Treaty.

2. The Two Heads of Mission will give the Finnish Government such guidance, technical advice and clarification as may be necessary to ensure the rapid and efficient execution of the present Treaty both in letter and in spirit.

3. The Finnish Government shall afford the said Two Heads of Mission all necessary information and any assistance which they may require for the fulfilment of the tasks devolving on them under the present Treaty.

Article 35

1. Except where another procedure is specifically provided under any Article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the Two Heads of Mission acting under Article 34, except that in

2. La décision de la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 32

Les articles 24, 25, 30 et l'annexe VI du présent Traité s'appliqueront aux Puissances Alliées et Associées et à la France ainsi qu'à celles des Nations Unies dont les relations diplomatiques avec la Finlande ont été rompues pendant la guerre.

Article 33

Les dispositions des annexes IV, V et VI ainsi que celles des autres annexes seront considérées comme faisant partie intégrante du présent Traité et auront la même valeur et les mêmes effets.

PARTIE VI
CLAUSES FINALES

Article 34

1. Pendant une période qui n'excédera pas dix-huit mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les Chefs des missions diplomatiques à Helsinki du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique, agissant de concert, représenteront les Puissances Alliées et Associées pour traiter avec le Gouvernement finlandais de toutes questions relatives à l'exécution et à l'interprétation du présent Traité.

2. Ces deux Chefs de Mission donneront au Gouvernement finlandais les conseils, avis techniques et éclaircissements qui pourront être nécessaires pour assurer l'exécution rapide et efficace du présent Traité, aussi bien dans sa lettre que dans son esprit.

3. Le Gouvernement finlandais fournira à ces deux Chefs de Mission toutes les informations nécessaires et toute l'aide dont ils pourront avoir besoin dans l'accomplissement des tâches qui leur sont dévolues par le présent Traité.

Article 35

1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent Traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce Traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux deux Chefs de Mission

this case the Heads of Mission will not be restricted by the time limit provided in that Article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

Article 36

The present Treaty, of which the Russian and English texts are authentic, shall be ratified by the Allied and Associated Powers. It shall also be ratified by Finland. It shall come into force immediately upon the deposit of ratifications by the Union of Soviet Socialist Republics and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. The instruments of ratification shall, in the shortest time possible, be deposited with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

With respect to each Allied or Associated Power whose instrument of ratification is thereafter deposited, the Treaty shall come into force upon the date of deposit. The present Treaty shall be deposited in the archives of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, which shall furnish certified copies to each of the signatory States.

LIST OF ANNEXES

- I. Map¹ of the Frontiers of Finland and the Areas mentioned in Articles 2 and 4
- II. Definition of Military, Military Air and Naval Training
- III. Definition and list of war material
- IV. Special provisions relating to certain kinds of property:
 - A. Industrial, Literary and Artistic Property
 - B. Insurance
- V. Contracts, Prescription and Negotiable Instruments
- VI. Prize Courts and Judgments

¹ See insert between pages 304 and 305 of this volume.

agissant comme il est prévu à l'article 34, mais, en pareil cas, ces Chefs de Mission ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 36

Le présent Traité, dont les textes russe et anglais feront foi, devra être ratifié par les Puissances Alliées et Associées. Il devra également être ratifié par la Finlande. Il entrera en vigueur immédiatement après le dépôt des ratifications par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Les instruments de ratification seront, dans le plus bref délai possible, déposés près le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

En ce qui concerne chacune des Puissances Alliées ou Associées dont l'instrument de ratification sera déposé ultérieurement, le Traité entrera en vigueur à la date du dépôt. Le présent Traité sera déposé dans les archives du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes qui en remettra à chacun des Etats signataires une copie certifiée conforme.

LISTE DES ANNEXES

- Annexe I. Carte¹ des frontières de la Finlande et des régions visées aux articles 2 et 4
- Annexe II. Définition de l'instruction militaire, aérienne et navale
- Annexe III. Définition et liste du matériel de guerre
- Annexe IV. Dispositions spéciales relatives à certaines catégories de biens:
 - A. Propriété industrielle, littéraire et artistique
 - B. Assurances
- Annexe V. Contrats, Prescription, Effets de commerce
- Annexe VI. Tribunaux de prises et Jugements

¹ Voir hors-texte entre les pages 304 et 305 de ce volume.

ANNEX I

(See Articles 1, 2 and 4)

MAP¹ OF THE FRONTIERS OF FINLAND AND THE AREAS
MENTIONED IN ARTICLES 2 AND 4

ANNEX II

(See Article 15)

DEFINITION OF MILITARY, MILITARY AIR AND NAVAL TRAINING

1. Military training is defined as: the study of and practice in the use of war material specially designed or adapted for army purposes, and training devices relative thereto; the study and carrying out of all drill or movements which teach or practice evolutions performed by fighting forces in battle; and the organized study of tactics, strategy and staff work.

2. Military air training is defined as: the study of and practice in the use of war material specially designed or adapted for air force purposes, and training devices relative thereto; the study and practice of all specialised evolutions, including formation flying, performed by aircraft in the accomplishment of an air force mission, and the organised study of air tactics, strategy and staff work.

3. Naval training defined as: the study, administration or practice in the use of warships or naval establishments as well as the study or employment of all apparatus and training devices relative thereto, which are used in the prosecution of naval warfare, except for those which are also normally used for civilian purposes; also the teaching, practice or organised study of naval tactics, strategy and staff work including the execution of all operations and manoeuvres not required in the peaceful employment of ships.

ANNEX III

(See Article 19)

DEFINITION AND LIST OF WAR MATERIAL

The term "war material" as used in the present Treaty shall include all arms, ammunition and implements specially designed or adapted for use in war as listed below.

¹ See insert between pages 305 and 305 of this volume.

ANNEXE I

(voir articles 1, 2 et 4)

CARTE¹ DES FRONTIÈRES DE LA FINLANDE ET DES RÉGIONS
VISÉES AUX ARTICLES 2 ET 4

ANNEXE II

(voir article 15)

DEFINITION DE L'INSTRUCTION MILITAIRE, AÉRIENNE
ET NAVALE

1. L'instruction militaire est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés à des fins militaires et des dispositifs d'instruction s'y rapportant, l'étude et l'exécution de tous exercices ou manœuvres utilisés dans l'enseignement ou la pratique des évolutions exécutées par les forces au combat et l'étude méthodique de la tactique, de la stratégie et du travail d'état-major.

2. L'instruction militaire aérienne est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés aux fins d'une aviation militaire et des dispositifs d'instruction s'y rapportant, l'étude et la pratique de toutes manœuvres spéciales, y compris le vol en formation, exécutées par des avions dans l'accomplissement d'une mission aérienne militaire, et l'étude méthodique de la tactique aérienne, de la stratégie et du travail d'état-major.

3. L'instruction navale est définie comme comprenant les matières suivantes; l'organisation générale, l'étude et la pratique de l'emploi des bâtiments de guerre ou des installations navales ainsi que l'étude ou l'utilisation de tous appareils et dispositifs d'entraînement qui s'y rapportent et qui sont en usage pour la conduite de la guerre navale, à l'exception de ceux qui sont normalement employés à des fins civiles; en outre, l'enseignement, la pratique et l'étude méthodique de la tactique navale, de la stratégie et du travail d'état-major, y compris l'exécution de toutes les opérations et manœuvres qui ne sont pas nécessaires à l'emploi pacifique des navires.

ANNEXE III

(voir article 19)

DEFINITION ET LISTE DU MATÉRIEL DE GUERRE

Le terme "matériel de guerre" aux fins du présent Traité s'applique à toutes les armes et munitions et à tout le matériel spécialement conçu et adaptés à des fins de guerre, qui sont énumérés ci-dessous.

¹ Voir hors-texte entre les pages 305 et 305 de ce volume.

The Allied and Associated Powers reserve the right to amend the list periodically by modification or addition in the light of subsequent scientific development.

Category I

1. Military rifles, carbines, revolvers and pistols; barrels for these weapons and other spare parts not readily adaptable for civilian use.
2. Machine guns, military automatic or autoloading rifles, and machine pistols; barrels for these weapons and other spare parts not readily adaptable for civilian use; machine gun mounts.
3. Guns, howitzers, mortars, cannon special to aircraft; breechless or recoilless guns and flamethrowers, barrels and other spare parts not readily adaptable for civilian use; carriages and mountings for the foregoing.
4. Rocket projectors; launching and control mechanisms for self-propelling and guided missiles; mountings for same.
5. Self-propelling and guided missiles, projectiles, rockets, fixed ammunition and cartridges, filled or unfilled, for the arms listed in sub-paragraphs 1-4 above and fuses, tubes or contrivances to explode or operate them. Fuses required for civilian use are not included.
6. Grenades, bombs, torpedoes, mines, depth charges and incendiary materials or charges, filled or unfilled; all means for exploding or operating them. Fuses required for civilian use are not included.
7. Bayonets.

Category II

1. Armoured fighting vehicles; armoured trains, not technically convertible to civilian use.
2. Mechanical and self-propelled carriages for any of the weapons listed in Category I; special type military chassis or bodies other than those enumerated in sub-paragraph 1 above.
3. Armour plate, greater than three inches in thickness, used for protective purposes in warfare.

Category III

1. Aiming and computing devices, including predictors and plotting apparatus, for fire control; direction of fire instruments; gun sights; bomb sights; fuse setters; equipment for the calibration of guns and fire control instruments.
2. Assault bridging, assault boats and storm boats.

Les Puissances Alliées et Associées se réservent le droit d'amender périodiquement la liste, en la modifiant ou en la complétant, pour tenir compte des faits nouveaux qui pourront se produire dans le domaine de la science.

Catégorie I

1. Fusils, carabines, revolvers et pistolets de type militaire; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil.

2. Mitrailleuses, fusils de guerre automatiques ou à répétition et pistolets mitrailleurs; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts de mitrailleuses.

3. Canons, obusiers, mortiers, canons spéciaux pour l'aviation; canons sans culasse ou sans recul et lance-flammes; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts mobiles et supports fixes pour ces armes.

4. Lance-fusées; mécanismes de lancement et de contrôle pour projectiles auto-moteurs et dirigés; supports pour ces appareils.

5. Projectiles auto-moteurs et dirigés, projectiles, fusées, munitions et cartouches, chargés ou vides, pour les armes énumérées aux alinéas 1 à 4 ci-dessus, ainsi que fusées, étoupilles ou appareils servant à les faire exploser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

6. Grenades, bombes, torpilles, mines, grenades sous-marines (charges de profondeur), matériel et charges incendiaires, chargés ou vides; tous dispositifs permettant de les faire exploser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

7. Baïonnettes.

Catégorie II

1. Véhicules de combat blindés; trains blindés qui techniquement ne peuvent être transformés en vue d'usages civils.

2. Véhicules mécaniques ou auto-moteurs pour toutes les armes énumérées dans la catégorie I; châssis ou carrosseries militaires de types spéciaux, autres que ceux qui sont énumérés à l'alinéa 1 ci-dessus.

3. Blindages de plus de 3 pouces d'épaisseur, employés dans la guerre à des usages de protection.

Catégorie III

1. Système de pointage et de calcul pour le contrôle du tir comprenant les appareils régleurs de tir et les appareils d'enregistrement; instruments de direction du tir: hausses de canon; viseurs de bombardement; régleurs de fusées; calibres pour vérification des canons et des instruments de contrôle du tir.

2. Matériel de pontage d'assaut, bâtiments d'assaut et d'attaque.

3. Deceptive warfare, dazzle and decoy devices.
4. Personal war equipment of a specialised nature not readily adaptable to civilian use.

Category IV

1. Warships of all kinds, including converted vessels and craft designed or intended for their attendance or support, which cannot be technically reconverted to civilian use, as well as weapons, armour, ammunition, aircraft and all other equipment, material, machines and installations not used in peace time on ships other than warships.

2. Landing craft and amphibious vehicles or equipment of any kind; assault boats or devices of any type as well as catapults or other apparatus for launching or throwing aircraft, rockets, propelled weapons or any other missile, instrument or device whether manned or unmanned, guided or uncontrolled.

3. Submersible or semi-submersible ships, craft, weapons, devices or apparatus of any kind, including specially designed harbour defence booms, except as required by salvage, rescue or other civilian uses, as well as all equipment, accessories, spare parts, experimental or training aids, instruments or installations as may be especially designed for the construction, testing, maintenance or housing of the same.

Category V

1. Aircraft, assembled or unassembled, both heavier and lighter than air, which are designed or adapted for aerial combat by the use of machine guns, rocket projectors or artillery or for the carrying and dropping of bombs, or which are equipped with, or which by reason of their design or construction are prepared for, any of the appliances referred to in sub-paragraph 2 below.

2. Aerial gun mounts and frames, bomb racks, torpedo carriers and bomb release or torpedo release mechanisms; gun turrets and blisters.

3. Equipment specially designed for and used solely by airborne troops.

4. Catapults or launching apparatus for ship-borne, land- or sea-based aircraft; apparatus for launching aircraft weapons.

5. Barrage balloons.

Category VI

Asphyxiating, lethal, toxic or incapacitating substances intended for war purposes, or manufactured in excess of civilian requirements.

3. Dispositifs pour ruses de guerre, dispositifs d'éblouissement et pièges.
4. Equipement militaire du personnel des forces armées de caractère spécialisé, qui n'est pas aisément adaptable à des usages civils.

Catégorie IV

1. Navires de guerre de toutes classes, y compris les navires transformés et les embarcations conçus ou prévus pour leur service et leur appui, qui techniquement ne sont pas transformables en vue d'usages civils, ainsi que les armes, blindages, munitions, avions ou tout autre équipement, matériel, machines et installations, qui ne sont pas utilisés en temps de paix sur d'autres bateaux que les navires de guerre.

2. Bâtiments de débarquement et véhicules ou matériel amphibies de toute nature; bâtiments d'assaut ou matériel d'assaut de tout type, ainsi que catapultes ou autres appareils de mise à l'eau ou de lancement d'avions, fusées, armes propulsées ou tout autre projectile, instrument ou système, avec ou sans équipage et qu'ils soient guidés ou non.

3. Navires, engins, armes, systèmes ou appareils de toute sorte, qu'ils soient submersibles ou semi-submersibles, y compris les estacades spécialement conçues pour la défense des ports, à l'exception du matériel nécessaire pour la récupération, le sauvetage et autres usages civils, ainsi que tout l'équipement, tous les accessoires, les pièces détachées, les dispositifs d'expérimentation ou d'instruction, les instruments ou les installations, qui peuvent être spécialement conçus en vue de la construction, du contrôle, de l'entretien ou du logement de ces navires, engins, armes, systèmes ou appareils.

Catégorie V

1. Aéronefs montés ou démontés, plus lourds ou plus légers que l'air, conçus ou adaptés en vue du combat aérien par l'emploi de mitrailleuses, de lance-fusées, d'artillerie, ou en vue du transport ou du lancement de bombes, ou qui sont pourvus de l'un quelconque des dispositifs figurant à l'alinéa 2 ci-dessus, ou qui, du fait de leur conception ou de leur construction, peuvent être aisément munis de l'un de ces dispositifs.

2. Supports et bâtis pour canons aériens, lance-bombes, porte-torpilles et dispositifs de largage de bombes ou de torpilles, tourelles et coupes pour canons.

3. Equipement spécialement conçu pour troupes aéroportées et utilisé seulement par ces troupes.

4. Catapultes ou systèmes de lancement pour avions embarqués, avions terrestres ou hydravions; appareils de lancement de projectiles volants.

5. Ballons de barrage.

Catégorie VI

Tous produits asphyxiants, mortels, toxiques ou susceptibles de mettre hors de combat, destinés à des fins de guerre ou fabriqués en quantités qui excèdent les besoins civils.

Category VII

Propellants, explosives, pyrotechnics or liquefied gases destined for the propulsion, explosion, charging or filling of, or for use in connection with, the war material in the present categories, not capable of civilian use or manufactured in excess of civilian requirements.

Category VIII

Factory and tool equipment specially designed for the production and maintenance of the material enumerated above and not technically convertible to civilian use.

ANNEX IV

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN KINDS OF PROPERTY

A. INDUSTRIAL, LITERARY AND ARTISTIC PROPERTY

1. (a) A period of one year from the coming into force of the present Treaty shall be accorded to the Allied and Associated Powers and their nationals without extension fees or other penalty of any sort in order to enable them to accomplish all necessary acts for the obtaining or preserving in Finland of rights in industrial, literary and artistic property which were not capable of accomplishment owing to the existence of a state of war.

(b) Allied and Associated Powers or their nationals who had duly applied in the territory of any Allied or Associated Power for a patent or registration of a utility model not earlier than twelve months before the outbreak of the war with Finland or during the war, or for the registration of an industrial design or model or trade mark not earlier than six months before the outbreak of the war with Finland or during the war, shall be entitled within twelve months after the coming into force of the present Treaty to apply for corresponding rights in Finland, with a right of priority based upon the previous filing of the application in the territory of that Allied or Associated Power.

(c) Each of the Allied and Associated Powers and its nationals shall be accorded a period of one year from the coming into force of the present Treaty during which they may institute proceedings in Finland against those natural or juridical persons who are alleged illegally to have infringed their rights in industrial, literary or artistic property between the date of the outbreak of the war and the coming into force of the Treaty.

Catégorie VII

Propulseurs, explosifs, matériel pyrotechnique ou gaz liquéfiés, destinés à la propulsion, l'explosion, la charge, le remplissage du matériel de guerre décrit dans les catégories ci-dessus, ou à tout usage en liaison avec ce matériel, qui ne sont pas utilisables à des fins civiles ou qui sont fabriqués en quantités qui excèdent les besoins civils.

Catégorie VIII

Installations et outillages industriels spécialement conçus en vue de la production et de la conservation des produits et du matériel énumérés dans les catégories ci-dessus et qui ne peuvent pas être techniquement transformés à des fins civiles.

ANNEXE IV

DISPOSITIONS SPECIALES CONCERNANT CERTAINES CATEGORIES DE BIENS

A. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

1. (a) Un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité sera accordé aux Puissances Alliées et Associées et à leurs ressortissants, sans paiement de droits de prorogation ou autres sanctions quelconques, en vue de leur permettre d'accomplir tous les actes nécessaires pour l'obtention ou la conservation en Finlande des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, qui n'ont pu être accomplis par suite de l'existence de l'état de guerre.

(b) Les Puissances Alliées et Associées ou leurs ressortissants qui auront fait, sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, une demande soit pour l'obtention d'un brevet ou l'enregistrement d'un modèle d'utilité au plus tôt douze mois avant l'ouverture des hostilités avec la Finlande ou au cours de celles-ci, soit pour l'enregistrement d'un dessin industriel, d'un modèle ou d'une marque de fabrique, au plus tôt six mois avant l'ouverture des hostilités avec la Finlande ou au cours de celles-ci, auront le droit, pendant une période de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, de demander des droits correspondants en Finlande, avec un droit de priorité fondé sur le dépôt antérieur de leur demande sur le territoire de cette Puissance Alliée ou Associée.

(c) Il sera accordé à chacune des Puissances Alliées ou Associées et à ses ressortissants, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, un délai d'un an pendant lequel ils pourront engager des poursuites en Finlande contre les personnes physiques ou morales auxquelles serait imputé un empiétement illégal sur leurs droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique entre la date de l'ouverture des hostilités et celle de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. A period from the outbreak of the war until a date eighteen months after the coming into force of the present Treaty shall be excluded in determining the time within which a patent must be worked or a design or trade mark used.

3. The period from the outbreak of the war until the coming into force of the present Treaty shall be excluded from the normal term of rights in industrial, literary and artistic property which were in force in Finland at the outbreak of the war or which are recognised or established under part A of this Annex and belong to any of the Allied and Associated Powers or their nationals. Consequently, the normal duration of such rights shall be deemed to be automatically extended in Finland for a further term corresponding to the period so excluded.

4. The foregoing provisions concerning the rights in Finland of the Allied and Associated Powers and their nationals shall apply equally to the rights in the territories of the Allied and Associated Powers of Finland and its nationals. Nothing, however, in these provisions shall entitle Finland or its nationals to more favourable treatment in the territory of any of the Allied and Associated Powers than is accorded by such Power in like cases to other United Nations or their nationals, nor shall Finland be thereby required to accord to any of the Allied and Associated Powers or its nationals more favourable treatment than Finland or its nationals receive in the territory of such Power in regard to the matters dealt with in the foregoing provisions.

5. Third parties in the territories of any of the Allied and Associated Powers or Finland who, before the coming into force of the present Treaty, had bona fide acquired industrial, literary or artistic property rights conflicting with rights restored under part A of this Annex or with rights obtained with the priority provided thereunder, or had bona fide manufactured, published, reproduced, used or sold the subject matter of such rights, shall be permitted, without any liability for infringement, to continue to exercise such rights and to continue or to resume such manufacture, publication, reproduction, use or sale which had been bona fide acquired or commenced. In Finland, such permission shall take the form of a non-exclusive licence granted on terms and conditions to be mutually agreed by the parties thereto or, in default of agreement, to be fixed by the Conciliation Commission established under Article 31 of the present Treaty. In the territories of each of the Allied and Associated Powers, however, bona fide third parties shall receive such protection as is accorded under similar circumstances to bona fide third parties whose rights are in conflict with those of the nationals of other Allied and Associated Powers.

6. Nothing in part A of this Annex shall be construed to entitle Finland or its nationals to any patent or utility model rights in the territory of any of the

2. Il ne sera pas tenu compte de la période comprise entre l'ouverture des hostilités et l'expiration du dix-huitième mois qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent Traité, dans la détermination de la période pendant laquelle un brevet d'invention doit être exploité ou pendant laquelle un modèle ou une marque de fabrique doit être utilisé.

3. Il ne sera pas tenu compte de la période comprise entre l'ouverture des hostilités et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans le calcul de la durée normale de validité des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique qui étaient en vigueur en Finlande à l'ouverture des hostilités ou qui seront reconnus ou établis dans les conditions prévues à la partie A de la présente annexe, et qui appartiennent à l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses ressortissants. La durée normale de validité de ces droits sera, par conséquent, considérée comme automatiquement prolongée en Finlande d'une nouvelle période correspondant à celle qui aura été ainsi exclue du décompte.

4. Les dispositions précédentes concernant les droits en Finlande des Puissances Alliées et Associées et de leurs ressortissants devront également s'appliquer aux droits de la Finlande et de ses ressortissants dans les territoires des Puissances Alliées et Associées. Toutefois, aucune de ces dispositions ne donnera à la Finlande ou à ses ressortissants droit à un traitement plus favorable sur le territoire de l'une des Puissances Alliées ou Associées que celui qui est accordé, dans les mêmes cas, par cette Puissance à l'une quelconque des autres Nations Unies ou à ses ressortissants; la Finlande ne sera pas non plus tenue, en vertu de ces dispositions, d'accorder à l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses ressortissants un traitement plus favorable que celui dont la Finlande ou ses ressortissants bénéficient sur le territoire de cette Puissance relativement aux matières auxquelles s'appliquent les précédentes dispositions.

5. Les tiers résidant sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées ou sur le territoire finlandais qui, avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité, ont acquis de bonne foi des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique se trouvant en opposition avec des droits rétablis en vertu de la partie A de la présente annexe ou avec des droits obtenus grâce à la priorité qui leur est accordée en vertu des présentes dispositions, ou qui, de bonne foi, ont fabriqué, publié, reproduit, utilisé ou vendu l'objet de ces droits, seront autorisés à continuer d'exercer les droits qu'ils avaient acquis de bonne foi et à poursuivre ou reprendre la fabrication, la publication, la reproduction, l'utilisation ou la vente qu'ils avaient entreprises de bonne foi, sans s'exposer à des poursuites pour empiètement. L'autorisation sera donnée en Finlande, sous la forme d'une licence sans exclusivité qui sera accordée à des conditions à fixer par entente entre les parties intéressées ou, à défaut d'entente, par la commission de conciliation constituée en vertu de l'article 31 du présent Traité. Toutefois, dans les territoires de chacune des Puissances Alliées ou Associées, les tiers de bonne foi bénéficieront de la protection qui est accordée, dans les cas analogues, aux tiers de bonne foi dont les droits sont en opposition avec ceux de ressortissants des autres Puissances Alliées et Associées.

6. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne devra être interprétée comme donnant à la Finlande ou à ses ressortissants, sur le territoire

Allied and Associated Powers with respect to inventions, relating to any article listed by name in Annex III of the present Treaty, made, or upon which applications were filed, by Finland, or any of its nationals, in Finland or in the territory of any other of the Axis Powers, or in any territory occupied by the Axis forces, during the time when such territory was under the control of the forces or authorities of the Axis Powers.

7. Finland shall likewise extend the benefits of the foregoing provisions of this Annex to France, and to other United Nations, which are not Allied or Associated Powers, whose diplomatic relations with Finland have been broken off during the war and which undertake to extend to Finland the benefits accorded to Finland under the said provisions.

8. Nothing in part A of this Annex shall be understood to conflict with Articles 25 and 27 of the present Treaty.

B. INSURANCE

1. No obstacles, other than any applicable to insurers generally, shall be placed in the way of the resumption by insurers who are United Nations nationals of their former portfolios of business.

2. Should an insurer, who is a national of any of the United Nations, wish to resume his professional activities in Finland, and should the value of the guarantee deposits or reserves required to be held as a condition of carrying on business in Finland be found to have decreased as a result of the loss or depreciation of the securities which constituted such deposits or reserves, the Finnish Government undertakes to accept, for a period of eighteen months, such securities as still remain as fulfilling any legal requirements in respect of deposits and reserves.

A N N E X V

CONTRACTS, PRESCRIPTION AND NEGOTIABLE INSTRUMENTS

A. CONTRACTS

1. Any contract which required for its execution intercourse between any of the parties thereto having become enemies as defined in part D of this Annex, shall, subject to the exceptions set out in paragraphs 2 and 3 below, be deemed to have been dissolved as from the time when any of the parties thereto became enemies. Such dissolution, however, shall not relieve any party to the contract from the obligation to repay amounts received as advances or as payments on account and in respect of which such party has not rendered performance in return.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 above, there shall be excepted from dissolution and there shall remain in force such parts of any contract

de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, des droits à des brevets ou à des modèles d'utilité pour des inventions relatives à un article quelconque expressément désigné à l'annexe III du présent Traité, inventions qui ont été faites ou au sujet desquelles des demandes d'enregistrement ont été déposées par la Finlande ou par l'un de ses ressortissants, en Finlande ou sur le territoire d'une autre Puissance de l'Axe ou sur un territoire occupé par les forces de l'Axe, pendant le temps où le territoire en question se trouvait sous le contrôle des forces ou des autorités des Puissances de l'Axe.

7. La Finlande accordera également le bénéfice des dispositions précédentes de la présente annexe à la France, et aux autres Nations Unies qui ne sont pas des Puissances Alliées ou Associées dont les relations diplomatiques avec la Finlande ont été rompues pendant la guerre et qui s'engageront à accorder à la Finlande les avantages conférés à ce pays en vertu desdites dispositions.

8. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne doit s'entendre comme étant en contradiction avec les articles 25 et 27 du présent Traité.

B. ASSURANCES

1. Exception faite des restrictions s'appliquant aux assureurs en général, il ne sera fait aucun obstacle à la reprise par les assureurs qui sont ressortissants des Nations Unies de leurs anciens portefeuilles.

2. Si un assureur, ressortissant d'une des Nations Unies, désire reprendre son activité professionnelle en Finlande, et si la valeur des dépôts de garantie ou des réserves exigées en Finlande des entreprises d'assurances pour l'exercice de leur activité a diminué du fait de la perte ou de la dépréciation des titres qui les constituaient, le Gouvernement finlandais s'engage à accepter, pendant une période de dix-huit mois, ce qu'il reste de ces titres comme satisfaisant entièrement aux prescriptions légales concernant les dépôts et les réserves.

A N N E X E V

CONTRATS, PRESCRIPTION, EFFETS DE COMMERCE

A. CONTRATS

1. Sauf exceptions énoncées dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessous, tout contrat ayant nécessité pour son exécution des rapports entre des parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie D de la présente annexe, sera tenu pour résilié depuis le moment où l'une quelconque des parties est devenue un ennemi. Toutefois, cette résiliation ne relèvera pas l'une quelconque des parties au contrat de l'obligation de reverser les sommes perçues à titre d'avances ou d'acomptes et pour lesquelles la partie intéressée n'a pas fourni de contrepartie.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les stipulations de tout contrat, qui pourront être dissociées et dont l'exécution ne nécessitait pas de

as are severable and did not require for their execution intercourse between any of the parties thereto, having become enemies as defined in part D of this Annex. Where the provisions of any contract are not so severable, the contract shall be deemed to have been dissolved in its entirety. The foregoing shall be subject to the application of domestic laws, orders or regulations made by any of the Allied and Associated Powers having jurisdiction over the contract or over any of the parties thereto and shall be subject to the terms of the contract.

3. Nothing in part A of this Annex shall be deemed to invalidate transactions lawfully carried out in accordance with a contract between enemies if they have been carried out with the authorization of the Government of one of the Allied and Associated Powers.

4. Notwithstanding the foregoing provisions, contracts of insurance and re-insurance shall be subject to separate agreements between the Government of the Allied or Associated Power concerned and the Government of Finland.

B. PERIODS OF PRESCRIPTION

1. All periods of prescription or limitation of right of action or of the right to take conservatory measures in respect of relations, affecting persons or property, involving United Nations nationals and Finnish nationals who, by reason of the state of war, were unable to take judicial action or to comply with the formalities necessary to safeguard their rights, irrespective of whether these periods commenced before or after the outbreak of war, shall be regarded as having been suspended, for the duration of the war, in Finnish territory on the one hand, and on the other hand in the territory of those United Nations which grant to Finland, on a reciprocal basis, the benefit of the provisions of this paragraph. These periods shall begin to run again on the coming into force of the present Treaty. The provisions of this paragraph shall be applicable in regard to the periods fixed for the presentation of interest or dividend coupons or for the presentation for payment of securities drawn for repayment or repayable on any other ground.

2. Where, on account of failure to perform any act or to comply with any formality during the war, measures of execution have been taken in Finnish territory to the prejudice of a national of one of the United Nations, the Finnish Government shall restore the rights which have been detrimentally affected. If such restoration is impossible or would be inequitable, the Finnish Government shall provide that the United Nations national shall be afforded such relief as may be just and equitable in the circumstances.

C. NEGOTIABLE INSTRUMENTS

1. As between enemies, no negotiable instrument made before the war shall be deemed to have become invalid by reason only of failure within the required time to present the instrument for acceptance or payment, or to give notice of

rapports entre les parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie D de la présente annexe, ne seront pas résiliées et demeureront en vigueur. Si les stipulations d'un contrat ne peuvent pas être ainsi dissociées, le contrat sera tenu comme étant intégralement résilié. Les dispositions qui précèdent s'entendent sous réserve de l'application des lois, ordonnances et règlements nationaux édictés par telle ou telle des Puissances Alliées ou Associées de la juridiction de laquelle relève le contrat ou l'une quelconque des parties au contrat et sous réserve des stipulations du contrat.

3. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne sera considérée comme annulant les transactions légalement effectuées conformément à un contrat passé entre ennemis, si ces transactions ont été exécutées avec l'autorisation du Gouvernement d'une des Puissances Alliées ou Associées.

4. Nonobstant les dispositions qui précèdent, les contrats d'assurance et de réassurance feront l'objet de conventions distinctes entre le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée et le Gouvernement finlandais.

B. PRESCRIPTION

1. Tous les délais de prescription ou de limitation du droit d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou du droit de prendre des mesures conservatoires dans les rapports juridiques intéressant des personnes ou des biens, mettant en cause des ressortissants des Nations Unies et des ressortissants finlandais qui, en raison de l'état de guerre, n'ont pas pu engager ou poursuivre une action judiciaire, ou accomplir les formalités nécessaires pour sauvegarder leurs droits, que ces délais aient commencé à courir avant ou après l'ouverture des hostilités, seront considérés comme ayant été suspendus, pendant la durée de la guerre, sur le territoire finlandais d'une part, et sur le territoire de celles des Nations Unies qui, conformément au principe de la réciprocité, accordent à la Finlande le bénéfice des dispositions du présent paragraphe, d'autre part. Ces délais commenceront à courir dès la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Les dispositions du présent paragraphe s'appliqueront aux délais fixés pour le dépôt des coupons d'intérêts ou de dividendes ou pour le dépôt, en vue du remboursement, des valeurs sorties au tirage ou remboursables pour tout autre motif.

2. Lorsqu'en raison de l'inexécution d'un acte ou de l'omission d'une formalité quelconque pendant la guerre, des mesures d'exécution ont été prises sur le territoire finlandais au préjudice d'un ressortissant d'une Nation Unie, le Gouvernement finlandais rétablira les droits lésés. Si le rétablissement de ces droits est impossible ou devait être inéquitable, le Gouvernement finlandais fera le nécessaire pour que l'intéressé reçoive telle compensation qui en l'occurrence paraîtra juste et équitable.

C. EFFETS DE COMMERCE

1. Dans les relations entre ennemis, aucun effet de commerce souscrit avant la guerre ne sera considéré comme n'étant plus valable pour la seule raison qu'il n'a pas été présenté à l'acceptation ou à l'encaissement dans les délais prescrits, ou que

non-acceptance or non-payment to drawers or endorsers, or to protest the instrument, nor by reason of failure to complete any formality during the war.

2. Where the period within which a negotiable instrument should have been presented for acceptance or for payment, or within which notice of non-acceptance or non-payment should have been given to the drawer or endorser, or within which the instrument should have been protested, has elapsed during the war, and the party who should have presented or protested the instrument or have given notice of non-acceptance or non-payment, has failed to do so during the war, a period of not less than three months from the coming into force of the present Treaty shall be allowed within which presentation, notice of non-acceptance or non-payment, or protest may be made.

3. If a person has, either before or during the war, incurred obligations under a negotiable instrument in consequence of an undertaking given to him by a person who has subsequently become an enemy, the latter shall remain liable to indemnify the former in respect of these obligations, notwithstanding the outbreak of war.

D. GENERAL PROVISION

For the purposes of this Annex, natural or juridical persons shall be regarded as enemies from the date when trading between them shall have become unlawful under laws, orders or regulations to which such persons or the contracts were subject.

ANNEX VI

PRIZE COURTS AND JUDGMENTS

A. PRIZE COURTS

Each of the Allied and Associated Powers reserves the right to examine, according to a procedure to be established by it, all decisions and orders of the Finnish Prize Courts in cases involving ownership rights of its nationals, and to recommend to the Finnish Government that revision shall be undertaken of such of those decisions or orders as may not be in conformity with international law.

The Finnish Government undertakes to supply copies of all documents comprising the records of these cases, including the decisions taken and orders issued, and to accept all recommendations made as a result of the examination of the said cases, and to give effect to such recommendations.

B. JUDGMENTS

The Finnish Government shall take the necessary measures to enable nationals of any of the United Nations at any time within one year from the coming into

le tireur ou l'endosseur n'a pas été avisé dans ces délais que l'effet en question n'a pas été accepté ou payé, ou qu'il n'a pas été protesté dans lesdits délais, ou qu'une formalité quelconque a été omise pendant la guerre.

2. Si le délai au cours duquel un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou à l'encaissement, ou dans lequel un avis de non-acceptation ou de non-paiement aurait dû être donné au tireur ou à l'endosseur, ou durant lequel l'effet aurait dû être protesté, est arrivé à expiration pendant la guerre, et si la partie qui aurait dû présenter ou protester l'effet ou aviser du défaut d'acceptation ou du défaut de paiement a omis de le faire pendant la guerre, il sera accordé un délai de trois mois au moins à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité pendant lequel il sera possible de présenter ou de protester ledit effet ou de donner avis de son défaut d'acceptation ou de son défaut de paiement.

3. Si une personne s'est obligée, soit avant soit pendant la guerre, au paiement d'un effet de commerce, à la suite d'un engagement pris envers elle par une autre personne devenue ultérieurement ennemie, celle-ci reste tenue, malgré l'ouverture des hostilités, de garantir la première des conséquences de son obligation.

D. DISPOSITION GÉNÉRALE

Aux fins de la présente annexe, les personnes physiques ou morales seront considérées comme étant devenues ennemies à partir de la date où tout commerce entre elles est devenu illégal, aux termes des lois, ordonnances ou règlements auxquels ces personnes ou le contrat étaient soumis.

A N N E X E V I

TRIBUNAUX DE PRISES ET JUGEMENTS

A. TRIBUNAUX DE PRISES

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées se réserve le droit d'examiner, conformément à une procédure qu'elle fixera, toutes décisions et ordonnances des tribunaux de prises finlandais rendues à la suite de procès mettant en cause les droits de propriété de ces ressortissants et de recommander au Gouvernement finlandais de faire procéder à la révision de celles de ces décisions ou ordonnances qui pourraient n'être pas conformes au droit international.

2. Le Gouvernement finlandais s'engage à communiquer copie de tous les documents et pièces de ces procès, y compris les décisions prises et les ordonnances rendues, à accepter toutes recommandations formulées à la suite de l'examen de ces procès et à donner effet à ces recommandations.

B. JUGEMENTS

Le Gouvernement finlandais prendra les mesures nécessaires pour permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, à tout moment dans un délai

force of the present Treaty to submit to the appropriate Finnish authorities for review any judgment given by a Finnish court between June 22, 1941, and the coming into force of the present Treaty in any proceeding in which the United Nations national was unable to make adequate presentation of his case either as plaintiff or defendant. The Finnish Government shall provide that, where the United Nations national has suffered injury by reason of any such judgment, he shall be restored in the position in which he was before the judgment was given or shall be afforded such relief as may be just and equitable in the circumstances. The term "United Nations nationals" includes corporations or associations organised or constituted under the laws of any of the United Nations.

d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, d'intenter devant les autorités finlandaises compétentes une action en révision de tout jugement rendu par un tribunal finlandais entre le 22 juin 1941 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans tout procès dans lequel le ressortissant d'une des Nations Unies n'a pas été à même d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement finlandais prendra les mesures nécessaires pour que, lorsqu'un ressortissant d'une des Nations Unies a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature, ce ressortissant soit rétabli dans la situation où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable. L'expression "ressortissants des Nations Unies" comprend les sociétés ou associations organisées ou constituées conformément à la législation de l'une quelconque des Nations Unies.

FINNISH TEXT — TEXTE FINNOIS

No. 746. RAUHANSOPIMUS SUOMEN KANSSA

Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liitto, Ison-Britannian ja Pohjois-Irlannin Yhdistynyt Kuningaskunta, Australia, Valko-Venäjän Sosialistinen Neuvostotasavalta, Kanada, Tsekkoslovakia, Intia, Uusi-Seelanti, Ukrainan Sosialistinen Neuvostotasavalta ja Etelä-Afrikan Unioni, valtioina, jotka ovat sodassa Suomen kanssa ja jotka huomattavin sotavoimin aktiivisesti osallistuivat sotaan eurooppalaisia vihollisvaltoja vastaan, ja joista jäljempänä käytetään nimitystä "Liittoutuneet ja Liittyneet Vallat" toiselta puolen,

ja Suomi toiselta puolen;

katsoen siihen, että Suomi, tultuaan Hitlerin Saksan liittolaiseksi ja osallistuttuaan sen rinnalla sotaan Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liittoon, Yhdistynyttä Kuningaskuntaa ja muita Yhdistyneitä Kansakuntia vastaan, on osaltaan vastuussa tästä sodasta;

ottaen kuitenkin huomioon, että Suomi 4 päivänä syyskuuta 1944 täysin keskeytti sotatoimet Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liittoon vastaan, irtautui sodasta Yhdistyneitä Kansakuntia vastaan, katkaisi suhteensa Saksaan ja sen satelliitteihin ja että se, solmittuaan 19 päivänä syyskuuta 1944 aselevon Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton ja Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitusten kanssa, jotka toimivat Suomen kanssa sodassa olevien Yhdistyneiden Kansakuntien puolesta, on lojalisti täyttänyt välirauhansopimuksen ehdot;

ja ottaen huomioon, että Liittoutuneet ja Liittyneet Vallat sekä Suomi ovat halukkaita solmimaan keskenään rauhansopimuksen, joka oikeudenmukaisuuden periaatteiden mukaisesti ratkaisee ne kysymykset, jotka edellämainittujen tapahtumien seurauksena vielä ovat jääneet avoimiksi, ja joka muodostaa perustan ystävällisille suhteille niiden välillä tehden siten mahdolliseksi Liittoutuneille ja Liittyneille Valloille tukea Suomen anomusta päästä Yhdistyneiden Kansakuntien jäseneksi ja niinkään liittyä jokaiseen Yhdistyneiden Kansakuntien turvin solmittuun yleissopimukseen;

ovat tämän vuoksi päättäneet julistaa sotatilan lakanneeksi ja tässä tarkoituksessa tehdä tämän rauhansopimuksen sekä ovtta tämän mukaisesti nimittäneet allekirjoittaneet täysivaltaiset edustajat, jotka, esitettyään oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista määräyksistä:

I O S A.

ALUEELLISET MÄÄRÄYKSET

1 artikla

Suomen rajat ovat, kuten tähän sopimukseen liittyvästä kartasta (liite I) käy ilmi, samat kuin 1 päivänä tammikuuta 1941, kuitenkin seuraavassa artiklassa määrätyin muutoksin.

2 artikla

Syyskuun 19 päivänä 1944 tehdyn välirauhansopimuksen mukaisesti Suomi vahvistaa palauttaneensa Petsamon (Petshengan) alueen Neuvostoliitolle, jonka alueen Neuvostovaltio vapaaehtoisesti luovutti Suomelle 14 päivänä lokakuuta 1920 ja 12 päivänä maaliskuuta 1940 tehdyissä rauhansopimuksissa. Petsamon (Petshengan) alueen rajat käyvät ilmi tähän sopimukseen liittyvästä kartasta (liite I).

II O S A.

POLIITTISET MÄÄRÄYKSET

I LUKU

3 artikla

Välirauhansopimuksen mukaisesti saatetaan Neuvostoliiton ja Suomen välillä Moskovassa 12 päivänä maaliskuuta 1940 tehty rauhansopimus jälleen voimaan, kuitenkin niin, että mainitun sopimuksen 4, 5 ja 6 artiklat korvataan tämän sopimuksen 2 ja 4 artikloilla.

4 artikla

1. Välirauhansopimuksen mukaisesti Neuvostoliitto vahvistaa luopuneensa Hangon niemimaan vuokraoikeudesta, mikä sille myönnettiin Neuvostoliiton ja Suomen välillä 12 päivänä maaliskuuta 1940 tehdyssä rauhansopimuksessa, ja Suomi puolestaan vahvistaa myöntäneensä Neuvostoliitolle viidenkymmenen vuoden vuokrasopimuksella sekä Neuvostoliiton suoritettavaa viiden miljoonan Suomen markan vuotuista vuokramaksua vastaan maa- ja vesialueiden käytön ja hallinnan Neuvostoliiton laivastotukikohdan perustamiseksi Porkkalan niemimaan alueelle, mitkä alueet ilmenevät tähän sopimukseen liittyvästä kartasta (liite I).

2. Suomi vahvistaa taanneensa Neuvostoliitolle välirauhansopimuksen mukaisesti Neuvostoliitosta lähetettäviä henkilö- ja tavarakuljetuksia varten tarpeelliset kulkuyhteydet rautateitse, vesiteitse, maanteitse ja ilmaitse Porkkalan niemimaan laivastotukikohtaan sekä myöntäneensä Neuvostoliitolle oikeuden esteettömästi käyttää kaikenlaisia tiedoitusyhteyksiä Neuvostoliiton ja Porkkalan niemimaan vuokra-alueen välillä.

5 artikla

Ahvenanmaan saaret jäävät demilitarisoiduiksi nykyisin vallitsevan tilanteen mukaisesti.

II LUKU

6 artikla

Suomen on rhydyttävä kaikkiin tarpeellisiin toimenpiteisiin taatakseen kaikille Suomen oikeudenkäyttöpiirissä oleville henkilöille rotuun, sukupuoleen, kieleen tai uskontoon katsomatta oikeuden nauttia ihmisoikeuksia ja perusvapauksia, joihin sisältyvät sananvapaus, paino- ja julkaisuvapaus, uskonnonvapaus, vapaus poliittisiin mielipiteisiin sekä kokoontumisvapaus.

7 artikla

Suomi, joka on välirauhansopimuksen mukaisesti ryhtynyt toimenpiteisiin vapauttaakseen kansalaisuuteen ja kansallisuuteen katsomatta kaikki henkilöt, joita on pidetty vangittuina Yhdistyneiden Kansakuntien hyväksi suorittamansa toiminnan tai Yhdistyneitä Kansakuntia kohtaan osoittamansa myötätunnon taikka rodullisen syntyperänsä takia sekä kumoamaan diskriminatoorisen lainsäädännön ja siitä johtuvat rajoitukset, sitoutuu saattamaan nämä toimenpiteet päätökseen ja olemaan vastaisuudessa ryhtymättä toimenpiteisiin tai saattamatta voimaan lakeja, jotka olisivat ristiriidassa tässä artiklassa mainittujen tarkoituksien kanssa.

8 artikla

Suomi, joka välirauhansopimuksen mukaisesti on ryhtynyt toimenpiteisiin hajoittaakseen kaikki Suomen alueella toimivat fascisminluontoiset poliittiset, sotilaalliset tai sotilaallisuontoiset järjestöt sekä muut järjestöt, jotka harjoittavat Neuvostoliitolle tai muille Yhdistyneille Kansakunnille vihamielistä propagandaa, sitoutuu olemaan vastaisuudessa sallimatta senluontoisten järjestöjen olemassaoloa ja toimintaa, joiden tarkoituksena on kieltää kansalta en demokraattiset oikeudet.

9 artikla

1. Suomi ryhtyy kaikkiin tarpeellisiin toimenpiteisiin taatakseen, että pidätetään ja luovutetaan tuomittaviksi:

(a) henkilöt, joita syytetään sotarikosten sekä rauhaa ja ihmisyyttä vastaan tehtyjen rikosten suorittamisesta, niihin käskemisestä tai niihin osallistumisesta;

(b) Liittoutuneiden tai Liittyneiden Valtojen kansalaiset, joita syytetään siitä, että he ovat rikkoneet maansa lakeja syyllistymällä maanpetokseen tai yhteistyöhön vihollisen kanssa sodan aikana.

2. Suomen on asianomaisen Yhdistyneisiin Kansakuntiin kuuluvan hallituksen pyynnöstä myös asetettava todistajina käytettäväksi Suomen oikeudenkäyttöpiirissä olevat henkilöt, joiden todistus on tarpeen oikeudenkäynnissä tämän artiklan ensimmäisessä kohdassa mainittuja henkilöitä vastaan.

3. Tämän artiklan 1 ja 2 kohdassa olevien määräysten soveltamista koskevat erimielisyydet on asianomaisen hallituksen alistettava Neuvostoliiton ja Yhdistyneen Kuningaskunnan Helsingissä olevien diplomaattisten edustustojen päälliköille, jotka sopivat syntyneiden vaikeuksien selvittämisestä.

III LUKU

10 artikla

Suomi sitoutuu tunnustamaan Italian, Romanian, Bulgarian ja Unkarin kanssa tehtyjen rauhansopimusten sekä niiden muiden sopimusten ja järjestyksen täyden sitovuuden, joista Liittoutuneet ja Liittyneet Vallat ovat sopineet tai sopivat Itävaltaan, Saksaan ja Japaniin nähden rauhan palauttamiseksi.

11 artikla

Suomi sitoutuu hyväksymään kaikki järjestelyt, joista on sovittu tai joista voidaan sopia Kansainliiton ja Pysyvän Kansainvälisen Tuomioistuimen toiminnan lopettamiseksi.

12 artikla

1. Kukin Liittoutunut ja Liittynyt Valta ilmoittaa Suomelle kuuden kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaantulosta, mitkä Suomen kanssa ennen sotaa tehdyt kahdenkeskeiset sopimukset se haluaa pitää voimassa tai saattaa uudelleen voimaan. Määräykset, jotka eivät ole sopusoinnussa tämän sopimuksen kanssa, on kuitenkin poistettava edellämainituista sopimuksista.

2. Kaikki sellaiset sopimukset, joista ilmoitus täten on tehty, on rekisteröitävä Yhdistyneiden Kansakuntien sihteeristössä Yhdistyneiden Kansakuntien peruskirjan 102 artiklan mukaisesti.

3. Kaikki sellaiset sopimukset, joista ei ole täten ilmoitettu, on katsottava kumoutuneiksi.

III OSA.

MAAVOIMIA, SOTALAIVASTOA JA ILMAVOIMIA
KOSKEVAT MÄÄRÄYKSET*13 artikla*

Maa-, meri- ja ilma-aseistus ja linnoitukset on tarkoin rajoitettava sisäistä luonnetta olevien tehtävien suorittamiseen ja rajojen paikalliseen puolustamiseen. Edelläolevan mukaisesti Suomi ei ole oikeutettu pitämään suurempia aseellisia voimia kuin:

(a) maavoimat, mukaanlukien rajavartiojoukot ja ilmatorjuntatykistön, kokonaisvahvuudeltaan 34.400 miestä;

(b) sotalaivaston, jonka miehistövahvuus on 4.500 ja kokonaistonnisto 10.000 tonnia;

(c) ilmavoimat, mukaanlukien laivaston ilmavoimat ja reservilentokoneet, joiden kokonaisvahvuus on 60 lentokonetta ja 3.000 miestä. Suomi älköön pitäkö tai hankkiko lentokoneita, jotka ovat suunnitellut ensisijassa pommituskoneiksi sisäpuolisin pomminkuljetuslaittein.

Näihin vahvuuksiin sisältyvät kussakin tapauksessa taistelu-, huolto- ja johtohenkilöstö.

14 artikla

Suomen maavoimien, sotalaivaston ja ilmavoimien henkilöstö, joka ylittää 13 artiklan sallimat vastaavat vahvuudet, on vapautettava palveluksesta kuuden kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaantulosta.

15 artikla

Suomen maavoimiin, sotalaivastoon tai ilmavoimiin kuulumattomat henkilöt älkööt saako minkäänlaista liitteessä II määriteltyä maa-, sotalaivastotaikka ilmasotakoulutusta.

16 artikla

1. Tämän sopimuksen voimaantulon jälkeen Suomi kutsutaan liittymään Euroopan vesistöjen miinanraivausta hoitavan kansainvälisen järjestön Barentsinmeren, Itämeren ja Mustanmeren vyöhykkeen komissioon, ja on Suomen pidettävä miinanraivauskalustonsa kokonaisuudessaan miinanraivausta hoitavan keskuskomission käytettävissä sen sodanjälkeisen miinanraivausmääräajan päättämiseen saakka, jonka keskuskomissio vahvistaa.

2. Tämän sodanjälkeisen miinanraivauksen aikana Suomi voi, yli 13 artiklassa sallitun tonniston, pitää ylimääräisiä laivastoyksiköjä, joita käytetään yksinomaan miinanraivaukseen.

Kahden kuukauden kuluessa mainitun määräajan päättymisestä on ne alukset, jotka muut valtat ovat lainanneet Suomen laivastolle, palautettava näille valloille, ja muut lisäyksiköt riisuttava aseista ja muunnettava siviilikäyttöisiksi.

3. Suomi oikeutetaan myös miinanraivausta varten ottamaan palvelukseen 1.500 upseeria ja miestä 13 artiklan sallimien vahvuuksien lisäksi. Kahden kuukauden kuluessa siitä, kun Suomen laivasto on päättänyt miinanraivauksen, on ylimääräinen henkilöstö vapautettava palveluksesta taikka sisällytettävä sanotun artiklan sallimiin vahvuuksiin.

17 artikla

Suomi älköön pitkö, valmistako tai kokeilko mitään atomiasetta, min-käänlaisia omalla käyttövoimallaan kulkevia taikka ohjattavia ammuksia tai sellaisia laitteita, jotka liittyvät niiden laukaisemiseen (paitsi sellaisia torpedoja ja torpedojen laukaisemislaitteita, jotka kuuluvat tämän sopimuksen sallimien sota-alusten tavanomaiseen aseistukseen), kosketuksetta räjähtäviä herkkyysekanismin avulla sytytettäviä merimiinoja tai torpedoja, miehitettäviä torpedoja, sulkellusveneitä taikka muita veden alla kulkevia aluksia, moottoritorpedoveneitä tai erikoistyyppisiä rynnäkköaluksia.

18 artikla

Suomi älköön itselleen pidättäkö, valmistako tai muuten hankkiko sotamateriaalia tahi ylläpitäkö tuotantokoneistoa sotamateriaalin valmistamiseksi yli sen, mikä on tarpeen tämän sopimuksen 13 artiklassa sallittujen puolustusvoimien ylläpitämiseen.

19 artikla

1. Liittolaisilta peräisin olevan sotamateriaalin liikamäärä on asetettava asianomaisen Liittolaisvallan käyttöön sen antamien ohjeiden mukaisesti. Suomalaisen sotamateriaalin liikamäärä on asetettava Neuvostoliiton ja Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitusten käyttöön. Suomi luopukoon haikista oikeuksistaan tähän materiaaliin.

2. Saksalaista alkuperää tai mallia olevan sotamateriaalin liikamäärä, jota ei tarvita tässä sopimuksessa sallittuja puolustusvoimia varten, on asetettava edellämainittujen kahden hallituksen käyttöön. Suomi älköön hankkiko tai valmistako saksalaista alkuperää tahi mallia olevaa sotamateriaalia taikka ottako palvelukseensa tai kouluttako teknikoiksi, sotilas- ja siviiliilmaluhenkilökunta mukaanlukien, henkilöitä, jotka ovat tahi ovat olleet Saksan kansalaisia.

3. Tämän artiklan kohdissa 1 ja 2 mainitun sotamateriaalin liikämäärä on luovutettava tai tuhottava vuoden kuluessa tämän sopimuksen voimaantuloista.

4. Tässä sopimuksessa tarkoitettu sotamateriaali on määritelty ja lueteltu liitteessä III.

20 artikla

Suomi sitoutuu täydelliseen yhteistoimintaan Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen kanssa turvatakseen sen, ettei Saksa kykenisi ryhtymään Saksan alueen ulkopuolella toimenpiteisiin, jotka tähtäävät sen jälleenvarustautumiseen.

21 artikla

Suomi älköön hankkiko tai valmistako siviililentokoneita, jotka ovat saksalaista tai japanilaista mallia tahi joissa on saksalaista tai japanilaista valmistetta tahi mallia olevia suurempia koottuja osia.

22 artikla

Tämän sopimuksen kaikki sotilas-, sotalaivasto- ja ilmailumääräykset jäävät voimaan, kunnes ne on joko kokonaan tai osaksi muutettu Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen sekä Suomen välisellä sopimuksella tai, sen jälkeen kun Suomi on tullut Yhdistyneiden Kansakuntien jäseneksi, turvallisuusneuvoston ja Suomen välisellä sopimuksella.

IV OSA.

SOTAKORVAUS JA PALAUTUS

23 artikla

1. Suomen on korvattava Neuvostoliitolle sotatoimilla ja Neuvostoliiton alueen miehityksellä Neuvostoliitolle aiheuttamansa vahingot; kuitenkin ottaen huomioon, että Suomi ei ole ainoastaan luopunut sodasta Yhdistyneitä Kansakuntia vastaan, vaan on myös julistanut sodan Saksalle ja auttanut sotavoimillaan saksalaisten joukkojen karkoittamista Suomesta, osapuolet sopivat siitä, että Suomi ei korvaa yllämainittuja vahinkoja kokonaisuudessaan, vaan ainoastaan osittain, nimittäin 300 miljoonalla Yhdysvaltain dollarilla, joka summa on suoritettava tavaroissa (puutavaratuotteina, paperina, selluloosana, meri- ja jokialuksina, erilaisina koneina ja muina tavaroina) kahdeksan vuoden kuluessa 19 päivästä syyskuuta 1944 lukien.

2. Tässä artiklassa määrätyn suorituksen laskemisen perusteena on Yhdysvaltain dollarin välirauhansopimuksen allekirjoittamispäivän kultaarvo, s.o. 35 dollaria kultaunssilta.

24 artikla

Suomi sitoutuu, mikäli se ei ole vielä niin tehnyt, Neuvostoliiton hallituksen osoittamissa määräajoissa palauttamaan Neuvostoliitolle täysin hyvässä kunnossa kaikki sodan aikana Neuvostoliiton alueelta viedyt valtiolle, yleisille tai osuustoiminnallisille järjestöille, yrityksille tai laitoksille taikka yksityisille kansalaisille kuuluvat arvoesineet ja tavarat, kuten tehtaiden ja teollisuuslaitosten varusteet, veturit, liikkuvan rautatiekaluston, traktorit, moottoriajoneuvot, historialliset muistomerkit, museoarvoesineet ja kaiken muun omaisuuden.

V O S A.

TALOUDELLISET MÄÄRÄYKSET

25 artikla

1. Mikäli Suomi ei vielä ole niin tehnyt, sen on saatettava jälleen voimaan Yhdistyneiden Kansakuntien ja niiden kansalaisten kaikki lailliset oikeudet ja edut Suomessa sellaisina, kuin ne olivat 22 päivänä kesäkuuta 1941, sekä palautettava Yhdistyneiden Kansakuntien ja niiden kansalaisten kaikki omaisuus sellaisena, kuin se nyt on.

2. Suomen hallitus sitoutuu palauttamaan kaiken tässä artiklassa tarkoitetun omaisuuden, oikeudet ja edut, vapaina kaikista rasituksista ja maksuista, jotka sota on voinut aiheuttaa, Suomen hallituksen asettamatta niiden palauttamisen yhteydessä suoritettavaksi minkäänlaisia maksuja. Suomen hallituksen on kumottava kaikki Yhdistyneiden Kansakuntien omaisuuteen 22 päivän kesäkuuta 1941 ja tämän sopimuksen voimaantulon välillä kohdistamansa toimenpiteet, mukaanlukien pakko-otot, takavarikoinnin tai valvontaan oton. Milloin omaisuutta ei ole palautettu kuuden kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaantulosta, on pyyntö siitä tehtävä Suomen viranomaisille kahdentoista kuukauden kuluessa sopimuksen voimaantulosta, paitsi milloin hakija voi osoittaa, että hän ei ole voinut jättää pyyntöään tämän määräajan kuluessa.

3. Suomen hallituksen on kumottava kaikenlaatuiset Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisten omaisuutta, oikeuksia ja etuja koskevat siirrot, milloin sellaiset siirrot ovat johtuneet akselivaltioiden hallitusten tai niiden elinten sodan aikana harjoittamasta väkivallasta tai pakosta.

4. (a) Suomen hallitus on vastuussa siitä, että tämän artiklan 1 kohdan nojalla Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisille palautettu omaisuus entisöidään täysin hyvään kuntoon. Kun omaisuutta ei voida palauttaa tai kun Yhdistyneiden Kansakuntien kansalainen on sodan johdosta kärsinyt vahinkoa Suomessa olevaan omaisuuteen puuttumisen tai sen vahingoittumisen takia, saakoon hän Suomen hallitukselta Suomen markoissa korvauksen, jonka suuruus on kaksi kolmatta osaa siitä summasta, joka maksupäivänä on tarpeen samanlaisen omaisuuden ostamiseksi tai syntyneen vahingon korvaamiseksi. Missään tapauksessa Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisia älköön korvaukseen nähden kohdeltako vähemmän edullisesti kuin Suomen kansalaisia.

(b) Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaiset, jotka joko välittömästi tai välillisesti omistavat osuuksia yhteisöissä tai yhdistyksissä, joilla ei ole Yhdistyneiden Kansakuntien kansallisuutta tämän artiklan 8 (a)-kohdan tarkoittamassa mielessä, mutta jotka ovat kärsineet menetyksen Suomessa olevaan omaisuuteen puuttumisen tai sen vahingoittumisen takia, saakoot korvausta edelläolevan (a)-kohdan mukaisesti. Tämä korvaus on laskettava yhteisön tai yhdistyksen kärsimän menetyksen tai vahingon kokonaissumman perusteella ja on sen suuruuden oltava samassa suhteessa kärsittyyn kokonaismenetykseen tai -vahinkoon kuin mitä mainittujen kansalaisten omistama osuus on kysymyksessäolevan yhteisön tai yhdistyksen kokonaispääomaan.

(c) Korvaus on suoritettava vapaana kaikista maksuista, veroista tai muista rasituksista. Sitä on saatava käyttää vapaasti Suomessa, mutta on se Suomessa kulloinkin ehkä voimassaolevan ulkomaanvaluuttasäännöstelyn alainen.

(d) Suomen hallituksen on myönnettävä Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisille sama kohtelu kuin Suomen kansalaisillekin tarveainesten jaossa heidän Suomessa olevan omaisuutensa korjaamista tai kuntoonsaattamista varten sekä ulkomaan valuutan myöntämisessä sellaisten tarveainesten tuontia varten.

(e) Suomen hallituksen on edelläolevassa (a)-kohdassa määrättyssä suhteessa suoritettava Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisille hyvitystä Suomen markoissa heidän omaisuuteensa kohdistuneiden sodanaikaisten erikoistoimenpiteiden aiheuttamien menetyksien ja vahinkojen korvaamiseksi, jollaisia erikoistoimenpiteitä ei sovellettu suomalaisen omaisuuteen. Tätä kohtaa ei sovelleta menetettyyn voittoon.

5. Suomen hallitus vastaa kaikista Suomessa suoritettavista kohtuullisista kuluista, jotka aiheutuvat vaatimusten toteamisesta, niihin luettuina menetysten ja vahinkojen arviointi.

6. Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaiset ja heidän omaisuutensa on vapautettava kaikista poikkeuksellisista veroista, maksuista ja rasituksista, jotka Suomen hallitus tai jokin Suomen viranomainen on määrännyt heidän Suomessa oleville pääomavaroilleen välirauhanteon ja tämän sopimuksen voimaantulon

välisenä aikana ja joiden varsinaisena tarkoituksena on peittää sodasta aiheutuvia kuluja tai jollekin Yhdistyneelle Kansakunnalle maksettavia korvauksia. Maksut, jotka siten on maksettu, on suoritettava takaisin.

7. Kysymyksessäolevan omaisuuden omistaja ja Suomen hallitus voivat tehdä sopimuksia, jotka korvaavat tämän artiklan määräykset.

8. Tässä artiklassa käytettyinä merkitsevät:

(a) "Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaiset" henkilöitä, jotka tämän sopimuksen voimaantulopäivänä ovat jonkin Yhdistyneen Kansakunnan kansalaisia tai yhteisöjä tahi yhdistyksiä, jotka on muodostettu jonkin Yhdistyneen Kansakunnan lakien mukaan ennen tämän sopimuksen voimaantulopäivää, edellyttäen, että mainituilla henkilöillä, yhteisöillä tai yhdistyksillä oli tämä asema myös Suomen välirauhansopimuksen päivänä.

Nimitykseen "Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaiset" sisältyvät myöskin kaikki henkilöt, yhteisöt tahi yhdistykset, joita Suomessa sodan aikana voimassaolleiden lakien mukaan on kohdeltu vihollisina.

(b) "Omistaja" Yhdistyneen Kansakunnan kansalaista, sen mukaan kuin edellä (a)-kohdassa on määritelty, jolla on oikeus kysymyksessäolevaan omaisuuteen, ja myös omistajan seuraajaa, edellyttäen, että seuraaja on myös jonkin Yhdistyneen Kansakunnan kansalainen, sen mukaan kuin (a)-kohdassa on määritelty. Jos seuraaja on ostanut omaisuuden vahingoittuneena, luovuttaja säilyttää oikeutensa tämän artiklan mukaiseen korvaukseen, tämän vaikuttamatta luovuttajan ja ostajan välisiin kotimaisen lain mukaisiin velvoituksiin.

(c) "Omaisuus" kaikkea irtainta tai kiinteää omaisuutta, olkoon se sitten aineellista tahi ei, siihen luettuna teollinen, kirjallinen ja taiteellinen omaisuus sekä kaikki ja kaikenlaiset omaisuuteen kohdistuvat oikeudet ja intressit.

26 artikla

Suomi tunnustaa, että Neuvostoliitolla on oikeus kaikkeen Suomessa olevaan saksalaiseen omaisuuteen, jonka Saksaa varten asetettu valvontaneuvosto on siirtänyt Neuvostoliitolle, ja sitoutuu rhytmään kaikkiin tarpeellisiin toimenpiteisiin tällaisen omaisuuden luovuttamisen helpottamiseksi.

27 artikla

Suomen hallituksen ja Suomen kansalaisten oikeudet, kuin myös suomalaisten juriidisten henkilöiden oikeudet, jotka koskevat suomalaista omaisuutta tai muita suomalaisia varoja Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen alueilla, on saatettava entiselleen tämän sopimuksen tultua voimaan, mikäli näitä oikeuksia on rajoitettu sen johdosta, että Suomi osallistui sotaan Saksan rinnalla.

28 artikla

1. Tämän sopimuksen tultua voimaan Suomen ja Suomen kansalaisten Saksassa olevaa omaisuutta älköön enää käsiteltäkö vihollisomaisuutena, ja kaikki tällaiseen käsittelyyn perustuvat rajoitukset on poistettava.

2. Suomen tai Suomen kansalaisten identifioitavissa oleva, Saksan sotavoimien tai viranomaisten syyskuun 19 päivän 1944 jälkeen väkivalloin tai pakokotoimenpitein Suomesta Saksan alueelle viemä omaisuus voidaan palauttaa.

3. Saksan miehitysvallat päättävät menettelystä, jonka mukaan suomalaisen Saksassa olevan omaisuuden entiselleen saattaminen ja palauttaminen toteutetaan.

29 artikla

1. Suomi luopuu kaikista ja kaikenlaatuisista Liittoutuneita ja Liittyneitä Valtoja vastaan Suomen hallituksen tai Suomen kansalaisten taholta esitettävistä vaatimuksista, jotka aiheutuvat suoranaisesti sodasta tai Euroopassa syyskuun 1 päivän 1939 jälkeen vallinneen sotatilan aiheuttamista toimenpiteistä, olipa Liittoutunut tai Liittynyt Valta silloin sodassa Suomen kanssa tahi ei, mukaanlukien:

(a) vaatimukset sellaisten menetysten ja vahinkojen johdosta, jotka ovat aiheutuneet Liittoutuneiden tai Liittyneiden Valtojen sotavoimien tahi viranomaisten toimista;

(b) vaatimukset, jotka johtuvat Liittoutuneiden tai Liittyneiden Valtojen sotavoimien tahi viranomaisten oleskelusta, sotatoimista tai teoista Suomen alueella;

(c) vaatimukset Liittoutuneiden tai Liittyneiden Valtojen merisotasaalisoikeuksien päätösten ja määräysten johdosta, Suomen tunnustaessa päteviksi ja velvoittaviksi kaikkien tällaisten merisotasaalisoikeuksien 1 päivänä syyskuuta 1939 tai senjälkeen antamat päätökset ja määräykset, jotka koskevat suomalaisia laivoja tai suomalaisia tavaroita tahi kustannusten maksamista;

(d) vaatimukset, jotka johtuvat sodankäyntioikeuksien harjoittamisesta tai aiotusta harjoittamisesta.

2. Tämän artiklan määräykset kumotkoot täysin ja lopullisesti kaikki tässä mainitun luontoiset vaatimukset, jotka tästä lukien raukeavat, olipa asiapuoli kuka tahansa.

3. Suomi luopuu niinikään kaikista tämän artiklan 1 kohdan luontoisista Suomen hallituksen tai Suomen kansalaisten taholta esitettävistä vaatimuksista jokaista Yhdistyneiden Kansakuntien maata kohtaan, jonka diplomaattiset suhteet Suomen kanssa olivat katkenneina sodan aikana ja joka oli yhteistoiminnassa Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen kanssa.

4. Suomen luopuminen vaatimuksista tämän artiklan 1 kohdan mukaan käsittää kaikki vaatimukset, jotka johtuvat jokaisen Liittoutuneen ja Liittyneen Vallan toimista suomalaisiin laivoihin nähden syyskuun 1 päivän 1939 ja tämän sopimuksen voimaantulopäivän välisenä aikana, sekä myös kaikki vaatimukset ja velat, jotka perustuvat nyt voimassaoleviin sotavankeja koskeviin yleissopimuksiin.

30 artikla

1. Kunnes kauppasopimuksia eri Yhdistyneiden Kansakuntien ja Suomen välillä solmitaan, Suomen hallituksen on kahdeksantoista kuukauden aikana tämän sopimuksen voimaantulosta myönnettävä seuraava kohtelu jokaiselle Yhdistyneiden Kansakuntien maalle, joka vastavuoroisuuden perusteella tosiasiallisesti myöntää Suomelle vastaavissa tapauksissa vastaavan kohtelun:

(a) Kaikessa, mikä koskee viennin ja tuonnin yhteydessä kannettavia tulleja ja maksuja, tuontitavaroiden sisäistä verotusta sekä kaikissa näitä asioita koskevissa säännöksissä on Yhdistyneille Kansakunnille myönnettävä ehdoton suosituimmuuskohtelu.

(b) Kaikissa muissa suhteissa Suomi sitoutuu olemaan ryhtymättä min-käänlaiseen mielivaltaiseen syrjintään Yhdistyneiden Kansakuntien joltakin alueelta peräisin olevaan tai sinne menevään tavaraan nähden verrattuna jonkin muun Yhdistyneiden Kansakuntien maan alueelta tai jostakin muusta vieraasta maasta peräisin olevaan tahi sinne menevään samanlaiseen tavaraan.

(c) Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisille, mukaanlukien juriidiset henkilöt, on myönnettävä sisäinen ja suosituimmuuskohtelu kaikissa kauppaa, teollisuutta, laivaliikennettä ja muuta liiketoimintaa koskevissa asioissa Suomessa. Nämä määräykset eivät koske kaupallista lentoliikennettä.

(d) Suomi älköön myöntäkö millekään maalle yksin- tai diskriminatorista oikeutta harjoittaa kansainvälistä kaupallista lentoliikennettä; Suomen on annettava kaikille Yhdistyneille Kansakunnille yhtäläinen mahdollisuus saada oikeudet harjoittaa kansainvälistä kaupallista lentoliikennettä Suomen alueella, mukaanlukien oikeus laskeutua maahan polttoaineen täydennystä ja korjauksia varten, ja, kyseen ollen kaupallisen ilmailun harjoittamisesta kansainvälisessä liikenteessä, Suomen on myönnettävä vastavuoroisesti ja epädiskriminatorisesti kaikille Yhdistyneille Kansakunnille oikeus lentää yli Suomen alueen maahan laskeutumatta. Nämä määräykset älkööt vaikuttako Suomen kansallisen puolustuksen etuihin.

2. Suomen edellämainittuihin sitoumuksiin on katsottava sisältyvän ne poikkeukset, jotka tavanomaisesti sisältyvät Suomen ennen sotaa tekemiin kauppasopimuksiin; ja kunkin Yhdistyneen Kansakunnan myöntämää vastavuoroisuutta koskeviin määräyksiin on katsottava sisältyvän ne poikkeukset jotka tavanomaisesti on otettu tämän maan kauppasopimuksiin.

31 artikla

1. Kaikki erimielisyydet, jotka voivat johtua tämän sopimuksen 24 ja 25 artikloista sekä liitteistä IV, V ja VI osa B, on jätettävä sovintokomission ratkaistaviksi, johon kuuluu yhtä monta asianomaisen Yhdistyneen Kansakunnan hallituksen ja Suomen hallituksen määräämää jäsentä. Jollei sovintoon päästä kolmen kuukauden kuluessa siitä, kun asia on jätetty sovintokomission ratkaistavaksi, kumpikin hallitus voi vaatia kolmannen jäsenen lisäämistä komission, ja elleivät hallitukset voi sopia tämän jäsenen valitsemisesta, kumpikin asiapuoli voi pyytää Yhdistyneiden Kansakuntien yleissihteeriä suorittamaan nimeämisen.

2. Komission jäsenten enemmistön päätös olkoon komission päätös ja osapuolet tunnustakoot sen lopulliseksi ja sitovaksi.

32 artikla

Tämän sopimuksen 24, 25 ja 30 artiklat sekä liite VI koskevat Liittoutuneita ja Liittyneitä Valtoja ja Ranskaa sekä jokaista Yhdistyneiden Kansakuntien maata, jonka diplomaattiset suhteet Suomen kanssa ovat olleet katkenneina sodan aikana.

33 artikla

Liiteiden IV, V ja VI määräykset, kuten muidenkin liitteiden määräykset, ovat voimassa tämän sopimuksen erottamattomina osina.

VI OSA.

LOPPUMÄÄRÄYKSET

34 artikla

1. Aikana, joka ei ylitä kahdeksaatoista kuukautta alkaen tämän sopimuksen voimaantulosta, Neuvostoliiton ja Yhdistyneen Kuningaskunnan Helsingissä olevien diplomaattisten edustustojen päälliköt, jotka toimivat yhteisymmärryksessä keskenään, edustavat Liittoutuneita ja Liittyneitä Valtoja suhteissa Suomen hallitukseen kaikissa tämän sopimuksen täytäntöönpanoa ja tulkintaa koskevilla kysymyksillä.

2. Molemmat edustustopäälliköt antavat Suomen hallitukselle sellaista ohjausta sekä sellaisia teknillisiä neuvoja ja selvennyksiä, jotka saattavat olla välttämättömiä tämän sopimuksen hengen ja määräysten mukaisen nopean ja tehokkaan täytäntöönpanon turvaamiseksi.

3. Suomen hallitus antakoon sanotuille kahdelle edustustopäällikölle kaikki tarpeelliset tiedot ja kaiken avun, mitä he saattavat tarvita täyttäessään tämän sopimuksen mukaan heille uskotut tehtävät.

35 artikla

1. Ellei muunlaista menettelytapaa ole tämän sopimuksen jossakin artiklassa nimenomaan varattu, tämän sopimuksen tulkinnasta tai täytäntöönpanosta johtuvat erimielisyydet, joita ei ole ratkaistu välittömin diplomaattisin neuvotteluihin, siirrettäköön 34 artiklan mukaisesti toimivien kahden edustustopäällikön käsiteltäviksi, kuitenkin niin, että tässä tapauksessa sanotun artiklan määräaika ei rajoita edustustopäällikköjen toimintaa. Kaikki tällaiset erimielisyydet, joita he eivät ole ratkaisseet kahden kuukauden kuluessa, siirrettäköön, elleivät osapuolet keskenänsä sovi muusta sovittelumenettelystä, jommankumman osapuolen pyynnöstä komission ratkaistaviksi, jonka muodostaa kummankin osapuolen edustaja ja kolmas jäsen, jonka molemmat osapuolet keskinäisellä sopimuksella valitsevat kolmannen maan kansalaisista. Elleivät osapuolet kuukauden määräajassa sovi kolmannen jäsenen valitsemisesta, kumpikin osapuoli voi pyytää Yhdistyneiden Kansakuntien yleissihteeriä suorittamaan nimeämisen.

2. Komission jäsenten enemmistön päätös olkoon komission päätös ja osapuolet tunnustakoot sen lopulliseksi ja sitovaksi.

36 artikla

Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen on ratifioitava tämä sopimus, jonka venäjänkielinen ja englanninkielinen teksti ovat todistusvoimaisia. Suomen on se myös ratifioitava. Se tulee voimaan heti, kun Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liitto ja Ison-Britannian ja Pohjois-Irlannin Yhdistynyt Kuningaskunta ovat tallettaneet ratifioimiskirjat. Ratifioimiskirjat on mahdollisimman lyhyen ajan kuluessa talletettava Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton hallituksen huostaan.

Kuhunkin Liittoutuneeseen tai Liittyneeseen Valtaan nähden, joka tallettaa ratifioimiskirjansa tämän jälkeen, sopimus tulee voimaan talletus-päivänä. Tämä sopimus talletetaan Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton hallituksen arkistoon, joka toimittaa oikeaksi todistetut jäljennökset jokaiselle allekirjoittajavaltiolle.

LIITELUETTELO

- I. Suomen rajojen sekä 2 ja 4 artiklassa mainittujen alueiden kartta.
- II. Maavoimien, ilmavoimien ja sotalaivaston koulutuksen määrittely.
- III. Sotamateriaalin määrittely ja luettelo.

- IV. Eräitä omaisuuslajeja koskevat erikoismääräykset:
- A. Teollinen, kirjallinen ja taiteellinen omaisuus.
 - B. Vakuutustoiminta.
- V. Sopimukset, vanhentuminen ja siirtokelpoiset arvopaperit.
- VI. Merisotasaalis oikeudet ja tuomioistuinten päätökset.

LIITE I.

(1, 2 ja 4 artiklaan)

SUOMEN RAJOJEN SEKA 2 JA 4 ARTIKLASSA MAINITTUJEN ALUEIDEN KARTTA

LIITE II.

(15 artiklaan)

MAAVOIMIEN, ILMAVOIMIEN JA SOTALAIVASTON KOULUTUKSEN MAARITTELY

1. "Maavoimien koulutus" merkitsee opetusta ja harjoituksia erityisesti sotilaallisiin tarkoituksiin suunnitellun tai sovelletun sotamateriaalin ja siihen kuuluvien koulutusvälineiden käytössä; riviharjoitusten ja maastoliikkeitten opetusta ja suoritusta, jotka opettavat tai totuttavat liikkeisiin, joita joukot taistelussa suorittavat; sekä taktiikan, strategian ja esikuntatyön järjestelmällistä opiskelua.

2. "Ilmavoimien koulutus" merkitsee opetusta ja harjoituksia erityisesti ilmavoimien käyttöön suunnitellun tai sovelletun sotamateriaalin ja siihen kuuluvien koulutusvälineiden käytössä; kaikkien niiden erikoisten liikkeiden, muodostelmalento mukaanlukien, opetusta ja harjoittamista, joita lentojoukot suorittavat täyittäessään taistelutehtäviä; sekä ilmavoimien taktiikan, strategian ja esikuntatyön järjestelmällistä opiskelua.

3. "Sotalaivaston koulutus" merkitsee opetusta, ohjausta tai harjoittelua sotalaivojen tai merisotalaitteiden käytössä sekä opetusta ja perehdyttämistä kaikkien niiden tähän kuuluvien laitteiden ja koulutusvälineiden käyttöön, joita käytetään merisodassa, lukuunottamatta niitä, joita tavallisesti käytetään myös siviilitarkoituksiin; sekä laivastotaktiikan, -strategian ja -esikuntatyön opetusta, harjoittelua tai järjestelmällistä opiskelua, mukaanlukien kaikkien niiden operatioiden ja liikkeiden suorittaminen, joita ei tarvita alusten rauhanomaisessa käytössä.

LIITE III.

(19 artiklaan)

SOTAMATERIAALIN MAARITTELY JA LUETTELO

Tässä sopimuksessa käytetty nimitys "sotamateriaali" tarkoittaa kaikkia aseita, ammuksia ja laitteita, jotka ovat erityisesti suunnitellut tai sovelletut sodankäyntiin, jäljempänä olevan luettelon mukaan.

Liittoutuneet ja Liittyneet Vallat varaavat itselleen oikeuden tehdä ajoittain muutoksia tai lisäyksiä luetteloon ottaen huomioon vastaisen tieteellisen kehityksen.

Ryhmä I

1. Sotilaskiväärit, karbiinit, revolverit ja pistoolit; näiden aseiden piiput ja muut varaosat, jotka eivät helposti sovellu siviilikäyttöön.

2. Konekiväärit, automaattiset tai itselataavat sotilaskiväärit ja konepistoolit; näiden piiput ja muut varaosat, jotka eivät helposti sovellu siviilikäyttöön; konekiväärin jalustat.

3. Tykit, haupitsit, mörssarit, erikoiset lentokonetykit; lukkolaitetta tai jarrulaitetta vailla olevat tykit ja liekinheittimet; putket ja muut varaosat, jotka eivät helposti sovellu siviilikäyttöön sekä edellämainittujen aseiden lavetit ja jalustat.

4. Raketinheittimet; omalla voimallaan liikkuvien ja ohjattavien ammusten lähetys- ja kontrollilaitteet; niiden jalustat.

5. Ladatut tai lataamattomat, omalla voimallaan kulkevat ja ohjattavat amukset, projektiilit, raketit, hylsyammukset ja panokset, edellä luettelon kohdissa 1-4 mainittuihin aseisiin, sekä sytyttimet, putket tai laitteet niiden räjähdyttämistä tai käyttämistä varten. Siviilikäyttöön tarpeelliset sytyttimet eivät sisälly tähän.

6. Ladatut tai lataamattomat kranaatit, pommit, torpedot, miinat ja syvyyspommit sekä sytytysaineet tai -panokset; kaikki niiden räjähdyttämistä käyttämisvälineet. Siviilikäyttöön tarpeelliset sytyttimet eivät sisälly tähän.

7. Pistimet.

Ryhmä II

1. Panssarivaunut, panssarijunat, joita ei voida teknillisesti muuttaa siviilikäyttöön.

2. Edellä ryhmässä I mainittuja aseita varten tarkoitetut mekaaniset ja moottorilavetit; muut kuin edellä kohdassa 1 mainitut erikoisrakenteiset sotilasautojen alustat tai korit.

3. Kolmea tuumaa paksummat panssarilevyt, joita käytetään suojautumistarkoituksiin sodassa.

Ryhmä III

1. Tähtäys- ja laskukojeet tulenjohtoa varten, mukaanlukien it. patteritaso-viivottimet ja maalinmäärittelylaitteet; hakuammuntalaitteet; tykkien tähtäimet, pommipudotustähtäimet; sytyttimen säätimet; tarkkailukojeet tykkikaluston toimintaa ja ammunan tarkkuutta varten sekä tulenjohtolaitteet.

2. Syöksysillat ja -veneet.

3. Vihollisen harhauttamis-, häikäisemis- ja houkutusvälineet.

4. Erikoislaatuiset henkilökohtaiset varusesineet, joita on vaikea soveltaa siviilikäyttöön.

Ryhmä IV

1. Kaikenlaatuiset sota-alukset, niihin luettuina sotatarkoituksiin muunnetut laivat ja uivat laitteet, jotka on suunniteltu tai tarkoitettu niiden huoltamiseen tai avustamiseen ja joita ei voida teknillisesti muuttaa siviilikäyttöön, sekä aseet, panssarit, ampumatarvikkeet, lentokoneet ja kaikki muut varusteet, materiaali, koneet ja laitteet, joita ei rauhan aikana käytetä muissa kuin sota-aluksissa.

2. Maihinnousalukset ja kaikenlaatuiset amfibikuljetusvälineet tai -laitteet; kaikenlaatuiset syöksyveneet tai -laitteet kuin myös katapultit tai lentokoneiden, rakettien, omalla voimalla kulkevien taisteluvälineiden tai kaikkien muiden joko miehitettyjen tai miehittämättömien, ohjattavien tai ohjaamattomien ammusten, kojeiden tai laitteiden muut lähettämistävälineet.

3. Joko kokonaan tai osittain veden alla kulkevat alukset, uivat laitteet, taisteluvälineet, kaikenlaatuiset laitteet tai kōjeet, mukaanlukien erikoisrakenteiset satamasulkupuomit, paitsi niissä tapauksissa, jolloin niitä tarvitaan alusten pelastustyöhön, nostamiseen tai muuhun siviilikäyttöön, sekä kaikki laitteet, varusteet, varaosat, kokeilu- tai harjoitusvälineet, kojeet tai laitteet, jotka voivat olla erityisesti suunniteltuja yllälueteltujen rakentamista, kokeilemistä, huoltoa tai varastoimista varten.

Ryhmä V

1. Ne ilmaa keveämmät tai raskaammat ilma-alukset, koottuina tai osina, jotka ovat suunnitellut tai sovelletut ilmataisteluihin käyttäen konekiväärejä, rakettien laukaisulaitteita tai tykistöä tahi suunnitellut taikkla sovelletut pommien kuljettamista ja pudottamista varten ai jotka ovat varustetut tahi joihin mallinsa tai rakenteensa vuoksi soveltuu jokin jäljempänä 2 kohdassa mainituista laitteista.

2. Lentokoneen tykkien jalustat ja kehykset, pomminkiinnittimet, torpedon kannattimet sekä pommien ja torpedojen pudotuslaitteet; tykkitornit sekä sivutornit konekiväärejä varten.

3. Ilmakuljetusjoukkoja varten erityisesti suunnitellut ja yksinomaan niiden käyttämät välineet.

4. Laiva-, maa- tai vesilentokoneiden katapultit ja lähettämislaitteet; lentokonemallisten aseiden lähettämislaitteet.

5. Sulkupallot.

Ryhmä VI

Tukahduttavat, kuolettavat, myrkylliset tai toimintakvyttömäksi tekevät aineet, jotka on tarkoitettu sotilaalliseen käyttöön tai joita valmistetaan yli siviilitarpeiden.

Ryhmä VII

Ne laukaisu-, räjähdys- ja pyroteknilliset aineet tai nestemäiset kaasut, jotka ovat tarkoitettut näissä ryhmässä mainitun sotamateriaalin laukaisuun, räjähdyttämiseen, panostamiseen ja lataamiseen tai muuhun käyttöön maintun sotamateriaalin yhteydessä ja joita ei voida käyttää siviilitarkoituksiin tai joiden tuotanto ylittää siviilitarpeen.

Ryhmä VIII

Tehdaskoneisto ja työkalut, jotka on erityisesti suunniteltu yllämainittujen aineiden valmistukseen ja kunnossapitoon ja joita ei voida teknillisesti muuttaa siviilikäyttöön.

LIITE IV.

ERAITA OMAISUUSLAJEJA KOSKEVAT ERIKOISMAARAYKSET

A. TEOLLINEN, KIRJALLINEN JA TAITEELLINEN OMAISUUS

1. (a) Liittoutuneille ja Liittyneille Valloille sekä niiden kansalaisille on myönnettävä yhden vuoden määräaika tämän sopimuksen voimaantulosta lukien, jolloin ne ovat oikeutetut lisämaksuitta tai muutta sakoitta suorittamaan kaikki tarpeelliset toimenpiteet saadakseen tai säilyttääkseen Suomessa oikeudet teolliseen, kirjalliseen tai taiteelliseen omaisuuteen, joita vallinneen sotatilan vuoksi ei ollut mahdollista suorittaa.

(b) Liittoutuneet ja Liittyneet Vallat tai niiden kansalaiset, jotka ovat jossakin Liittoutuneessa tai Liittyneessä Vallassa asianomaisessa järjestyksessä tehneet patentti- tai hyödyllisyysmallihakemuksen aikaisintaan kaksitoista kuukautta ennen sodan syttmistä Suomen kanssa tai sodan aikana tahi jotka ovat hakeneet jonkin valmistusmenetelmän tai mallin tahi tavaramerkin rekisteröintiä aikaisintaan kuusi kuukautta ennen sodan syttymistä Suomen kanssa tai sodan aikana, olkoot oikeutetut kahdentoista kuukauden kuluessa tämän sopimuksen voimaantulosta hakemaan vastaavia oikeuksia Suomessa prioriteettioikeuksin, jotka perustuvat kyseessäolevan Liittoutuneen tai Liittyneen Vallan alueella tehdyn aikaisemman hakemuksen rekisteröimiseen.

(c) Kullekin Liittoutuneelle ja Liittyneelle Vallalle ja niiden kansalaisille myönnetään yhden vuoden määräaika tämän sopimuksen voimaantulosta, jona

aikana ne voivat ryhtyä oikeudellisiin toimenpiteisiin Suomessa niitä luonnollisia tai juriidisia henkilöitä vastaan, joiden väitetään lainvastaisesti loukannut heidän oikeuksiaan teolliseen, kirjalliseen tai taiteelliseen omaisuuteen sodan alkamispäivän ja tämän sopimuksen voimaantulopäivän välisenä aikana.

2. Aikaa sodan puhkeamisesta siihen asti, kunnes kahdeksantoista kuukautta on kulunut tämän sopimuksen voimaantulosta, ei ole otettava lukuun määrätessä aikaa, jonka kuluessa patenttia, valmistusmenetelmää tai tavaramerkkiä olisi ryhdyttävä käyttämään.

3. Aikaa sodan puhkeamisesta tämän sopimuksen voimaantuloon ei ole otettava lukuun sellaisia teollisia, kirjallisia ja taiteellisia omistusoikeuksia koskevissa säännöllisissä määräajoissa, jotka Suomessa olivat voimassa sodan syttyessä tai jotka on tämän liitteen A-osassa tunnustettu tai vahvistettu ja jotka kuuluvat jollekin Liittoutuneelle tai Liittyneelle Vallalle tai sen kansalaisille. Näin ollen näiden oikeuksien säännöllinen voimassaoloaika on katsottava automaattisesti pidennetyksi Suomessa ajalla, joka vastaa näin lukuun ottamatta jätettävää ajanjaksoa.

4. Edelläolevia Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen ja niiden kansalaisten oikeuksia Suomessa koskevia määräyksiä on sovellettava yhtäläisesti Suomen ja sen kansalaisten oikeuksiin Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen alueilla. Kuitenkaan ei mikään näistä määräyksistä oikeuta Suomea tai sen kansalaisia suosittumpaan kohteluun Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen alueilla kuin mitä nämä vallat vastaavissa tapauksissa myöntävät muille Yhdistyneille Kansakunnille tai niiden kansalaisille, eikä Suomea liioin en kautta vaadita myöntämään Liittoutuneelle tai Liittyneelle Vallalle tai sen kansalaisille suositumpaa kohtelua kuin mitä Suomi tai sen kansalaiset nauttivat tämän vallan alueella edelläolevien määräysten tarkoittamassa mielessä.

5. Liittoutuneen tai Liittyneen Vallan tahi Suomen alueella olevat kolmannet henkilöt, jotka ennen tämän sopimuksen voimaantuloa ovat hyvässä uskossa hankineet teollisia, kirjallisia tai taiteellisia omistusoikeuksia, jotka ovat ristiriidassa tämän liitteen A-osalla palautettujen oikeuksien tai siinä määrätyn prioriteetin saatujen oikeuksien kanssa, tai jotka ovat hyvässä uskossa valmistaneet, julkaisseet, jäljentäneet, käyttäneet tai myyneet tällaisten oikeuksien kohteita, saakoot, joutumatta vastuuseen rikkomuksesta, jatkaa näiden oikeuksien käyttämistä sekä jatkaa tai aloittaa uudelleen sellaisen valmistamisen, julkaisemisen, jäljentämisen, käytön tai myynnin, joka on saatu tai alettu hyvässä uskossa. Suomessa tällainen lupa annettakoon yleisluonteisissa muodossa niillä ehdoilla, joista osapuolet keskenään sopivat, tai, ellei sopimukseen päästä, niillä ehdoilla, jotka tämän sopimuksen 31 artiklan mukaan perustettu sovintokomissio vahvistaa. Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen alueilla hyvässä uskossa toimineet kolmannet henkilöt saakoot kuitenkin saman turvan, joka vastaavissa oloissa myönnetään hyvässä uskossa toimineille kolmansille henkilöille, joiden oikeudet ovat ristiriidassa muiden Liittoutuneiden ja Liittyneiden Valtojen kansalaisten oikeuksien kanssa.

6. Mitään tämän liitteen A-osan määräystä ei tulkittako siten, että se antaisi Suomelle tai Suomen kansalaisille minkäänlaisia patenttitai hyödyllisyys-

smallioikeuksia minkään Liittoutuneen tai Liittyneen Vallan alueella keksintöihin, jotka koskevat jotakin sellaista esinettä, joka on nimetty tämän sopimuksen liitteessä III, ja joita Suomi tai Suomen kansalaiset ovat tehneet tai joita koskevat hakemukset ne ovat rekisteröineet Suomessa tai jonkin muun akselivallan alueella tahti akselisotavoimien miehittämällä alueella aikana, jolloin asianomainen alue oli akselivaltojen sotavoimien tai viranomaisten valvonnassa.

7. Suomen on niinkään myönnettävä tämän liitteen edelläolevien määräysten mukaiset edut Ranskalle ja muillekin Yhdistyneiden Kansakuntien maille, jotka eivät kuulu Liittoutuneisiin tai Liittyneisiin Valtoihin, mutta joiden diplomaattiset suhteet Suomen kanssa ovat olleet katkenneina sodan aikana ja jotka sitoutuvat antamaan Suomelle mainituissa määräyksissä Suomelle myönnetyt edut.

8. Tämän liitteen A-osan määräysten ei katsota olevan ristiriidassa tämän sopimuksen 25 ja 27 artiklan kanssa.

B. VAKUUTUSTOIMINTA

1. Mitään muita rajoituksia kuin sellaisia, joita sovelletaan vakuutuksenharjoittajiin yleensä, älköön asetettako vakuutuksenharjoittajille, jotka ovat Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisia, heidän ryhtyessään palauttamaan entistä vakuutuskantaansa.

2. Jos joku Yhdistyneiden Kansakuntien vakuutuksenharjoittaja haluaa uudelleen aloittaa toimintansa Suomessa ja jos käy ilmi, että liiketoiminnan harjoittamiseen Suomessa vaadittavan vakuutustalletuksen tai vararahaston arvo on vähentynyt syystä, että arvopaperit, jotka muodostivat vakuutustalletuksen tai vararahaston, ovat hävinneet tai alenneet arvossa, Suomen hallitus sitoutuu hyväksymään kahdeksantoista kuukauden aikana jäljellä olevat arvopaperit kaikkia talletuksia ja vararahastoja koskevia oikeudellisia vaatimuksia vastaaviksi.

LIITE V.

SOPIMUKSET, VANHENTUMINEN JA SIIRTOKELPOISET ARVOPAPERIT

A. SOPIMUKSET

1. Sopimuksien, joiden täyttäminen vaati tämän liitteen D-osassa määritellyssä mielessä vihollisiksi tulleiden osapuolten välistä toimintaa, on katsottava rauenneen, jälempänä 2 ja 3 kohdissa mainituin rajoituksin, siitä hetkestä lukien, jolloin jompikumpi osapuoli tuli viholliseksi. Raukeaminen ei kuitenkaan vapauta kumpaakaan sopimuspuolta velvoituksesta maksaa takaisin ennako- tai tilimaksuina vastaanottamansa määrät, joita vastaavia suorituksia tämä sopimuspuoli ei ole tehnyt.

2. Riippumatta edelläolevan 1 kohdan määräyksistä raukeamismääräyksiä älköön sovellettako niihin näinollen voimaan jääviin jonkin tämän liitteen D-osan

määrittelemässä mielessä vihollisiksi tulleiden välisen sopimuksen osiin, jotka ovat erotettavissa ja joiden täyttäminen ei edellyttänyt kanssakäymistä osapuolten välillä. Elleivät sopimusmääräykset ole täten erotettavissa, sopimuksen on katsottava kokonaisuudessaan rauenneen. Edelläolevaan on sovellettava en Yhdistyneen ja Yhtyneen Vallan kotimaisia lakeja, asetuksia ja määräyksiä, jonka tuomiovallan alaisena sopimus tai joku sopimuspuolista on, ja niihin myös sovellettava sopimuksen määräyksiä.

3. Tämän liitteen A-osan määräykset älkööt tehkö mitättömiksi liiketoimia, jotka on laillisesti täytetty vihollisten kesken tehdyn sopimuksen mukaisesti, jos ne on täytetty jonkun Yhdistyneiden ja Yhtyneiden Kansakuntien hallituksen luvalla.

4. Edelläolevista määräyksistä riippumatta vakuutus- ja jälleenvakuutus-sopimuksista sovittakoon erikseen asianomaisen Yhdistyneen tai Yhtyneen Vallan hallituksen ja Suomen hallituksen välillä.

B. VANHENTUMISAJAT

1. Kaikki vanhentumisajat tai toimivallan tahi oikeutta ryhtyä oikeuksia suojaaviin toimenpiteisiin koskevat aikarajoitukset, jotka kohdistuvat henkilöihin tai omaisuuteen ja koskevat Yhdistyneiden Kansakuntien ja Suomen kansalaisuutta olevia, on katsottava peruutuneiksi sodan ajaksi, toiselta puolen Suomen alueella ja toiselta puolen niiden Yhdistyneiden Kansakuntien alueilla, jotka vastavuoroisesti myöntävät Suomelle tämän kohdan määräysten mukaisen edun, mikäli asianomaiset sodan takia eivät ole voineet ryhtyä oikeudellisiin tai oikeuksiensa säilyttämiseksi välttämättömiin toimenpiteisiin, ja ottamatta lisäksi huomioon, alkoivatko nämä määräajat ennen tai jälkeen sodan syttymisen. Nämä määräajat alkakoot jälleen juosta tämän sopimuksen voimaantulosta. Tämän kohdan määräyksiä sovellettakoon korko- tai osinkolippujen esittämismääräaikoihin tahi lunastettaviksi arvottujen tai muusta syystä lunastettavien arvopapereiden maksettavaksi esittämiseen.

2. Jos sen johdosta, että sodan aikana ei ole ryhdytty johonkin toimenpiteeseen tai on jätetty noudattamatta jokin muodollisuus, Suomen alueella on ryhdytty pakotäytäntöönpanoon jonkin Yhdistyneiden Kansakuntien maan kansalaisen vahingoksi, on Suomen hallituksen saatettava jälleen voimaan näin loukatut oikeudet. Jos ennalleen saattaminen on mahdotonta tai epäoikeudenmukaista, on Suomen hallituksen huolehdittava, että Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaiselle annetaan sellainen hyvitys, minkä on katsottava olevan näissä olosuhteissa kohtuullisen ja oikeudenmukaisen.

C. SIIRTOKELPOISET ARVOPAPERIT

1. Siirtokelpoisen arvopaperin, jonka viholliset ovat tehneet keskenään ennen sodan syttymistä, älköön katsottako tullen mitättömäksi yksistään siitä syystä, ettei sitä ole esitetty määräaikana hyväksyttäväksi tai maksettavaksi, tai ettei ole annettu ilmoitusta asettajalle tahi siirtäjälle siitä, ettei sitä hyväksytä tai makseta taikka ettei sitä ole protestoitu, eikä siitäkään syystä, että sodan aikana on jätetty täyttämättä jokin muodollisuus.

2. Jos se määräaika, jonka kuluessa siirtokelpoinen arvopaperi olisi pitänyt esittää hyväksyttäväksi tai maksettavaksi tahi ilmoitus hyväksymättä tai maksamatta jättämisestä olisi pitänyt tehdä asettajalle tai siirtäjälle taikka arvopaperi olisi pitänyt protestoida, on kulunut umpeen sodan aikana, ja osapuoli, jonka olisi pitänyt esittää tai protestoida asiakirja tahi antaa ilmoitus hyväksymättä tai maksamatta jättämisestä, on jättänyt sen tekemättä sodan aikana, on myönnettävä vähintään kolmen kuukauden määräaika tämän sopimuksen voimaantulosta, jonka kuluessa esittäminen, ilmoitus hyväksymättä tai maksamatta jättämisestä tai protesti voidaan tehdä.

3. Jos joku on joko ennen sotaa tai sen aikana siirtokelpoisella arvopaperilla sitoutunut velvoituksiin sittemmin viholliseksi tulleen henkilön hänelle antaman toimeksiannon takia, jälkimmäinen on edelleenkin velvollinen sodan syyttymisestä huolimatta edelliselle korvaamaan näistä velvoituksista johtuneet tappiot.

D. YLEISET MAARAYKSET

Tämän liitteen tarkoittamassa mielessä luonnollisia tai juriidisia henkilöitä on pidettävä vihollisina siitä päivästä lukien, jolloin liiketoimet heidän välillään ovat tulleet laittomiksi niiden lakien, asetusten tai määräysten nojalla, jotka koskevat tällaisia henkilöitä tai sopimuksia.

LIITE VI.

MERISOTASAALISOIKEUDET JA TUOMIOSTUINTEN PAATOKSET

A. MERISOTASAALISOIKEUDET

Kukin Liittoutunut ja Liittynyt Valta pidättää itselleen oikeuden tutkia vahvistamansa menettelytavan mukaisessa järjestyksessä kaikki. Suomen merisotasaalisoikeuksien päätökset ja määräykset, jotka koskevat asianomaisten vallan kansalaisten omistusoikeuksia, ja suosittaa Suomen hallitukselle, että ne päätökset ja määräykset, jotka mahdollisesti eivät ole kansainvälisen oikeuden mukaisia, otetaan tarkistettaviksi.

Suomen hallitus sitoutuu antamaan jäljennökset kaikista näissä asioissa syntyneistä asiakirjoista, annetut päätökset ja määräykset niihin luettuina, ja hyväksymään kaikki mainittujen asiain tutkimisen johdosta tehdyt suositukset sekä saattamaan ne täytäntöön.

B. TUOMIOSTUINTEN PAATOKSET

Suomen hallituksen on ryhdyttävä tarpeellisiin toimenpiteisiin, jotta kaikkien Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaisilla on tilaisuus milloin tahansa yhden vuoden kuluessa tämän sopimuksen voimaantulon jälkeen alistaa asianomaisten Suomen viranomaisten uudelleen tutkittavaksi kaikki suomalaisten tuomioistuinten 22 päivän kesäkuuta 1941 ja tämän sopimuksen voimaantulopäivän välisenä aikana sellaisissa

oikeudenkäynneissä antamat päätökset, joissa Yhdistyneiden Kansakuntien kansalainen ei ole voinut esittää asianmukaisesti asiaansa kantajana tai vastaajana. Suomen hallituksen on huolehdittava, että jos Yhdistyneiden Kansakuntien kansalainen on kärsinyt vahinkoa tällaisen päätöksen johdosta, hänelle palautetaan sama asema, joka hänellä oli ennen päätöksen antamista, tai että hänelle annetaan sellainen hyvitys, minkä on katsottava olevan näissä olosuhteissa kohtuullisen ja oikeudenmukaisen. Nimitykseen "Yhdistyneiden Kansakuntien kansalaiset" sisältyvät yhteisöt tai yhdistykset, jotka ovat muodostetut tai perustetut jonkin Yhdistyneiden Kansakuntien maan lakien mukaisesti.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся Полномочные Представители подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

СОВЕРШЕНО в Париже на русском, английском, французском и финском языках, февраля десятого дня тысяча девятьсот сорок седьмого года.

IN FAITH WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

DONE in the city of Paris in the Russian, English, French and Finnish languages this tenth day of February, One Thousand Nine Hundred Forty-Seven.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures et leurs cachets au bas du présent Traité.

FAIT à Paris, le dix février mil neuf cent quarante-sept, en langues russe, anglaise, française et finlandaise.

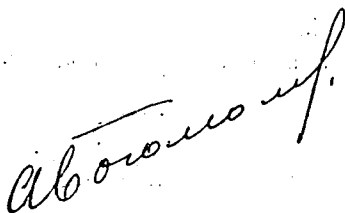
Tämän vakuudeksi allekirjoittaneet täysivaltaiset edustajat ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään varustaneet.

Tehtiin Pariisissa Venäjän, Englannin, Ranskan ja Suomen kielillä, kymmenentenä päivänä helmikuuta vuonna tuhat yhdeksänsataa neljäkymmentäseitsemän.

За Союз Советских Социалистических Республик:
For the Union of Soviet Socialist Republics:
Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:
Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton Puolesta:



V. MOLOTOV

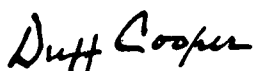


A. BOGOMOLOV

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Ison-Britannian ja Pohjois-Irlannin Yhdistyneen Kuningaskunnan Puolesta:



ERNEST BEVIN



DUFF COOPER

За Австралию:
For Australia:
Pour l'Australie:
Australian Puolesta:



JOHN A. BEASLEY

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
Pour la République Soviétique Socialiste de Biélorussie:
Valko-Venäjän Sosialistisen Neuvostotasavallan Puolesta:



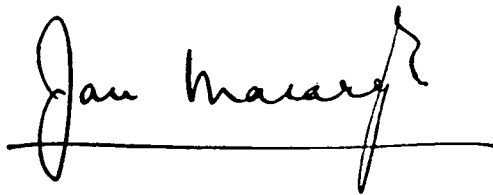
K. V. KISELEV

За Канаду:
For Canada:
Pour le Canada:
Kanadan Puolesta:



GUY P. VANIER

За Чехословакию:
For Czechoslovakia:
Pour la Tchécoslovaquie:
Tsekkoslovakian Puolesta:

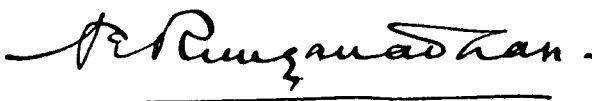


JAN MASARYK



I. V. CLEMENTIS

За Индию:
For India:
Pour l'Inde:
Intian Puolesta:



A. E. RUNGANADHAN

За Новую Зеландию:
For New Zealand:
Pour la Nouvelle-Zélande:
Uuden-Seelannin Puolesta:



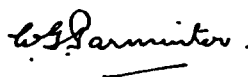
W. J. JORDAN

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:
Pour la République Soviétique Socialiste d'Ukraine:
Ukrainan Sosialistisen Neuvostotasavallan Puolesta:



I. SENIN

За Южно-Африканский Союз:
For the Union of South Africa:
Pour l'Union Sud-Africaine:
Etelä-Afrikan Unionin Puolesta:



W. G. PARMINTER

За Финляндию:

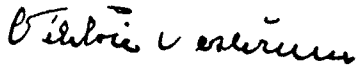
For Finland:

Pour la Finlande:

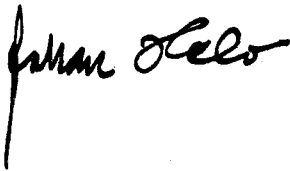
Suomen Puolesta:



CARL ENCKELL

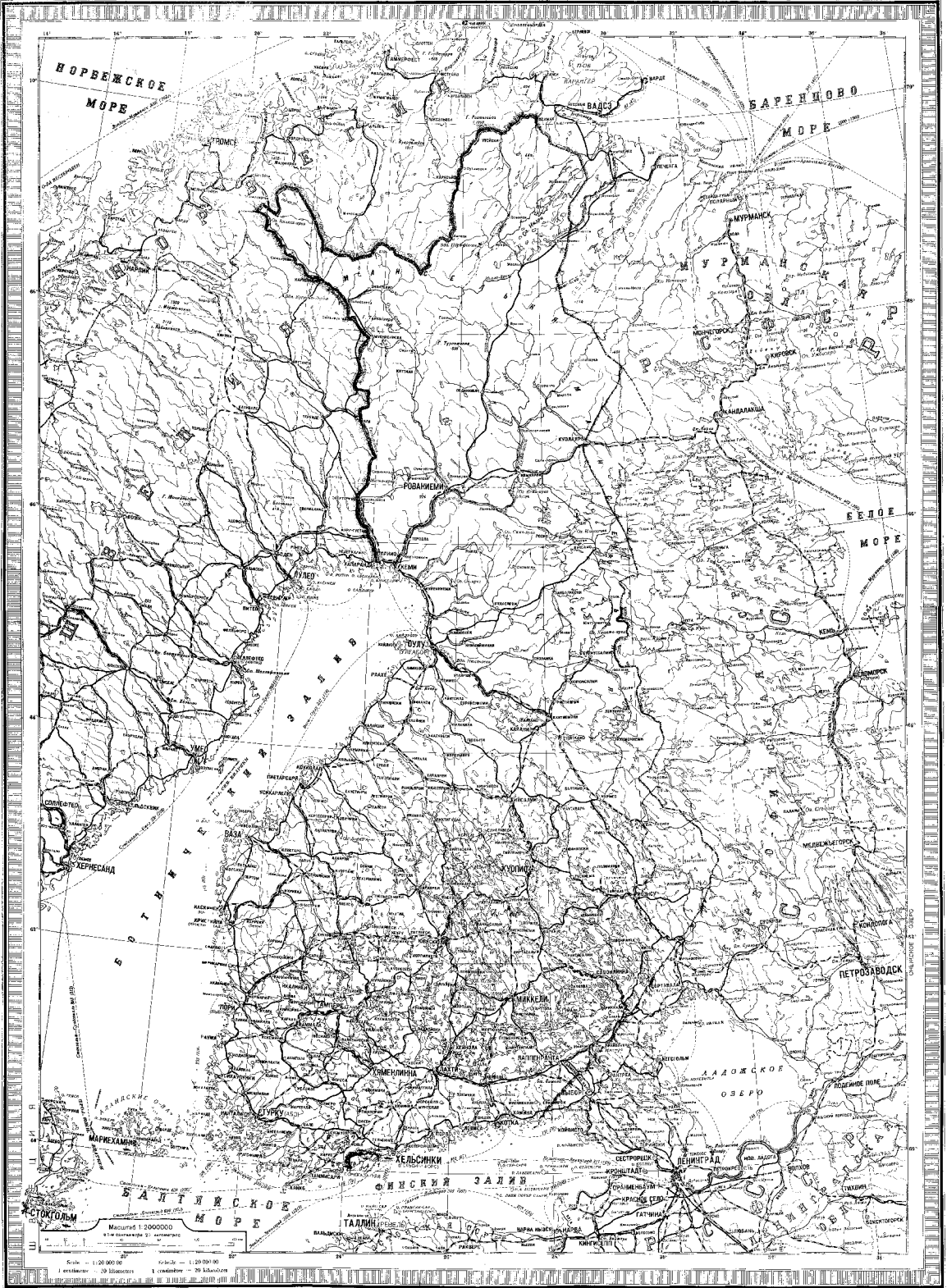


VIHTORI VESTERINEN



JOHANN HELO

КАРТА ФИНЛЯНДИИ



ANNEX A

*Ratifications, accessions, prorogations, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, prorogations, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEXE A

ANNEX A

TRANSLATION — TRADUCTION

N° 447. ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE DANS LE BUT DE FACILITER LA CIRCULATION DES PERSONNES ENTRE LES TERRITOIRES METROPOLITAINS BELGE ET FRANÇAIS, PARIS, 8 ET 12 AVRIL 1949¹; ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD COMPLEMENTAIRE A CET ACCORD ETENDANT SON APPLICATION A LA FRONTIERE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET FRANCO-LUXEMBOURGEOISE, PARIS, 12 ET 14 MAI 1949²; ET ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN SECOND ACCORD COMPLEMENTAIRE ETENDANT SON APPLICATION A LA SARRE, PARIS, 6 SEPTEMBRE 1949³.

No. 447. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND FRANCE DESIGNED TO FACILITATE THE MOVEMENT OF PERSONS BETWEEN THE METROPOLITAN TERRITORIES OF BELGIUM AND FRANCE, PARIS, 8, AND 12 APRIL 1949;¹ EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT SUPPLEMENTARY TO THAT AGREEMENT EXTENDING ITS APPLICATION TO THE BELGIAN-LUXEMBOURG AND FRENCH-LUXEMBOURG FRONTIERS, PARIS, 12 AND 14 MAY 1949;² AND EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING A SECOND SUPPLEMENTARY AGREEMENT EXTENDING ITS APPLICATION TO THE SAAR, PARIS, 6 SEPTEMBER 1949³.

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD⁴ COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD SUSMENTIONNÉ ÉTENDANT SON APPLICATION À LA SARRE. PARIS, 24 JANVIER 1950

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING A SUPPLEMENTARY AGREEMENT⁴ TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT EXTENDING ITS APPLICATION TO THE SAAR. PARIS, 24 JANUARY 1950

Texte officiel français.

Enregistré par la Belgique le 14 mars 1950.

Official text: French.

Registered by Belgium on 14 March 1950.

¹ Nations Unis, *Recueil des Traités*, volume 30, page 45.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 31, page 489.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 47, page 364.

⁴ Entré en vigueur le 1er février 1950, par l'échange desdites notes et conformément à leurs dispositions.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Volume 30, page 45.

² United Nations, *Treaty Series*, Volume 31, page 489.

³ United Nations, *Treaty Series*, Volume 47, page 365.

⁴ Came into force on 1 February 1950, by the exchange and according to the terms of the said notes.

I

LIBERTÉ—ÉGALITÉ—FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIRECTION DES CONVENTIONS
ADMINISTRATIVES ET SOCIALES

Le Ministère des Affaires Étrangères, se référant à l'échange de notes du 6 septembre 1949¹ relatif à l'extension aux Sarrois du bénéfice de l'accord franco-belge du 8 avril 1949² portant suppression du passeport entre la Belgique et la France, a l'honneur de soumettre les dispositions suivantes à l'agrément du Gouvernement belge:

1. — Les ressortissants belges, quel que soit le pays de leur résidence, peuvent entrer en Sarre par toutes les frontières, sous le couvert du document suivant:

— passeport national, même périmé, pourvu qu'il ait été délivré ou renouvelé depuis le 6 octobre 1944.

2. — Les enfants belges de moins de quinze ans sont autorisés à entrer en Sarre par toutes les frontières:

a) s'ils sont domiciliés en Belgique sous le couvert d'un "certificat d'identité", muni d'une photographie et comportant l'état civil complet de l'intéressé, délivré par l'administration communale de leur domicile, après le 1er octobre 1944;

¹ Voir note 3, page 306.

² Voir note 1, page 306.

I

LIBERTY—EQUALITY—FRATERNITY

FRENCH REPUBLIC

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Department of Administrative and
Social Conventions

With reference to the exchange of notes of 6 September 1949¹ relating to the extension to Saarlanders of the facilities provided under the Agreement of 8 April 1949² between Belgium and France concerning the abolition of passports between Belgium and France, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to submit the following proposals for the approval of the Belgian Government:

1. Belgian nationals, whatever their country of residence, may enter the Saar from any of the frontiers, provided that they are in possession of the following document:

— a national passport, even if it has expired, provided that it was issued or renewed after 6 October 1944.

2. Belgian children under the age of 15 years shall be authorized to enter the Saar from any of the frontiers:

(a) if domiciled in Belgium, provided that they are in possession of an "identity certificate" bearing a photograph and giving full particulars of the bearer's civil status, issued by the communal administration of their place of domicile after 1 October 1944;

¹ See note 3, page 306.

² See note 1, page 306.

- b) s'ils sont domiciliés dans un autre pays, sous le couvert d'un certificat d'immatriculation revêtu d'une photographie, délivré par un agent diplomatique ou consulaire belge.
- (b) if domiciled in another country, provided that they are in possession of a registration certificate, bearing a photograph, issued by a Belgian diplomatic or consular official.
3. — Les ressortissants sarrois, quel que soit le lieu de leur résidence, peuvent entrer en Belgique par toutes les frontières, sous le couvert du document suivant:
3. Saarlanders, whatever their place of residence, may enter Belgium from any of the frontiers, provided that they are in possession of the following document:
- passeport français, muni de la mention "Sarrois", même périmé, pourvu qu'il ait été délivré ou renouvelé depuis le 14 août 1948.
- French passport, bearing the endorsement "Sarrois", even if it has expired, provided that it was issued or renewed after 14 August 1948.
4. — Ces facilités ne joueront que pour des séjours inférieurs ou égaux à trois mois en Sarre, deux mois en Belgique.
4. These facilities shall apply only in the case of sojourns of three months or less in the Saar and of two months or less in Belgium.
- Le visa du passeport est obligatoire pour tous les séjours d'une durée supérieure aux délais précités.
- Passport visas shall be obligatory for all sojourns in excess of the above period.
5. — Chacun des deux Gouvernements se réservera le droit de refuser l'accès ou le séjour sur son territoire aux ressortissants de l'autre pays qu'il considère comme indésirables.
5. Each of the two Governments reserves the right to refuse admission to or sojourn in its territory of any nationals of the other country whom it may regard as undesirable.
6. — Les dispositions ci-dessus, qui annulent et remplacent celles de l'accord conclu à Paris le 6 septembre 1949¹, entreront en vigueur à compter du 1er février 1950.
6. The above provisions which rescind and replace those of the Agreement concluded in Paris on 6 September 1949,¹ shall come into force as from 1 February 1950.
- Le Ministère des Affaires Etrangères serait reconnaissant à l'Ambassade de Belgique de bien vouloir lui faire connaître, dès que possible, par une note de
- The Ministry of Foreign Affairs would be glad if the Belgian Embassy would be so good as to inform it as soon as possible, by a note in similar terms, whether

¹ Voir note 3, page 306.

¹ See note 3, page 306.

même teneur, si les propositions qui précèdent rencontrent l'accord du Gouvernement belge.

Paris, le 24 janvier 1950.

Ambassade de Belgique
Paris

L.S.

the above provisions meet with the agreement of the Belgian Government.

Paris, 24 January 1950

Belgian Embassy
Paris

L.S.

II

N° /C 31 Pr.—

L'Ambassade de Belgique à Paris, se référant à la note du Ministère des Affaires Etrangères de la République, Direction des Conventions Administratives et Sociales, du 24 janvier courant, a l'honneur de marquer l'accord du Gouvernement belge aux dispositions suivantes:

[*Voir note I*]

L'Ambassade saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères les assurances de sa haute considération.

Paris, le 24 janvier 1950.

[SCEAU]

Ministère des Affaires Etrangères
Paris

II

No. /C 31 Pr.

With reference to the note of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic, Department of Administrative and Social Conventions, dated 24 January 1950, the Belgian Embassy in Paris has the honour to confirm the Belgian Government's agreement to the following provisions:

[*See note I*]

The Embassy has the honour, etc.

Paris, 24 January 1950.

[SEAL]

Ministry of Foreign Affairs
Paris

No. 688. PROTOCOL,¹ SIGNED AT PARIS ON 19 NOVEMBER 1948, BRINGING UNDER INTERNATIONAL CONTROL DRUGS OUTSIDE THE SCOPE OF THE CONVENTION OF 13 JULY 1931 FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS, AS AMENDED BY THE PROTOCOL SIGNED AT LAKE SUCCESS ON 11 DECEMBER 1946

No. 688. PROTOCOLE¹, SIGNE A PARIS LE 19 NOVEMBRE 1948, PLAÇANT SOUS CONTRÔLE INTERNATIONAL CERTAINES DROGUES NON VISEES PAR LA CONVENTION DU 13 JUILLET 1931 POUR LIMITER LA FABRICATION ET REGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPEFIANTS, AMENDEE PAR LE PROTOCOLE SIGNE A LAKE SUCCESS LE 11 DECEMBRE 1946

EXTENSION TO THE CONDOMINIUM OF THE NEW HEBRIDES ARCHIPELAGO

EXTENSION AU CONDOMINIUM DE L'ARCHIPEL DES NOUVELLES-HÉBRIDES

NOTIFICATION RECEIVED:

NOTIFICATION REÇUE LE:

27 February 1950

27 février 1950

UNITED KINGDOM OF GREAT
BRITAIN AND NORTHERN IRE-
LAND

ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU
NORD

(Effective as from 29 March 1950)

(À prendre effet à partir du 29 mars
1950)

¹ United Nations, *Treaty Series*, Volume 44, page 277; Volume 45, page 332, and Volume 46, page 367.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 44, page 277; volume 45, page 332, et volume 46, page 367.

NOTE

This volume contains no Annex B, as no certified statement regarding subsequent action affecting a treaty which has been filed and recorded by the Secretariat of the United Nations has reached the Secretariat from 3 March 1950 to 15 March 1950.

It contains no Annex C, as no certified statement regarding subsequent action affecting a treaty registered with the League of Nations has reached the Secretariat from 3 March 1950 to 15 March 1950.

NOTE

Ce volume ne contient pas d'annexe B, aucune déclaration certifiée d'un fait ultérieur affectant un traité classé et inscrit au répertoire par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies n'est, en effet, parvenue au Secrétariat du 3 mars 1950 au 15 mars 1950.

Il ne contient pas d'annexe C, aucune déclaration certifiée d'un fait ultérieur affectant un traité enregistré par la Société des Nations n'est, en effet, parvenue au Secrétariat du 3 mars 1950 au 15 mars 1950.

